Compte rendu des séances publiques
N° 2 – Session ordinaire 2002-2003

5e séance, mardi 15 octobre 2002
6e séance, mercredi 16 octobre 2002
7e séance, jeudi 17 octobre 2002

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

S.E. M. Sanjbegz Tumur-Ochir à Luxembourg

Partenaires inégaux - mais partenaires!

La Mongolie ne figure pas sur la liste des pays cible de la politique d'aide au développement luxembourgeoise. Et pourtant, elle en profite. M. Sanjbegz Tumur-Ochir, Président du Parlement dit Grand Khoural de Mongolie, n'a pas omis de le souligner avec gratitude lors de ses entretiens à la Chambre des Députés.

Le financement d'un centre de diagnostic des maladies cardiovasculaires en est la preuve la plus visible. Ce projet - en voie de réalisation et budgétisé à près d'un million d'euros - avait été décidé en 2001 lors de la visite du Premier Ministre mongol à Luxembourg. Par ailleurs le Grand-Duché s'est montré très sensible aux problèmes engendrés par les rudes tempêtes hivernales des trois dernières années en Mongolie, en accordant une aide d'urgence de 200.000 € et en contribuant 565.000 $ à un projet du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) visant à renforcer les structures du pays afin qu'il puisse, à l'avenir, mieux faire face à de telles catastrophes. Les tempêtes avaient réduit de l'ordre de 20% le cheptel des éleveurs mongols. Elles ont de ce fait hypothéqué sérieusement la croissance économique du pays, estimée à 3,2% pour 2002 alors que le Gouvernement s'attendait à 6%, voire plus.

Depuis qu'elle est sortie de l'orbite de l'Union Soviétique au début des années 1990, la Mongolie s'est dotée d'un système démocratique parlementaire solide et stable. Dans les milieux politiques mongols le soutien aux principes de l'économie du marché serait unanime, comme l'a prétendu M. Sanjbegz Tumur-Ochir. Il n'a pas caché que le Luxembourg pourrait épauler les efforts de développement de son pays, notamment en accueillant des stagiaires (cadres économiques et techniciens) et en partageant son expérience que ce soit en matière du secteur bancaire, du pavillon maritime ou du tourisme.

M. Sanjbegz Tumur-Ochiret et sa délégation parlementaire ont été accueillis par M. Jean Spautz, Président de la Chambre de Députés. La délégation luxembourgeoise se composait en outre du vice-président M. Willy Bourg, des députés MM. Ben Fayot, Robert Mehlen, Mme Lydie Err, MM. Laurent Mosar et Jacques-Yves Henckes.

M. Jean Asselborn, Vice-Président de la Chambre des Députés, a accueilli M. Sanjbegz Tumur-Ochir au poste de frontière à Steinfort. Lors de son séjour, l'hôte mongol a également été reçu en audience au Palais par S.A.R. le Grand-Duc Henri.

Offizieller Besuch Wolfgang Schüssels in Luxemburg

Abstecher ins Parlament

Die anstehende Erweiterung der Europäischen Union war das beherrschende Thema einer Unterredung des österreichischen Bundeskanzlers mit Vertretern der "Chambre des Députés". Wolfgang Schüssel wiederholte sein klares Bekenntnis zur Aufnahme neuer Mitgliedsstaaten. Man müsse sich aber im klaren darüber sein, dass der gleichzeitige Beitritt von zehn Ländern die Union vor grosse Herausforderungen stelle.

"Diese Erweiterung ist nicht mit früheren Beitritten vergleichbar", meinte Wolfgang Schüssel. Sie führe die EU an eine Wegkreuzung. Dort gelte es sorgfältig zu prüfen, wie es der Union gelingen kann, die Stärken der 15 Mitglieder umfassenden Gemeinschaft auf eine 25-köpfige Familie zu übertragen. "Europa muss sich hinterfragen und seine Mechanismen überprüfen", so der österreichische Bundeskanzler.

Österreich hat gemeinsame Grenzen mit vier zukünftigen EU-Staaten. Die Alpenrepublik ist daher in besonderem Masse von der Erweiterung betroffen, aber auch an der Erweiterung interessiert. Schon jetzt unterhält sie die engsten Wirtschaftsbeziehungen aller Unions-Mitglieder zu den östlichen Nachbarn: Mit einem Anteil von 2 Prozent an der EU-Bevölkerung betreiben die Österreicher 8 Prozent des EU-Handels mit Mittel- und Osteuropa.

Weitere Themen des Gesprächs waren die Arbeiten des EU-Konvents - in diesem Zusammenhang zeigte sich Wolfgang Schüssel übrigens wenig von der Idee eines gewählten EU-Präsidenten angetan - und die europäische Steuerpolitik: Hier stehen Österreich und Luxemburg dem Harmonisierungsdruck alleine, aber geschlossen gegenüber, betonte Schüssel. Vom Dezember-Gipfel in Kopenhagen werde gewiss wieder ein starker Druck der Befürworter des Informationsaustauschs auf die beiden Länder ausgehen. Er sei aber fest entschlossen, sich diesem Druck gemeinsam mit Luxemburg nicht nur zu stellen, sondern ihm auch standzuhalten.

Wolfgang Schüssel wurde im Parlament vom Präsidenten Jean Spautz empfangen. Am anschliessenden, sehr offenen Meinungsaustausch nahmen seitens der "Chambre des Députés" die Abgeordneten Paul Helminger, Ben Fayot, Laurent Mosar, Jacques-Yves Henckes und François Bausch teil.

Visite chinoise à la Chambre des Députés

Curiosité institutionnelle

"Votre visite dans notre pays fait preuve une fois de plus de l'intérêt que la grande Chine porte au petit Luxembourg." C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz, a accueilli le Vice-Président Permanent du Comité national de la Conférence consultative politique du Peuple chinois, M. Ye Xuanping, le 18 octobre 2002.

Les entretiens qui ont suivi l'accueil et la signature du livre d'or à l'Hôtel de la Chambre des Députés ont porté essentiellement sur le fonctionnement de l'institution dont M. Ye Xuanping est un des principaux représentants.

La Conférence consultative politique du Peuple chinois (CCPPC) est un organe consultatif rassemblant quelque 2.200 membres issus des huit partis dits démocratiques du pays, de divers groupements sociaux, de différentes régions, de l'armée etc. Ses fonctions essentielles consistent à discuter des grands problèmes de la République populaire, d'exprimer son opinion et de proposer des solutions - bref: l'institution vise à associer les forces vives extérieures au parti communiste chinois à la vie politique et à l'action gouvernementale.

Après avoir pris connaissance du fonctionnement de la Chambre des Députés, la délégation chinoise s'est également intéressée au rôle du Conseil d'Etat luxembourgeois, vu que le Président de la Haute Corporation, M. Marcel Sauber, participait également à la réunion.

M. Ye Xuanping et sa délégation ont été accueillis par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés. La délégation luxembourgeoise se composait en outre des vice-présidents MM. Niki Bettendorf et Jean Asselborn, ainsi que des députés MM. Ben Fayot et Robert Mehlen.

Audience au Palais grand-ducal

Comme de coutume, S.A.R. le Grand-Duc Henri a reçu en audience les membres du Bureau de la Chambre des Députés à l'occasion de la rentrée parlementaire. Le Bureau se compose de M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, MM. Willy Bourg, Niki Bettendorf et Jean Asselborn, Vice-Présidents, MM. Lucien Weiler, Lucien Clement, Jean-Paul Rippinger, John Schummer, Jeannot Krecké, Robert Mehlen et François Bausch, membres, ainsi que de M. Claude Frieseisen, Secrétaire général. D'après le Règlement intérieur de la Chambre des Députés, les missions principales du Bureau sont

- la représentation de la Chambre sur le plan national et international;

- le règlement des questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes, à l'exception de l'ordre du jour de la Chambre qui est de la compétence de la Conférence des Présidents;

- ainsi que la gestion des affaires de la Chambre et la prise de toutes les décisions relatives à l'organisation et à la discipline du personnel.

Convention des Jeunes

Bilan mitigé

Les six jeunes ayant représenté notre pays à la Convention européenne des Jeunes du 9 au 12 juillet à Bruxelles sont restés sur leur faim.

A les écouter l'expérience fut certes intéressante et le dialogue vivant. Néanmoins la manifestation réunissant 210 jeunes européens venant des vingt-huit pays membres de l'UE et candidats à une adhésion se serait soldée par un échec, faute de résultats concrets.

Voilà en trois phrases le bilan que les jeunes Conventionnels luxembourgeois ont présenté à une trentaine d'élèves le 11 octobre à la Chambre des Députés.

Cette réunion était le suivi d'une Convention jeunes luxembourgeoise, qui s'était tenue début juillet, avant la Convention européenne des Jeunes, pour préparer une contribution de la jeunesse luxembourgeoise aux discussions sur l'avenir de l'Europe.

Décès de S.A.R. le Prince Claus des Pays-Bas

M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, a tenu à exprimer ses condoléances au peuple néerlandais à l'occasion du décès, à l'âge de 76 ans, de S.A.R. le Prince Claus, survenu le 6 octobre 2002. Le Premier Citoyen du pays l'a fait en signant, en date du 9 octobre, le Livre de condoléances déposé à l'Ambassade des Pays-Bas en hommage à l'époux de la Reine Béatrix. La signature s'est faite en présence de S.E.M. Johan Gualtherie Van Weezel, Ambassadeur des Pays-Bas à Luxembourg. M. Jean Spautz était accompagné à cette occasion par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen qui, à son tour, a signé le registre.

XXVIIème COSAC

(Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires)

Les représentants des Commissions spécialisées en affaires communautaires et européennes des Etats membres, des pays candidats et du Parlement européen se sont réunis du 16 au 18 octobre 2002 à Copenhague dans le cadre de la XXVIIème COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires). La délégation de la Chambre des Députés se composait de M. Laurent Mosar, Président de la délégation, et de MM. Jean-Paul Rippinger, Ben Fayot, Gast Gibéryen et Jean Huss, membres.

La Conférence a continué ses travaux de réforme de la COSAC et de renforcement du rôle des Parlements nationaux entamés lors des précédentes réunions semestrielles. La délégation luxembourgeoise a mis l'accent sur le fait que les compétences actuelles de la Conférence sont suffisantes, mais qu'il faudrait en améliorer la mise en œuvre. Les représentants luxembourgeois ne sont par ailleurs pas favorables à l'éventuelle instauration d'une nouvelle institution regroupant les parlementaires nationaux, afin de ne pas alourdir la procédure de prise de décision au sein de l'Union.

La COSAC a décidé de mettre en place un groupe de travail chargé entre autres de poursuivre les travaux sur le projet de code de conduite définissant des standards minimums en vue d'un contrôle parlementaire national efficace des Gouvernements.

La réunion de la XXVIIème COSAC était précédée le 16 octobre 2002 d'une réunion spécialement consacrée aux pays candidats lors de laquelle la COSAC a entendu M. Günter Verheugen, le Commissaire européen à l'élargissement, faire un état actuel sur le rapport de la Commission européenne sur les progrès réalisés par les pays candidats sur la voie de l'adhésion. La Chambre des Députés était représentée par M. Ben Fayot.

(de gauche à droite): M. John Schummer, Président du Parlement Benelux, M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, M. Jean-Marie Happart, Vice-Président du Parlement Benelux et M. Ludy Michiels, Secrétaire général du Parlement Benelux

Le Parlement Benelux en visite à la Chambre des Députés

C'est pour tirer un premier bilan de la présidence luxembourgeoise et pour présenter ses projets envisagés à l'avenir que le Bureau du Parlement Benelux, représenté par M. John Schummer, président, et M. Jean-Marie-Happart, vice-président, a rencontré le Président de la Chambre des Députés M. Jean Spautz à Luxembourg en date du 21 octobre 2002.

Cette visite s'est inscrite dans le cadre d'une tournée d'entrevues avec les présidents de toutes les Assemblées membres du Parlement Benelux, dont la dénomination officielle est " Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux ". M. Schummer a attiré l'attention sur le grand nombre de réunions qui ont été tenues depuis le 1er janvier 2001, date à laquelle le Grand-Duché a assumé la présidence, et sur la variété des sujets traités.

L'entrevue a par ailleurs porté sur les contacts internationaux du Parlement Benelux, qui entretient des relations étroites avec le Conseil Parlementaire Interrégional de la Grande Région, le Conseil Nordique et surtout l'Assemblée Balte.

Le président de la Chambre des Députés M. Jean Spautz s'est montré très satisfait du bilan de la présidence luxembourgeoise du Parlement Benelux et a assuré ce dernier de son soutien lorsque la présidence passera pour 2 années à la Belgique en 2003 et 2004.

Chamber TV

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

NOUVELLES LOIS

4731 - Projet de loi

portant création d'un établissement public nommé „Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte“

L'établissement public à créer aura pour vocation de gérer et d'exploiter la Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte à Luxembourg-Kirchberg dont la construction a été autorisée par la loi du 18 janvier 2001.

Lieu de rencontre musical international polyvalent et maintenu constamment en activité, la salle - "philharmonique" dans le meilleur sens du terme - répondra aussi à des objectifs pédagogiques. Ainsi, la salle de concerts ne sera pas un monument, un "temple" de la musique et encore moins un "musée", mais un centre intense de vie musicale de très haute qualité ouvert à tous.

Pour une gestion autonome et une exploitation maximale de la Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, l'organisme en charge de celle-ci devra bénéficier de l'autonomie et de la flexibilité nécessaires. En s'appuyant sur les réseaux de la billetterie centrale et du service de la programmation culturelle, l'organisme devra pouvoir organiser en toute liberté, seule ou avec d'autres, sa saison de manifestations culturelles. A côté de ce volet musical, l'établissement sera également responsable de l'utilisation maximale des salles et des moyens techniques.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 04.12.2000

Rapporteur: M. Claude Wiseler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Présidente: Mme Nelly Stein):

07.12.2000:	Réunion jointe de la Commission des Travaux publics et de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
	Présentation du projet de loi
25.06.2002	Désignation du rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
09.10.2002	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.10.2002

4790 - Projet de loi

portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant:

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive sous rubrique, qui entend permettre aux ressortissants communautaires habilités à exercer la profession d'avocat dans leur Etat d'origine, à s'établir dans un autre Etat membre à l'effet d'y exercer leurs activités professionnelles, sous le titre professionnel de l'Etat d'origine.

Le projet de loi prévoit que l'avocat européen qui entend bénéficier de cette directive doit connaître la langue de la législation et les langues judiciaires et administratives au sens de la loi de 1984 sur le régime des langues, autrement dit le français, l'allemand et le luxembourgeois.

Le projet de loi prévoit en outre que l'avocat européen qui entend bénéficier de la nouvelle directive, mais qui se voit opposer un refus d'inscription par l'Ordre des Avocats concerné pourra en saisir le Conseil disciplinaire et administratif. Quant au Conseil disciplinaire et administratif d'appel, compétent pour connaître en appel des décisions du Conseil disciplinaire et administratif, il sera dorénavant composé, non plus, comme d'après la loi de 1991 sur la profession d'avocat, de deux magistrats de la Cour d'appel et d'un seul assesseur-avocat inscrit à la liste I du tableau des avocats (liste des avocats à la Cour), mais, outre les deux magistrats de la Cour d'appel, de trois assesseurs-avocats inscrits à la liste en question.

Par ailleurs le projet de loi ajoute aux différentes professions dont les membres sont admis à être domiciliataires au sens de la loi de 1999 régissant la domiciliation des sociétés, les avocats à la Cour inscrits sur la liste I du tableau des avocats pour pouvoir être domiciliataire, ce qui exclut implicitement les avocats européens pendant les trois premières années de leur pratique professionnelle au Luxembourg.

En effet, les avocats européens sont inscrits sur une liste spécifique, la liste IV et ce n'est qu'après une pratique professionnelle de trois ans au Luxembourg qu'ils seront inscrits sur la liste I, sans d'ailleurs être obligés de se soumettre à l'examen de fin de stage judiciaire.

A noter encore que dans les cas où d'après la législation luxembourgeoise la représentation en justice ne peut se faire que par un avocat à la Cour, l'avocat européen de la liste IV devra se faire assister par un avocat à la Cour.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 17.04.2001

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

16.01.2002	Désignation du rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
30.01.2002	Echange de vues avec une délégation du Conseil de l'Ordre du Barreau des avocats de Luxembourg
27.02.2002	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
06.03.2002	Vote définitif des différentes propositions d'amendement
12.06.2002	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
24.06.2002	Réexamen de la condition linguistique
26.06.2002	Adoption d'un projet de rapport
02.10.2002	Décision en vue du second vote constitutionnel
	Proposition de motion ADR du 3 juillet 2002 concernant la langue judiciaire

Premier vote constitutionnel: 03.07.2002

Second vote constitutionnel: 17.10.2002

4795 - Projet de loi

portant approbation

– de l'Acte final de la Conférence diplomatique sur le Protocole coordonnant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne „Eurocontrol“ du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues

– du Protocole coordonnant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne „Eurocontrol“ du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues

– du Protocole additionnel concernant le passage du régime de l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route du 12 février 1981 au régime des dispositions pertinentes de la version coordonnée du texte de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne „Eurocontrol“ amendée à Bruxelles en 1997, y compris son annexe IV

signés à Bruxelles, le 27 juin 1997

Le présent projet de loi déposé en date du 25.04.2001, avisé par le Conseil d'Etat en date du 27.03.2001 vise à ratifier trois textes internationaux qui sont:

- l'Acte final de la Conférence diplomatique sur le Protocole coordonnant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues

- le Protocole coordonnant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues

- le Protocole additionnel concernant le passage du régime de l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route du 12 février 1981 au régime des dispositions pertinentes de la version coordonnée du texte de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" amendée à Bruxelles en 1997, y compris son Annexe IV.

Ces textes ont été signés lors d'une conférence diplomatique qui s'est tenue à Bruxelles le 27.06.1997.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 04.05.2001

Rapporteur: Mme Agny Durdu

Travaux de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

08.11.2001	Désignation du rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
09.10.2002	Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 17.10.2002

4867A - Projet de loi

portant

1) modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

2) modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;

3) modification de la loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation et modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;

4) modification de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

5) modification de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet

1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;

2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;

6) abrogation de la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux

Le projet de loi 4867A constitue le second volet du projet 4867 initial, la Chambre des Députés ayant décidé de scinder ce projet de loi en adoptant dans sa séance du 20 décembre 2001 les seules dispositions ayant trait au relèvement des prestations familiales. Ce premier volet du projet est devenu la loi du 21 décembre 2001.

L'objectif principal des innovations proposées par le projet de loi consiste non pas en la création de prestations nouvelles, voire de catégories d'attributaires nouveaux, mais plutôt à mettre les textes en harmonie avec certaines exigences communautaires telles qu'elles résultent de l'évolution de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes. Il s'agit notamment de redéfinir les critères de résidence et de mettre sur un pied d'égalité les résidents et les non-résidents au Luxembourg, et ce en vertu du principe de la libre circulation des personnes et de l'égalité de traitement. Le projet contient encore des aménagements concrets de l'allocation d'éducation qui est étendue notamment en cas de naissance multiple et du congé parental dont le régime est modifié en cas de naissance multiple.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 19.11.2001

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse (Président: M. Jean-Marie Halsdorf):

07.05.2002	Adoption d'une proposition d'amendement
11.06.2002	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
03.10.2002	Examen du 3e avis complémentaire du Conseil d'Etat
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.10.2002

4889 - Projet de loi

réglementant le repérage de télécommunications et portant modification du Code d'Instruction Criminelle

4886 - Proposition de loi

portant réglementation du repérage de télécommunications et modifiant le Code d'Instruction Criminelle

Le projet de loi prévoit l'insertion au Code d'instruction criminelle d'un article 67-1 nouveau sur le repérage de télécommunications.

Le paragraphe 1 de l'article 67-1 nouveau prévoit de limiter la mesure d'investigation du repérage à des infractions d'une certaine gravité en introduisant un seuil de peine égal ou supérieur à 6 mois d'emprisonnement.

Le repérage téléphonique doit pouvoir être effectué dans la lutte contre la grande criminalité et, notamment, afin de découvrir les auteurs de fausses alertes, de menaces par téléphone ou internet ou de harcèlement téléphonique.

D'ailleurs le projet de loi vise non seulement le repérage de télécommunications proprement dit, mais aussi la localisation de l'origine ou de la destination de télécommunications.

Le paragraphe 1er prévoit en outre que le juge d'instruction peut requérir le concours technique de l'opérateur d'un réseau de

Chambre des Députés LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

télécommunications ou du fournisseur d'un service de télécommunications.

Le projet de loi prévoit plusieurs garanties pour le justiciable : ainsi seul un juge d'instruction peut ordonner la mesure; en outre l'ordonnance du juge d'instruction doit être motivée c.-à-d. qu'elle doit indiquer les circonstances de fait et de droit de la cause qui justifient la mesure.

Enfin le paragraphe 1er prévoit que le juge d'instruction précise la durée de la mesure ordonnée, durée qui ne pourra excéder un mois à partir de l'ordonnance, sous réserve de renouvellement.

Le paragraphe 2 de l'article 67-1 nouveau rappelle que toute personne qui, de par sa fonction a connaissance de la mesure où y prête son concours est tenue au secret professionnel, conformément à l'article 478 du Code pénal.

Le paragraphe 3 de l'article 67-1 nouveau prévoit des garanties supplémentaires pour le justiciable, à savoir:

- l'information de la personne concernée au cours de l'instruction ou au plus tard dans les 12 mois suivant la date de l'ordonnance;

- le rappel de la possibilité d'introduire une requête en nullité, telle que prévue à l'article 126 du Code d'instruction criminelle;

- enfin ce paragraphe prévoit que lorsque les mesures de repérage de télécommunications ordonnées par le juge d'instruction n'ont donné aucun résultat, les données obtenues seront retirées du dossier de l'instruction et détruites dans la mesure où elles concernent des personnes non inculpées.

Dépôt du projet de loi par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 18.12.2001

Dépôt de la proposition de loi par M. Alex Bodry, le 13.12.2001

Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

16.01.2002	Echange de vues avec le Ministre de la Justice
24.04.2002	Désignation du rapporteur
	Examen du projet de loi, de la proposition de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
02.10.2002	Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.10.2002

4928 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie en matière de sécurité sociale, signée à Ljubljana, le 1er octobre 2001

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie en matière de sécurité sociale, qui a été signée à Ljubljana en date du 1er octobre 2001.

L'objectif principal est de remplacer l'ancienne Convention générale sur la sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérative populaire de Yougoslavie du 13 octobre 1954 par un instrument plus moderne et plus adéquat. En effet cette Convention avec la Yougoslavie était maintenue en vigueur dans nos relations avec la Slovénie; cependant cette situation était devenue inadéquate pour diverses raisons et donc difficile à gérer.

Dans un contexte international foncièrement remodelé, il est devenu indispensable de procéder à certaines adaptations. A cet égard, la nouvelle Convention avec la Slovénie peut être rapprochée de la Convention signée entre le Luxembourg et la Croatie qui a été approuvée par la loi du 29 mai 2002.

La nouvelle Convention garantit les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux Etats contractants.

Dans une large mesure la Convention émargée suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement communautaire 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 20.03.2002

Rapporteur: M. Niki Bettendorf

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Président: M. Niki Bettendorf):

23.09.2002	Désignation du rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
07.10.2002	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.10.2002

4935 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Islande sur la sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 30 novembre 2001

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Islande sur la sécurité sociale, qui a été signée à Luxembourg en date du 30 novembre 2001.

Depuis l'entrée en vigueur de l'accord sur l'espace économique européen, l'ancienne convention en matière de sécurité sociale avec la République d'Islande a cessé ses effets et l'instrument de coordination de droit commun, à savoir le règlement 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale, aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, s'applique également à nos relations de sécurité sociale avec l'Islande.

Or, ce règlement 1408/71 a une conception limitée du champ d'application personnel, étant donné qu'il ne s'applique qu'aux ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

L'objet fondamental de la Convention est donc d'étendre le champ d'application personnel à toutes les personnes qui sont ou ont été soumises à la législation de l'un ou des deux Etats concernés, ainsi qu'à leurs membres de famille ou leurs survivants.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 04.04.2002

Rapporteur: M. Niki Bettendorf

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Président: M. Niki Bettendorf):

23.09.2002	Désignation du rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
07.10.2002	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.10.2002

MARDI, 15 OCTOBRE 2002 — 5E SÉANCE — Présidence: M. Jean Spautz, Président

Ordre du jour

1. Communication
2. Retrait du rôle de deux propositions de loi
3. Ordre du jour
4. Heure de questions au Gouvernement:
   1) Question 241 de M. Marco Schank relative à la valorisation du site des anciennes ardoisières de Haut-Martelange
   2) Question 242 de M. Ben Fayot relative à la politique d'information des citoyens sur le futur élargissement de l'Union européenne
   3) Question 243 de M. Marcel Glesener relative au second référendum irlandais pour la ratification du traité de Nice
   4) Question 244 de M. Mars Di Bartolomeo concernant le changement des compétences au niveau des Ministères de la Famille et de l'Education nationale des structures d'accueil et plus particulièrement en relation avec les devoirs à domicile
5. Question urgente 1850 de M. Ben Fayot relative à la base légale pour la création de la "School of Finance"
6. Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications
7. Heure d'actualité demandée par le groupe socialiste sur les conclusions du Sommet de Johannesburg *(Discussion générale)*
8. Dépôt d'une proposition de loi
9. Heure d'actualité demandée par le groupe socialiste sur les conclusions du Sommet de Johannesburg *(Discussion générale - Suite)*
10. 4731 - Projet de loi portant création d'un établissement public nommé "Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte"

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Erna Hennicot-Schoepges et M. Charles Goerens, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendeng Kommunikatioun ze maachen? Dat ass net de Fall.

1. Communication

Ech hunn der Chamber folgend Matdeelung ze maachen:

La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Retrait du rôle de deux propositions de loi

Op Ufro vun der CSV-Fraktioun a mam Averständnis vun der Presidentekonferenz gëtt virgeschloen zwou Propositions de loi vum Rôle ze huelen. Et sinn dat d'Proposition de loi 3046 vum Här Camille Dimmer iwwert d'Heckeschneiden an d'Ofbrenne vun de Wisen, an d'Proposition de loi 3745 vum Här Lucien Weiler iwwert d'Organisatioun vun der Aarbechtsinspektioun.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Wat eis Aarbechte vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz de leschten Donneschdeg fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg:

- eng Froestonn un d'Regierung;
- d'Ernennung vun engem Réviseur d'entreprise fir d'Post;
- eng Aktualitéitsstonn, vun der sozialistescher Fraktioun ugefrot iwwert de Sommet vu Johannesburg;
- de Projet de loi 4731 iwwert d'Schafung vu engem Etablissement public "Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte".

Mar, e Mëttwoch um halwer dräi:

- de Projet de loi 4889 iwwert d'Novollzéiung vun Télefonsverbindungen, zesumme mat der Proposition de loi 4886 iwwert datselwecht Thema;
- eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Personnaldelegatiounen, d'Comités mixtes an d'Vertriedung vun de Salariéen an de Verwaltungsréit;

Iwwermar um halwer dräi:

- de Projet de loi 4867A iwwert d'Familljenzoulagen;
- de Projet de loi 4928, e Sozialofkommes tëschent Lëtzebuerg a Slowenien;
- de Projet de loi 4935, e Sozialofkommes tëschent Lëtzebuerg an Island;
- de Projet de loi 4795 "Eurocontrol";
- den zweete Vote constitutionnel iwwert de Projet de loi 4790, eng Direktiv iwwert de Beruff vum Affekot.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre. Ech hat am Numm vu eiser Fraktioun mat Datum vum 8. Oktober Iech e Bréif zoukomme gelooss, wou mer als ADR eng Heure d'actualité gefrot hunn iwwert d'Praktike vun den Dierwiechtere bei den Zwangssteeën.

D'Presidentekonferenz huet déi Demande vun eis net zréckbehalen, well se anscheinend net d'actualité wier.

(Interruption)

Jo, well eben d'Presidentekonferenz gesot huet, et géif pro Woch am Prinzip nëmmen eng Heure d'actualité geholl ginn.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

D'Presidentekonferenz huet festgehalen, si géif nëmmen eng Heure d'actualité am Prinzip d'Woch huelen. Mir waren awer der Meenung, datt eis Heure méi d'actualité wier wéi aner Heures d'actualité, déi ugefrot sinn. D'sozialistesch Kolleegen hunn eng iwwert de Sommet vu Johannesburg ugefrot, wou och keen dergéint ass, datt déi kënnt. Et ass awer ëmmerhi scho sechs Wochen hier, datt dee Sommet war, mee mäi Gott, et kann een ëmmer driwwer diskutéieren.

D'CSV huet eng ugefrot iwwert d'Héichwaasser. Här President, ech ka mech elo net erënneren, wéi aktuell datt déi Problematik hei am Land ass, et sief, datt de Geheimdéngscht d'CSV informéiert hätt, datt kuerzfristeg esou en Héichwaasser géif bevirstoen a mir nach näischt dovu géife wëssen.

Op jidde Fall hat den Här Weiler an der Presidentenkonferenz proposéiert, d'Heure d'actualité vun de Sozialisten iwwer Johannesburg als d'éischt ze huelen, an als zweet déi iwwert d'Héichwaasser, an eng aner Kéier kënnte mer dann iwwert déi schwätze vun den Dierwiechter. Mir sinn awer der Meenung, datt dat en Thema ass, dat aktuell ass, an datt een dann awer soll - dës Woch ass de Programm jo net esou chargéiert - déi Heure d'actualité op den Ordre du jour huelen, well se eben aktuell ass. D'Leit am Land gesinn et als eng Aktualitéit un, och eis Fraktioun jiddefalls, wou een da ka kucken, ob en Dierwiechter säi Pouvoir iwwerschratt huet oder net. Wann dat de Fall ass, ech mengen, dann ass et eng Saach, wou d'Geriichter wahrscheinlech mussen décidéieren.

Wann dat awer am Kader vun de Gesetzer stattfonnt huet, da si mer der Meenung, datt et héich Zäit géif ginn, datt mer déi Gesetzer géifen heibannen iwwerkucken.

An en drëtte Punkt, deen een an dësem Zesummenhank menger Meenung no och muss diskutéieren, dat ass, ob et ubruecht ass, datt Polizisten als Privatpersoun an zivil un esou Zwangssteeë participéieren, wat eiser Meenung no net onbedéngt compatibel mat hirem Beruff ass, wou mer éischter der Meenung sinn, datt eng Distanz do besser wier.

Dofir menge mer, datt dat schonn en aktuellt Thema ass, wou et derwäert wier driwwer ze diskutéieren, an dofir, onofhängeg vun der Heure d'actualité vun de Sozialisten iwwert de Sommet vu Johannesburg, si mer och nach domat averstanen, Här President, wann eis Heure d'actualité ugeholl gëtt, datt mer dann och nach iwwert der d'CSV hir vum Héichwaasser schwätzen. Et wees ee jo ni, wat ka kommen.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Maacht eng Proposition de loi!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn Iech den Ordre du jour virgeluegt, esou wéi d'Presidentekonferenz e fir dës Woch virschléit. Dir hutt elo grad den Här Gibéryen héieren, deen do eng aner Meenung huet, mä ech géing awer emol d'Chamber driwwer ofstëmme loossen, ob se mat deem Ordre du jour, dee vun der Presidentenkonferenz virgeschloe ginn ass, d'accord ass oder net.

Vote

Wie mat deem proposéierten Ordre du jour vun der Conférence des Présidents d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass net d'accord?

Et besteet keen Zweifel, eng grouss Majoritéit ass d'accord fir den Ordre du jour, esou wéi e vun der Conférence des Présidents virgeschloe ginn ass, unzehuelen. Domadder ass déi Fro da gekläert.

Mir hunn haut de Mëtteg eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement hunn d'Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir hir Fro virzedroen, d'Regierung véier Minutten, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als éischt hu mer d'Fro 241 vum Här Marco Schank un d'Kulturministesch iwwert d'Schiefergrouwe vu Maarteleng.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Entschëllegt, Här President, ech hat de leschte Méindeg eng Dréinglechkeetsfro un d'Madame Minister Erna Hennicot-Schoepges geriicht iwwert d'Luxembourg School of Finance. Ech hat verstane wéi wann déi fir haut zréckbehale gi wär.

M. le Président.- Jo, déi kënnt direkt als zweet. Nom Här Schank kënnt Är Fro.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Neen, ech schwätzen hei vun der Dréinglechkeetsfro iwwert d'Luxembourg School of Finance.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).*- Dat ass eng aner! Et war gesot ginn, déi géif virkommen, awer net op den Ordre du jour. Här President, den Iertum kënnt, well se net um Ordre du jour ass.

M. le Président.- De Fall ass gekläert, si kënnt uschléissend un d'Heure de questions.

D'Wuert huet elo den Här Marco Schank.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question 241 de M. Marco Schank relative à la valorisation du site des anciennes ardoisières de Haut-Martelange

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, d'Leekaule vun Uewermaarteleng sinn en eenzegaartegen industrielle Patrimoine, net nëmme fir Lëtzebuerg mee wäit iwwert d'Landesgrenzen eraus, a mir freeën eis alleguerten driwwer, datt viru kuerzem de Stat Propriétaire ginn ass vun deene Leekaulen. Esou wäit ech richteg informéiert sinn, huet d'Madame Ministesch fir Kultur de Kontrakt ënnerschriwwen. Dat heescht, dee Site kritt dann elo definitiv déi Chance, op déi e scho laang waart, fir valoriséiert a revaloriséiert ze ginn, zum Beispill am kulturelle Beräich, am sozio-kulturelle Beräich, virun allem och am touristesche Beräich. Wann een déi Galerië géif zougänglech maachen, da kënnt dat en eemolegen touristeschen Highlight, net nëmme fir den Norde mee fir de ganze Grand-Duché ginn.

Meng Fro elo un d'Madame Ministesch fir Kultur: Op wéi eng Manéier d'Regierung elo drun denkt, fir dee Site ze valoriséieren? Wéi ass dVirgehensweis? Ass an där Virgehensweis och virgesinn, fir déi laang a positiv Äarbecht vun de Leit um Terrain, beispillsweis vun de Frënn vun der Lee, och fortzesetzen?

M. le Président.- D'Wuert huet d'Kulturministesch, d'Mme Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Här President, esou wéi den honorablen Deputéierte Marco Schank et a senger Fro schonn ugedeit huet, ass effektiv de Compromis de vente tëschent dem Comité d'acquisition an dem Schäfferot vun der Gemeng Rammerech ënnerschriwwe ginn, de 26. Juli dëst Joer. De Budgetsminister huet och de 17. September dee Verkaafsakt guttgeheescht.

Mir sinn also an der Lag, fir kënne mat deem grouse Site vun de Maartelenger Leekaulen Neel mat Käpp ze maachen, an ech hu wëlles der Regierung ze proposéieren, en Etablissement public ze maachen, fir d'Exploitatioun vun dësem aussergewéinlechen industrielle Site.

Et ass eng Industriebrooch au même titre wéi déi vun Esch, a si huet gewëss an der industrieller Geschicht vun eisem Land eng grouss Roll gespillt. Mir gesinn, datt mer eng ganz Partie Partner do musse ronderëm en Dësch kréien, notamment och d'Gemeng, déi mer musse abannen, an dann déi privat Associatiounen, déi sech drëm beméit hunn, fir aus deene Leekaulen och e Site vu Kultur ze maachen.

Dat gesot wäert ech, esoubal de Verkaafsakt rechtskräfteg ass, der Regierung d'Schafung vun engem Etablissement public proposéieren.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro 242 vum Här Ben Fayot un d'Ausseministesch iwwert d'Informatioun un d'Bierger iwwert d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun.

Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question 242 de M. Ben Fayot relative à la politique d'information des citoyens sur le futur élargissement de l'Union européenne

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, den 9. Oktober huet d'Europäesch Kommissioun hire Rapport iwwert den Elargissement virgeluegt, an do geet ënner anerem och driwwer Rieds, fir d'Opinion publique iwwert de Processus d'élargissement ze informéieren a fir den Elargissement ze gewannen. Ech zitéieren: "C'est aux gouvernements nationaux qu'il appartient au premier chef d'expliquer l'élargissement aux citoyens." Et gëtt och gesot, dass ee muss kloer maachen ,"que l'élargissement ne fait que des gagnants," an dass duerch den Elargissement de Fridden an d'Prospéritéit weider ausgedehnt ginn.

Nu konstatéiere mer awer besonnesch an onse Länner, dass d'Erweiderung de Leit ganz vill Suerge mécht, an dass ee wierklech déi politesch Diskussioun iwwert déi Erweiderung endlech muss ufänken an och d'Informatioun vun de Bierger. Ech erënneren an deem Zesummenhank drun, dass d'Mme Minister am Juni 2002 e Memorandum mat der Kommissioun, mat den Häre Vitorino a Verheugen, ënnerzeechent huet, ebe just fir d'Kollaboratioun tëschent der Lëtzebuerger Regierung an der Kommissioun an der Fro vun der Informatioun an der Sensibilisatioun vun de Bierger iwwert d'Erweiderung weiderzebréngen.

Meng Fro ass: Wou si mer drun? Ech hat schonn e puer schréftlech Froe gestallt, an ech hunn ëmmer vun der Regierung gesot krut, si géif eben déi Kollaboratioun mat der Kommissioun ustriewen. Dee Memorandum ass vum Juni 2002. Mir hunn elo am Oktober 2002 erëm eng Kéier d'Opfuerderung un d'national Regierungen, fir déi Informatioun a déi Sensibilisatioun weiderzedreiwen, an ech wollt elo vun der Mme Minister gewuer ginn, wéiwäit dass d'Regierung mat deenen Aktivitéiten do komm ass.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Ausseministesch, d'Mme Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Fayot huet drop higewisen, datt d'Lëtzebuerger Regierung effektiv scho méi laang gesot huet, datt se e besonneschen Effort wëllt maachen am Kader vun enger Campagne d'information iwwert d'Konsequenze vum Elargissement, an datt mer dat an dem Kontext effektiv an engem Memorandum den 19. Juni zesummen, d'Lëtzebuerger Regierung mat dem Europaparlament an der Kommissioun, ënnerstrach hunn. Dee Memorandum ass och nach kompletéiert ginn duerch eng Konventioun, wou genau dra steet, wat deen een a wat deen anere soll maachen. Mee de Fait ass, datt mer et zesumme maachen.

D'Objektiv vun esou enger Campagne d'information ass natierlech ganz kloer: Fir d'Leit besser ze informéieren iwwert de Processus d'élargissement, a fir ganz einfach ons besser kennen ze léieren. Mir, déi zéng Länner, déi prévisionnellement sollen nei bäikommen, mee ëmgekéiert och, well och an deene Länner ass nach e ganz grousse Besoin un Informatiounen.

Ech sinn d'ailleurs frou festzestellen, datt, ofgesinn elo vun dëser Campagne d'information, wann een den Eurobarometer kuckt, da si mir nach ëmmer bei deene Länner, wou d'Zoustëmmung déi Gréisst ass, a wou d'Leit och virun allem awer fannen, datt se relativ gutt informéiert sinn, mee mir wëllen dat eben nach besser maachen.

Wat ass virgesinn? Ech mengen, dat ass jo eng konkret Fro. Et si Cycles de reportage virgesinn iwwert déi verschidde Kandidatelänner. Dat Ganzt soll duerch e groussen Débat, Stil Impakt, Impuls oder Forum, ofgeschloss ginn, wou natierlech och déi verschidde politesch Kräfte solle vertruede sinn.

Fir dat ze organiséieren, si Reesen an déi verschidde Länner virgesinn, Visite vu Gruppe vu Journalisten an déi verschidde Kandidatelänner an natierlech och eng ganz Rei aner Aktivitéiten, an nach en Argumentaire, wou versicht gëtt Land pro Land, souwuel déi positiv, wéi awer och nach déi vläicht méi quokeleg Froen opzelëschten, fir dass d'Leit e komplett Bild vun der Situatioun hunn.

Wat ass virgesinn um Niveau vum Geld? Och dat maache mer zesummen, well zum Beispill déi Reese solle bezuelt ginn. D'Halschent vun der Kommissioun, vun der Représentation permanente hei zu Lëtzebuerg, an déi aner Halschent vun der Lëtzebuerger Regierung.

Et sinn 10.000 Euro virgesinn, fir en Argumentaire, deen amgaang ass ausgeschafft ze ginn tëschent der Kommissioun an der Direction II, well mir hunn eis geduecht, dass et kee Wäert huet alles dräi- oder véiermol iwwert deeselwechte Sujet ze maachen. A vu datt an der Kommissioun sech e ganze Service dorëm këmmert, maache mer dat zesummen, d'Direction II vun den Affaires étrangères mat der Kommissioun. Dat erlaabt eis natierlech d'Fräe vun esou engem Argumentaire méi kleng ze halen.

Fir d'Organisatioun vu Voyages de presse an déi verschidde Kandidatelänner sinn 100.000 Euro virgesinn. Déi éischt sollen am Januar 2003 stattfannen, an et ass virgesinn, dass dat éischt Land Ungarn ass, dann d'tschechesch Republik, d'Slowakei, duerno d'Pays baltes an da Polen a Slowenien. Zypern a Malta sollen déi lescht an der Rei sinn.

Et sinn eng gutt Dose Journalisten, déi wahrscheinlech wäerten dobai sinn, a wou mer wäerte versichen, esou objektiv wéi méiglech, Informatiounen ze gi sur place, an der Hoffnung natierlech, datt och Informatioune vun do no hei matbruecht ginn. Mir bréngen der dohinner an ëmgekéiert och.

Mir hunn och virgesinn, datt d'Journalisten aus deene Länner sollen heihinner kënne kommen, fir datt mir hinnen och eis Realitéite kënne weisen. Eng éischt Visite d'ailleurs an deem Kader an iwwert dee Budget bezuelt war elo schonn am September, wou mer tschechesch Journalisten heihinner invitéiert haten, natierlech och an der Preparatioun vun der Statsvisite, déi mer uganks Oktober haten a wou mer dovu profitéiert hunn, hinnen eist Land an eis Realitéiten ze weisen.

Mir encouragéieren och eng Rei ONGen, déi Echangë mat deene Länner hunn, an et ass och e Poste virgesi fir Dossiers thématiques, wann am Laf vun den Diskussiounen deen een oder deen aneren Dossier sollt nach méi prezis beliicht ginn.

Voilà, dat sinn déi Moossnamen an déi Aktiounen, déi mer an deene kommende Méint zesumme mat der Kommissioun virgesinn hunn.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro 243 vum Här Marcel Glesener un d'Ausseministesch iwwert den iresche Referendum fir d'Ratifikatioun vum Ofkommes vun Nice.

Den Här Glesener huet d'Wuert.

- Question 243 de M. Marcel Glesener relative au second référendum irlandais pour la ratification du Traité de Nice

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Sonndeg stëmmen d'Ire fir d'zweet iwwert den Traité vun Nice of. Nodeems beim éischte Referendum ronn 55% vun de Leit, déi dorunner Deel geholl haten, mat Nee gestëmmt hunn, weisen elo déi aktuell iresch Sondagen kee besseren Trend aus.

Liicht iwwer 40% vun de Wieler an Irland wëllen deemno dem Vertrag zoustëmmen, knapp 30% wëlle beim Nee bleiwen an ëm 30% vun de Wieler hu sech nach net décidéiert. Et kann een also dovun ausgoen, datt den Ausgank vun dësem Referendum ganz ongewëss ass.

Dofir wëll ech eng Rei vu Froe stellen. Ech wëllt vun der Mme Ausseminister wëssen, wéi eng Positioun d'Lëtzebuerger Regierung zu dräi wichtege Froen anhëlt.

1. Fir d'éischt gëtt et eng juristesch a politesch Debatt driwwer, ob de Vertrag vun Nice a Kraaft kann trieden, wann ee Memberstat vun der Unioun en net ratifizéiert an ob en eventuell da just Gültegkeet hätt an deene Länner, déi e ratifizéiert hunn?

2. Da stellt sech hannendrun och d'Fro, wéi eng Unioun soll fonctionnéieren, där hir Institutioune Vertrieder aus alle Memberstaten ëmfaassen, wann ee vun deene Memberstaten dee leschte Vertrag, deen d'Institutiounen definéiert, net ugeholl huet? Dat géif jo praktesch heeschen, datt Irland zum Beispill ni säin Accord zu der neier Stëmmgewiichtung am Ministerrot an an der Sëtzverdeelung am Parlament kënnt ginn.

3. Schlussendlech stellt sech dann d'Fro nom Succès vum Kopenhagener Sommet an der Méiglechkeet vun der Erweiderung vun der Unioun, well déi op den Traité vun Nice ugewisen ass. Ëmmerhin ass et dësen Text, deen den Zouschnëtt vun den Institutiounen a vun der erweiderter Unioun festleet.

Ech wier frou, Mme Ausseminister, wann ech op dës Froe kënnt eng Äntwert kréien.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Ausseministesch, d'Mme Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Här President, et ass gewëss, dass den iresche Referendum vum 19. Oktober e wichtege Moment fir Europa wäert sinn. Am Moment sinn d'-Sondagen an Irland relativ positiv. Dat kann natierlech ëmmer nees änneren, mee de Moment ass et 44% Jo, 27% allerdéngs d'indécis an 22% dergéint. Dat géing drop schléisse loossen, datt ee kënnt hoffen, datt de Vote vun deem Referendum positiv wier, wat mer natierlech alleguer hoffen.

D'Regierung huet sech dës Kéier ganz staark engagéiert an d'Preparatioun vun deem Referendum, well se sech bewosst ass, wat déi ganz déif Implikatioune vum Resultat vun deem Referendum, souwuel fir Irland, wéi fir d'Europäesch Unioun a fir den Elargissement kënnten eventuell hunn. Wann et éiere géing negativ ausgoen, da kann den Traité vun Nice op alle Fall net esou a Kraaft trieden, wéi dat de Moment virgesinn ass. Ech mengen, dat schéngt evident, an da missten op deem nächste Conseil zu Bréissel déi 15 doriwwer diskutéieren.

An et ass grad esou kloer, datt en negative Vote Konsequenzen op den Elargissement, op de gudden Déroulement vum Elargissement kënnt hunn. Mir hoffen dat net, an ech kann nëmme soen, datt den iresche Premier selwer op déi ganz déifgräifend Implikatioune vun engem negative Vote higewisen huet. Dofir, fir näischt onnéideg ze belaaschten an engem ganz sensibelen Dossier, wëllt ech et de Moment bei dëse Remarque beloossen a menger Hoffnung nach eng Kéier Ausdrock ginn, datt de Vote positiv ausgeet.

Merci.

M. le Président.- Mir kommen elo zur leschter Fro, der Fro 244 vum Här Mars Di Bartolomeo un d'Familljeministesch an d'Erzéiungsministesch, iwwert d'-Structures d'accueil fir Hausaufgaben. D'Wuert huet den Här Mars Di Bartolomeo.

- Question 244 de M. Mars Di Bartolomeo concernant le changement des compétences au niveau des Ministères de la Famille et de l'Education nationale des structures d'accueil et plus particulièrement en relation avec les devoirs à domicile

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et war eigentlech eng Fro, déi sech un d'Mme Brasseur als Educatiounsministesch geriicht huet, mee selbstverständlech freeën ech mech och op d'Äntwert vun der Familljeministesch, well et e Beräich ass, dee si sech sollten deelen, mee wou een awer elo feststellt, dass net méi gedeelt gëtt, mee dass d'Kompetenze ganz un d'Mme Familljeminister falen.

Ech mengen, ech maache keen Heel draus, dass eis Fraktioun der Meenung ass, dass all Kand, dat se brauch, e Recht soll op Betreiungsstrukture ronderëm d'Primäran d'Spillschoul kréien, onofhängeg vun der geographescher Lag vun deenen eenzelne Gemengen, an och onofhängeg vun hirer Finanzkapassitéit.

Mir maache weider keen Heel draus, dass mer fir d'Ganzdaagsschoul plädéieren, wou esou Strukture kënnen agebaut ginn, a mir sinn och kloer der Meenung gewiescht, dass Betreiungsstrukture ronderëm d'Schoul an e kohärent Konzept gehéieren, dat mir am léifsten un den Educatiounsministère ugegliddert gehat hätten.

D'Regierung huet eng aner Décisioun geholl. Si huet décidéiert, dass de Gros vun deenen Opfaangstrukture sollen an de Kompetenzberäich vun der Familie goen. Et war awer net ganz kloer, u wien eng Rei vun Aktivitéite géingen ugegliddert ginn, déi bis elo ganz kloer am Kompetenzberäich vun der Education nationale waren, an ech mengen domat ënner anerem d'Hausaufgabenhëllef.

Elo hu mer awer am August, wéi d'Gemengen eng Circulaire vum Ministère de l'Intérieur kritt hunn, déi och ënnerzeechent war vun der Familljeministesch, déi eis gesot huet, alleguer d'Betreiungsstrukturen, och d'Hausaufgabenhëllef, falen ënnert de Kompetenzberäich vum Familljeministère, souwuel wat den Agrément, wéi d'Subsidiatioun, d'Konventiounen an de Rescht ugeet.

Bon, et kann een elo soen, dass bei de Kantinen e klore Konzept vun dem Familljeministère virläit, deen de Gemengen eng ganz seriö Hëllef ass. Dat Konzept läit awer net bei der Hausaufgabenhëllef vir, an do muss ee soen, dass an enger ganzer Rei vu Gemengen eng ganz Rei vu Forme vun där Hausaufgabenhëllef besteet, ënner anerem iwwer A.s.b.len, och an de Structures d'accueil, de Schoulgebaier, de Klassesäll, mat qualifizéiertem Personal, brevetéiertem Personal, oder mat Educateuren an Educatricen, esou dass mir eis froen, wéi ass et dann an deem Beräich mat engem Konzept?

U wie sollen d'Gemenge sech richten? Wat fir eng Konditioune kréie se gesat? Kréie se ähnlech Konditioune gesat wéi bei de Structures d'accueil, vu dass et eng ganz Rei vu Qualifikatioune sinn, déi eralafen, vu Schoulmeeschtere bis manner Qualifizéierter?

Wéi ass d'Subventionéierung vu deem dote Beräich? Wéi ass d'Participatioun vun den Elteren? Mussen d'Eltere bei der Hausaufgabenhëllef och deen Drëttel Beitrag leeschten?

Dat ass eng Rei vu Froen un d'Educatiounsministesch.

Schlussendlech an enger Rei vu Gemengen, Mme Minister, gëtt et och nach esou eppes wéi den Zilenz, dee ganz kloer zu der Schoul gehéiert. Ech ka mer net virstellen, dass eppes wéi den Zilenz an den Aufgabeberäich vu der Famille géif falen. Dofir wier ech Iech ganz dankbar, wann Der eis géift driwwer opklären, wéi mer eis dann elo sollen uleeën a wat fir eng Form vun Hausaufgabenhëllef an Zukunft déi richteg ass.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Familljeministesch, d'Mme Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*.- Här President, ech sinn eigentlech dankbar, datt den Här Di Bartolomeo déi Fro gestallt huet. Wann esou vill Duercherneen an de Käpp dorëmmer ass, dann ass et jo gutt wann een...

(Interruptions)

Net? Ech si fest dovun iwwerzeegt, well et kann iwwerhaapt keng aner sinn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dir gesitt dat ganz richteg!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*.- Fir deen Duercherneen dann e bëssen hëllefen opzeklären, géing ech nach eng Kéier soen, datt mer zesumme mat der Educatiounsministesch, déi de Mëtteg net kann hei sinn, ofgemaach haten, datt de Familljeministère zoustänneg ass fir alles dat, wat dat Paraschoulescht ass, fir et emol esou auszedrécken, an dat, wat d'Schoulaufgabe sinn, ënnert der Kompetenz vun der Education nationale ass.

An dann hu mir, wéi mir dat zu Lëtzebuerg ëmmer erëm feststellen, jo Situatiounen, déi esou gewuess sinn, wou een eigentlech net richteg weess, wéisou ass dat esou a wéisou ass dat net esou.

Dir hutt zum Schluss mat Recht op deen Zilenz higewisen. Dat gëtt et an enger Partie Gemengen, a vill anere gëtt et dat net, an do soen och d'Buergermeeschteren engem, dass se et ganz schwéier hätten, fir Schoulmeeschteren a Léierinnen ze fannen, déi wëllten deen Zilenz halen. Et kann een déi Leit och net forcéieren, esou datt mer gesot hunn, do wou den Zilenz besteet, ass et kloer, datt dat och an de Kompetenze bleift vum Educatiounsministère, well et jo méi liicht ass, wann déi Leit viru bezuelt ginn, an herno dat verrechent gëtt iwwert hir Paien, wéi wa mir elo erëm géingen ufänken doran dokteren ze goen.

Ech denken also, datt mer an deem Sënn am Fong eng pragmatesch Approche do gewielt hunn. Wéi gesot, mir sinn net op dee Wee gaangen, an dat bleift och esou, mee datt mer awer op där anerer Säit, wat aner Structures d'accueil sinn, an deenen d'Hausaufgabe gemaach ginn, och déiselwecht Konditiounen zielen, wéi déi 30%, déi musse bezuelt gi vun den Elteren, jee no hirem Akommes, esou wéi dat bei eis eigentlech an alle Fäll ass, wou Kanner hikommen a wou mer och aner Hëllefleeschtungen ubidden.

Mir hu bis elo net deen ausgefeilte Kader, wann Der wëllt, wéi dee bei de Kantinen, deen och eenzelne Leit, mengen ech, éischter zevill wäit geet, wéi en net wäit genuch geet. Ech denken awer, dass ee selbstverständlech muss, wat d'Hausaufgabenhëllef ubelaangt, mat qualifizéiertem Personal fueren. Do geet et net duer, wann ee gutt intentionéiert ass, mee do brauch ee wierklech Leit, déi amstand si mat de Kanner déi Hausaufgaben ze maachen. Mir hunn awer festgestallt, dass eng ganz Partie vu Gemenge mat op dee Wee ginn, wat d'Structures d'accueil ubelaangt.

Dir hutt zu Recht gesot, dass dës Regierung net op de Wee vun enger Ganzdaagsschoul geet. Et muss ee sech och do iwwerleeën, wéi wäit dass dat den Elteren ëmmer Rechnung dréit. Ech weess net, wéi de Problem an der Ganzdaagsschoul geregelt géif gi mat deene 16 Woche Vakanz, déi awer am Joer an der Schoul bestinn. Dat si Froen, déi opstoe bleiwen.

Ech wëll och soen, dass ech de Moien eng Question parlementaire vum honorabelen Här Calmes kritt hunn, deen och freet iwwert d'Structures d'accueil an a wéi enge Gemengen där bestinn. Mer wäerten, wa mer emol eng Kéier besser Zäit hunn, am Detail schréftlech dorobber äntwerten.

Wéi gesot, wat den Zilenz ugeet a wat u Schoulmeeschteren a Léierinne bezuelt gëtt, ass d'Education nationale zoustänneg. Alles dat wat vun anere Leit gemaach gëtt, an och net an der Schoul stattfënnt, dat ass d'Famille. Mir hunn en Aarbechtsgrupp agesat, well mer gemierkt hunn, datt et ganz fläisseg Buergermeeschtere gëtt, déi op zwou Plazen d'Rechnung geschéckt hunn, fir déiselwecht Aufgaben, a vu datt mer se net zweemol wëlle bezuelen - ech wëll lech elo hei net op schlecht Gedanke bréngen, Här Di Bartolomeo -...

(Interruption)

...hu mer en Aarbechtsgrupp agesat, fir dat och richteg gekläert ze kréien.

Merci villmools.

M. le Président.- Domadder wier d'Froestonn ofgeschloss, a mir kéimen zur Dréngleschkeetsfro 1850 vum Här Ben Fayot iwwert d'Base légale fir d'Schafung vun enger Finanzschoul.

D'Mme Erna Hennicot-Schoepges, Héichschoulministesch, huet sech bereet erkläert, haut de Mëtteg op dës Fro ze äntwerten.

Den Här Fayot huet fënnef Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen, an d'Mme Minister zéng Minutte fir ze äntwerten.

Den Här Ben Fayot huet d'Wuert.

5. Question urgente 1850 de M. Ben Fayot relative à la base légale pour la création de la "School of Finance"

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, déi Fro stammt vum 8. Oktober, nodeem dass de 7. Oktober d'Autoritéite vun onsem Land, mam Chef d'Etat virop, de Lancement vun der Luxembourg School of Finance gemaach hunn. Déi Luxembourg School of Finance schreift sech an an de Kontext vun der Uni Lëtzebuerg. Wann een zum Beispill déi Plaquette kuckt, déi d'Schoul presentéiert, do steet: Luxembourg School of Finance of the University of Luxembourg. An et gëtt och doranner gesot, dass d'Luxembourg School of Finance, the departement of banking and finances of the University of Luxembourg ass.

Mir wëssen op där anerer Säit, dass iwwert d'Universitéit Lëtzebuerg eng Partie Deklaratiounen an der Vergaangenheet gemaach gi si vun der Mme Héichschoulminister, wouno dass déi Universitéit soll dräi Fakultéiten hunn: eng Fakultéit vun Droit, eng vun de Sciences économiques, an dann eng iwwer Gestion et Finances.

Et ass also erstaunlech, wann elo op där enger Säit en neit Institut gemaach gëtt, wat eigentlech déi Aktivitéite soll iwwerhuelen, an op där anerer Säit an der Uni Lëtzebuerg eng Fakultéit virgesinn ass, fir déiselwecht Saachen.

D'Fro stellt sech och, ob déi Luxembourg School of Finance en öffentlecht Statut kritt, well ee weess, dass d'Inscriptiounsrechter fir déi Schoul 17 500 Euro d'Joer sinn, wat jo net näischt ass. Schliesslech soll och op der Luxembourg School of Finance Recherche gemaach ginn, wou sech dann erëm d'Fro stellt, wien déi Recherche mécht, ob dat Professeren, Chercheuren aus der Uni sinn, oder ob et der aus dem private Secteur sinn.

All déi Froen, déi do optauchen, hu mech dozou bruecht, fir der Mme Minister eng Partie Froen ze stellen.

1. Fir d'éischt emol déi Fro, déi mer am Wichtegste schéngt, wat d'Base légale ass, fir elo direkt dës School of Finance ze lancéieren, wann ee weess, dass schonn e Professeur-coordinateur vun där School of Finance an Aktivitéit ass, a jo ganz bestëmmt, wa se soll am Januar ufänken, déi Sommitéiten aus dem Monde académique net eréischt am Dezember, oder ech weess net wéini, kënnen agestallt ginn, dass also do héchstwahrscheinlech scho Kontrakter ofgeschloss gi sinn.

2. Etant donné, dass déi School of Finance jo en Element vun der Uni Lëtzebuerg soll sinn, hu mer ons och an der zoustänneger Chamberskommissioun d'Fro gestallt, wéini d'Regierung d'Chamber mat engem Projet iwwert d'Uni Lëtzebuerg saiséiere wëllt? Et schéngt, wéi wann en Avant-projet géif dorëmmer schwiewen. Op jidde Fall déi Leit, déi an der Kommissioun sech dorëm bekëmmeren, hunn nach näischt dovunner gesinn.

3. Wéini kënnt dee Projet? Ech hunn och mat Erstaune gemierkt, dass an der Lëscht vun der Regierung, déi vum Statsminister gëschter bekannt ginn ass, kee Projet vun der Uni Lëtzebuerg dran enthalen ass.

Ech wollt och froen, ob et da wierklech d'Absiicht vun der Regierung ass, fir e Projet iwwert d'Uni Lëtzebuerg, wéi ech et a mengem Bréif soen, à la va-vite évacuéieren ze loossen, well mir menge schonn, dass dat e wesentleche Projet ass fir d'Zukunft vun onsem Land, an dass een d'Chamber och misst an déi Débaten, déi vläicht elo amgaange sinn iwwert d'Orientatioune vun där Uni Lëtzebuerg, implizéieren. Mir hate jo och an der Kommissioun am Februar gefrot, dass mer kënnte mat den Expäre schwätzen, déi d'Regierung beroden, fir dee Projet Uni Lëtzebuerg opzebauen.

4. Meng Fro un d'Mme Minister, ob mer eventuell d'Chance kréien, fir eng Kéier mat deenen Expären ze diskutéieren?

Dat gesot, kann een natierlech eng School of Finance am Intérêt vum Standuert Lëtzebuerg begréissen, mee ech mengen, am Intérêt vu Kohärenz mat deem, wat mer amgaange sinn ze maachen am Héichschoulwiesen, wär et wichteg, dass ee wéisst, wéi dat sech géif doranner aschreiwen, an dass een och sécher wär, dass dat eben deen Niveau de qualité kritt, dee mer jo bei der Uni Lëtzebuerg wëllen erreechen, esouwuel an der Fuerschung wéi am Enseignement.

Dat sinn déi Froen, Här President, déi ech der Mme Minister wollt esou dréngend wéi méiglech stellen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo Héichschoulministesch, d'Mme Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Här President, ech soen dem Här Fayot merci fir seng Fro. Ech hätt ëm och de leschten Donneschdeg kënnen drop äntwerten. Et ass awer aus Termingrënn vun der Chamber hirem Programm net esou gutt gaangen. Dofir haut meng Äntwerten op seng Froen.

Fir alleréischt: D'Luxembourg School of Finance ass net en eegent Institut, mee et ass eng Filière d'enseignement, déi als Base légale d'Gesetz vum 11. August 1996 huet an déi sech an de Kader vun deem, wat den aktuelle Strukture vum Centre Universitaire entsprécht, afügt. Déi Programmer sinn de 27. September vun dësem Joer vum Conseil d'administration vum Centre Universitaire guttgeheescht ginn an e Règlement grand-ducal, op der Basis vum Artikel 27 (3) vum Gesetz vum 11. August 1996, misst d'Diplomer reglementéieren. Deen Numm ass aus Marketingsgrënn esou formuléiert ginn. Dat heescht also net, datt hei en Institut en dehors vun deem Bestehende geschafe gëtt.

Ech sinn awer och dem Här Fayot dankbar, datt en d'Fro opwerft, wéi et mat dem Projet Uni Lëtzebuerg ass. Mir wëssen, datt de Projet vun der Uni Lëtzebuerg am Juli eng Kéier um Ordre du jour vum Conseil de Gouvernement war. E war och de leschte Méindeg um Ordre du jour vum Conseil de Gouvernement, also gëschter. Mir wäerten an enger Sitzung, de 4. November, nach verschidde Problemer klären, fir datt ech dann endlech de Projet kann déposéieren. Gleeft mer ës, ech brennen drop, fir e kënnen ze déposéieren a fir kënne mat den eigentlechen Aarbechten unzefänken.

Et ass selbstverständlech, datt mer bereet sinn d'Kommissioun vun der Chamber ze informéieren. Mir haten ugesat, fir eng Sitzung am Juli nach ze programméiere mat den Expäre vun der Regierung. Déi Sitzung ass awer elo op den 18. November fixéiert ginn, esou datt d'Chamberskommissioun da Geleeënheet kritt mat deenen Expären, déi d'Regierung bei der Ausaarbechtung vun dësem wichtege Projet fir eist d'Land begleeden, e Gedankenaustausch ze hunn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Däerf ech d'Mme Ministesch nach eppes froen, Här President?

(Assentiment)

Ech hat am September schonn eng Questioun urgente gestallt, déi deeselwechten Themekomplex hat, wéi déi vum Här Fayot. Déi ass net als urgent unerkannt ginn. Ech mengen och net, dass déi Äntwert, déi mer elo kritt hunn, ganz detailléiert ass. Ech halen op jidde Fall op eng schréftlech Äntwert op déi Ufro, déi ech der Regierung gemaach hunn.

M. le Président.- Är Fro ass op deen normale Wee gaangen. Si war e bëssen aneschtes verfaasst. Dir kritt eng normal Äntwert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech waarden op eng schréftlech Äntwert.

6. Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications

M. le Président.- Mir fueren elo weider mat eisem Ordre du jour a kommen zur Nominatioun vun engem Réviseur d'entreprises fir d'Post, esou wéi den Artikel 22 (3) vum Gesetz vum 10. August 1992 iwwert Schafung vun der Entreprise des Postes et Télécommunications et virgesäit.

Folgend Kandidature stinn zur Wahl:

D'Firma Andersen,

d'Firma Deloitte & Touche,

d'Firma KPMG an

d'Firma PricewaterhouseCoopers.

Dës Kandidatelëscht gëtt elo gläich un all Deputéierte verdeelt.

Wat d'Prozedur ubelaangt, erfollegt d'Nominatioun vum Réviseur d'entreprises fir d'Post duerch eng absolut Majoritéit. Déi ongülteg a blank Stëmmziedelen zielen net. Am drëtten Tour huelen nëmmen déi zwee Kandidaten deel, déi am Tour virdrun déi meeschte Stëmme kritt hunn. Bei Stëmmegläichheet kënnt et zu engem zousätzlechen Tour. Op engem gültegen Ziedel mam Stempel vun der Chamber däerf nëmmen een Numm ugehaakt ginn. D'Stëmmziedele ginn agesammelt duerch Appel nominal.

Ech wëll eng Erklärung ginn. D'Firma Andersen ass nach derbäi, mä si hunn en aneren Numm entretemps. Mir hunn deen Numm dropgesat, dee mer sengerzäit matgedeelt kritt hunn.

Wa jiddfereen e Stëmmziedel huet an deen och ausgefëllt huet, maachen ech den Appel nominal a jiddereen ass gebiede säin Ziedel an d'Urn ze geheien.

Appel nominal

D'Sitzung ass fir ee Moment ënnerbrach.

(Interruption de séance)

D'Sitzung geet virun.

D'Resultat ass folgendermoossen ausgefall:

Et war en Total vu 40 Stëmmziedelen an dovun ee blanke Stëmmziedel.

1 Stëmm war fir d'KPMG.

38 Stëmme ware fir PricewaterhouseCoopers. Si sinn domat Réviseur d'entreprises vun der Post fir d'Joren 2002, 2003 an 2004.

An da komme mir zum nächste Punkt. Fir haut de Mëtten huet d'sozialistesch Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwer de Sommet vu Johannesburg ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 78 vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, der Sensibilité politique zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Schank, Calmes, Mehlen, Garcia an Urbany. D'Wuert huet elo den Här Alex Bodry als Vertrieder vun der sozialistescher Fraktioun.

7. Heure d'actualité demandée par le groupe socialiste sur les conclusions du Sommet de Johannesburg

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, d'UNO-Weltkonferenz iwwer Ëmwelt an Entwécklung vu Johannesburg huet dat gehalen, wat se eigentlech am Virfeld versprach huet: eng massiv Präsenz. Iwwer 190 Länner si vertratt, iwwer 100 Stats- a Regierungschefen, op där UNO-Konferenz vill Diskussiounen, schéin a feierlech Deklaratiounen, Absichtserklärungen a wéineg, vill ze wéineg, konkret Fortschrëtter. Dat ass keng Iwwerraschung. Dat war eigentlech virun der Konferenz scho gewosst, wann een d'Texter gekuckt huet a wann ee weess, wat op enger Konferenz nach wierklech un den Texter ka geännert ginn, an där Aart a Weis wéi déi Konferenz virbereet ginn ass. An och wa scheinbar kleng Fortschrëtter erzielt gi sinn, wéi zum Beispill a puncto Reduktioun vun der Aarmut, Zougang zum Waasser, Waasserknappheet, bleiwen awer déi méi konkret Ziler, wéi politesch Absichtserklärungen, ouni juristeschen Effet an ouni direkt Konsequenzen.

Den Élan vu Rio ass net erneiert ginn duerch déi heite Konferenz. Vill Leit, vill Kreesser si scho frou, wann den Acquis vu Rio konnt 10 Joer méi spéit iwwerhaapt gehale ginn. An och muss ech soen, dass vu reng Lëtzebuerger Siicht de Bilan vun där Konferenz net schrecklech erbaulech ass, wann een emol vun de Presseberichter am Virfeld a während der Konferenz ofgesäit, wou probéiert ginn ass, och vun der Lëtzebuerger Press, dat Thema vun der Nohaltegkeet der Lëtzebuerger öffentlecher Meenung méi no ze bréngen.

Wat vill Leit aus Lëtzebuerger Siicht vun där Konferenz wäerte verhalen, dat ass dat parteipolitescht Geplänkels tëschent dem Statssekretär am Ëmweltministère an engem gréngen Europadeputéierten. Deen een huet behaapt, d'Regierung hätt a puncto erneierbar Energien et un Energie mangele gelooss an der Endphas. An deen aneren huet reagéiert an Ableck ginn iwwert déi Aart a Weis, wéi d'Membere vun der Lëtzebuerger Delegatioun sech vun de Strapaze vun de Konferenz dohannen erholl hunn.

Dat ass Niewegeplänkels an deem Ganzen. Mee wann ee kuckt wat schlussendlech vu Lëtzebuerger Säit aus iwwreg bliwwen ass, och an der Berichterstattung vun där Konferenz, besonnesch an deenen éischten Deeg no der Konferenz, da bleift haaptsächlech dat doten hänken. Ech ka mer a puncto Kommunikatiounsstrategie do méi effikass Saache virstellen.

Loosse mer net zréckkucken, et geet och net, fir op d'Konferenz selwer zréckzekommen, mee wat elo, mengen ech, gëllt, dat ass, wéi mer hei zu Lëtzebuerg kënne virukommen, wéi mir eigentlech dat Bescht aus där Konferenz maachen a wéi mir eis hei zu Lëtzebuerg ustellen, fir d'Gedanke vun enger nohalteger Entwécklung virunzebréngen. Och no där Diskussioun, déi mir hei am Parlament am Juli dëst Joer haten am Virfeld vun deem Sommet vu Johannesburg. Et geet drëm, dass mer d'Iddi vun der nohalteger Entwécklung als Konzept, als politesch Zilsetzung, awer och als Prozess duerchsetzen. Mee et geet awer och drëm, dass mir et fäerdeg bréngen, um Terrain konkret ze weisen, duerch Initiativen, Programmer a Projeten, déi vum Stat, vun de Gemengen, vu private Partner geholl ginn - firwat net gemeinsam mat den öffentlechen Träger -, dass ee kann eppes bewegen um Terrain, wann ee wëllt, a puncto Nohaltegkeet an all deene spezifesche Secteuren, déi domatter zesummenhänken.

Am Juli hate mir dës Debatt hei an der Chamber iwwert den nationale Plang fir nohalteg Entwécklung vun 1999. Et war virgesinn an deem Plang, dass dräi Joer méi spéit, dat heescht 2002 an do si mer haut, misst eng Mise à jour gemaach gi vun deem Plang. Mir halen drop, dass déi éischt prioritär Aufgab muss sinn, fir dass een déi Mise à jour mécht, op Grond vun deenen Donnéeën, déi elo virleien, op Grond vun deenen Diskussiounen, déi mir hei gefouert hunn, an deem, wat zousätzlech zu Johannesburg vun Elementer mat erakomm ass. Dat ass déi éischt Hausaufgab, mengen ech, déi d'Regierung ze maachen huet, an engem breede Krees, wou sollt dru geduecht ginn, d'Zivilgesellschaft staark mat anzebannen, fir dass mer hei net en vase clos sou Texter a Programmer opstellen, mee dass jiddferee sech concernéiert fillt vun deem Ganzen.

Duerfir och meng Fro: Wéi ass et mat der Asetzung vun deem nationale Rot fir nohalteg Entwécklung? Ech denken, dass duerch deen Incident op der Oeko-Foire de Premierminister net d'Tribün hat, fir eis méi Informatiounen doriwwer ze ginn, wéi dat sollt weidergoen. Wéi steet et mat der Zesummesetzung, wéi steet et mat de politesche Responsabilitéiten an deem ganze Beräich Nohaltegkeet? Wéi steet et mat de Befugnisser vun esou engem nationale Comité oder engem nationale Rot fir Nohaltegkeet? Wat geschitt mat deenen Indikatoren, fir d'Nohaltegkeet ze moossen, déi mir virgestallt kritt hunn, wou entre-temps eng schéi faarweg Broschür gemaach ginn ass? Wéi geet et weider an deem dote Punkt? Wéi bréngt mer et fäerdeg, och deen Indikatoresystem sou auszebauen, dass e méi hiergëtt wéi elo, dat heescht, dass e vergläichbar gëtt mat deenen Donnéeën an anere Länner? Dass et net also nëmmen een Indikator ass fir déi Entwécklung, déi mir hei maachen, mee dass een och gesäit, wéi sech dat europäesche Kontext beweegt? Et geet also drëm, dass mir aus deem Indikatoresystem wierklech e performant Moossinstrument maache vun enger Politik am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung vum Land.

Fir d'LSAP ass et entscheedend awer och, dass mir eis net elo op Prozeduren, Strukturen a Comitéë beschränken. An eisen Diskussiounen ass wichteg, ech géif esouguer soen ausschlaggebend, dass mer et erreechen, dass an alle politeschen an administrativen Entscheedungsprozesser Elementer vun der Nohaltegkeet mat erafléissen. Dat heescht also, dass eng Biergerbedeelegung voll duerchgezu gëtt, dass mer e Recht op Informatioun a Participatioun an alle Beräicher hunn, net nëmmen am Beräich vum Ëmweltschutz. Nohaltegkeet ass eppes, wat och de wirtschaftlechen an de soziale Beräich gläichzäiteg mat abënnt. Dofir ass d'Regierung als Ganzt gefuerdert. Ech riichte mech hei net nëmmen un den Ëmweltminister oder de Statssekretär, fir do also och Neel mat Käpp ze maachen an dee Participatiounsusproch vun de Leit an d'Recht op Informatioun do och voll spillen ze loossen.

An deem Zesummenhang fanne mir et wichteg, dass och d'Konventioun vun Arhus, déi Deelaspekter vun deenen dote Froe regelt, och esou schnell wéi méiglech hei an der Chamber kann diskutéiert an och ratifizéiert ginn. Entscheedend ass et, dass mer e qualitative Sprong vun eiser Politik am Sënn vun der Nohaltegkeet kréien. An dat kënne mir nëmmen erreechen, wa mer och als Législateur hei e Schratt no vir ginn.

Als sozialistesch Fraktioun, si mer dofir, dass mir de Virsuergeprinzip, de Principe de précaution, gesetzlech verbindlech an eiser Legislatioun verankeren. Dat, wat an anere Länner vun der Jurisprudenz gemaach ginn ass, musse mir hei zu Lëtzebuerg iwwert de Gesetzestext maachen, de Virsuergeprinzip als Leitprinzip fir politesch an administrativ Entscheedunge vun der öffentlecher Hand.

Als sozialistesch Fraktioun schwätze mir eis och dofir aus, dass mer de Verursacherprinzip an engem Gesetz verankeren, deen elo eigentlech nëmmen am Deelberäich Offallwirtschaft verankert ass. Dat ass awer e Prinzip, deen an der Ëmweltpolitik essentiell ass a wou et wichteg ass, dass mer och deen iwwer europäesch Texter net opgeweecht kréien: Ech sinn e bëssen erschreckt gewiescht iwwer éischt Indikatiounen, déi ech kritt hu vun de Virschléi vun der Kommissioun, wat elo déi Fro vu Responsabilité civile am Ëmweltberäich ugeet. Do schénge mer awer deelweis vun deem dote Prinzip dach awer ofzeweichen, sou wéi d'Kommissioun sech dat elo virstellt.

Schliesslech widderhuele mir och eise Virschlag, dass, wa mer vu Verfassungsreform schwätzen, mer och d'Zil vun der nohalteger Entwécklung an eis Verfassung aschreiwen. Lëtzebuerg wär dat éischt Land, wat dat géif maachen. An och dat, mengen ech, soll net nëmmen als abstrakte Prinzip festgeschriwwen, mee soll wierklech sou ageschriwwe ginn, dass dat och e Leitbild ass, wou d'öffentlech Décisioune sech mussen dono riichten, wat also och am Endeffekt aklobar ass, wann d'öffentlech Hand sech net géif dorunner halen.

Bei all dëse Fuerderunge wäert sech also och weisen, wéi wäit d'Regierung als Ganzt a wéi d'Parlament Nohaltegkeet u sech als seriös emfënnt, an net als politesche Gadget betruecht, als Moudetrend ouni Substanz an ouni Verbindlechkeet, deen een och erëm ganz schnell kann opginn.

Et geet also och drëm, dass mer an der Fro vun der Entwécklungshëllef elo mussen oppassen, an enger Zäit, wou sech dach ofzeechent - d'Indikatiounen, déi mir de Moie kritt hu vun der Direktioun vun der Enregistrementsverwaltung, weisen dat ganz kloer -, dass déi Donnéeën, op deenen d'Regierung nach hire Budget opgestallt huet fir 2003, net méi stëmmen.

D'Regierung wäert net derlaanscht kommen, et sief si géif total nieft de Fakte wëllen de Budget an d'Welt setzen, fir de Budget ze réajustéieren, notamment wat gewëss grouss Einnahme vum Stat ugeet. Dat gëllt besonnesch fir d'TVA, wou mir dëst Joer manner anhuele wéi geplangt, a wou d'nächst Joer déi prozentual Hausse vun 8%, déi d'Regierung an hirem Budgetsprojet stoen huet, net méi haltbar ass op Grond vun deenen Aussoen, déi haut de Moien an der Finanzkommissioun gemaach gi sinn.

Et ass also wichteg, dass hei e Konsens och weiderhi besteet, dass och an Zäiten, wou et wirtschaftlech e bësse méi lues geet, net däerf um alleréischte Plang elo gekuckt ginn, fir un deenen Engagementer, déi Lëtzebuerg international geholl huet a puncto Entwécklungshëllef, rüttelen ze goen, an dass dat dote weider muss e feste Bestanddeel iwwer laang Jore vun eiser Regierungspolitik bleiwen, egal wéi d'Regierung zesummegesat ass.

De Klimaschutz ass och e kriddleche Faktor, wou mer wëssen, dass mer riskéieren, wa mer näischt ënnerhuelen, op der Plaz ze trëppelen, an dass mer déi Ziler 2010 net wäerten erreechen. Et däerf och net esou sinn, dass mer verstäerkt elo op Moossname rechnen, déi ausserhalb vu Lëtzebuerg géife stattfannen. Dat ass net am Sënn vun deenen Engagementer, déi mir geholl hunn, an der Responsabilitéit, déi mir als Industrieland a voll entwéckelt Land och ze huelen hunn.

Ech kommen op den Transportsecteur ze schwätzen. Dee bleift vu kruzialer Bedeitung, well et ass dee Secteur, wou sech de ganze Klimaschutz wäert hei zu Lëtzebuerg ronderëm dréinen, a wou mer et net däerfe weider zu engem Retard beim Opbau vun engem attraktiven neie System vum öffentlechen Transport komme loossen. Et ass kloer, dass de BTB-Projet, wéi en ursprünglech virgesi war, muss ganz a schnell duerchgezu ginn.

Ech kommen zum Schluss. Ech erkennen och, datt bei all deem, wat ech hei soen, mat all deenen Hausaufgaben, déi musse gemaach ginn, dat en Effort vu jiddferengem muss sinn. Heibannen, wéi och an der Regierung. Dat kann net op de Schëllere vun de Responsabele vum Ëmweltressort leiebleiwen.

Ech hunn den Hëllefruff vum Minister zur Kenntnis geholl, wann dat esou stëmmt, wéi dat hei am WOXX steet iwwer eng Table ronde, déi viru kuerzem zu dem Après-Johannesburg-Thema stattfonnt huet. Ech zitéieren den Här Goerens: „Als Umweltminister komme ich in verschiedenen Punkten nicht voran, stobe auf Resistenzen. Ich stehe in einem permanenten Interessenkonflikt mit anderen Regierungsmitgliedern und gerate immer wieder in die Rolle des Emmerdeur municipal". Ech weess net, ob dat Zitat richteg ass. Op jidder Fall, mir géife gär wëssen, wou déi Resistenze leien. Mir géife gären dem Minister hëllefen, déi Resistenzen ze iwwerwannen, fir dass mer virukommen. Merci.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Marco Schank agedroen. Den Här Schank huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et si lo genee zéng Joer no Rio, datt zirka 40.000 Participanten um Sommet zu Johannesburg waren. A wann een d'Medien héieren huet, den Intérêt war immens grouss. Ëmmerhi waren 190 Natioune vertrueden. Während zéng Deeg ass a Südafrika berode ginn. An et gëtt gesot, datt den Intérêt vun de Medien esou grouss gewiescht wär, wéi d'Resultater kleng gewiescht wären. Dat hunn zumindest béis Zongen, et kann een och soen, deemno wéi een et kuckt, éierlech Zonge behaapt.

Wann een elo déi direkt Stellungnahme sech ukuckt vun de Participantë vu Lëtzebuerg, da gesäit een effektiv, datt éischter méi en duerchwuessene Bilan gezu gouf. Ech kann zwee, dräi Léit zitéieren. De gréngen Europadeputéierten

Turmes huet gesot, datt ëmmerhin nach e Réckschrëtt par rapport zu Rio verhënnert konnt ginn. De Mouvement écologique huet gesot - ech zitéieren: "De Sommet war eng Enttäuschung, op deem et deene réckstännege Regierungen, den USA ënnerstëtzt vun Australien, Kanada an och Japan an den uelechproduzéierende Länner gelongen ass, datt d'Nohaltegkeet a ville Punkten um Altor vum kuerfristege wirtschaftlechen Interesse geaffert gouf."

De Minister Charles Goerens schwätzt vun hoffnungsvollen Usätz a seet, datt ënnert dem Stréch net alles negativ war, a wee sech méi vun dëser Konferenz erwaart hätt, dee wier blauäugeg gewiescht. Wouer ass sécher, datt d'Ausgangspositioun eng ganz schlecht war, well jo scho vu verschiddene Säite virdru gesot gi war, datt op kee Fall nei Ziler zu Johannesbuerg géifen akzeptéiert ginn. Wouer ass och, datt trotzdem awer, wann och net vill, e puer nei Ziler definéiert goufen a souguer déi nei Ziler mat Aktiounsprogrammen a Geldmëttel ofgemaach goufen.

Ee vun deene wéinege Beispiller ass dann de Beräich vun der biologescher Vielfalt, wou ëmmerhin 2010 de Réckgang vum Aarteräichtum däitlech soll reduzéiert ginn.

Ech denken och, datt Lëtzebuerg, souwuel um Niveau vun de Regierungs- a Chambervertrieder - d'Chamber war duerch den Här Emile Calmes vertrueden -, wéi och vun den ONGen zu Johannesburg gutt vertruede waren. Den zoustännege Minister huet och zu Recht ervirgestrach, datt déi Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik eisem Land Respekt an Unerkennung bréngt. Och, wann ech mir géif wënschen, datt d'Regierung och Geld an d'Sensibiliséierung vun de Leit heiheem géif investéieren, fir datt e Lien entsteet zwëschent der Kooperatiounspolitik um Terrain an deem, wat d'Leit denken, an datt net heiheem den Androck entsteet, mir wëllten eis op dës Manéier einfach mat de Sue fräikafen.

Här President, an deenen zwou Minutten, déi mer bleiwen, wollt ech vläicht och e puer méi nodenklech Remarque maachen. Fir d'éischt emol hu verschidden ONGe sech d'Fro gestallt, ob iwwerhaapt sou eng international Groussveranstaltung Sënn mécht, dat haaptsächlech wéinst de Käschten. Déi ganz Veransttung huet ongeféier 50 Milliounen US-Dollar kascht. D'Heinrich-Böll-Stëftung huet zum Beispill gemengt, datt et vläicht méi sënnvoll wier, fir d'éischt de Rôle vun der UNO ze stäerken, ier een en zukünftege Sommet organiséiert an iwwerhaapt e Beitrag méiglech wier fir eng méi global, gerecht an och nohalteg Entwécklung.

Et ass jo esou, datt d'Interesse vun deenen eenzelne Staten - dat ass näischt Neies - enorm ausernee geet, trotz formaler Gläichberechtegung. Et kann ee sech a prinzipielle Froen duerchaus eens sinn, mee dat heescht net, datt all Land kuerz- mëttel- oder laangfristeg kann déi erfuerderlech Mëttelen opbréngen, fir déi Ziler ze erreechen, déi fixéiert ginn.

An dësem Kontext wëll ech och froen, wéi d'Positioun vun der Regierung ass am Hibléck zur Schafung vun enger Organisatioun, engem globale Gremium, dat sech ausschliesslech mat der Nohaltegkeetsproblematik géif beschäftegen. D'ONGen soen och, datt ekonomesch Interesse Virrang haten an hunn viru sozialen an ekologeschen Interessen. Zum Schluss wieren ënner anerem den Zougang zum Maart an d'Bedeelegung vu private Firmen als Schlëssel ugesi ginn, fir d'Bekämpfung vun der Aarmutt a fir d'nohalteg Entwécklung virunzebréngen.

Och beim globalen Ëmweltschutz wären eigentlech keng Fortschrëtter ze verbuchen, virun allem net, wat d'Ofdroe vun den ekologesche Scholden - dat ass jo dat, wat wichteg ass - vun den Industrienatiounen ugeet. Alles ass also relativ onverbindlech.

Et war och zum Beispill am Aktiounsplang Energie net méiglech, sech op konkret Chifferen an op e verbindlechen Zäitkader festzeleeën. Ech wëll net nach eng Kéier op dat zréckkommen, wat ech an der Nohaltegkeetsdebatt gesot hunn, mee och zu Lëtzebuerg musse mir eis Hausaufgabe maachen an deem Kontext, zum Beispill andeem mer definitiv eis CO2 - Emissiounen an de Gréff kréien, zum Beispill beim Wunnengsbau am Stroumberäich, virun allem awer am Transport, wou mer - ech soen et dann nach eng Kéier - ouni BTB keng Chance hunn, fir eist Zil ze erreechen.

Ech wollt zum Schluss soen, datt de Facteur Zäit e ganz entscheedenden ass. Et ass einfach, fir flott a guttklengend Konventiounen a Protokoller ze schreiwen, wann et da Joren dauert bis se vun e puer Natiounen ëmgesat ginn. Et ass och ze bedaueren, datt d'USA net wëlles hunn de Kyoto-Protokoll ze ënnerschreiwen, well méi wéi ee Véirel vun de weltwäiten Emissiounen aus den USA kommen.

Näischtdestotrotz, Här President, bleift eis näischt aneschtes iwwreg wéi dat, wat zu Johannesburg erreecht gouf, ëmzesetzen an op déi Resultater opzebauen, och wa se net genial sinn. Nohaltegkeet ass definitiv ee Prozess vu klenge Schrëtt. Et kann ee soen, all Schrëtt ass e Schrëtt no vir, och Johannesburg, och wann d'Generatiounen no eis vläicht enges Daags mussen déi penibel Erfahrung maachen, datt fir si dee Prozess definitiv ze lues war.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Den Här Calmes huet d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass scho wichteg an och richteg, dass mer haut eis awer e bëssen iwwer Johannesburg ënnerhalen an dëser Aktualitéitsdebatt, quitte datt mer eréischt viru véier Méint eis e ganzen Nomëtteg am Kader vun der Nohaltegkeetsdebatt mat där Problematik beschäftegt hunn.

All ze oft gëtt vergiess, dass eise Planéit awer an engem Ausmooss strapazéiert gëtt, deen iwwert dat eraus geet, mengen ech, wat e verdréit. Do ginn dann oft ganz schéi Wierder gebraucht, fir dat ze ëmschreiwen. Dat war och zu Johannesburg esou de Fall. Ech erënnere just un d'Ried vum franséische President, dee mat ganz pathetesche Wierder beschriwwen huet, wéi d'Situatioun vun dësem Planéit ass. Ech liesen Iech nëmmen ee Saz doraus vir. Dovu kënnt Dir dann halen, wat Der wëllt. Ech weess net, wéi d'Ëmsetzung vun der Nohaltegkeet a Frankräich an de leschte Jore war, mee ëmmerhin kënnt Der Iech Är Gedanken doriwwer maachen: "Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre, elle souffre de maldéveloppement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La terre et l'humanité sont en péril et nous sommes tous responsables. Il est temps, je crois, d'ouvrir les yeux...". An esou geet dat weider op dräi Säiten.

Dat si lauter schéi Wierder, mee wann et dorëms geet, fir sech emol op eng politesch Absichtserklärung eens ze maachen, fir en Aktiounsprogramm ze definéieren, da gëtt dat Ganzt scho méi schwéier. An ech mengen, dat huet Johannesburg bewisen.

Nach vill méi schwéier gëtt et, dat, wat och zu Johannesburg diskutéiert a festgehale ginn ass, an d'Wierklechkeet ëmzesetzen. Dat huet iwweregens Rio scho bewisen. An ech mengen, et war eigentlech gutt, datt de Sommet vu Johannesburg war, fir iwwerhaapt emol kënnen, zéng Joer nodeems Rio stattfonnt huet, awer de Bilan ze zéien. Ech mengen, mir sinn eis doriwwer eens, datt dee Bilan iwwer dat, wat zu Rio décidéiert gi war oder iwwert dat, wat sech virgeholl gi war, awer dach relativ moer ass.

D'Erwaardungen, déi a Johannesburg gesat si ginn - dat ass richteg -. déi ware fir jiddereen, deen dohinner gaang ass, net schrecklech grouss, op d'mannst fir mech net. An deem Sënn war et och schwéier Rio ze iwwertreffen. Ech mengen, Rio ass an der Zwëschenzäit zu engem Begréff ginn, an et hätt schrecklech vill bedingt, fir dat als Begréff iwwerhaapt ze iwwertrompen. Trotzdem mengen ech, datt d'Resultater nach besser si wéi dat, wat uganks gefaart ginn ass.

Firwat waren d'Erwaardungen net héich? Mee ganz einfach, well mer ënner anerem mat den Amerikaner, mat enger Regierung ze dinn hunn, déi an Zwëschenzäit berechenbar ass. Et weess een, datt vun där Säit net schrecklech vill kënnt. Also konnt een d'Erwaardungen net schrecklech héich usetzen. Datt d'Resultater déi sinn, déi se ebe sinn, dat huet natierlech och do dermat ze dinn, mee datt se awer nach méi positiv si wéi muenchereen dat gesäit, mengen ech, huet awer domat ze dinn, datt d'Europäer, obscho se vum éischten Dag u vun der Konferenz am Fong geholl an d'Defensiv gedréckt gi waren, trotzdeem versicht hunn, datt de Sommet vu Johannesburg net sollt scheiteren. An an deem Sënn mengen ech, ass et dach awer der Europäescher Unioun ze verdanken, datt trotzdeem dat dobäi eraus komm ass, wat dobäi eraus komm ass, an datt et op d'mannst emol net zréckgaangen ass. Dat heescht, datt mer awer dat, wat zu Rio festgehale ginn ass, op d'mannst konnten halen.

Et kann ee jo och eng Partie Beispiller ginn. Sou wéi dat, wat iwwer d'Drénkwaasser gesot ginn ass, wou da sech virgeholl gëtt, datt bis 2015 d'Leit aus den Entwécklungslänner, d'Halschent vun deene Leit, déi haut keen Accès zum Drénkwaasser hunn, dat bis 2015 awer sollen hunn. Da soen d'Kritiker natierlech, da bleift jo awer nach déi aner Halschecht. Dat do ass d'Affaire da vum Glas, wat hallef voll oder hallef eidel ass.

Datselwecht gëllt fir d'Energie, wou bedauert ginn ass, datt verbindlech Moossname net geholl gi sinn. Ursprünglech sollt décidéiert ginn, datt 15% vun aller Energie soll op Basis vun erneierbaren Energië gemaach ginn. Dat ass leider net zougelooss ginn. Et ass awer zum Beispill décidéiert ginn, datt d'Leit aus den Entwécklungslänner sollen een Accès zur Energie hunn, well Energie jo awer d'Basis ass vun all wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung. Wann ee weess, datt den Accès zur Energie an den Entwécklungslänner oft awer nëmme kann iwwer erneierbar Energien erfollegen, da gëtt de Kyoto-Protokoll eis jo awer d'Méiglechkeet, zum Beispill iwwert déi flexibel Mechanisme méi séier dohinner ze kommen.

De Kyoto-Protokoll huet awer och anere Länner, wéi zum Beispill Russland, Kanada an och China iwwregens, d'Geleeënheet ginn, do ze deklaréieren, datt si bis Enn vun dësem Joer dëse Protokoll wëlle ratifizéieren, sou datt deen och bis Enn vun dësem Joer ka ratifizéiert ginn. Wier déi Konferenz net gewiescht, weess een net, ob et dozou komm wier.

Ech mengen, et sinn awer och nach eng aner Partie positiv Erklärungen do gemaach ginn. Sou zum Beispill ass en Appel gemaach ginn un déi sozial an ökologesch Verantwortung vun de globalen Handelsbetriber. Dat stoung net an der Deklaratioun vu Rio dran. Et ass zum Beispill gesot ginn, datt déi international Emweltaccorden net de Regele vun der WTO géifen ënnergeuerdent ginn. Et ass och zum Beispill en Appel un d'State gemaach ginn, fir d'Konsum- an d'Produktiounsverhalen ze änneren, an dobäi selbstverständlech déi regional an national Initiativen ze ënnerstëtzen.

Alles dat déngt natierlech näischt, wéi dat och schonn hei virdru gesot ginn ass, wann net endlech gehandelt gëtt. An et ass dofir och net verwonnerlech, datt et just d'Europäesch Unioun war, déi gesot huet, dat Jorzéngt no Johannesburg misst d'Jorzéngt vum Handele ginn. An et ass op d'mannst d'Europäesch Unioun, déi gudde Wëlles ass, fir dach awer méi séier dat ëmzesetzen, zu deem se sech engagéiert huet a wat zu Rio festgehale ginn ass.

Iwwer d'Nécessitéit vu sou grousse Konferenzen huet mäi Virriedner scho geschwat. Effektiv hat een op der Konferenz d'Impressioun, wéi wann de Fësch am Waasser géif ersoff ginn. Op enger Partie Konferenzen hätt ee sech oft op engem arabesche Maart besser zurechtfonnt wéi bei esou enger Konferenz. Do ass oft Waasser géint Pëtrol gehandelt ginn. Et ass Entwécklungshëllef géint Mënscherechter gehandelt ginn, oder d'Biodiversitéit géint Chemikalien. Dat huet vläicht domat ze dinn, datt d'Sujeten ze vaste op där Konferenz waren. An et muss ee sech vläicht an Zukunft iwwerleeën, ob déi Konferenzen, déi nëmmen ee Sujet behandelen, eis dach net awer méi wäit virubrénge wéi sou global Konferenzen. Dat ass selbstverständlech och keng Garantie. Mee an der Vergaangenheet huet et sech awer bewisen, datt dat ka sinn.

Den Här Bodry huet dann och d'Situatioun hei am Land ugesprach. Ech menge mir hu viru véier Méint dës Laangen an dës Breeden iwwer Nohaltegkeet diskutéiert. Ech mengen, datt mer schonn um Terrain schaffen. Um Niveau vun der Energie, um Niveau vum Ëmweltfong sinn eng Partie Entscheedunge geholl ginn, déi eis dach erlaben, konkret um Terrain ze schaffen. Domat ass ganz sécher net alles gemaach. Zum Schluss vun eiser Debatt viru véier Méint hate mir och d'Regierung invitéiert, selbstverständlech deem nationalen Nohaltegkeetsplang eng legislativ Basis ze ginn. Mir hunn och hei diskutéiert iwwert dee Conseil national de développement durable. A fir datt d'Iddi vun der Nohaltegkeet Agank an all Ministère fënnt, hate mir och gemengt, et soll eng Commission interdépartementale um Niveau vun der Regierung agesat ginn, wat de Wee dann och méi liicht géif maachen. An deem Sënn géif ech Iech merci soe fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären. Gemooss un deene groussen Ambitiounen, déi de Sommet vu Johannesburg hat oder déi wéinegstens emol an d'Welt gestallt si ginn, muss ee soen, dass dat, wat dobäi erauskomm ass, enttäuschend ass, an et kann ee soen, et wär e Schlag an d'Waasser gewiescht, och wann eng Partie positiv Usätz dobäi erauskomm sinn.

D'Ambitioun war jo eigentlech, fir konkret Ziler an och en Zäitplang festzeleeën, an deem déi Ziler kéinte realiséiert ginn. Wann een d'Resultater kuckt an et analyséiert ee se Punkt fir Punkt, da stellt ee fest, datt dat nëmmen an deene wéinegste Fäll erreecht ginn ass.

Bei der Energie, an dat ass jo eppes, wat eis op Grond vun der Klimaproblematik alleguer prioritär interesséiert a beschäftegt, si keng konkret Ziler festgeluegt ginn. Et läit och kee präzisen Zäitplang fest. A mir wëssen alleguer, dass eng Muecht, déi ganz villes an der Hand huet - dat sinn, ech nenne se emol sou, eis amerikanesch Frënn -, ganz villes blockéiert huet, an datt si och u villem Schold ass, datt mer do net méi wäit virukomm sinn.

Eng aner Problematik, déi mat de Joren ëmmer méi schwiereg gëtt a wou d'Wëssenschaftler an d'Politologen eis viraussoen, dass se an deenen nächste Jorzéngte fir grouss Konflikter wäert suergen, ass d'Waasserproblematik. Do läit zwar e konkret Zil vir. Dat ass bis 2015 d'Halbéierung vun der Zuel vu Mënschen, déi de Moment keen Zougang zu propperem Waasser hunn, datt wéinstens d'Halschent vun deene Leit, déi an esou enger intenabler Situatioun sinn, Zougang zu propperem Waasser kréien. Dat ass eng ganz begréissenswäert Zilsetzung. Mee et muss een awer soen, dass se och net all ze vill ambitiéis ass, well da bléift jo ëmmerhin nach déi aner Halschent, déi deen Zougang net huet. A mir wëssen, datt duerch de Bevölkerungswuesstem a muenchen Deeler vun der Welt, an och virun allem duerch de Klimachangement, d'Situatioun vun der natierlecher Waasserversuergung och net besser gëtt.

En anere wichtege Punkt, deen eis alleguerte beschäftegt, ass dee vun der Biodiversitéit. Do, wann een dat liest, wat dobäi erauskomm ass, fënnt een haaptsächlech fromm Wënsch. Och kee konkreten Engagement, keng konkret festgeschriwwen Obligatioun, fir dat, wat dann elo wierklech do soll geschéien, och keng Mesuren nom sougenannte Vorsorgeprinzip.

Och bei der grousser Problematik vum weltwäiten Asaz vun de Chemikalien, a Gott weess, dass dat wahnsinneg Quantitéite sinn, déi all Joer erausbruecht ginn, ass d'Resultat op d'mannst widderspréchlech. Mee ëmmerhin ass en Usaz do, wat de Principe de précaution ubelaangt.

Et stellt ee sech natierlech lo hannendrun d'Fro: Wat ass de Wäert vun sou Mammutkonferenzen? Soll ee weider op deem Wee virugoen, oder soll ee vläicht awer méi op bilateral oder regional begrenzten Aktioune setzen?

Ech mengen, et wär trotz allem déi richteg Démarche. D'Europäesch Unioun muss weiderhin eng Virreiderroll spillen, a Lëtzebuerg muss och seng Verantwortung an deem Kontext iwwerhuelen. D'EU muss sech weiderhin Alliéiert sichen. Eis natierlech Alliéiert sinn d'Entwécklungslänner, déi et noutwenneg hunn, datt mer hinnen op deem Wee virun hëllefen, datt mer vermeiden, datt si déiselwecht Feeler maachen, déi bei eis an der industrieller Entwécklung geschitt sinn. Och anerer, déi à michemin sinn, virun allem Indien a China. Mir wëssen, datt do de gréissten Deel vun der Weltpopulatioun op relativ klengem Raum zesummelieft. Et gëtt keng Alternativ zur nohalteger Entwécklung, sou wéi se definéiert ass. Mee mir wëssen, dass déi Länner net aus hirer Problematik erauskommen, wa mir hinnen net hëllefen.

Ech wëll awer, Här President, net ofschléissen, ouni nach eng Kéier, sou wéi ech et och hei beim Débat

iwwer d'Nohaltegkeet gemaach hunn, déi méi wéi zweifelhaft a bedauernswäert Roll vun de Vereenegte State vun Amerika ze kritiséieren. An ech froe mech - ech sinn net an de Secrete vun deene Leit, déi déi Verhandlunge féieren -, ob een net dach muss derzou kommen an de WTO-Verhandlungen, wou d'Amerikaner jo ëmmer ganz grouss hir Interessen umellen a probéieren duerchzesetzen, dass een nëmmen do Konzessioune mécht, wann och op där anerer Säit d'USA bereet sinn, am Beräich ganz besonnesch vun der Energiepolitik, vum Energieaspueren a vun der Entwécklung vun erneierbaren Energien, hiren Deel matzedroen a konkret de Protokoll vu Kyoto ze ratifizéieren.

Här President, ech hunn en Dram, dat ass deen...

(Interruptions)

Neen, ech hunn Iech déi leschte Kéier hei virgerechent,...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Mir gesinn en Alpdram.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- ...datt eleng den amerikanesche Militärbudget, Här Mars Di Bartolomeo, wann een en an Autoe géing ëmsetzen, wou een Auto eng Millioun Frangen d'Stéck géing kaschten, an Dir géingt se....

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat sinn awer schonn décker. Dir fuert déi déck Autoen. Déi aner Leit fueren der vun enger halwer Millioun.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Et rechent sech méi einfach. Et kann een awer och soen, 800.000 oder 700.000, an da komme mer awer op en ähnlecht Resultat eraus. Géing een déi alleguer hannerenee setzen, da kéint een zweemol den Tour ronderëm d'Welt maachen, wann ee se Pare-choc widder Pare-choc stoen hätt.

An ech dreemen dovun, Här President, an ech ginn och hei der Regierung de Message mat, datt mer et weltwäit misste fäerdeg bréngen en Engagement ze huelen, fir och nëmmen 20% vun deene Militärbudgeten ze huelen, fir erneierbar Energien ze entwéckelen, a fir se och an der Praxis ëmzesetzen. Wa mer dat net maachen, da wäerte ganz sécher déi, déi no eis kommen, hiert blot Wonner erliewen.

Ech soen Iech merci.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Et ass berouegend, dass Der och heiansdo ganz vernünfteg Iddien hutt.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Robert Garcia agedroen. Den Här Garcia huet d'Wuert.

M. Robert Garcia *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. De Sommet vu Johannesburg huet seng Erwaardungen erfëllt. Et waren nämlech keng Erwaardungen do, an dofir huet en och net brauchen ze enttäuschen.

Virdrun huet hei e Virriedner gesot, mir sollen trotz där Enttäuschung vum Sommet vu Johannesburg higoen an déi Resultater, déi dann do hätte solle sinn, ëmsetzen. Deem kann ech just entgéinthalen, mir sollen ier mer iwerhaapt un déi Resultater vu Johannesburg ginn, mol déi Resultater vu Rio vun 1992 ëmsetzen. Well, ech sinn nämlech e bëssen erstaunt, wann hei Spriecher vun dräi grousse Parteien, déi an deene leschten zéng Joer mat wiesselnde Majoritéiten un der Politik vum Développement durable hätte kënnen emseg schaffen, hei e schrecklechen Nachholbedarf diagnostizéieren, besonnesch eng Fraktioun, déi awer trotzdeem siwe Joer laang d'Responsabilitéit iwwert den Développement durable hat. Ech stelle fest, dass de Rôle vum Don Quichote, deen den Här Goerens ëmmer sou an d'Arena werft, eng gewësse Kontinuitéit zwëschent deenen dräi leschte Regierungen duerstellt.

Ech wëll nämlech drun erënneren, dass zu Rio aus enger Deklaratioun e wäitreechenden a präzise Plang verabschiet ginn ass, nämlech d'Agenda 21. Do sti Mesuren dran, vun deenen ee ganz genau kann novollzéien, ob se duerchgefouert si ginn oder net. An déi eenzeg Mesure, vu där ech zu Lëtzebuerg gesinn, dass se duerchgefouert ginn ass an déi och luewenswäert ass, ass déi Geschicht vun den 0,7% vum PIB fir d'öffentlech Entwécklungshellëf. An all deenen anere Punkten, wann ech se nach emol duerchliesen - an ech hunn de Pabeier nach ëmmer doheem leien -, stellen ech fest, dass näischt, oder quasi näischt geschitt ass.

Wann ech also hei héieren, dass misst, wéi an der Agenda 21 steet, den Développement durable quasi eng paradigmatesch Roll spillen duerch all Ministèren an dass et misst e Comité interministériel ginn, da stellen ech fest, dass an anere Länner, vun der Belsch iwwert de Mali, iwwert Trinidad-Tobago, Neuseeland a Kanada, dat scho längst geschitt ass, an zu Lëtzebuerg no zéng Joer nach näischt geschitt ass. Den Développement durable ass nach ëmmer kantonéiert an engem Büro vum Ëmweltministère.

Wann ech da liesen an der Agenda 21, dass d'Implikatioun vun der Bevölkerung am Allgemengen an de Forces vives am Besonneschen, dee wichtegsten Aspekt vum Développement durable ass, stellen ech fest, dass zum Beispill de Plan national pour le développement durable am stillen Kämmerlein confectionnéiert ginn ass, ni en Débat public stattfonnt huet an dass en iergendwann eng Kéier 1999, ee Mount virun de Wahlen, publizéiert ginn ass. Ech stellen och fest, dass et keng präzis Rapporte gëtt iwwert dat, wat an där ganzer Period geschitt ass. Also, alles dat, wat d'Agenda 21 eigentlech fuerdert, ass hei zu Lëtzebuerg net geschitt.

Et gëtt och kee Cadre institutionnel, deen et géif erlaben, souwuel de Plan national wéi och de Rapport national iergendwéi an Zesummenhang ze bréngen an en Débat ze féieren, wou dee Plan national kënnt souwuel vum Parlament, vun de Forces vives wéi och vun der Populatioun am Allgemengen diskutéiert ginn, zum Beispill mat engem Avant-Projet dann duerch d'Parlament géif goen an dann a Form vun engem Gesetz prezis bindend kéint sinn.

Ech hunn den Här Minister Goerens op där Table ronde vun der Wochenzeitung WOXX héiere soen, dass hie géif plädéieren, dass d'Responsabilitéit fir de Plan national awer soll - déi misst jo bei der Regierung leien - bei engem Institut leien, dat largement onofhängeg wär. Dat kënne mir nëmme begréissen, well et muss trotzdeem eng gewëssen Intersubjektivitéit doranner garantéiert sinn.

Mir hunn och de Premierminister héiere soe bei senger Sonndesried vum Mee vun dësem Joer, dass e Conseil supérieur pour le développement durable géif geschaf ginn. A well dat esou ass, hu mir eis Gedanke gemaach an hu selwer gemengt, et wär vläicht net opportun, dass nach géifen zéng Joer an d'Land goen, ier eppes Konkretes passéiert. An dofir hu mir wëlles gehat der Regierung ënnert d'Äerm ze gräifen.

8. Dépôt d'une proposition de loi

Ech wëll dofir haut eng Propositon de loi déposéieren, déi sech engersäits un dem belsche Modell inspiréiert, allerdéngs vill méi wäit geet, well si schaaft engersäits e Cadre institutionnel et procédural fir d'Politik vum Développement durable. Si schaaft eng onofhängeg, awer öffentlech Instanz, fir de Plan national ëmzesetzen a Form vun engem Etablissement public. Si schaaft och e Conseil supérieur, wou net nëmmen d'Sociétés civiles vun den ONGen a vun de Sciencen dra sinn, mee och déi traditionell Acteure wéi d'Ekonomie, wéi d'Patronen a wéi d'Syndikater.

Si schaaft domat och en Instrument of, wat et säit 1966 hei am Land gëtt, nämlech de Conseil économique et social, well mir mengen, dass d'Politik vum Développement durable esou wichteg ass, dass all déi Aspekter, déi bis elo de Conseil économique et social iwwerhëlt, kënne vun deem neie Gremium iwwerholl ginn. Dat neit Gremium wäert dann och déi Moyene kréien, fir selwer en Observatoire indépendant ze schafen, fir dass déi Politik vun der Regierung kann och aus der Siicht vun der Wëssenschaft an aus der Siicht vun de Forces vives vun der Natioun verfollegt ginn. Ech wäert dann déi Proposition de loi elo hei déposéieren.

- Proposition de loi 5036

1. relative à la politique nationale de développement durable,

2. portant création d'un établissement public nommé "Institut national du développement durable",

3. portant abrogation de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un conseil économique et social.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Chamber hëlt Akt vun där Proposition de loi.

9. Heure d'actualité demandée par le groupe socialiste sur les conclusions du Sommet de Johannesburg (Suite)

Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

Discussion générale (suite)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, et ass wuel eng Binsenwahrheit, wann ee seet, dass de Sommet vu Johannesburg net den Noutwennegkeeten entsprach huet vun enger Léisung vun deene globalen, sozialen an Ëmweltproblemer, déi sech jo ouni Zweiwel an engem ganz grousse Mooss stellen.

Et ass kaum méiglech, nach hautdësdaags zwëschestaatlech, international Ofkommessen zu stanen ze bréngen. An och zu Johannesburg ass d'Entwécklung dominéiert ginn vun deene sou genannte Partnerschaften vum Typ II. Dat heescht, globalen a regionale Partnerschaften, wou déi transnational Konzerner ouni Zweifel d'Soen hunn. Et ass eng Bezéiung tëschen ongläiche Partner, déi virun allem dem Accès zu neie Marchéen déngt. An ech mengen, Här Minister, d'Interesse vu batteraarmen, aidskranken Afrikaner ass nun awer net ënner een Hutt ze bréngen mat den Interesse vun der Pharmaindustrie.

Och d'Léisung vum Waassermangel, dee jo zu Johannesburg als ee vun de Problemer duergestallt ginn ass, deen elo misst geléist ginn, och déi Problematik riskéiert prioritär, riseg Marchéen opzemaache fir ënner anerem europäesch Ubidder. Ech hunn duerfir och keng Illusioun iwwert d'Roll, déi Europa spillt an deem ganze Prozess. An och wann et Iech wonnert: Ech wiere mech dergéint, dass eesäiteg den Amerikaner ëmmer d'Schold gi gëtt un deem, wat virgeet international op deem Plang.

Ech wëll dat hei un engem anere Beispill soen, dat ass dat vun der Organisation mondiale du Commerce, der OMC, déi hei schonn erwähnt ginn ass. Do weist sech ganz kloer, datt bei all deenen Négociatiounen, déi sech op internationalem Plang maachen, ëmmer déi Logik am Hannerkapp ass.

Zënter der Konferenz vun Doha ass jo eng nei Etapp ageleet ginn an der Liberaliséierung vun de Servicer. Eng ganz nei a geféierlech Etapp ass do ageleet ginn, a, wéi bekannt ginn ass, drängt grad d'Europäesch Kommissioun drop, fir datt aner Länner hir Marchés publics sollen opmaachen. Dat ass erauskomm bei Fuiten aus der Europäescher Kommissioun an och zum Géigestand vun der Diskussioun gemaach ginn. An anscheinend konsultéiert sech d'Europäesch Kommissioun bei deene Geheimverhandlungen virrangeg mam Forum des Services Européen. Wat ass dat? Dat ass eng Organisatioun vu 85 groussen Europäesche Servicefirmen. An ech wëll hei d'Lëtzebuerger Regierung opfuerderen, emol do ze kucken, wat do négociéiert gëtt vun der Europäescher Kommissioun aus, a fir dofir ze suergen, datt dat transparent an ënnert demokratescher Kontroll viru sech geet a fir och ze ënnersichen, wat dat fir Konsequenzen huet op d'Marchés publics an eise Länner.

Fir op Lëtzebuerg zréckzekommen: Lëtzebuerg mécht zwar Efforten an der Entwécklungspolitik, Lëtzebuerg mécht och Efforten, wat den Développement durable ugeet. Ech wëll dat net ofstreiden. Anerersäits huet awer déi heite Regierung de BTB-Projet torpedéiert. A wann ech emol de WOXX liesen, da stellen ech fest, datt den Ëmweltminister do seet, hie wär an engem permanenten Interessekonflikt mat anere Regierungsmemberen - déi wahrscheinlech haaptsächlech d'Wirtschaftsinteresse vertrieden -, an en erkläert sech als Unhänger vum BTB, an dat vun Ufank un, wéi een dat do kann noliesen. Ech huelen un, datt déi Zeitung net gelunn huet!

Meng Konklusioun ass op jidde Fall déi heiten: Hoffnung kënnt kaum vu Rio, d'Hoffnung kënnt scho guer net vu Johannesburg. Do setzen ech da schonn éischter op esou een alternative Forum, wéi dee vu Porto Allegre. Ech setzen och op den Europäesche Sozialforum, an am Allgemengen op d'Allianz tëschent der Ëmwelt- an der Sozialbewegung, well ouni déi Allianz brénge mer et net fäerdeg, déi desastréis international Entwécklung zréckzedréinen, déi vum Neoliberalismus ganz eendeiteg gekennzechnet ass, net nëmmen, wat d'Amerikaner betrëfft - ech wëll et nach eng Kéier hei soen -, mee och wat d'Europäesch Unioun betrëfft, déi sech an derselwechter Logik befënnt, wann se och nach deelweis Widderstand dogéint mécht, mee fundamental ass se an derselwechter Logik.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Statssekretär Eugène Berger.

M. Eugène Berger, *Secrétaire d'Etat à l'Environnement*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, knapps dräi Méint nodeems mer en Débat hei an der Chamber haten iwwert d'Nohaltegkeet, schwätze mer haut schonn nees eng Kéier iwwert dee Sujet. Haut geet et drëm, fir de Bilan ze maache vum Sommet vu Johannesburg. Mir hunn eis dat esou opgedeelt, datt ech méi spezifesch géif iwwert déi Aspekter vum Environnement schwätzen an de Minister Goerens géif dann och op déi Aspekter vun der Entwécklungspolitik agoen.

Et ass esou, datt - dorunner wëll ech erënneren - am Virfeld vu Johannesburg Lëtzebuerg an enger Rei Punkte kloer Positiounen zesumme mat sengen europäesche Partner ageholl hat. Ech wëll dovunner vläicht zwee, dräi Stéck rappeléieren, besonnesch déi aus dem Ëmweltberäich, wou mer eis kloer ausgeschwat haten, op där enger Säit, fir kloer Ziler an Échéancen an der erneierbarer Energie ze setzen, ënner anerem war do en Zil dat mer ugestrieft hu vun engem Undeel vu 15% erneierbaren Energien an der Gesamtproduktioun, mat Stéchdatum 2010.

Besonnesch hu mer eis staark gemaach an der Biodiversitéit, fir e Stoppe vum Verloscht u Biodiversitéit bis d'Joer 2010 ze erreechen. Insbesonnesch hu mer eis agesat, fir d'Erstelle vun engem weltwäite Réseau vu Schutzgebidder, besonnesch vun den Urwälder.

D'Lëtzebuerger Delegatioun huet sech natierlech och zu Johannesburg ganz staark fir déi Zieler agesat, besonnesch an den europäesche Koordinatiounsronnen. Mir sinn eis awer och bewosst gewiescht, datt d'Stëmm vu Lëtzebuerg an der EU respektiv doriwwer eraus an esou engem Gremium, wou iwwer 190 Länner mateneen diskutéieren, ëmmer nëmme ganz kleng kënnt sinn, awer dat keng Ursaach wär, fir sech net dofir anzesetzen.

Wat d'Schlussresultater vun dem Sommet ubelaangt, ass scho vill driwwer diskutéiert ginn. Ech wéilt awer vläicht nach eng Kéier déi wichtegst Resultater am Beräich Environnement kuerz skizzéieren. U jiddferengem läit et dann, fir ze soen, ob dat positiv ass oder net, mee trotzdeem muss ee soen, datt an enger Rei vun Dossiere kloer Saachen an deen Aktiounsprogramm ageschriwwe gi sinn, wéi bei der Energie, wou gesot ginn ass, den Undeel vun der erneierbarer Energie muss weltwäit substantiell erhéicht ginn. Et ass zwar kee konkret Ziel festgesat ginn, mee et ass awer gesot ginn, datt regelméisseg muss iwwerpréift ginn, ob dat Zil dann och ugestrieft gëtt an ob deen Undeel un erneierbarer Energie sech vergréissert. Wann net, musse Korrekture virgeholl ginn.

Och huet d'EU eng Deklaratioun zum Schluss vum Sommet gemaach, wou se seet, datt si géif regional an national kloer Ziler an deem Beräich festsetzen, wou awer och iwwert d'Europäer eraus eng ganz Rei Länner sech der Deklaratioun ugeschloss hunn.

Bei deene ganze Resultater am Beräich Energie, muss een och drun erënneren, datt besonnesch am Zesummenhang mam Klimaschutz dräi Länner sech zu Johannesburg engagéiert hunn de Kyoto-Protokoll ze ratifizéieren, nämlech Russland, Kanada a China. Dat heescht also, wann déi Länner dat maachen, kann de Kyoto-Protokoll a Kraaft trieden. Mir schéngt dat ee vun deene ganz wichtege Resultater vu Johannesburg ze sinn. Ouni Johannesburg wier et wahrscheinlech net zu enger Deklaratioun vun deene Länner komm. Wann also elo déi Länner ratifizéieren, kann de Protokoll weltwäit a Kraaft trieden. Dat bedeit dann och automatesch, datt dat eng Resonanz huet op d'erneierbar Energien, awer da musse weltwäit méi Efforten an deem Beräich gemaach ginn.

Bei der Biodiversitéit soll bis d'Joer 2010 eng däitlech Reduzéierung vun de Verloschter erreecht ginn. Och soll den Ofbau vun den natierleche Ressourcë gestoppt ginn. Bei de Chemikalien - dat passt och an de Beräich vun dem Environnement - ass décidéiert ginn, dass bis 2020 eng kloer Reduzéierung vun den ëmweltschiedleche Chemikalien erreecht soll ginn.

Da vläicht ee ganz wichtege Punkt, dee virdrun net esou vill an der Diskussioun erwähnt ginn ass, an zwar dee vum Waasser, Waas-

ser, wat net nëmmen den Aspekt Environnement, mee och aner Aspekter betrëfft. Do ass kloer festgeschriwwe ginn, datt bis d'Joer 2010 deen Deel vun der Weltbevölkerung, dee keen Accès huet zu propprem Drénkwaasser respektiv och keng Ofwaasserentsuergung huet, ëm d'Halschent reduzéiert gëtt.

Sécherlech, aus der Siicht vum Environnement, kéint ee soen, datt ee sech méi pertinent Ziler erwaart hätt, mee et muss een awer wëssen, datt bei esou enger Konferenz ëmmer musse Kompromëss gemaach ginn. Besonnesch och, wa mat villen anere Sujeten dat zesummen diskutéiert gëtt, wéi schonn den honorabelen Här Calmes dat erwähnt huet, an dann natierlech e bëssen ee Sujet mat deem aneren vermëscht an e bësse gefeilscht gëtt. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob et net méi sënnvoll ass, besonnesch am Beräich vum Environnement, datt een an Zukunft vläicht éischter Konferenzen mécht, wou een nëmme präzis Sujeten iwwert den Environnement diskutéiert, well do awer d'Chance méi grouss ass, datt méi konkret Ziler dobäi erauskommen.

Et muss een op alle Fall aus der Siicht vum Environnement festhalen, datt de Prozess vun der Nohaltegkeet weidergaang ass, well dat Schlëmmst, wat jo hätt kéinte passéieren, datt einfach carrément näischt erauskomm wier an datt zu Johannesbuerg carrément an deem Prozess en Arrêt komm wär. Dat ass et net gewiescht. Et ass also hei e kloert Signal vun der Weltgemeinschaft, datt se weider wëllt an d'Richtung vun der Nohaltegkeet schaffen. Dofir ass sécher de Sommet keen Echec. Et ass ee klenge Schrëtt, och aus der Siicht vum Environnement, e klenge Schrëtt an déi richteg Richtung, mee och mat klenge Schrëtt kënnt ee weider. Ech weess dat besonnesch als Biergsteiger. Och wann ee wëllt op en héije Bierg klammen, muss een net déi gréisste Schrëtt maachen, mee och mat klenge Schrëtt, déi een dauernd mécht, kënnt een u säin Zil.

Vläicht eng vun deene wichtege Froen, déi ee sech muss stellen no esou engem Sommet wéi Johannesburg, ass déi, wéi een dann elo deen Aktiounsplang, deen do décidéiert ginn ass, konkret ëmsetzt. Ee wichtegt Element dobäi si sécher déi Partnerschafte vum Typ II, wou an enger relativ soupler Form, a Kombinatioune vu Verbündnisser vu Stat, ONGen, Privatekonomien a Weltbank, schnell an effizient Projeten kënnen ëmgesat ginn.

Et ginn ONGen, déi dat kritiséieren. Op där anerer Säit, wann een awer kuckt bei Konventiounen, déi ee wëllt ofschléissen, wéi laang datt dat dauert, wéi schwéierfälleg dat ass, fir esouer op d'Schinn ze kréien, da kann ee soen, datt vläicht esou déi Partnerschafte vum Typ II vill méi effizient herno sinn an datt een déiselwecht Ziler domat kann erreechen.

Vläicht ee Bilan, dee méi spezifesch elo fir Lëtzebuerg ass, deen een och kuerz kann erwähnen, datt ass deen, wéi d'Aarbecht dohanne war, besonnesch zesumme mat den ONGen, mat de Vertrieder vu verschiddenen ONGen, déi mer mathaten, respektiv och mat engem Member vun der Chamber hei.

Ech muss soen, datt dee Bilan ganz exzellent ass. Mer haten eng ganz gutt Zesummenaarbecht mat de Vertrieder vun deenen zwou Ëmwelt-ONGen, respektiv och mat der Vertriederin vun den ONGen aus dem Kooperatiounsberäich. Mir hate ganz vill Echangen, a si konnten eis och eng Rei Saache mat op de Wee gi fir an d'Verhandlungen. Dat ass sécher ee Wee, dee mer och solle versichen, bei aneren nationale Konferenzen anzeschloen.

Wéi geet et elo weider no Johannesburg? Net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och international. Et ass nämlech kloer, wa mir d'Suitë kucke vun Johannesburg, mer wësse mussen, datt dat net nëmmen eppes ass, wat mir hei zu Lëtzebuerg kënne maachen, mee besonnesch och am europäesche Ëmfeld.

Mir mussen also kucken, wéi setze mir deen Aktiounsplang, deen décidéiert ginn ass, ëm. Ech hat scho gesot iwwert déi Partnerschafte vum Type II ënner anerem. Ech wëll net ausschléissen, datt nach nei Konventioune géifen ofgeschloss ginn. Besonnesch um Niveau vun der EU wäert sécher nach déi eng oder aner Direktiv an deem Beräich kommen. Net méi spéit wéi dësen Donneschdeg wäerte mir am EU-Ministeschconseil vun den Ëmweltministeren eng Deklaratioun guttheeschen, wou dann déi verschidden Ziler nach eng Kéier rappeléiert ginn, respektiv d'Instrumenter, déi een do wëllt gebrauchen.

An där Deklaratioun wäert ënner anerem Rieds goe vun der Noutwendegkeet vun Indicateuren, Indicateuren, déi mir jo hei zu Lëtzebuerg scho fir eis ausgeschafft hunn, déi mir da vläicht musse mat deenen europäeschen nach e bëssen iwwerenee schalten. Eng Konklusioun kann een op alle Fall maachen no Johannesburg, wat Lëtzebuerg ubelaangt: Et ass net, dass mir mat engem Schock vu Johannesburg heemkomm sinn an op eemol festgestallt hunn, datt hei nach net vill geschitt wier. Au contraire, et war éischter eng Confirmatioun fir eis, datt mir awer hei zu Lëtzebuerg scho ganz vill vun den Hausaufgabe gemaach hunn, datt mir effektiv de Prinzip "global denken, lokal handelen" hei zu Lëtzebuerg lues an lues op d'Schinne kréien.

E puer Beispiller kéint een hei zitéieren - ech hat déi schonn de 4. Juli ernimmt, wéi den Débat d'orientation iwwert d'Nohaltegkeet war -, ënner anerem an deem ganze Beräich erneierbar Energien - wat jo e wichtege Sujet zu Johannesburg war -, hu mir, nodeems mir jo zwou Strategie presentéiert haten, konkret Ëmsetzungen duerno ënnerholl. Mir hu verschidde Subsidieregimer agefouert, ënner anerem, fir datt d'Technologien am Beräich vun erneierbaren Energie kënne gefördert ginn, souwuel um Niveau vun de Gemengen, wéi bei de Privatleit, Leit oder Gemengen, déi erneierbar Energië produzéieren, zum Beispill mat Photovoltaik, kréien e spezielle Präis duerfir. Mir sinn amgaang, e Reglement auszeschaffe fir den Assainissement vun ale Gebaier, fir datt déi kënnen energetesch verbessert ginn.

Am Beräich vun der Biodiversitéit sinn eng Rei Saache gemaach ginn. Mir sinn amgaang d'Habitat-Direktiv ëmzesetzen. Mir hunn de Fonds pour la protection de l'environnement réorientéiert, fir kënne méi aktiv am Naturschutzberäich täteg ze ginn. Net nëmmen am Environnement sinn eng Rei Initiative geholl ginn, mee och an aneren Departementer. Praktesch fachiwwergräifend sinn Aktioune gestart ginn. Ech erënneren nëmmen un dee ganze Projet IVL.

Et ass kloer, datt mir den Débat an de Prozess hei zu Lëtzebuerg nach musse méi strukturéieren. Mir hunn domadder ugefaang. Mir hunn d'Indicateuren erstallt. Déi mussen elo regelméisseg aktualiséiert ginn a mat deene vun der EU ofgestëmmt ginn. Den Nohaltegkeetsplang vun 1999 muss ee frësch op de Leescht huelen. Ech wëll awer do rappeléieren, datt mir eréischt virun dräi Méint dee fir déi éischte Kéier hei an der Chamber diskutéiert hunn, datt also elo déi Aarbecht da weidergeet.

Opgrond vun enger Motioun ass d'Regierung beoptraagt ginn, fir e Gesetzesprojet auszeschaffen, fir eng Commission interdépartementale, fir e Conseil supérieur pour le développement durable anzesetzen. Do wéilt ech dem honorabelen Här Deputéierte Garcia soen, datt et zwar ganz flott ass, wann hien eng Initiativ do wëllt huelen, mee d'Regierung ass amgaang dee Projet auszeschaffen. E wäert deemnächst vum Regierungsrot ofgeseent ginn. Dee Punkt gëtt dann ëmgesat.

(Interruption)

Sou wäit zu dem Deel Environnement. Den Här Minister Goerens schwätzt zum Deel vun der Kooperatioun. Ech soen Iech merci!

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Minister Charel Goerens.

M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Alex Bodry merci fir déi ganz sachlech Aféierung an dës Thematik, grad wéi deene Riedner, déi sech duerno der Diskussioun hei ugeschloss hunn.

Déi allgemeng Impressioun, déi een huet, wann ee se héieren huet - dat hate mir schonn an der Kommissioun erfuer wéi mir selwer aus eiser Siicht d'Resultater vu Johannesbuerg beliicht hunn -, ass, dass eng gewëss Ernüchterung agetrueden ass. Ech hunn deemools effektiv gesot, wann ee mat Erwaardungen a Südafrika gaang ass, et géif en alles do an d'Rei maachen, da war an ass een zimlech blauäugeg. Bei där Meenung bleiwen ech nach. Esou vill däerf ee vun enger grousser Konferenz net erwaarden, well dat ass einfach net dran. Et muss een déi Konferenz do an de Kontext vun enger Serie vun anere Konferenze setzen, zum Beispill: déi vun der Bekämpfung vum Rassismus, déi vum Welthandel, déi d'lescht Joer zu Doha ëm dës Zäit ugelaf ass, grad wéi déi zu Monterey iwwert d'Finanzéierung vun der Entwécklungshëllef. All Konferenz huet hir eege Logik entwéckelt an hir eegen Thematik. Dëst war eng Konferenz, déi praktesch dat Ganzt erfaasst huet.

Wa mir an der Zäit vun der Globalisatioun sollen Äntwerte fannen op déi Globalisatioun, da kënne mir eis net ëmmer nëmme virun ofgi mat Deelaspekter a mat Deeläntwerten. Esou muss ee wéinstens deenen zegutthalen, déi fir eng breet Erfaassung vun den Thematike plädéiert hunn, datt se awer d'Ambitioun haten, fir Äntwerten ze formuléieren op déi Ongerechtegkeeten an Ongereimtheeten, déi vun der Globalisatioun ausginn. D'Bekämpfung vun der Aarmutt, d'Bekämpfung vun der Ënnerentwécklung, d'Bekämpfung vun der Degradatioun vun der Ëmwelt an Drénglechkeet an de Rapporten tëschent den aarmen an de räiche Länner, dat waren am Fong d'Ausgangsdiskussiounspunkten vun där Konferenz.

Am Laf vun de Virbereedungsversammlungen huet sech erausgeschielt, datt ee sech op fënnef Punkte konzentréiere soll: Waasser, Energie, Santé, Agriculture, Biodiversitéit. Déi Aspekter, déi méi Bezuch op d'Ëmwelt hunn, déi huet den Här Berger behandelt.

Ech muss aus menger Siicht soen, dass net genuch diskutéiert ginn ass iwwert de Rôle vun der Fra an der drëtter Welt. Ouni d'Fra mécht een do näischt. D'Fra ass de Pivot vun der Ekonomie, vun der Edukatioun, vun der Formation professionnelle a vun der Économie informelle, do wou den Agank an déi richteg Ekonomie net méiglech ass.

Et ass net genuch geschwat ginn iwwert de Sida, dee sech zu 90% an Afrika erëmfënnt, an an deene Länner wéi d'Malawi, wou bis zu 40% vu senger Bevölkerung betraff sinn. Do kann ee vun Nohaltegkeet am Fong iwwerhaapt net méi schwätzen, well dat Land huet schonn op grousse Strecke seng Regenerationskraaft verluer. Déi Thematik ass do, a mengen Aen, e bëssen ze kuerz komm.

Ech mengen, et muss een awer soen, datt d'Zilsetzunge vläicht a sech schonn ze bescheide sinn, well wann ee seet, mir versichen d'Aarmutt bis 2015 ëm 50% ze reduzéieren, dann ass dat a sech schonn en Échec. Firwat se dann net ganz reduzéieren? Ech hunn d'Geleeënheet gehat a menger Ried a Südafrika ze soen: Wann all Land géing 0,7% vu sengem Bruttoinlandprodukt an d'Kooperatiounspolitik investéieren, dann hätte mir jiddefalls, wat d'Suen ubelaangt, genuch Mëttelen, fir d'Aarmutt net nëmmen ëm 50% ze éradiquéieren bis 2015, mee ganz ze éradiquéieren. Dat ass elo en terrible Raccourci, deen ech hei maachen, mee jiddefalls, reng op déi finanziell Mëttele beschränkt, ass dat do net falsch.

Esou gesinn huet Lëtzebuerg awer - an dat ass e Mérite, och vun deene Regierunge virdrun, deen ech ganz kloer unerkennen - seng Hausaufgabe gemaach a gesot: Mir ginn eis d'Méiglechkeet fir linéaire op deen Niveau ze kommen, dee mir am Joer 2000 brauchen, fir dem Engagement aus de 70er Joren, nämlech deenen 0,7%, gerecht ze ginn. Dat ass awer eppes, dat kënne mir, ouni elo an en Ufall vu Bretzerei ze verfalen, Lëtzebuerg zegutt schreiwen.

Zu Rio ass eppes annoncéiert ginn, an ech géing dat net mat lénks einfach hei esou ewechwëschen, well wann all Land dat do gemaach hätt, hätte mir haut wierklech all déi Moyenen, déi mir bräichten, fir dem Koffi Annan seng "Millenium development goals" net nëmmen ze realiséieren, mee mir kënnten am Fong duebel esou grouss gesi wéi hien et am Joer 2000 gesinn huet.

Eppes, wat een och muss soen, egal wéi enttäuschend déi Resultater fir deen een oder anere sinn, de Multilateralismus ass net bue de gaang op där Konferenz. Mir sinn an enger Rei vu Joren, wou de Multilateralismus bekämpft gëtt. Et ass hei ganz vill iwwert d'Vereenegt State geschwat ginn, a wou ech an enger Partie Commentaire selwer d'Geleeënheet gehat, fir ze soen: Et ass net gutt, wann een dem Multilateralismus keng Chance gëtt. Wann een unilateral virgeet, da kréie mir précisément déi Gouvernance net, déi mir bräichten, fir d'Problemer an der Globalisatioun esou unzepaken an d'Äntwerten esou ze formuléieren, datt jiddferee ka säi Pefferkär bäileeën.

Dat war a Südafrika précisément de Fall. De Reige vun all deenen, déi sech do um Riednerpult ofgeléist hunn, déi an deene verschiddene Groupes de travail present waren, ass awer och den Ausdrock, datt all Land, egal wéi kleng, datt et ass, wéinstens d'Recht huet, fir seng Desideratae zum Ausdrock ze bréngen. Ech fannen, dat ass eppes, dat däerfe mir net aus de A verléieren, well Länner wéi Groussbritannien, Frankräich an Däitschland si souwisou ëmmer beim G7 oder G8 derbäi.

Lëtzebuerg ass an deenen dote Foren net present, sou datt mir, egal wéi enttäuschend d'Resultater sinn, keen Intérêt drun hunn, fir ze soen, loosse mir esou eppes net méi halen, well da si mir iwwerhaapt net méi dobäi.

Här President, ech mengen, datt d'Konferenz a Südafrika eng Partie Schwächen opgezeechent huet am Kader vun den internationalen Décisiounsmechanismen. Et geet bei der Analys un. Ech hat selwer d'Geleeënheet mam Här Diouf ze schwätzen, deen den Direkter ass vun der FAO. Mir hunn iwwert d'Impakter vun der europäescher Politik op d'Situatioun an den Entwécklungslänner geschwat. Ech hunn dunn op eemol am Laf vum Gespréich gefrot, ob si da schonn eng Expertise oder eng Evaluatioun gemaach hunn iwwert dem Franz Fischler seng Virschléi, fir d'Agrarpolitik ze reforméieren.

Hien huet missen zouginn, datt si déi Analys nach net gemaach hätten. Ech sot: Wann Dir, mat Ärer Autoritéit a mat deene Pouvoiren, mat deenen Dir investéiert sidd, dat net maacht, da feelt eis do en integrale Bestanddeel, fir virunzekommen. Wann Dir déi Analys do net maacht, da musse mir einfach déi verschidden Thesen, déi do opgestallt ginn, unenee reien an da kënne mir ni eppes Kohärentes erauskréien. Dat ass ze bedaueren.

Meng Analys ass déi, datt d'europäesch Agrarpolitik, wéi se elo fonctionnéiert, net nëmmen e Problem ass fir d'Länner am Süden, mee si mécht souwuel d'Baueren am Norde vum Globus futti, wéi och am Süden. Et misst an där Hisiicht de fond en comble ëmgeduecht ginn.

Wat d'Kohärenz vun de Politiken ubelaangt, do wëll ech kuerz op dat agoen, Här President, wat hei zitéiert ginn ass aus engem Artikel, deen an der WOXX de leschte Freideg war, wou sech beruff gëtt op eng Table ronde. Ech mengen, et ass e Secret de polichinelle, datt mir an engem Land sinn, wou et ëm entgéintgesaten Interesse geet. Déi Interesse spigelen sech an der Gesellschaft erëm a si spigelen sech am gesellschaftspolitesche Dialog erëm. Eis Gesellschaft ass och esou organiséiert an deem, wat mir d'Société civile nennen, a Syndicater, déi d'Leit, déi schaffen, vertrieden, an a Syndicater, déi d'Leit, déi d'Kapital stellen, vertrieden. Dat Land hei huet ëmmer versicht sech déi Strukturen ze ginn, fir déi Interessekonflikten ze diskutéieren an ze kucken aus deene gesamte Positiounen eppes Kohärentes ervirzebréngen. Dat nenne mir allgemeng de Modell Lëtzebuerg.

Dat huet sech bis elo an der Regel ëmmer bezunn op wirtschaftlech a sozial Froen, déi - an do huet den Här Bodry Recht gehat - absolut hir Plaz hunn am Débat iwwert d'Nohaltegkeet, well d'Nohaltegkeet huet dräi Dimensiounen: eng wirtschaftlech, eng sozial an eng ekologesch. Déi Interessekonflikter an déi Interessegéigesätz ginn och an dësem Parlament gedroen. De Problem ass just deen, dass wann se ze vill korporatistesch Konturen unhuelen, da fänkt et un, gefëierlech ze ginn, wann een dat net méi gemeeschtert kritt. Duerfir muss een am Kader vun der Nohaltegkeet sech déi Strukture ginn, déi am beschten am Stand sinn déi Interessegéigesätz ze transzendéieren a Richtung Gestaltung vun enger nohalteger Politik.

Ech wéisst och gären, wat déi bescht Agrarpolitik fir d'Zukunft ass. Ech wéisst och gären, wéi mir eis kënnen d'Wuert ginn, fir iwwert d'Jorzéngten eraus déi responsabelst Investitiounspolitik ze maachen. Ech wéisst och gären, wéi mir am beschte kënnten hei am Land zesumme liewen an zesumme wunnen, ouni datt dat Land zu engem Stadstat degeneréiert, an ouni datt dat Land hei déi kritesch Mass distilléiert, déi kann exploitéiert ginn an déi eventuell kënnt - dat hunn ech schonn eng Kéier hei an der Chamber gesot - a Blutt- und Bodendiscours ausaarten.

Mir sinn eis alleguer schëlleg, fir eis déi néideg Strukturen ze ginn. Mir sinn an der Regierung amgaang iwwert déi beschtméiglechst Äntwert op déi doten Eraus-

fuerderung ze diskutéieren. Den Här Berger huet eenzel Elementer hei geliwwert. Ech hat deemools iwwregens an deem Débat, iwwert deen de WOXX bericht huet, de Qualificatif vun Emmerdeur municipal gebraucht. Dat ass eppes, dat sinn ech bei de René Dumont léine gaangen. Dat war en Zitat, dat sinn ech dem Auteur schëlleg ze soen. Hie wollt am Fong domat soen, dass een duerch d'Kontestatioun d'Problematike besser diskutéiere kann a besser Impulser gi kann, fir se ze léisen. Dat just als Erklärung dozou.

Ech mengen, mir stinn um Virowend vu gréissere Changementer, souwuel um globale Plang, wéi um europäesche Plang, wéi um nationale Plang. Meng Preferenz, dat soen ech ganz kloer, an et ass mat där Debatt, wou ech an d'öffentlech Diskussioun eraginn an och d'Regierung, datt de Gremium, dee sech soll iwwer Nohaltegkeet Gedanke maachen, a senger Reflexioun soll ganz independent sinn. Hie misst am Fong kënnen horizontal awierken op déi eenzel Departementer. Esou gesinn, mengen ech, wier et eng eemoleg Chance, wa mir de Prinzip vun der Neutralitéit kéinten an deem Gremium, deen nach ze schafen ass an iwwert dee mir schonn diskutéiert hunn, a wou d'Diskussioun och nach weider geet, esou hikréien. Ech mengen, mir wieren deenen, déi duerno kommen, dat schëlleg.

Esou gesinn, Här President, ass Südafrika net eppes ausschliesslech Negatives. Par acquis de conscience huet een et misse maachen, och wann net jiddferee kann déi Resultater als eng grouss Errungenschaft duerstellen. Et muss een awer gesinn, wat ënnert dem Impuls vun der UNO an de leschten zéng Joer geschitt ass. Dat ass wierklech net wéineg.

Et ass och net vun ongeféier, datt deen, deen d'Impulser gëtt, d'lescht Joer de Friddensnobelpräis kritt huet. Ech mengen, wann déi Ambitiounen, déi de Koffi Annan, als Generalsekretär vun der UNO, an déi verschidden Impulser agekleet huet, net ëmmer zum Droe kommen, ass et och well mir him, kollektiv gesinn, net d'Moyene ginn, fir ze réusséieren.

Mir musse selbstverständlech hei eis Hausaufgaben esou gutt wéi méiglech maachen. Et ass am Fong à la fin du compte en Effort vu Solidaritéit vis-à-vis vun de Leit, déi hei am Land liewen a vis-à-vis vun den nächste Generatiounen. Ech verweisen nach eng Kéier op eppes, wat aus dem leschte Rapport annuel vum Programme des Nations Unis pour le développement ervirgeet a wat net onninteressant ass, an zwar fir ze beweisen, dass d'Solidaritéit indivisible ass:

Déi Länner, déi am meeschten an d'Entwécklungspolitik investéieren, sinn och komëscherweis déi, déi bei sech doheem deen niddregsten Taux de précarité hunn. Et ass also keng Alternativ, wann ee Gelder an d'Entwécklungspolitik an Efforten an d'Entwécklungspolitik investéiert, zu den Äntworten, déi ee muss national bei sech doheem formuléieren. Et ass net alternativ dozou ze gesinn. Et ass net dat eent oder dat anert. Et ass dat eent an dat anert.

Ech soen all deene Riedner nach eng Kéier merci, déi sech hei un dëser Debatt bedeelegt hunn, a wënsche mir, datt mir an deene Grondfroen do esou séier wéi méiglech virukommen. Merci.

M. le Président.- Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4731 iwwert d'Schafung vun engem Etablissement public mam Numm "Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte". Et hu sech schonn ageschriwwen d'Mme Delvaux, d'Mme Beissel an déi Häre Greisen a Garcia. Am Numm vum Här Claude Wiseler presentéiert Iech elo d'Mme Nelly Stein de Rapport vum Projet de loi. D'Mme Stein huet d'Wuert.

10. 4731 - Projet de loi portant création d'un établissement public nommé "Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte"

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Mme Nelly Stein *(CSV)*, *rapportrice en remplacement* de **M. Claude Wiseler** *(CSV)*, *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'éischt mäi Fraktiounskolleeg Claude Wiseler entschëllegen, de Rapporteur vun dësem Projet de loi. Hie ka säi mëndleche Rapport net virdroen, well hien am Ausland ass. Merci dem Claude Wiseler fir säin exzellente schréftleche Rapport. Mir sinn dat jo net aneschters vun him gewinnt. Hien huet mech, als Presidentin vun der Kommissioun, beoptraagt, dee mëndleche Rapport ze maachen. Et bleift, elo just ze hoffen, datt ech dëser Charge ka gerecht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Dispositif vum virleiende Gesetzesprojet fanne mir eng Panoplie vu Manifestatiounen, déi den zukünftege Concertssall "Grande-Duchesse Joséphine Charlotte" wëllt organiséieren. Niewent de Prouwen a Concerte vum Orchestre philharmonique sinn dat aner Manifestatiounen, kultureller, wéi pedagogescher Natur, déi sech iwwerwiegend op d'Realisatioun, den Enregistrement an d'Iwwerdroe vu Musekspektaaklen konzentréieren. Duerfir muss déi noutwenneg héichwäerteg a modernsten Technik gemeeschtert a géréiert ginn. Doriwwer eraus fannen awer nach aner grouss Manifestatioune statt, déi vill Publikum wäerten unzéien. En Deel vum Gebai ass fir d'Restauratioun virgesinn.

Aus dëse Missioune geet ganz kloer ervir, datt de Concertssall eng adequat Gestioun brauch, fir den Erwaardungen op nationalem, wéi op internationalem Plang gerecht ze ginn. Entscheedend fir eng gutt Gestioun ass un alleréischter Stell eng gutt Sachkenntnis a Saache Kultur, virun allem Musek. D'Programmatioun däerf sech net nëmmen op d'Klassik beschränken, mee verschidde Stiler mat abannen, ausgoend vun der Klassik bis bei Folklor, Weltmusek, zäitgenössesch wéi avantgardistesch Produktiounen. Mee och um Niveau vun der Organisatioun vu groussen, héichklassesche Spektakelen ass eng zolidd Experienz erfuerdert. Nëmmen esou ass et méiglech de Concertssall um Kierchbierg iwwert d'Grenzen eraus bekannt ze maachen. Ech denken do ganz speziell iwwert d'Grenze vun der Groussregioun.

Den Etablissement public, dee sech dëse Missioune muss unhuelen, huet also eng zolidd Aarbecht viru sech, mee et ass eng Aarbecht, déi vielfälteg a facettëräich ass. D'Missioune vum Etablissement public loosse sech grosso modo an zwou Kategorien andeelen. Éischtens soll en dem Bauhär berodend zur Säit stoen an d'Aktivitéiten organiséieren. Zum anere soll déi ganz Gestioun vum Concertssall ofgeséchert ginn, andeems déi programmatesch a kulturell Schwéierpunkte respektéiert ginn.

Fir dëst ze garantéieren, gëtt eng Struktur gebraucht, déi flexibel ass an déi en héije Grad un Autonomie huet. Mat der Mataarbecht vun der Billetterie centrale an dem Service de programmation culturelle muss de Etablissement public seng kulturell Saison plangen. Datt dat keng einfach Aufgab ass, gëtt däitlech, wann ee sech déi 200 Manifestatioune virstellt, déi no de Schätzunge vum Architekten- an dem Programmateursbüro virgesi sinn. Dorënner falen ënner anerem 60 grouss symphonesch Concerten, 60 Concerte vu Kammerorchesteren a Récitalen, 20 Jazzconcerten, souwéi 20 Concerte vun zäitgenössescher Musek. Doriwwer eraus ass den Etablissement public chargéiert fir Séminairen, Konferenzen, Coursen a kulturell Begéinungen ze organiséieren.

De Budget beleeft sech op ongefeier néng Milliounen Euro op der Dépensëséit, an 3,5 Milliounen Euro op der Säit vun de Recetten. Dëse Betrag deckt déi Käschten, déi de Sall fonctionnéieren doen, dat heescht, d'Gestioun an den Erhalt vun den Infrastrukturen, d'Lokatioun vum Material, d'Personalkäschte fir 25 Mann, d'Publicitéit, d'Formatioun an déi audiovisuell Produktioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zum Commentaire des articles kommen, wëll ech ganz kuerz op d'Virgeschicht vum Projet agoen. De 4. Dezember 2000 huet d'Mme Erna Hennicot-Schoepges, Minister fir Kultur, Héichschoulwiesen a Fuerschung, de Projet an der Chamber deponéiert. Den 30. Abrëll 2002 huet de Statsrot säin éischten Avis ofginn. An der Kommissiounssëtzung vum 25. Juni ass de Rapporteur an der Persoun vum Claude Wiseler designéiert ginn, de Projet analyséiert an den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl ginn. De 26. Juni huet d'Kommissioun eng Rei Amendementer gemaach an de Statsrot opgefuerdert en zousätzlechen Avis ofzeginn. Dësen Avis koum de 24. September 2002. An der Kommissiounssëtzung vum 9. Oktober konnt dunn de Rapport ugeholl ginn.

De Projet ass am selwechte Joer deponéiert gi wéi de Projet iwwert de Etablissement public vun der Abbaye vun Neumünster. D'Regierung hat sech deemools de Bemierkunge vum Statsrot iwwert dëse Projet ugeschloss. An der Réunioun vum 25. Juni 2002 huet d'Regierung kloergestallt, datt si datselwecht bei dësem Projet géif maachen, mat Ausnahm vum Artikel 2. An der Sëtzung vum 24. September 2002 huet de Statsrot, déi vun der Kommissioun zréckbehalen Amendementer, ugeholl. Ech wéilt e puer Punkten aus dem Commentaire des articles erausheulen. Fir de Rescht géif ech op de schréftleche Rapport verweisen.

Den Artikel 2 leet d'Missioune vum Etablissement public fest an domadder ass dësen Artikel de wichtegsten am ganze Gesetzesprojet. Am éischten Alinéa gëtt folgend Missioun erwähnt: „Conseiller le maître de l'ouvrage et organiser la préfiguration des activités futures de la salle de concerts“. De Statsrot huet virgeschloen, déi éischt Missioun erauszehuelen, well et nëmmen temporaire ass. Déi zweet Missioun wier souwisou déi, déi den Etablissement public als definitiv Missioun hätt. D'Regierung hält awer den initialen Text gäre bäi, fir gewëssen Onklorheeten ze vermeiden a verweist op déi Experienzen, déi sech beim nationale Kultur- a Sportszentrum erginn hunn.

De Statsrot hat doriwwer eraus Schwieregkeete mam Wuert "subsidiaire" am zweeten Alinéa, well den Term näischt Wesentleches zur Erklärung vum éischten Alinéa géif bäidroen. D'Kommissioun ass net där Meenung an huet un dem Text festgehalen.

Den Artikel 3 betrëfft d'Zesummesetzung vum Verwaltungsrot. Den initialen Text hat nëmmen d'Definitioun vu véier Membere virgesinn. De Statsrot hätt awer gären déi aner fënnef Memberen definéiert. D'Regierung huet den Text iwwerschafft a sech dobäi um Neumünster-Text orientéiert. De Statsrot huet drop bestanen eng Dispositioun an den Artikel 3 ze setzen, déi d'Incompatibilitéit tëschent deene vum Stat delegéierten Administrateuren, vum Gestionnaire vum Etablissement public a vum Contrôleur oder Surveillant vum Etablissement, festleet. D'Kommissioun huet en Text proposéiert, dee sech un déi Dispositiounen aus dem Neumünster-Gesetz orientéiert, an deen och zréckbehale gouf. Déi redaktionell Ännerungen am Artikel 3 si vun der Kommissioun ugeholl ginn.

Elo iwwersprangen ech e puer Artikelen, fir zum Artikel 7 ze kommen, iwwert d'Konte vum Etablissement public. Do huet de Statsrot, ausser e puer redaktionelle Modifikatiounen, e fënnefte Paragraph virgeschloen, deen d'Kontroll duerch d'Cour des Comptes vun de staatleche finanzielle Bedeelegunge festleet.

(Interruptions diverses)

Ech maachen de Rapport vun der Kommissioun. An der Kommissioun huet keen dat gefrot, also konnt ech elo net dorobber agoen. Dësen Text ass vun der Kommissioun guttgeheescht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, den Text, dee mir hei zur Ofstëmmung virleien hunn, huet an der zoustänneger Kommissioun zu kenge gréisseren Ausernanersetzunge geféiert, wann iwwerhaapt. Duerch de Vote vun dësem Text kann d'Mme Minister Hennicot-Schoepges de Conseil d'administration ernennen, deen doropshi seng Aarbecht kann ophuelen. Ech bieden lech, duerfir dëse Gesetzestext ze stëmmen. Am Numm vu menger Fraktioun ginn ech den Accord zu dësem Projet. Ech soen all deene Leit merci fir déi spierbar Opmierksaamkeet. Merci.

(Hilarité)

M. le President.- Als éischten Diskussiounsriedner ass d'Mme Mady Delvaux-Stehres agedroen. D'Mme Delvaux huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Mady Delvaux-Stehres *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech probéieren, den Niveau vun eiser Presidentin ze halen, déi hei d'Spannung vun der ganzer Chamber op sech gezunn huet, wéi se de Rapport vum Här Wiseler presentéiert huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Dezember 2000 huet dës Chamber d'Gesetz gestëmmt, wat eng Autorisatioun ginn huet, fir de Concertssall ze bauen. D'sozialistesch Fraktioun huet dat Gesetz gestëmmt. Mir hunn deemools plädéiert, datt sollt en Etablissement public geschafe gi fir d'Gestioun vun där Salle de concerts. Mir ware fir dee Projet, well mir der Meenung waren, datt et wichteg wär, datt den Orchestre philharmonique géif eng dezent Plaz fannen, gutt Aarbechtskonditiounen an eng prestigieuse salle, fir déi Concerten ofzehalen, an datt et awer och wichteg wär, datt niewent dem OPL aner Organisateuren eng Plaz géife fannen an dëser Salle de concerts, fir dann d'Musekszen zu Lëtzebuerg op en héijeren Niveau ze bréngen an esou iwwer eist Land eraus ze rayonnéieren a vill Publikum unzezéien.

Et ass also nëmme konsequent a logesch, wa mir Jo soen zu dësem Projet de loi, wat elo den Etablissement public schaaft.

Ech muss awer soen, Här President - ech weess net u wien ech mech direkt soll adresséieren -, dass d'Majoritéit, d'Regierung, de Ministère an d'Ministesch vun der Kultur eis et eigentlech schwéier maachen, fir dat Gesetz mat Begeeschterung ze stëmmen. Begeeschterung ass keng do. An dat aus zwou Ursaachen.

(Interruption)

Här Strotz, et huet mech Iwwerzeegung kascht a menger Fraktioun.

Dat éischt ass d'Fro vum Établissement public. Zwar schaaft d'Gesetz en Etablissement public - déi Entitéit, déi mir hei schafen, heescht effektiv Etablissement public - mam Argument, dat am Exposé des motifs steet, et wier néideg, déi noutwenneg Autonomie a Flexibilitéit der Gestioun ze ginn, an nëmmen esou kënnt een déi schafen.

Wat d'Flexibilitéit ugeet: Effektiv kritt deen Etablissement public eng gewësse Flexbilitéit, wat d'Leit astellen ugeet, mee mat der Autonomie ass et net esou gutt gestallt. D'Gesetz schaaft eng Fassad vun Autonomie.

En fait ass et jo e virtuellen Etablissement public, deen hei geschafe gëtt. Et kann een am Fong soen, datt d'Vertraue vum Ministère an d'Société civile an an all d'Acteuren um Terrain net riseg grouss ze si schéngt. All d'Vertrieder gi vun der Regierung genannt, außer ee Vertrieder vun der Stad Lëtzebuerg. Et si keng Vertrieder vun den Usageren dran, vun deene Leit, déi sollen dohinner kommen. Et si keng Vertrieder vum Personal am Conseil d'administration, wat ech géif normal fannen an engem autonomen Etablissement. Dësen Etablissement public ass eigentlech e verlängerten Aarm vum Ministère. Véier Vertrieder si vum Ministère vun der Kultur dran an dann nach ee Vertrieder vum Budget.

Domat gëtt nach eng zweet Fiktioun opgebaut, déi mir elo no Neumünster och wahrscheinlech an dësem Etablissement public erëmfannen. De Conseil d'Etat huet jo drop higewisen, an dat zu Recht, dass et misst eng Incompatibilitéit ginn zwëschent de Vertrieder vun engem Ministère, déi als Administrateurs an engem Conseil sëtzen, an op där anerer Säit eng Missioun als Kontrolleuren a Surveillanten hu vun deemselwechten Etablissement public. Dat schéngt engem jo logesch. D'Majoritéit huet dësen Text vum Conseil d'Etat ugeholl. Et steet also kloer am Text. Et kann een net als Vertrieder vum Ministère am Conseil sëtzen an zur gläicher Zäit datselwecht Etablissement kontrolléieren.

Mee, wéi gëtt dat an der Praxis gehandhabt? Dat heescht den éischten, den zweeten, den drëtten oder vläicht och déi véier Conseillers de Gouvernement, déi genannt ginn, si jo selbstverständlech nach ëmmer am Ministère. Si hunn da keng Ënnerschréft méi, wat den Etablissement public ugeet. Déi Délégation de signature ass hinnen ewechgeholl ginn, wat zur Konsequenz huet, datt se dee Bréif, dee se awer wahrscheinlech geschriwwen hunn, der Ministesch virleeën, fir datt si en ënnerschreift.

Ech mengen, dass dat eng Konstruktioun ass, déi wuel d'Fassad vun der Incompatibilitéit oprecht erhält, mee awer an der Praxis net ganz déif geet. Elo kënne mir soen: Et gëtt awer net méi Leit am Ministère, mir hunn net genuch Leit. Mee, ech mengen, wann ee wëllt eng ambitiéis Politik hunn - an ech erkennen der Ministesch un, dass si déi huet, dass si grouss Ambitioune fir d'Kultur zu Lëtzebuerg huet -, da muss ee sech natierlech d'Moyene vun där Politik ginn.

Den zweete Punkt, an deen huet eigentlech näischt direkt mam Gesetzestext ze dinn, mee deen huet mat der Fiche financière ze dinn, déi bei dësem Projet de loi dobäiläit. Déi Fiche financière ass vum Dezember 2000. Si ass net à jour gesat ginn. Mir wëssen also net, contrairement zu deem, wat d'Mme Stein hei am Numm vum

Här Rapporteur gesot huet, wéivill deen Etablissement public dëst Joer géif kaschten, net ze schwätzen dovunner, wat en am Joer 2005 soll kaschten, wa jo d'Ouverture vun deem Haus ass.

Mee souguer, wa mir d'Chiffere vum Joer 2000 kucken, da kann een awer skeptesch doriwwer sinn, wéi vraisemblabel déi Chiffere hei sinn. D'Dépensë ginn, wéi gesot, néng Milliounen Euro héich. Ech kann et net genau aschätzen, mee wann ech dat richteg verstinn, da sinn dat nëmme Fonctionnementskäschten, dann ass jo nach kee Concert kaaft, well et muss ee jo nach déi Produktiounen akafe goen, déi sollen an deem Haus stattfannen. Vun deene 25 Leit, déi sollen am Etablissement public schaffen, wär et interessant ze wëssen, wéivill Leit fir d'Administratioun sinn a wéivill Leit vun der Technik gebraucht ginn, fir esou e sophistiquéiert Haus fonctionnéieren ze dinn.

Wat dann d'Recetten ugeet, do muss ech awer éierlech soen, hunn ech déi gréisst Bedenken. Elo gëtt do gesot dräi Milliounen Euro Recetten, hypothetesch am Joer 2000. Déi baséieren drop, datt sollen 200 Concerten an deem Sall stattfannen. Ech muss soen, ech perséinlech fannen dat der enorm vill. 200 Concerten, dat ass vill, well derniewent gëtt et jo nach Aktivitéiten an aneren Infrastrukturen hei am Land. Dat ass jo net fir de Bedarf vum ganze Land, obschonn am Exposé des motifs ginn allméiglech Organisateuren opgezielt, déi kéinte vun där Salle de concerts profitéieren.

Do liest een dann déi méi traditionell Organisateuren, awer och all Festivalen hei am Land. Här Scheuer, lauschtert gutt no, souguer de Festival vun Iechternach gëtt do zitéiert, an, wat mech beréiert huet, souguer de Cercle symphonique vu Rëmeleng. Ech ka mir jo awer net virstellen, dass déi alleguerten op de Kierchbierg hir Concerten hale kommen. Ech mengen, dass déi awer drop halen, dass nach an der Regioun - an ech schwätzen hei am Numm vun all de Buergermeeschteren, déi fir dezentraliséiert Aktivitéiten antrieden -, nach am Rescht vum Land solle Manifestatioune stattfannen. Et ka jo net esou sinn, dass déi da keng Subside méi kréien an alleguerte mussen op de Kierchbierg hir Manifestatiounen hale goen.

(Brouhaha général)

Et bleiwen also déi grouss traditionell Concertsorganisateuren, wéi den OPL selwer, d'Solistes européens an d'Soirées du Luxembourg, déi vun där Offer hei Notzen zéien. Mee do stellen ech dann awer eng Fro: An de Recettë vum Etablissement public sinn d'Recettë vun de Plazen agedroen, déi verkaaft ginn, dat heescht, wann e Concert ass, gëtt geschat wéivill Leit dohinner kommen, de Billjee gëtt mat 1.000 Frang an der Moyenne gerechent - ech weess net, ob dat esou wäert sinn - an da gëtt do eng Recette agesat fir d'Haus. Mir wëssen awer, dass de Moment den OPL, d'Solistes européens an d'Soirées du Luxembourg, hir Abonnementer selwer verkafen an déi Recetten halen. Dat heescht, et ka jo net sinn, dass déi Recetten zweemol agedroe ginn, eng Kéier beim Etablissement public an nach eng Kéier beim Organisateur. Wa si awer net beim Organisateur agedroe ginn, dann huet dee jo keng Recettë méi. Loosse mir soen hien huet keng Recettë méi an da geet e jo wahrscheinlech erëm Subside froe bei de Ministère oder bei d'Gemengen.

Wann hien d'Recetten afreet, muss hie logescherweis Loyer bezuelen am Etablissement public. An do muss ech soen, déi Loyeren: fir de grousse Sall 500.000 Frang den Owend, fir de klenge Sall 180.000 Frang den Owend, do mussen natierlech vill Recetten erakommen, fir dass dat ze finanzéieren ass, oder, wéi gesot, muss de Stat d'Subsidemanna erëm weider opmaachen, fir dass dat dote ka finanzéiert ginn. Ech hunn do Bedenken, well den OPL steet fir d'nächst Joer am Budget, fir nëmmen dat Beispill ze huelen, mat 10,5 Millioune Subsiden, déi hie soll vum Stat kréien. Wann den OPL fir déi 35 Concerten, déi en elo gëtt, all Kéiers muss 500.000 Frang Loyer bezuelen, da musse mir nach eng Kéier eng hallef Millioun Euro dropleeën an dat aus enger Täsch, well letztlech ass et ëmmer aus dem Statsbudget, wou d'Sue fléissen.

Ech wonnere mech - leschte Punkt zur Finanzéierung -, et ass nach ëmmer virgesinn, dass den Etablissement public soll mat zéng Partner eng Kooperatioun maachen, esou eng Zort Mécénat, wou all Partner 1,5 Millioun Frangen abezilt. Vu dass d'Fiche financière vun 2000 ass, sinn déi Suen nach a Frangen ausgedréckt. Elo hunn ech awer, souwuel d'Kulturministesch, wéi eise Premier an allméiglech Leit héiere sech bekloen d'Mécènë géife rar ginn hei zu Lëtzebuerg, et géif kee méi wëllen eppes bezuelen, sou dass ech mengen, dass déi zéngmol 1,5 Millioun wahrscheinlech net fonnt ginn, fir dat Haus ze finanzéieren.

An anere Wierder, ech sinn der Meenung, dass déi Fiche financière, déi bei dësem Gesetz dobäi läit, net ganz glaubwürdeg ass, dass se net richteg ass. Ech bedaueren dat. Mir géifen dat Gesetz och stëmmen, wann d'Fonctionnementskäschte méi héich wären, mee ech hätt et awer richteg fonnt, wann de Ministère eis crédibel Chiffren heihinner geluegt hätt,an net onkomplett Informatiounen.

Här President, trotz eise Bedenken an trotz de Regreten, iwwert déi net ganz komplett Informatioun zur Finanzéierung, soe mir awer jo zu dësem Gesetz, well mir fir de Prinzip si vun deem Etablissement public, a well mir duerfir sinn, dass den OPL soll a gudde Konditioune seng Aarbecht kënne maachen. Ech soe merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Mme Simone Beissel agedroen. D'Mme Beissel huet d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ir ech zum Projet de loi selwer kommen, wëll ech dem Rapporteur Claude Wiseler merci soe fir säi gudde schréftleche Rapport an der Mme Stein fir hiren ausféierleche mëndleche Rapport.

D'musikalesch Offer zu Lëtzebuerg ass relativ diversifiéiert. D'Musek u sech ass eng vun de populärste kulturellen Aktivitéiten an eisem Land. Mir hunn eis Conservatoiren. Mir hunn d'Museksschoulen. Mir hu Musekscoursen. Mir wëssen, datt ongeféier 10.000 Schüler sech do dran erëmfannen. Eng Realitéit, déi d'Schafe vun enger Salle de concerts rechtfäertegt, an zwar ënnert dem Statut vun engem flexibelen Etablissement public.

Wa mir u Musek denken, denke mir natierlech un éischter Stell och un den OPL, den Orchestre philharmonique de Luxembourg, de fréiere groussen Orchester vun RTL, deen - ech mengen, et kann een dat ouni Problem esou soen - héich qualifizéierte musikaleschen Ensembel vu Lëtzebuerg. Et läit op der Hand, datt d'Notze vun der "Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte" fir dësen Orchester, deen topqualitativen Normen entsprécht, vu grousser Wichtegkeet ass. Lëtzebuerg besëtzt zwar eng ganz Rei vu gudde Concertssäll, wéi zum Beispill deen am Escher Theater a wéi deen am stater Conservatoire, mee leider sinn d'Publikumskapassitéiten oft limitéiert. D'Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, där hir Organistioun mir hei mat dësem Projet de loi festhalen, soll an dësem Sënn nach besser Méiglechkeete bidden: publikumsméisseg, technesch an akustesch.

Här President, dëse Concertssall soll allerdéngs net exklusiv fir den OPL reservéiert ginn. Schonns beim Projet iwwert de geplangte Bau vum Sall huet d'Commission des Travaux publics op dëse Punkt higewisen. Erlaabt mer en Extrait aus hirem Rapport ze zitéieren: „Toutefois, il va sans dire que l'OPL ne pourra à lui seul garantir un taux d'occupation suffisant pour la nouvelle salle de concerts. Même si l'OPL aura la priorité dans l'utilisation de la salle et y aura son siège ainsi que sa salle de répétition, cela n'exclut pas que d'autres formations puissent s'y produire". Dat ëmsou méi, wéi d'Objektiver vun dësem Concertssall immens ambitiéis sinn an iwwert d'Besoine vum OPL, vum Lëtzebuerger Publikum iwwerhaapt, a souguer vun der Groussregioun, erausginn.

Am Exposé des motifs zur Konstruktioun vum Concertssall huet d'Regierung eendeiteg festgehalen, datt si eng "internationalisation réelle par le biais d'activités musicales internationales multiples d'une qualité susceptible d'attirer un public mélomane universel" ustrieft. A puncto ugestriften Exploitatiounsrentréeën, a fir en eenegermoossen akzeptablen Taux de couverture vun de reelle Fraisen ze kréien, soll d'Salle de concerts viraussiichtlech ëm déi 200 Deeg pro Joer genotzt ginn. D'Lat vun de potenzielle Rentréeën an Aktivitéite gëtt hei ganz héich geluegt. Et ass ze hoffen, datt d'finanziell Héichrechnung an enger gesonder Forchette opgestallt ginn ass.

Fir deem gerecht ze ginn, gesäit de Projet de loi eng breetgefächert Palette vun Aktivitéite vir. Ech zitéieren nach eng Kéier pour mémoire: "A côté des événements musicaux, qui sans aucun doute seront prépondérants de la salle des concerts, l'établissement public est également en charge de l'organisation de séminaires, de conférences, de cours pédagogiques et de rencontres culturelles." Dat also à titre principal.

Subsidiaresch kënnen awer och publikumsträchteg Manifestatioune vun all Zort stattfannen. Dat, mat der Hoffnung, de Sall awer och d'Keess ze fëllen. Déi technesch Ausstattung vum Sall bitt doniewent gutt Konditiounen, fir informatiséiert Produktioune per CD, CD-ROM, Internetzougang oder fir Eurovisiouns- a Mondovisiounstransmissiounen. Eleng schonns aus finanzielle Grënn - et handelt sech jo hei ëm e Projet, deen e ganz grousse Budget brauch, fir kënne funktiounsfäeg ze sinn - ass dës erweidert Notzung, déi zwar eng gewësse Flexibilitéit vun hirem sougenannten Haaptnotzer, dem OPL, erwaart, noutwenneg.

Ech schwätzen hei iwwer méi wéi néng Milliounen Euro Dépensen, Fazit 2000, a viraussiichtlechen 3,5 Millioune Recetten. Dat heescht Ausgaben, déi 2,5-mol méi héich si wéi d'Rentréeën. Dat ass - an ech mengen, do si mir eis all eens - en immensen Défi. Mee, mir sinn dem OPL an anere renomméierten Orchesteren esou en héichgradege Kader mat optimal techneschen Infrastrukture schëlleg, fir datt si hirer Virtuositéit kënne fräie Laf loossen.

Här President, am Interesse vun enger verbesserter kultureller Offer zu Lëtzebuerg a foussent op dem Här Pierre Frieden seng Lieblingsmaxime: „La culture n'a pas de prix, elle n'a qu'un coût", wäert d'Demokratesch Partei dëse Projet stëmmen. Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Fernand Greisen agedroen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech all deene Leit merci soen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn. Wéi mir am Dezember 2000 de Bau vun där neier Concertshall hei an der Chamber diskutéiert hunn, hat ech d'Geleeënheet am Numm vum ADR, an dat trotz Bedenken, eisen Accord ze ginn, grad esou wéi haut eisen Accord zu dësem Projet.

Ech wëll awer nach eng Kéier eis Iddi widderhuelen an nach eng Kéier drop hiweisen, datt den ADR d'Beméiunge vun der Regierung begréisst, fir déi kulturell Aktivitéiten am musikalesche Beräich heimadder auszebauen. Et bleift an eisen A richteg Steiergelder, fir d'Lëtzebuerger Kultur a Musek auszeginn. Grad esou, wéi beim Projet iwwert den Neibau, stinn am Text vun dësem Projet eng Rei wichteg Motivatiounen, déi eis Ënnerstëtzung fannen.

Esou begréisse mir de Wëlle vun der Regierung, iwwer eist Land eraus ze kucken, wat d'Organisatioun vu musikaleschen Aktivitéiten ubelaangt an déi nei Infrastruktur, fir international a verschiddenaarteg Sparten a Stiler opzemaachen. Eng grouss Bandbreet vun Organisatiounen oder Museksveräiner musse vun dëser neier Arichtung profitéiere kënnen. Eis Musiksstudenten a Museksfrënn mussen hei hirer Konscht nokomme kënnen.

All dëst soll jo duerch dëse Projet organiséiert an ausgefouert ginn, wou et am Résumé ëm d'Schafe vun engem Etablissement public mat finanzieller an administrativer Autonomie geet, ënnert der Iwwerwaachung vum Kulturministère, fir d'Gestioun an d'Bedreiwe vun deem neie Concertssall um Kierchbierg.

Am Artikel 2 ass d'Missioun festgeluegt. Si ass schonn hei am Detail virgestallt ginn, esou datt ech näischt méi brauch dozou ze soen. Eng Bemierkung just, wat déi zäitlech befriste Missioune vum Conseil d'administration ubelaangt ir d'Gebai steet, Conseil d'administration, dee fir d'Berodung, wat déi technesch a musikalesch Ariichtung, d'Installatioun an d'Instrumenter ugeet, muss suergen.

Ech wëll elo un dat negatiivt Beispill vun deenen dräi Rallongë beim Centre commercial...

(Hilarité)

..., entschëllegt, beim Centre national um Kierchbierg erënneren. Ech hoffen, datt bei dëse Konte besser opgepasst gëtt.

D'Zesummesetzung vum Conseil d'administration, am Artikel 3, a seng Kompetenzen, am Artikel 4, si schonn hei virgestallt ginn. Besonnesch d'Ernenne vun de Memberen, déi d'Regierung vertrieden, aus de Ministërë vu Kultur a Budget, huet zu verschiddenen Diskussioune gefouert. De Statsrot huet ervirgehuewen, datt d'Funktioune vum Gestionnaire am Conseil d'administration net compatibel si mat der Funktioun vum Kontroller am zoustännege Ministère. D'Fro stellt sech awer, ob et néideg ass, Leit aus de Ministèren an de Conseil d'administration ze nennen, wou dach souwisou d'Regierung d'Soen huet a wou ëmmer erëm Problemer optriede bei der Trennung vun de Kompetenzen. Ech brauch do nëmmen nach eng Kéier un d'Projeten ze erënneren, déi schonn hei genannt gi sinn, wéi de Centre de rencontre Altmünster, de Musée d'art moderne, de Centre national sportif an de Fonds Belval-Ouest.

Zu de Finanze wëll ech dat hei soen: Wann ech mech net ieren, sinn déi jährlech Ausgabe vum Betrib op eppes iwwer néng Milliounen Euro geschat ginn, an dat bei ronn 25 Persounen u Personal. Erakomme sollen eppes iwwer 3,5 Milliounen Euro, duerch d'Akommes vun de Manifestatiounen, d'Opféiere vu Wierker an d'Leeschtung vu Servicer, och duerch d'Lokatioun vun Installatiounen an duerch Spenden. Mir wënschen eis, datt dat esou klappt, hunn awer Bedenken, déi schonn hei gedeelt gi sinn. D'Schätzunge fir d'Funktiounskäschte sinn net um leschte Stand an et ass scho gesot ginn, datt d'Akommes vläicht ze héich geschat ginn ass. Op alle Fall ass virgesinn, datt den décke Rescht, also de Moment 5,5 Milliounen Euro pro Joer, aus dem Statsbudget bezuelt gëtt.

D'Konteféierung nom Artikel 7 entsprécht der kommerzieller Buchféierung mat Kontroll duerch en agrééierte Réviseur. D'Fro stellt sech, no deene villen Diskussiounen an Onregelméissegkeete bei aneren Etablissementer, ob net eng verstäerkte gesetzlech Kontroll sollt agefouert ginn, zum Beispill duerch d'Cour des Comptes. Zum Schluss wëllt ech nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet ginn, mam Wonsch awer, dee mir och scho beim Vote vum Bau ausgedréckt hunn, dass aner kulturell Aktivitéiten iwwert d'Land net sollte vergiess ginn.

Merci!

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Robert Garcia.

M. Robert Garcia *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. An onregelméissegen Ofstänn treffe mer eis hei fir Kulturprojeten, Bauteprojeten an der Héicht vu enger, zwou oder dräi Milliarden ze stëmmen, an och regelméisseg treffe mer eis hei fir d'Fonctionnementskäschte fir Kulturinstitutioune vun 100, 200, 300, 350 Milliounen al Frangen ze stëmmen.

Ech hunn domadder selbstverständlech kee Problem, allerdéngs, wann ee selwer a soziokulturellen Organisatiounen aktiv ass, deenen hir Budgeten 3 oder 4 Nulle manner hunn, déi da musse bei d'Ministërë pilgeren, Demanden areechen, 6 Méint, 8 Méint, 10 Méint keng Äntwerte kréien, a wa se eng Äntwert kréien, e klenge Brochdeel 10% oder 20% vun deene Sue kréien, déi domat dann net kënnen dezent funktionéieren, dann hunn ech Problemer dermat, fir weiderhin hei den Hampelmann ze spillen an zu esou Projete Stellung ze huelen.

Dofir verweisen ech, well ech et elo net kann - ech hunn eng psychologesch oder eng psychesch Barrière fir hei sachlech ze bleiwen -, fir déi Leit, déi interesséiert sinn, vu datt mir eis bei dem Projet hei enthalen, op meng Ried bei de Budgetsdebatten vum Dezember.

Ech soen Iech merci!

M. le Président.- D'Discussion générale ass ofgeschloss. D'Wuert huet elo déi zoustänneg Ministesch, d'Madame Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Här President, ech wëll fir d'alleréischt der Madame Stein merci soen.

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Krecké géing nach gären eppes soen.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Här President, ech soen Iech merci. Ech hat mech ageschriwwen, just zu engem eenzege Punkt. Ech hat der Madame Stein och d'Fro gestallt.

Dir hutt opgrond vun Ëmännerungen, Amendementer, déi ech net kann novollzéien, well ech net an der Kommissioun war, e Punkt 5 am Artikel 7 ageflecht, deen net am initialen Text war, an deen elo seet: "L'Etablissement est soumis au contrôle de la Cour des Comptes quant à l'emploi conforme des concours financiers publics qui lui sont affectés."

Ech hu mech gefrot, firwat dass Der dat gemaach hutt. Firwat hutt Der et esou gemaach a firwat hutt Der et net anescht gemaach? Well dat do ass Droit commun. Am Gesetz iwwert d'Cour des Comptes steet nämlech am Champ de contrôle: "La Cour des Comptes est habilitée à contrôler les personnes morales de droit public pour autant et dans la mesure que ces personnes ne sont pas soumises à un autre contrôle prévu par la loi" - hei ass jo ee Réviseur -, "mais les personnes morales de droit public" - en Etablissement public ass dat jo - "bénéficiant du concours financier public affecté à un objet déterminé, peuvent être soumises au contrôle de la Cour des Comptes." Dat heescht si kënnen dohinner goen.

Dat ass dran am Gesetz, dofir: Firwat nëmmen esou eng minimalistesch Approche? Firwat sidd Der net higaangen an Dir hutt deen Etablissement public carrément dem Contrôle vun der Cour des Comptes ënnerworf, niewent dem Réviseur, deen, muss ech lech soen, e ganz anere Contrôle mécht wéi dee vun der Cour des Comptes. Kuckt emol eng Kéier déi 15 Rapporten, déi mer virleien hu vun der Cour des Comptes, iwwer 15 Etablissements publics. Do si Saachen évoquéiert ginn, déi mer jo elo an nächster Zäit wäerten diskutéieren, déi wesentlech anescht sinn, wéi dat wat e klassesche Réviseur d'entreprise mécht. Se kuckt d'Conformitéit mat dem Gesetz, se kuckt wéi d'Zesummenaarbecht mam Ministère de tutelle ofleeft, se kuckt eng Rei Froen, alles Saachen, déi de Réviseur mat Sécherheet net kuckt.

Firwat entzéie mer eis zu dësem Zäitpunkt, esou engem Contrôle? Dat froen ech mech. Ech fannen all Etablissement public, deen net just eng Mission industrielle et commerciale huet, wéi d'Post, déi purement kommerziell ass, wéi d'Spuerkeess, wou ech et à la limite verstinn, mä all déi aner Etablissements publics!Wou mer elo eng Cour des Comptes hunn, sinn ech der Meenung, soll se och der Cour des Comptes hirem Contrôle ënnerleien.

Ech fannen et net normal, dass mer dat hei net agebaut hunn. Ech gesinn net an, firwat dass mer dat net maachen. Ass et d'Angscht virun deem Contrôle, deen elo op eemol hei an de Käpp vun der Regierung geeschtert? Kuckt déi eenzel Rapporten no, déi elo ofgeliwwert gi sinn, dat sinn alles profund an anstänneg recherchéiert Elementer, déi do évoquéiert ginn. Domat gëtt jo kee gehaangen, domat gëtt just higewisen op d'Fonctionnementer, déi net deem entsprieche wat am Droit public ganz oft virgesinn ass. Dat geet kee Réviseur d'entreprise Iech kucken, dat mécht deen net.

Dofir nach eng Kéier meng Fro: Firwat hutt Der net einfach - an et ass eng Exigenz vun eiser Fraktioun, fir an Zukunft dat do an all Etablissement public anzebauen - virausgesat, dass net een, dee purement commercial et purement industriel ass, wou d'Zesummenspill e bëssen anescht ass, mä dat hei ass där jo keen, do fannen ech soll de Contrôle vun der Cour des Comptes voll kënne spillen an ech hunn, wéi gesot, kee Verständnis dofir an ech sinn net méi bereet d'Etablissements publics ze ënnerstëtzen, wa mer dee Contrôle do net abauen.

Ech soen Iech merci!

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Kulturminister Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Här President, ech hat schonn ugefaange mat dem Merci un d'Kommissiounen, un d'Madame Presidentin an un de Rapporteur, déi eis et erméiglecht hunn, dëse Projet an der zweeter Woch vun der Chamberaktivitéit vun där neier Sessioun ze stëmmen. Et ass e wichtege Projet, et ass e Projet dee Marquë setzt an deen an der Kulturpolitik eng ganz importent Roll spillt, well et Neiland ass.

Et ass am Fong esou, datt mer bis elo alles dat, wat mer gebuede kritt hu vu privaten Organisateuren, vu Bénévolen ugebuede kritt hunn, an ech well dofir ausdrécklech all deenen, déi et méiglech gemaach hunn, datt e Musekslewen hei zu Lëtzebuerg stattfonnt huet, datt Concertsaktivitéiten op héchstem Niveau waren, mäi ganz grousse Merci fir hire jorelaangen Asaz soen. Si waarde ganz sécher mat Schmäerzen drop, datt deen neie Sall soll fäerdeg ginn an datt si hir Aktivitéiten och an dee Sall kënnen transféréieren.

Ech erënneren drun, datt jo ee Sall vun där doter Gréisst net ënnert de Gesiichtspunkte vu virgëschter ka bedriwwe ginn an datt dofir den Etablissement public eng immens Erausfuerderung ass. Ech géif soen, d'Aarbecht geet eréischt un. Mir sinn um Ufank vun engem ganz neie Parcours, vun engem ganz neie Gehabe an eisem kulturelle Liewen. Mir hu fir d'alleréischt hei enger Institutioun öffentlech Gelder zur Verfügung gestallt, fir Concerten ze organiséieren.

Mir mussen eis bewosst sinn, datt alles dat, wat bis elo war, wat immens gutt war a gutt fonctionnéiert huet, sief dat Festivalen, sief dat déi kleng Organisateuren, sief dat déi Organisatioune wéi d'Soirées de Luxembourg oder d'Solistes Européens, déi mat vill Engagement Programmer bruecht hu vun enger grousser Qualitéit, datt dat Bénévolat war. Dat si keng Organisatiounen, déi op eege Recetten aus sinn, déi sinn nëmmen op Recetten aus, déi hir Käschten decken. An deem Sënn ass also de Sall och fir si ee Gewënn, et ass nähmlech en Ënnerscheed, ob een e Concert mécht, wou ee 650 Plaze ka verkafen, oder e Concert, wou een 1.200 Plaze verkeeft.

Dat ass an der ekonomescher Berechnung vun dem Concertsbetrib jiddfer Organisateur seng Suerg, well et huet engem munchmol Leed gedunn, wa mer prestigiéis Orchestere wéi de "San Franscisco" hei haten, wou mer ganz sécher de Sall och mat 1200 Plaze gefëllt kritt hätten, datt mer dann net ee volle Sall konnten an där doter Gréissenuerdnung ubidden, well mir wosste vu vireran d'Leit wäre komm, mir hätten Tickete verkaaft a mir gesi jo och elo beim Betrib, wéi et an anere groussen Etablissementer fonctionnéiert, datt, wann dann d'Angebot stëmmt, da kënnt och de Publikum.

Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn an enger Analys vun de Statistiken iwwert d'Kultur hei am Land festgestallt, datt fir d'Joer 1998 den Taux vun der Populatioun, déi eemol an engem Concert ass während zwielef Méint - dat war d'Fro déi gestallt ginn ass, bei 38% läit. 60% vun eiser Populatioun ginn also mol net eng eenzeg Kéier an zwielef Méint an ee Concert. An domadder ass d'Zil gesat, dat deen neie Sall muss erfëllen.

Mir musse kucken, datt mir d'Populatioun esou vill wéi méiglech sensibiliséieren, datt mer Aktioune maachen, an dat ass eben déi prezis Aarbecht, déi dësem Etablissement public elo opginn ass, deen elo eréischt muss ufänke mat schaffen, esou wéi iwwregens och den Orchestre philharmonique doranner seng nei Aktivitéite ganz zentréiert drop huet, fir en neie Publikum ze erfaassen a fir d'Leit an de Kulturbetrib eranzebréngen.

An deem Sënn ass et vill, vill méi e grousse Schrëtt nach wéi deen, deen hei beliicht ginn ass. Ech soe selbstverständlech alle Riedner, déi hei hire positive Beitrag bruecht hunn, merci. Et ass ee grousse Projet an ech deelen net d'Analys vun der Madame Delvaux, datt een en ouni Begeeschterung soll stëmmen. Ech hunn nach ëmmer ganz grouss Begeeschterung an ech denken, datt si mat der Bemierkung, d'Fiche financière wier net up to date, wuel an där technescher Saach do Recht huet, mee d'Begeeschterung, fir datt mer dat doten un d'Lafe kréien, déi soll awer hir dofir net geholl sinn.

Da wëll ech op déi Suergen äntweren, déi hei zum Ausdrock komme sinn, ebe just wat den Equiliber Recetten-Dépensen ugeet, an och op e puer konkret Froen äntweren. Esou zum Beispill op d'Fro: Déi 25 Leit, wéi sinn déi zesummegesat? Dat sinn, wann een d'Propositioun vum Programmatiounsbüro duerchkuckt, déi och vun 2000 ass, grosso modo och zur Halschecht technescht Personal fir de Sall ze bedingen, an zur Halschecht administratiivt Personal. Et ass evident, datt fir d'Berechnung vun de Käschte sech och op Beispiller beruff ginn ass, an do sinn notamment Beispiller geholl ginn, déi hei aus der Groussregioun stamen, wéi de Concertssall zu Köln, wéi de Concertssall zu Düsseldorf. Do ass gekuckt ginn, wéi de Betrib am Arsenal sech entwéckelt huet. Do ass gekuckt ginn, bei der Cité de la musique zu Paräis, déi mat 237 Concerte pro Joer natierlech eng Spëtzeleeschtung huet, wéi ee sech dorunner kann orientéieren.

Ech sinn der Meenung, datt dat, wat do virgesinn ass, äusserst ambitiéis ass. Ech wëll déi Ambitioun awer och bäibehalen, well wa mer eis mat manner zefridde ginn, da musse mer wëssen, datt mer an deem Sënn vläicht hanneno dat eigentlecht Zil, wat mer jo ustriewen, net erreechen.

Et wäert also esou sinn, datt déi Fiche financière aktualiséiert wäert ginn au fur et à mesure, well den Etablissement public, dee fänkt jo elo eréischt un ze schaffen. An do soen ech och der Kommissioun extra merci, well wann dee Saz net bäibehale gi wier, datt mer elo mat enger Préfiguratioun hätte kënnen ufänken, dann hätte mer jo keng Kreditter kënnen engagéieren, dann hätte mer also keng Finanzmëttel gehat, fir elo am Virfeld schonn eng Direktioun ze engagéieren, déi sech och ëm d'Saisone bekëmmert.

Well een, deen de Concertsbertrib kennt, dee weess, datt elo all Haus amgaang ass scho seng Saison fir 2006 ze organiséieren. A wann ee gäre gutt Leit heihinner hätt, da muss een op d'mannst véier Joer am viraus sech umellen, fir dann och do vun deenen hiren Datume kënne Gebrauch ze maachen. An deem Sënn ass et héich Zäit, datt elo eng Préfiguratioun an d'Wee geleet gëtt an datt domadder déi Aarbecht kann ugoen.

Wat d'Kompositioun vum Conseil d'administration ugeet, do ass wuelverstanen datt drasteet, véier Leit kënnen de Kulturminister vertrieden, woubäi ech net am geréngsten d'Intentioun hu véier Leit aus dem Ministère ze nennen, au contraire, ech denken datt déi Leit, déi ech a menger Vertriedung nennen, och ganz gutt kënnen d'Société civile vertrieden. Et ass also net implizit am Projet virgesinn, datt dat lauter Fonctionnairë sinn. An deem Sënn sinn niewent deenen dräi Leit, déi virgesi si fir d'Société civile ze vertrieden, genuch Plaze fräi, fir datt mer de Lien kréien zu deenen, déi Organisateure sinn.

Et ass bei leiwen net dru geduecht - an dat gëtt déi grouss Schwieregkeet, déi deen neien Direkter kritt vun dem doten Etablissement -, fir alleguerten déi, déi bis elo um Wierk waren, auszeschalten, oder fir déi net méi an hiren Aktivitéite weiderfueren ze loossen a se mat anzebannen. An deem Sënn ass et ganz sécher fir eis Festivalen, esou wéi se elo scho munchmol Gebrauch gemaach hu vum Sall vum Conservatoire, och d'Méiglechkeet, fir vun dësem Sall Gebrauch ze maachen. An deem Sënn zielt wuel ganz bestëmmt, datt déi Gelder, déi gebraucht ginn, fir d'Ausgabe vun den organiséierten Owender sinn, an domadder den Equiliber sech misst hierstelle loossen tëschent deem wat d'Ausgaben an d'Einnahmen ugeet.

Wann een Etablissementer kuckt wéi de Concertssall vu Köln, da gesäit een, datt dee bis zu 50% bal u Recetten eragespillt huet. Aner Etablissementer si bei 40%. Also, ech denken, och do gëtt et een Equiliber ze halen. Dir hutt och Spektakelen - mir gesinn dat jo elo an der Coque -, wann eppes ugebuede gëtt, da kritt der och zu héije Präisser awer Dausende vu Leit doran. Ergo ass et hei eng Fro vun der Programmatioun déi gemaach gëtt, déi déi richteg Gewiichtung muss halen.

Dann zu der Kontroll, wou den Här Krecké eng Fro hei opgeworf huet, déi ech, wann ech virdrun dovun informéiert gewiescht wier, vläicht anescht hätt kënne beäntwerten. Ech liesen, datt am Projet d'Cour des Comptes ageschalt gëtt fir alles wat…

(Interruption)

Voilà! Also dir hutt do zu Recht op eppes higewisen, wat kënnt den Uschäin hu wéi wann een hei eng Kontroll net am vollen Ausmooss wëllt hunn.

Ech mengen, mir hunn d'Parallell gezunn zu deem wat mer bei deenen aneren zwee Etablissements publics, vum Centre national sportif et culturel hunn a vum Etablissement public Neumünster hunn. Ech wäert der Regierung dat dote matdeelen, datt bei künftegen Etablissementer d'Cour des Comptes zur Genüge mat ageschalt gëtt.

Et ass a kengem Fall meng Intentioun fir do net Transparenz walten ze loossen. Et ass grad an engem Beräich wéi deem vun der Kultur wichteg, datt mer transparent schaffen.

Ganz dacks gëtt dat jo an der Öffentlechkeet falsch verstanen, an et sinn ëmmer nach Leit déi mengen, d'Kultur, dat wier esou d'Knippchen um Kuch, dat wier e bëssen dat wat dann nach derbäi kéim, dat wier de Luxus, dat wier wann een all seng aner Bedürfnisser erfëllt hätt, dat wier dann dat.

D'Kultur ass haut och eng wirtschaftlech Aktivitéit, d'Kultur ass en Investissement, a mir mussen eis ëmmer bewosst sinn, wa mer eng Plaz am direkte Beräich vun der Kultur schafen, datt mer dann dräi aner Aarbechtsplaze schafen, datt dräi aner Aarbechtsplazen entstinn. Dat ass aus europäesche Statistiken ervirgaang, well jo Aktivitéiten am Kulturberäich eng ganz Partie connexe Beräicher aktivéiert. Ech brauch déi net ze nennen, et ass fir eisen Tourismus wichteg, a fir de Standuert Lëtzebuerg ass och dee Concertssall vu grousser Wichtegkeet.

Ech denken, mir sollen eis do och d'Ambitioun ginn, datt mer mat deem Instrument do eis Imagefleeg no baussen esou duerstellen, wéi mer als Land dat neierdéngs wëllen. Wou mer jo awer net nëmme wëllen no baussen eng Bankeplaz sinn, mee wou mer wëllen haaptsächlech als Land mat enger eegener kultureller Identitéit a mat eegenen Aktivitéiten och ervirsträichen.

Dat gesot, Här President, soen ech nach eng Kéier all deene merci an ech si frou, datt an der Chamber jo awer eng zimlech grouss Unanimitéit vläicht oder Majoritéit besteet. Ech hunn natierlech den Opruff héiere vum Deputéierte vun der grénger Fraktioun a seng Suerg ass och meng Suerg. Dat sief hei gesot.

Dat gesot ass een awer hei an engem neie Film. Déi Aktivitéiten, déi mat dem Concertssall hei zu Lëtzebuerg eréischt ufänken, déi wäerten eis hoffentlech och dozou féieren, datt d'Kultur bis an de leschten Eck vun eisem Land hikënnt an datt méiglechst vill Leit an d'Leit aus alle Géigende vum Land hir Freed un dësem Concertssall hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi 4731 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 8 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert de virleiende Projet.

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthale sech.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 4731 ass ugeholl mat 54 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Nelly Stein);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par Mme Simone Beissel), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jean-Paul Rippinger), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Gusty Graas), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jeannot Krecké), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Mars Di Bartolomeo), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domat wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtten um halwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.53 heures)

MERCREDI, 16 OCTOBRE 2002 6E SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président
M. Willy Bourg, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. 4889 - Projet de loi réglementant le repérage de télécommunications et portant modification du Code d'Instruction Criminelle

   4886 - Proposition de loi portant réglementation du repérage de télécommunications et modifiant le Code d'Instruction Criminelle

   (Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)
3. Débat d'orientation concernant la réforme de la législation sur les délégations du personnel, les comités mixtes et la représentation des salariés dans les conseils d'administration *(Motions - Votes)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Henri Grethen et François Biltgen, Ministres; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech wollt Iech nach folgend Kommunikatioune maachen:

1. Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 15 octobre 2002, le projet de loi 5037 portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières.

2. Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, a déposé le même jour le projet de règlement grand-ducal 5038 portant douzième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4889 iwwert d'Novollzéiung vun den Télefonsverbindungen, zesumme mat der Proposition de loi 4886 iwwert datselwecht Thema.

D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluegt. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Mosar, d'Mme Beissel, den Här Henckes, d'Mme Wagener an den Här Urbany.

D'Wuert et elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Weiler.

2. 4889 - Projet de loi réglementant le repérage de télécommunications et portant modification du Code d'Instruction Criminelle

4886 - Proposition de loi portant réglementation du repérage de télécommunications et modifiant le Code d'Instruction Criminelle

Rapport de la Commission juridique

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur.*- Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, et schéngt keen allzevill groussen Intérêt fir dee Projet hei ze sinn, wou de Virleefer an dësem Haus awer zu héije Welle gefouert hat. Et sinn nämlech praktesch op den Dag zwee Joer - et war de 24.Oktober 2000 -, wou d'Chamber hei eng Motioun gestëmmt hat, an...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Loosst den Här Weiler dach schwätzen! Also Här Weiler, loosst Iech net stéieren, fuert virun. Déi aner sollen nolauschteren!

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur.*-...där se d'Regierung gebieden hat, der Chamber e Gesetz virzeleeën iwwert déi ominös Repérages téléphoniques. An där Motioun hate mer schonn éischt Indikatiounen ginn, wéi mer da géife mengen, a wéi eng Richtung datt d'Iwwerleeunge vu der Regierung sollte goen.

Mir hunn haut e Projet virléien, deen den 18. Dezember 2001 déposéiert ginn ass, nodeems datt den éischten Avant-projet de loi do war, deen och mat de Justizautoritéiten a mat de Polizeiautoritéiten diskutéiert gi war, deen doropshin ugeräichert ginn ass mat de Remarken an de Suggestioune vun deenen Autoritéiten. Den 13. Dezember 2000, kuerz virum Dépôt vun dësem Projet de loi, huet den honorablen Här Bodry eng Proposition de loi déposéiert an där en zum gréissten Deel déi Iddien, déi am Regierungsavant-projet waren, opgegraff, respektiv op enger Rei vu Punkte verfeinert huet.

Et stellt sech fir d'éischt, Här Président, bei dësem Projet d'Fro vun der Noutwendegkeet, fir hei e Gesetz ze schafen iwwert d'Repéragen. A wann een haut de Mëtteg de Radio héieren huet, da gesäit een, datt net all Mënsch vun där Noutwendegkeet iwwerzeegt ass. Ech denken awer, datt mir heibannen, well mer déi Motioun jo gestëmmt haten a virun allem och déi, déi deemools involvéiert a konzernéiert waren,...

(Interruption)

Also Här Krecké, ech hu mer iwwerluegt ganz virsiichteg ze sinn an der Terminologie, déi ech wëll gebrauchen, well ech weess, datt Dir deemools mat där ganzer Affär näischt, awer guer näischt ze doen hat, an deementspriechend wär jidderee gutt berode fir haut de Mëtteg seng Wierder, wann en da Referenze mécht, ze weien.

...huet sech awer d'Fro gestallt vun der Noutwendegkeet, fir hei gesetzlech Dispositiounen ze huelen. A wann haut de Mëtteg gemengt ginn ass, dat wier net noutwendeg gewiescht, da muss ech awer soen, datt wann een d'Base légale kuckt, op där bis ewell sou Répéragë gemaach gi sinn, dann ass dat dach awer eng relativ schwaach Base légale. Et ass eng, mee et ass eng, déi ouni weider Sécuritéitsmoossnamen, ouni weider Regele fonctionnéiert huet.

Dir wësst, datt bis ewell d'Repéragen op Grond vun zwee Artikele vum Code d'instruction criminelle, d'Artikelen 63 bis 67 betreffend d'Saisiën, konnte gemaach ginn. Dat ass an der Rei. Dat ass eng Base op Grond vun där een dat konnt maachen, mais pour le reste gouf et awer keng Dispositioune wéi a wéini, wéi an op wéi eng Aart a Weis datt sollten a kënnten esou Repérage gemaach ginn, respektiv wat d'Rechter awer och vun deem Eenzele sinn, dee kann Objet si vun Télefonsnovollzéiungen, Télefonsverbindungen, déi novollzu ginn.

Et muss ee jo oppassen hei, well, och deemools an der Diskussioun an och haut nach ëmmer. en Amalgam gemaach gëtt tëschent deem, wat op där enger Säit ofzelauschteren ass vun Télefonsgespréicher a Répéragë vun Télefonsverbindungen. Et geet hei ëm Télefonsverbindungen. Et geet net ëm Télefonsgespréicher, déi sollten ofgelauschtert, respektiv répéréiert ginn. Et geet eleng ëm de materielle Fait vun der Verbindung, wou eng Verbindung hierkënnt, wou se higeet, wéi oft datt eng Verbindung gemaach ginn ass, mee net wat de Contenu vun de Gespréicher ubelaangt.

Här President, bei all Gesetzgebung, déi ee mécht, wou een deenen zoustännegen Autoritéite méi Pouvoir gëtt, fir en matière vu Kriminalitéit ze investigéieren, huet een ëmmer erëm e Balanceakt ze maachen tëschent op där enger Säit deem wat noutwendeg ass, fir eng effikass Bekämpfung vun der Kriminalitéit, an op där anerer Säit dat wat noutwendeg ass fir de Schutz vun de Rechter an de Fräiheete vun de Bierger, respektiv de Schutz vu der Privatspheer vu jidder Eenzelen.

Dat ass esou, dee Spagat muss een ëmmer erëm maachen, et muss een ëmmer erëm ofweien, wat ass noutwendeg fir d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit op där enger Säit, wat ass noutwendeg fir de Schutz vun de Rechter vun deem Eenzelen op där anerer Säit. Deemno op wéi eng Säit oder wou ee seng Prioritéite setzt, ass een natierlech éischter enclin méi a Richtung vun der Bekämpfung vun der Kriminalitéit ze goen an de Moyenen, déi een den Autoritéite gëtt, oder wann ee seng Prioritéit op dem Niveau vum Schutz vun der Privatspheer an de Rechter vun de Bierger stellt, da seet een, et kann net esou wäit goen. D'Fro ass also ëmmer erëm bei deenen heiten Diskussiounen, wou ass de gëllene Mëttelwee, wou een op där enger Säit dat Noutwendegt mécht, fir d'Kriminalitéit richteg, gutt an effikass ze bekämpfen an op där anerer Säit, fir d'Privatspheer, d'Rechter vun dem Eenzelnen esou wäit wéi méiglech ze garantéieren? Wéi gesot, dat ass ëmmer ee Balanceakt, an ech denken awer, datt mer bei dësem Projet ënnert dem Strëch eng Léisung fonnt hunn, déi souwuel als ob, den Nécessitéiten, déi noutwendeg sinn an deenen zwee Beräicher, Rechnung dréit.

De Procureur d'Etat hat beim Avant-projet de loi geschriwwen, an dat resüméiert e bëssen d'Problematik hei: "L'objet de l'avant-projet de loi est bien délicat, puisqu'il soulève une nouvelle fois la question de l'équilibre des moyens dont les pouvoirs publics peuvent disposer dans une société démocratique pour combattre le crime".

Dat ass déi ganz Fro, déi ee sech ëmmer erëm, an esou enger Matière wéi där heiter, muss stellen. An ech denken emol, de Vote wäert dat och vläicht um Enn vun der Diskussioun beweisen, datt mer hei dach awer ee gudden Equiliber fonnt hunn.

Här President, fir de Projet kuerz ze presentéieren: Et ass kee ganz grousse Projet. Ech wëll net laanschtgoen un deenen Diskussiounen, déi mer haten um Niveau vu fënnef Punkten. Wann een op där enger Säit de Projet vun der Regierung hëlt, an op där anerer Säit d'Proposition de loi, déi den honorabelen Här Bodry déposéiert hat, da gesäit een, datt et op véier, fënnef Punkten eng gewëssenn Divergence de vue gouf, obschonns et en fin de compte - an d'sozialistesch Fraktioun huet jo och dee Rapport an dee Projet, dee mer haut der Chamber recommandéieren ze stëmmen, matgedroen -, e puer Diskussioune gouf.

D'Fro war fir d'éischt: Wou solle mer dann déi noutwendeg Dispositiounen, fir de Repérage téléphonique ze reglementéieren, aschreiwen? D'Regierung hat proposéiert, datt een dat am Kader vun den Artikele 63 bis 67 vum Code d'instruction criminelle géing maachen. Den Auteur vun der Proposition de loi wollt se am Kader vum Artikel 88 um Code d'instruction criminelle, wou et ëm d'Ecoutes téléphoniques geet.

De Conseil d'Etat hat och seng Meenung heizou. En huet gesot, well dee materiellen Akt, deen hei noutwendeg ass, fir esou Repéragen ze maachen, sech awer um Niveau vu de Saisië situéiert, wär et scho méi logesch, fir dës Dispositiounen, déi mir haut hei diskutéieren, bei den Artikele vun de Saisiën anzeschreiwen, an och fir d'Distinctioun oprecht ze halen, eng dach awer fundamental Distinctioun tëschent Repérage an Ecoutes téléphoniques, wat jo e Moyen ass, deen de loin méi wäit geet, wéi dat wat hei proposéiert gëtt. An dofir denken ech schonn, datt déi Léisung, déi mir och einvernehmlech fonnt hunn, fir dat esou ze maachen, an der Rei ass.

Da war d'Fro: Wéi eng Faite vu wéi enger Gravitéit dann dozou kënne féieren, datt Télefonsverbindunge kënne repéréiert ginn?

Hei gouf et och Divergenzen, obschonns se net extrem grouss waren. Mir waren eis alleguerten eens, datt een net bei egal wat kënnt Repérages téléphoniques maachen, mee datt et scho muss eng Infraktioun sinn, déi eng gewëssen Importenz, eng gewësse Gravitéit huet. Hei ware Propositioune fir bei Faiten, déi eng Prisongsstrof vu sechs Méint komportéieren. Den honorabelen Här Bodry hat dat méi héich gesinn, obschonns en och Restriktioune virgesinn hat am Fall wou. De Conseil d'Etat huet eis do eng Rei Iddië gi gehat, firwat datt ee kënnt oder sollt um Niveau vun deene sechs Méint bleiwen. Also bei all Fait, deen eng Prisongsstrof komportéiert vun op d'mannst sechs Méint oder méi wéi sechs Méint, ka Repérage téléphonique gemaach ginn.

Et war fir eis wichteg, an ech denken, ech ginn d'Diskussiounen an der Kommissioun richteg domader erëm wann ech soen, datt wann och d'Repérages téléphoniques ganz oft gesi ginn am Kader vun der grousser Kriminalitéit, der organiséierter Kriminalitéit, der internationaler Kriminalitéit, dann ass dat sécher, datt se do kënne gebraucht gi. Mä et ginn och eng Rei vun Infraktiounen, déi ee vläicht net an déi allerhéchste Kriminalitéit kann areien, obschonns se, wa se een dann treffen, extrem penibel kënne sinn. Dat ass den Harcèlement iwwert den Télefon, dat sinn Alertes à la bombe an esou weider, wat awer trotzdeem och uerg Infraktioune sinn, a grad just bei esou Infraktiounen denken ech, datt d'Novollzéiung vun Télefonsverbindunge kann utile sinn, fir erauszefanne wou déi Responsabel sëtzen.

Par ailleurs huet de Conseil d'Etat drop opmierksam gemaach, datt deen Délai vu sechs Méint wichteg wär, datt mer dee missten hunn oder sollten hunn, well dat och de Seuil de recevabilité ass vun der Commission rogatoire, op Grond vun der Convention européenne d'entraide judiciaire. Fir also och kënnen international esou ze kooperéieren, wéi et noutwendeg ass, denken ech, datt deen do Seuil an der Rei ass.

Dann, mir wëssen et, an dat war och bis ewell esou, nëmmen de Juge d'instruction kann esou eng Décisioun huelen iwwert de Wee vun enger Ordonnance, wann et sollt zu Repérages téléphoniques kommen. D'Motivatioun heivunner ass evident. Mir hunn doriwwer diskutéiert. Eng Motivatioun, déi laut dem honorablen Här Bodry misst ganz circonstanciéiert sinn, währenddeems am Text stoung, d'Motivatioun en tant que telle misst duergoen. De Conseil d'Etat huet eis drop opmierksam gemaach, datt d'Motivatioun vun all Décisioun eng Formalité substantielle ass, an datt d'Netbeuechtung vun der Konditioun vun der Motivatioun, datt dat d'Nullitéit vun der Ordonnance kënnt a géif no sech zéien, an deementspriechend denken ech, datt déi Solutioun, déi mer zréckbehalen hunn, och esou an der Rei ass.

Da war en anere Punkt, wou mer länger Zäit driwwer diskutéiert hunn. Dat war d'Informatioun. Wéini soll deen, deen da Sujet ass, respektiv Objet vun enger Mesure de repérage, informéiert ginn? Och hei hunn d'Meenungen e bëssen ausernee geleeën, a mir hunn en fin de compte déi Solutioun ugeholl, déi de Conseil d'Etat proposéiert huet. De Conseil d'Etat sot, am Intérêt vun de Rechter vun deem Eenzelne sollt deen esou schnell wéi méiglech kënnen informéiert ginn, datt esou eng Décisioun géint e geholl ass, och fir kënne seng Recoursë gegebenenfalls ze exercéieren. Deementspriechend gesäit den Text elo vir, datt au cours même vun der Instruktioun dee Betreffende kann oder soll informéiert ginn, respektiv en tout cas spéitstens 12 Méint nodeems datt d'Ordonnance vum Untersuchungsriichter geholl ginn ass.

An dann, Här President, hu mer eng lescht Dispositioun an den Text ageschriwwen, déi net am Regierungstext virgesi war, déi awer an der Proposition de loi dra war. Dat war eng Dispositioun iwwert dat, wat sollt geschéien, wann déi Mesures de repérage zu kengem Resultat gefouert hunn. Den Auteur vun der Proposition de loi hat sech ugelehnt un deen Text, dee besteet am Kader vum Artikel 88 vum Code d'instruction criminelle bei den Écoutes téléphoniques, datt da sollten esou Informatiounen aus dem Dossier er-

ausgeholl an zerstéiert ginn, pour autant wou se Leit betreffen, déi net inculpéiert sinn.

De Conseil d'Etat war net frou mat dëser Propositioun an huet eng Rei vu Froe praktescher Natur opgeworf, wéi datt dat da kënnt fonctionnéieren. D'Kommissioun war awer an hirer Majoritéit der Meenung, datt wann et praktesch méiglech ass am Kader vun den Écoutes téléphoniques, an do hu mer et am Text, datt et dann och misst kënnen am Fall vu Télefonsnovollzéiunge méiglech sinn.

Ënnert dem Strëch also, Här President, denke mer, datt déi Propositiounen, déi eis hei virleien, deen Text, deen d'Commission juridique der Chamber proposéiert, en Text ass, deen elo emol e richtege Kader definéiert an deem kënne Repérages téléphoniques gemaach ginn, wou och d'Rechter vun deem, deen dann Objet vun esou Repéragë gëtt, oder Sujet villméi, datt déi hei awer elo mol eng Base légale hunn. Dat war virdrun net de Fall, an deementspriechend huet et mech och gewonnert, Här President, wéi ech haut de Mëtteg - an ech erlabe mer dat en nom personnel bäizefügen - héieren hunn an den Nouvellen, wou e Member vun der Magistratur dee Projet de loi hei kommentéiert huet am Virfeld, ier en hei vun der Chamber gestëmmt ginn ass, an indirekt relativ vill Kritik un dësem Projet geübt huet an deem Sënn, wou e gesot huet, hei géife vill Formalismen agebaut ginn, déi net noutwendeg wären. Ech gesinn net, wou dee grousse Formalismus an dësem Text soll sinn. En huet gesot, deen Eenzelnen hätt hei déiselwecht Rechter, déi e scho virdru gehat hätt. Dat ass ganz sécher net de Fall. An da gëtt geschwat vun enger Loi de circonstance. Här President, ech muss emol prinzipiell soen, datt et mech e wéineg gewonnert huet, datt déi dote Remarken am Virfeld, ier d'Parlament sech hei iwwert de Projet ausschwätzt, gemaach gi sinn.

Ech ka mech erënneren, wéi mer virun zwee Joer d'Problematik hei an der Chamber diskutéiert hunn, wéi dës Chamber sech gedréint huet fir net déi Décisiounen, déi d'sozialistesch Fraktioun deemools ubelaangt hunn, ze kommentéieren, well mer wollten op Grond vun der Séparation des pouvoirs eis op keng, net op déi geréngsten Aart a Weis amëschen an dat, wat d'Aarbecht vun der Justiz ass. Mir hunn eis wierklech hei Méi ginn op alle Säiten, fir nëmmen net den Uschäin ze ginn, datt mer d'Séparation des pouvoirs net wëllte respektéieren.

Dofir muss ech soen, erstaunt et dach awer schonn, datt deen Dag, wou e Parlament sech soll ausspriechen iwwert e Gesetzvirschlag, d'Magistratur sech erauswot a relativ sec seet, datt dee Projet hei en fin de compte, esou hat ech et wéinegstens am Gefill, superfétatoire wär, dat wär alles scho méiglech gewiescht ier mer deen Text hei gehat hätten.

Wann ech gesinn, wéi eng Schwieregkeeten datt d'Magistratur hat fir eis genee Chiffere virzeleeën iwwert d'Repéragen, déi bis ewell gemaach gi sinn, sougutt vum Dikrecher Geriicht, wéi hei an der Stad, datt et dann dach awer, fannen ech, e bësse gewot ass, fir ze soen, mä dat do alles, esou wéi mir et bis elo gemaach hunn, steet am Aklang mat deem, wat deen Text hei virgesinn oder respektiv wat deen Text vu virdru virgesinn huet. Wann een net weess, wou a wéini an ënnert wéi engen Ëmstänn a fir wéi eng Infraktioune Repéragë gemaach gi sinn, dann denken ech, datt et schonn eng gewoten Ausso war. Ech well dat awer elo net hei dramatiséieren. Ech mengen, jidderee muss seng Responsabilitéit iwwerhuelen.

Mir fannen op jidde Fall, datt dësen Text, deen d'Repéragen an e gesetzleche Kader setzt mat Bedingungen, mat Konditiounen, mat Garantië fir deen Eenzelnen, de loin méi ass wéi dat wat mer virdrun haten. Virdrun hate mer just eenzeg an eleng eng Base légale op Grond vun där konnten esou Repéragë gemaach ginn, soss näischt, keng Konditiounen, keng Garantien. Déi kréie mer duerch dëse Projet de loi, an deementspriechend denken ech, Här President, kann ee scho mam Auteur vun der Proposition de loi d'accord sinn.

Ech well zum Schluss nach soen an zwar viséiert op d'Proposition de loi, mä ech mengen datselwecht zielt fir de Projet de loi, wou steet: „…vise à renforcer la protection des citoyens quant au respect de la liberté de communiquer et de la sauvegarde de la vie privée, tout en permettant aux autorités chargées de la sécurité publique d'effectuer leur travail de prévention et de répression dans les conditions dignes d'un état de droit". Ech mengen, et ass och dat wat dem Justizminister, wéi e säi Projet ausgeschafft huet, säin Zil war, säin Objektiv war, op där enger Säit Regelen, déi eng effikass Bekämpfung vun der Kriminalitéit erlaben, an op der anerer Säit d'Rechter vun deem Eenzelnen, souwäit wéi dat noutwendeg a wéi dat méiglech ass, ze wahren. Eng Entorse ass et ëmmer, wann der Autoritéiten Investigatiounsméiglechkeeten gitt, zu de Rechter vun deem Eenzelnen. Do ass net derlaanscht ze kommen.

Ech denke schonn, datt d'Regierung an de Minister, zesumme mat der Chamberskommissioun, e gesonden Equiliber bei dësem Projet font hunn an deementspriechend recommandéieren ech der Chamber den Text, esou wéi d'Commission juridique e proposéiert, ze stëmmen. D'CSV-Fraktioun, dat soen ech a mengem Numm, wäert dësen Text, esou wéi en hei virläit stëmmen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Laurent Mosar agedroen. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Pardon, den Här Bodry freet nach d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur.*- Här President, ech sinn Auteur vun der Proposition de loi a misst als Zweeten d'Wuert kréien.

M. le Président.- Entschëllegt, Här Bodry, et ass an der Rei, Dir hutt selbstverständlech d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut diskutéiere mer iwwer en Text, deen d'juristesch Kommissioun vun der Chamber hei proposéiert, en Text, dee gewuess ass aus menger Propositon de loi an aus dem Projet de loi vun der Regierung.

Den Ursprung vun deem neie Gesetz, dat ech denken nach haut wäert gestëmmt ginn, läit an de Konklusioune vun enger Interpellatioun, déi vu menger Fraktioun agereecht gi war iwwert de Schutz vun de perséinlechen Daten an der Pressefräiheet am Oktober 2000, also viru ronn zwee Joer. Séngerzäit hate mer zum Ofschloss vun där Interpellatioun eestëmmeg als Chamber eng sozialistesch Motioun ugeholl, an där d'Regierung ënner anerem opgefuerdert gi war, bannen engem Joer e Gesetzesprojet iwwert d'Noverfolge vun télefonesche Verbindungen dem Parlament virzeleeën. An där sozialistescher Motioun waren zwou Bedingunge festgehale ginn, déi misste berücksichtegt gi bei der Ausaarbechtung vun deem Gesetzesprojet. Dat war, dass et géif zu enger Beschränkung vun den Télefonskontrolle kommen, jee no der Gravitéit vun der Infraktioun, déi verfollegt gëtt, an dass virun allem sollten zousätzlech Garantië fir déi betraffe Persoune vun esou enger Kontrollmoossnam an d'Gesetz ageschriwwe ginn.

Deen Text, dee mer haut ofstëmmen, ass eigentlech, wann ech mech net ieren, de fënneften Text, deen an där ganzer Matière ausgeschafft ginn ass. No där Motioun huet de Justizminister en éischten, duerno een zweete Projet virgeluegt. Déi sinn zréckgezu gi vun him. Et ass schlussendlech eng Propositioun de loi hei deponéiert ginn am Oktober 2001, a fënnef Deeg méi spéit de Projet de loi vun der Regierung.

Deen Text, deen d'Kommissioun proposéiert, ass eigentlech e Mélange vun deenen zwee Texter: dem Projet de loi vun der Regierung a menger Proposition de loi. Et ass, mengen ech, wichteg ervirzehiewen, dass déi heite gesetzlech Initiativ net den Ursprong hélt an engem Wahlprogramm vun enger Partei, net den Ursprong hélt am Regierungsprogramm vun dëser Koalitioun, mee déi direkt Folleg ass vun de Konklusiounen, déi dëst Parlament gezunn huet de 24. Oktober 2000 am Zesummenhank mat där Télefonskontroll, déi bei der sozialistescher Fraktioun stattfonnt huet, an dat am ZesummenhanK mat där Plainte, déi de Minister Wolter wéinst Violatioun vum Secret professionel agereecht hat. D'Auswierkunge vun där Plainte sinn nach net ganz eriwwer. D'Justiz beschäftegt sech nach op ville Plaze mat deem Dossier. Mä eppes Positives, niewent villem Peinlechen, wat déi Plainte vum Minister Wolter bewierkt huet, ass, dass mer et hei mat enger Verbesserung wäerten ze di kréie vun eiser Strofprozessuerdnung, déi méi Transparenz an dee ganze Mechanismus vun der Kontroll vun den Télefonsverbindungen erabréngt, déi Mëssstänn behieft, déi Rechtsonsécherheeten, déi haut bestinn, eraushélt, an déi virun allem méi Garantië fir den eenzele Justiciable mat sech bréngt. Et ass wichteg gewiescht, dass de Législateur reagéiert. Dat versicht en haut ze maachen.

Meng Fraktioun steet also um Ursprong vun dëser Gesetzesreform, a mir wäerte wéi bei deem heite Projet och bei aneren Engagementer, déi dës Regierung geholl huet, an déi och a Motioune vun der Chamber, meeschtens eestëmmeg, am Laf vun dëser Législaturperiod festgehale ginn, net midd gi weider d'Regierung dozou unzehalen, fir dem Wonsch vun der Chamber nozekommen, an déi Engagementer, déi se hei feierlech agaangen ass, och ëmzesetzen. Dat gëllt am Justiz- an am Sécherheetsberäich fir d'Reform vum Service de Renseignement, wou no aacht an en halleft Joer schéngt elo Land a Siicht ze sinn. Dat heescht, d'Regierung schéngt wëllen der Chamber en ofstëmmungsfäegen Text an deenen nächste Woche virzeleeën. Dat gëllt och fir déi besser Ofsécherung vun den Affer vun de Strofdelikter, en Dossier, deen och méi wéi véier Joer virläit, zumindest zënter dem Rapport Weiler vun 1998, wou déi dote Froe matdiskutéiert gi sinn.

Eis geet et drëm, dass mer mat all deene geplangte Gesetzesännerungen eis Strofprozessuerdnung moderniséieren, méi transparent maachen, a mir hoffen, dass weider Reforme wäerte schnell an deem ganze Beräich nokommen.

Wat elo méi spezifesch eis Proposition de loi ugeet, esou ass et richteg, wéi den Här Weiler dat ervirgehuewen huet, dass et a fënnef Punkten eigentlech Divergenze ginn zum ursprüngleche Regierungsprojet. Dat ass éischtens d'Plaz, wou mer déi nei Regelen iwwert de Repérage téléphonique sollen an eise Code d'instruction criminelle aschreiwen. Mir waren der Meenung, et soll een dat am selwechte Kapitel maachen, wou haut d'Ecoutes téléphoniques behandelt ginn, net well mer mengen, dass dat datselwecht wär, mee well mer mengen, dass dat awer zwou Facettë vun enger Kontroll vun den Telekommunikatiounen duerstellt, dass also e Lien tëschent deenen zwee Punkte besteet.

Déi zweet Iddi, déi eis ënnerscheet vun deem, wat am ursprüngleche Regierungsprojet war, ass, dass mer der Meenung waren, dass ee soll d'Gravitéit vun deenen Infraktiounen, wou en Untersuchungsriichter iwwerhaapt däerf op esou eng Mesure d'instruction zréckgräifen, méi héich usiedelen, wéi dat am Regierungstext de Fall ass.

Drëtt Differenz ass, dass mer drop halen, dass wann en Untersuchungsriichter décidéiert, ordonnéiert, fir esou Télefonskontrollen duerchzeféieren, dass da muss déi Décisioun, déi Ordonnance vum Untersuchungsriichter speziell motivéiert sinn, en fait et en droit.

Véiertens ass et eis wichteg, dass entgéint deem, wat am ursprüngleche Regierungsprojet stoung, deejéinegen, deem seng Télefonsverbindunge retracéiert gi sinn, esou schnell wéi méiglech informéiert gëtt, dass dat geschitt ass.

A fënneftens, anere wichtege Punkt, si mer der Meenung, dass et drëm geet fir eng Parallell ze zéie mat deene Schutzbestëmmungen, déi mer haut am Kader vun den Ecoutes téléphoniques hunn, an dass beim Repérage vun de Télefonsverbindungen et och sollt zu enger Zerstéierung vun deene gesammelten Date kommen, wa se zu kengem Resultat an der Instruktioun gefouert hunn, respektiv wa se Donnéeë betréffe vun net ugeklote Persounen.

Wann een elo kuckt, wat den Text ass, deen d'Commission juridique zréckbehält, da stellt ee fest, dass vun deene Suggestiounen a Kriticken, déi mer formuléiert hunn, der dräi zréckbehale gi sinn an deem Text, deen d'Kommissioun proposéiert. An zwee anere Punkten ass et esou, dass d'Kommissioun do den Iwwerleeunge vum Statsrot a vun de Justiz- a Polizeiorganer Rechnung gedroen huet.

Deen Text, esou wéi d'Kommissioun e proposéiert, bréngt virun allem awer an eisen Aen, an dat ass wesentlech nach eng Kéier ze betounen, an dat wär dann entgéint deem, wat vu Kommentare vun engem Magistrat haut ze héiere war, wann en da vun der Chamber gestëmmt gëtt, eng däitlech Verbesserung, wat d'Rechter vum Justiciablen ugeet par rapport zu der gängeger Praxis. Wéi ass déi gängeg Praxis? Déi gängeg Praxis, an dat war guer net esou evident. Vill Juristen hu sech iwwerhaapt eréischt d'Fro gestallt, wéi mer konfrontéiert gi si mat där Kontroll vun den Télefonsverbindungen an der sozialistescher Fraktioun, wat dann eigentlech déi gesetzlech Basis vun esou enger Aktioun wär.

Eng spezifesch gesetzlech Basis gëtt et net bis haut hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt sech an der Praxis referéiert op déi Dispositioune vum Code d'instruction criminelle, d'Artikele 65 an 66 haaptsächlech, déi d'Perquisitioun an d'Saisieë betreffen, d'Perquisitioun, déi gemaach gëtt an der Regel bei der Post oder beim Opérateur vum Télefon, wou dann eben iwwer eng Ordonnance vum Untersuchungsriichter, oder awer och am Kader vum flagrant délit, vun engem Officier de police judiciaire, respektiv vum Parquet kann eng Saisie vun deenen doten Donnéeë gemaach ginn, an esou retracéiert ginn, wat fir eng Verbindunge stattfonnt hunn, vu wat fir engem Apparat op wat fir een, an dann och a leschter Konsequenz, vu weem op ween. Dat ass haut déi gängeg Praxis. Déi gängeg Praxis, déi zënter Jorzéngte besteet, gëtt net genügend Garantië fir den eenzelne Bierger, deen ouni Mittäterschaft, ouni säi Wëssen an esou eng Affär, an esou eng Instruktioun eragezu gëtt. Firwat? Well eis Regele vun der Perquisitioun keng Gravitéit vun der Infraktioun virschreiwen. Et ka fir iergendee Verstouss géint de Code pénal an der Regel eng Perquisitioun an eng Saisie duerchgefouert ginn, wann et ëm d'Manifestatioun vun der Wourécht geet. Dat ass also vollkommen op, an dat ass net gutt.

Zweet Kritik un der gängeger Praxis ass, datt deejéinegen, deem seng Télefonsverbindungen an deem dote Mooss reperéiert gi sinn, net informéiert muss ginn, an an der Regel och net informéiert gëtt, datt dat geschitt ass. Dat bleift e Geheimnis am Kader vun enger Strofinstruktioun, wou hie selwer oft net mat implizéiert ass. Seng Donnéeë ginn awer herno jiddferengem zougängeg gemaach, deen an deem Strofdossier dran ass. Dat ass net gutt, dat muss also geännert ginn.

An drëtt fundamental Kritik un der bestehender Praxis vun dem Repérage téléphonique iwwert de Wee vu Perquisitioun a Saisie ass deen, datt wa sech erausstellt, datt déi Donnéeën näischt bréngen, déi Donnéeën awer am Dossier leie bleiwen, grad och wa se Drëttpersoune betreffen, déi guer näischt mat där penaler Instruktioun ze dinn hunn. Jiddfereen huet also weiderhin Zougank zu deenen doten Donnéeën a ka se eventuell och méssbräichlech asetzen.

Et ass also ganz kloer, datt ee sech net ka mat der Praxis vun haut an deem dote Beräich zefridde ginn. Et ass also noutwendeg, datt hei légiféréiert gëtt, an dat maache mer och haut.

Den Text, dee vun der Kommissioun proposéiert gëtt, ass, an dat stellt eis Fraktioun zefridden, méi restriktiv wéi aner Législatiounen an den Nopeschlänner. Och dat muss een ervirsträichen. Dat heescht, an där Pondératioun tëschent der Noutwendegkeet de Sécherheetsorganer e Maximum vu Moyenen ze ginn, fir géint d'Verbrieche virzegoen, an der Noutwendegkeet awer och de Schutz vu der Privatspheer an deem Ganzen net aus den Aen ze verléieren, gëtt mat deem Text, wéi d'Kommissioun e proposéiert, e Mélange vun der Proposition de loi an dem Projet de loi, eigentlech méi d'Balance ausgeriicht op de Schutz vun der Privatspheer a vun de perséinlechen Daten. Dat geet ganz kloer ervir, wann een dee proposéierten Text vergläicht mat der belscher Législatioun, wat e bëssen de Modell war, souwuel vun der Propositioun de loi wéi vum Projet de loi, mat der däitscher Législatioun, wou praktesch och alles méiglech ass an deem dote Beräich, wou praktesch keng Garantië si fir deejéinegen, deem seng Télefonsverbindunge repéréiert ginn, a wéi déi franséisch Praxis, well déi hunn eng ähnlech Situatioun, wéi mir se nach haut hei zu Lëtzebuerg kennen, déi hu keng speziell Texter. Och bei hinne leeft alles iwwert déi spezifesch Regelen, wat d'Perquisitioun an d'Saisie ugeet.

Perséinlech Daten am Privatliewe vum Eenzelne sinn also, wann deen heiten Text vun der Chamber akzeptéiert gëtt, besser geschützt, wéi dat haut am Ausland de Fall ass. Deen neien Text, deen eise Virschléi Rechnung dréit, bréngt en zefriddestellend Gläichgewiicht tëschent Sécherheet op där enger Säit a Schutz vun der Privatspheer op där anerer Säit.

Den Text däerf och net, dat schéngt mer wesentlech ze sinn, an dat seet de Conseil d'Etat ganz kloer a sengem Avis, dozou

mëssbraucht ginn, fir Mini-écouten duerchzeféieren. Fir iwwert deen heite Wee vun de Repérages téléphoniques ze fueren, muss u sech d'Verbindung eriwwer sinn. Et kann een net vun esou enger Autorisatioun profitéieren, fir sech a lafend Verbindungen eranzeschalten. Do gëllt dann déi spezifesch Regelung, wat d'Ecoutes téléphoniques ugeet, mat all deene Prozeduren a Garantien, déi domadder verbonne sinn.

Wat fir mech och ganz wichteg ass, dat ass, datt esou eng Décisioun fir Repérages téléphoniques ze maachen, nëmmen däerf duerch den Untersuchungsriichter ordonnéiert ginn. Et ass kloer, et handelt sech hei ëm eng sougenannte Compétence d'attribution vum Untersuchungsriichter. Hie kann net déi Pouvoiren do un anerer delegéieren. Dat heescht am Klortext, och am Kader vun engem flagrant délit däerf en Officier de police judiciare oder de Parquet esou eng Moossnam vu Repérage téléphonique net ordonnéieren. Dat ass eng exklusiv Kompetenz vum Untersuchungsriichter. Dat ass, mengen ech, och wichteg. An deem Sënn ass dee belschen Text och verbessert ginn op deem dote Punkt, wéi och op anere Punkten.

Fir eis ass och ganz wichteg, datt déi Iddi, déi a menger Proposition de loi dra war, fir ze soen, et ass wichteg, datt déi Motivatioun, déi den Untersuchungsriichter mécht, präzis genuch ass, datt dat net eng Formule de style ass, datt mer déi an d'Interpretatioun vum Text erakréien iwwert den Avis vum Statsrot, awer och ausdrécklech iwwert de Rapport vun der juristescher Kommissioun, wou mer eis der Interpretatioun vum Statsrot uschléissen, a wou et ganz kloer ass, datt et sech heibäi ëm eng Formalité substantielle handelt. A wann den Untersuchungsriichter net en fait op déi Cause bezu genuch motivéiert, da kann dat d'Nullitéit vun där Ordonnance a vun där Mesure d'instruction mat sech bréngen. Et ass also wichteg, datt d'Motivatioun prezis ass, an datt et net eng allgemeng Motivatioun ass, en Ofschreiwe vum Gesetzestext. Dat gëtt net akzeptéiert an der Belsch, an dat wäert och op Grond vun eiser Interpretatioun net akzeptéiert gi vun de Lëtzebuerger Geriichter. Dat dréit also ganz kloer eise Bemierkunge Rechnung.

Dat si ganz wesentlech Punkten, wéi och deen anere Punkt, datt elo kloer ass, datt d'Informatioun vun deem Betraffene geschitt, schonn 12 Méint no der Ordonnance vum Untersuchungsriichter. Dat war eng Suggestioun vum Statsrot. Dat geet nach iwwer eis Propositiounen ewech, ass wäit ewech vun där ursprünglecher Positioun vun der Regierung a deem dote Punkt. Déi wollt 24 Méint Maximum kënne waarden no dem Ofschloss vun der Instruktioun. Hei ass dat anescht. Also de Betraffene gëtt ganz schnell informéiert mat engem maximalen Délai vun 12 Méint no der Ordonnance vum Untersuchungsriichter, wat de Repérage téléphonique ugeet. Dat ass ouni Zweiwel e ganz positive Punkt an deem dote Beräich.

Wesentlech, wéi gesot, bleift d'Fro, datt, ähnlech wéi mir dat haut bei den Ecoutë kennen, et herno och zu engem Eraushuelen aus dem Dossier kënnt, zu enger Zerstéierung vun deenen Daten, déi näischt bruecht hunn, an déi Drëttpersoune betreffen an esou enger Instructioun pénale. Do iwwerhuele mer genau déi Schutzbestëmmungen, wéi mer se haut am Code d'instruction criminelle kennen, wat d'Ecoutes téléphoniques ugeet, an all déi praktesch Schwieregkeeten, déi de Statsrot ugefouert huet an sengem Avis, kënnen eigentlech hei net gëllen, well déi gëllen am selwechte Mooss bei den Ecoutes téléphoniques. Or, dat Gesetz gëtt jo awer och hei am Land duerchgefouert, esou datt ech mengen, datt et richteg a gutt war, datt mer eis konnten op deem dote wesentleche Punkt eenegen, wat en Ausbau vun de Garantië vum eenzelne Bierger bedeit an deem spezifesche Fall.

Sécherlech wäert d'Fro opkommen, ob da mat deem heiten Text déi Ofhéieraktioun oder déi Télefonskontrollaktioun bei der sozialistescher Fraktioun an Zukunft ausgeschloss wär. D'Äntwert ass kloer neen. Mir kënne keen Text maachen, deen ausschléisst, datt am Kader vun enger Poursuite pénale d'Parteien, d'Gewerkschaften, d'Presseorganer, ähnlech sensibel Organer, sensibel Beräicher eigentlech ënner esou eng Moossnam falen, wa se vun engem Untersuchungsriichter ordonnéiert gëtt. Mee datt mer wëssen, datt et net gutt ass, datt ouni schwéierwiegend Verdachtsmomenter esou Mesures d'instruction duerchgefouert ginn, dat ass ganz kloer an dorun däerf, mengen ech, keen Zweifel bestoen.

Et ass also fir eis ganz wichteg, datt niewent den Texter, och wierklech Suergfalt geluegt gëtt op d'Applikatioun vun de Gesetzestexter, besonnesch am Beräich vum Strofrecht, wou et wichteg ass, dass den Untersuchungsriichter mat deem néidegen Discernement, mat Fangerspëtzegefill, an och Ofweie vun deenen eenzelne Wäerter, déi en cause sinn, virgeet an dem Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet Rechnung dréit, vun de Moyenen, déi en asetzt, fir eppes erauszefannen an dem Enjeu eigentlech vun där ganzer Enquête, déi en duerchzeféieren huet. Vläicht wier et net schlecht, wann de Justizminister ufänkt allgemeng Instruktiounen ze ginn un de Parquet, dass en och op déi dote gëlle Regelen nach eng Kéier hiweist, ënner anerem d'Regel vun der Verhältnisméissegkeet, déi, mengen ech, och am Strofrecht, an den Instruktiounen e ganz wesentleche Punkt ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Ech widderhuelen nach eng Kéier, dass, an eisen Aen, deen heiten Text zefriddestellend ass, well e versicht eng Symbios ze maache vun de Regierungsvirstellungen a vun deene Virstellungen, déi mir an eiser Propositioun de loi geäussert hunn. Ech hoffen, dass aner Reformen an deem dote Beräich wäerte folgen. Mir sinn der Meenung, dass mer hei e Schrëtt gemaach hunn an engem klengen Deelberäich, mä awer net onwesentlechen Deelberäich vun engem méi moderne Strofrecht, wou d'Transparenz gepaart gëtt mat genügend Mëttele fir fir Sécherheet ze suergen, an dofir wäert eis Fraktioun deen heiten Text och stëmmen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, dir Dammen a Dir Hären, mäi Fraktiounspresident Lucien Weiler huet als Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet eng exhaustiv Beliichtung vu sengen Elementer, vu sengem Fundament a besonnesch vu senger Noutwendegkeet gemaach. Ech wëll him am Numm vun der Fraktioun fir déi excellent Aarbecht merci soen, an enger Matière, déi net einfach ass an déi hie mat ganz vill Fangerspëtzegefill gemeeschtert huet. A mäi Merci wëll ech awer och de Kolleeg Alex Bodry aschléissen, deen a senger Gesetzespropositioun eng Rei vun interessanten Ureegunge gemaach huet, déi sech jo dann och deelweis am definitive Gesetzestext erëmfannen.

Ech wëll ganz kuerz op den d'Historik agoen a vläicht eppes redresséieren, wat den Här Bodry virdrun net gesot huet. Ech mengen, et misst een awer fairerweis soen, datt déi éischt Initiativ, déi an dëser Problematik geholl ginn ass, a sech sech erëmfonnt huet an engem Avant-projet de loi vum Justizminister.

(Interruption)

Et ass also net ganz richteg, Här Bodry, wann een dat elo esou duerstellt.

(Interruption)

Neen, ech wëllt Iech just soen, datt et awer net ganz richteg ass, wann een hei wëllt dann e bëssen esou maachen, wéi wann dee ganze Projet de loi schlussendlech nëmmen duerch d'Proposition de loi vum Här Bodry hei virugedriwwe gi wär, mä ech mengen, d'Ufanksetapp war u sech den Avant-projet de loi vum Här Justizminister Frieden. Dat wollt ech nach eng Kéier fairerweis hei relevéieren.

Här President, de Projet, dee mer dann haut diskutéieren, ass d'Resultat vun engem Konsensus, dee sech tëschent dem ursprüngleche Projet, esou wéi e vum Justizminister déposéiert ginn ass, der Gesetzespropositioun vum Alex Bodry an awer och de Virschléi vum Statsrot ofgezeechent huet. Oft ass et jo esou, datt wa méi Käch un enger Zopp kachen, se meeschtens versalzt oder verpeffert ass. Hei ass dat awer manifestement net de Fall, well ech iwwerzeegt sinn, datt dësen Text en équilibréierten, mä awer och en effizienten Text ass, deen déi Gradwanderung tëschent op där enger Säit der Noutwendegkeet vu Sécherheet an op där anerer Säit de Respekt vun de perséinliche Fräiheeten op eng effikass Aart a Weis fäerdeg bréngt. Dës Gradwanderung gouf et nach ëmmer, a besonnesch no den Evénementer vum 11. September 2001 si se an hirer Drénglechkeet verschäerft ginn, besonnesch well d'Sécherheet vun deem Dag un eng konkret Préoccupatioun fir all Mënsch op dëser Welt ginn ass. A wou de Ruff no Sécherheet entsteet, do entsteet ipso facto de Risiko vu enger Aschränkung vun de perséinleche Fräiheeten.

Wéi schwiereg esou eng Gradwanderung tëschent Sécherheet a Schutz vun de perséinleche Fräiheeten ass, konnte mer an de leschten Deeg jo erëm eng Kéier feststellen, wéi an enger gewëssener Press op eng ondifferenzéiert Manéier mat der Angscht vun de Leit virun terroristeschen Uschléi gespillt ginn ass, a pauschal mam Fanger op gewësse Communautéiten an eisem Land gewise ginn ass.

Här President, d'Suerg, fir dem Bierger eng optimal Sécherheet ze garantéieren, dierf net dozou féieren, Prinzipië wéi de Schutz vum Privatliewe vun all Bierger, esou wéi d'Présomption d'innocence ausser Kraaft ze setzen. Et ass dofir e grousse Mérite vun dësem Projet, datt en ausgewogen ass an deem Spannungsfeld tëschent Sécherheet a perséinlecher Fräiheet.

De Repérage an d'Lokalisatioun vun Télefonsgespréicher an aneren Telekommunikatioune ginn duerch dëst Gesetz op eng zolidd juristesch Basis gestallt. Dës Basis ass grad esou noutwendeg wéi d'Moossnam selwer, well kee kann haut méi drun zweifelen, datt a ville Fäll d'Ortung vu Kommunikatiounen tëschent Delinquenten a Verbriecher ëmsou méi noutwendeg ginn ass, wéi d'Vielfalt vun deene Telekommunikatiounsmethoden zougeholl huet.

Ech wëll och op dee Punkt agoen, dee mäi Fraktiounskolleeg Lucien Weiler scho virdrun hei opgeworf huet, an op deen Interview vun engem eminente Member vum Parquet de Mëtteg an den Noriichten agoen. Ech war grad esou erstaunt wéi mäi Kolleeg Lucien Weiler, well et jo a sech onüblech ass, datt e Member vum Parquet am Virfeld e Projet de loi kommentéiert. Dat ass schonn e bëssen eng speziell Prozedur, déi do utiliséiert ginn ass.

Wat mech awer ganz besonnesch gestéiert huet bei deem Interview, dat ass, datt do en eminente Juge d'instruction behaapt huet, et wär nach ëmmer eng gesetzlech Basis do gewiescht fir esou Repéragen. Or, ech mengen, esouwuel de Lucien Weiler wéi den Alex Bodry hu ganz kloer virdru gesot, datt deem net esou ass, datt bis elo keng kloer gesetzlech Basis an dëser Matière bestanen huet, an dës gesetzlech Basis eréischt elo duerch dëst Gesetz geschafe gëtt.

Déi Méiglechkeet, déi dann och dëst Gesetz festschreift, fir kënne gewëssen Telekommunikatiounen nozevollzéien, ass absolut noutwendeg, wann ee wëllt mat deenen ëmmer méi perfektionéierte Methode vun all Zorte vu Kriminalitéit mathalen.

Ech wëllt dann och an dësem Kontext op den Avis vun eiser Commission de l'Egalité des Chances hiweisen, déi op d'Wichtegkeet vun dësen Investigatiounsmethoden higewisen huet, fir zum Beispill d'Auteure vun Harcèlement iwwer Télefon ze ermëttelen.

Déi Methoden, déi also elo an dësem Gesetz festgeschriwwe ginn, sollen dozou bäidroen déi Persounen ze ermëttelen, déi op déi modernste Kommunikatiounsméiglechkeeten zréckgräifen, fir hir kriminell Aktivitéiten auszeüben.

Wann ëmfaassend ermëttelt muss ginn, datt eng vum Juge d'instruction verfügten Opération de repérage oder Lokalisatioun sech op d'mannst an enger éischter Phas kann op Leit bezéien, déi direkt mat der Dot näischt ze dinn hunn. Ech ënnersträichen op dëser Plaz nach eng Kéier, datt mer et hei net mat dem Oflauschtere vun Télefonsgespréicher ze dinn hunn, wat vill méi eng cibléiert an aschneidend Ermëttlungsmethod ass, beim Repérage oder bei der Lokalisatioun geet et fir d'alleréischt emol drëm, d'Apparater an dann eréischt d'Leit ze ermëttelen.

Well also an enger éischter Phas just den Apparat ermëttelt gëtt, kënnen op dës Manéier Bierger mat engem Vergoen oder Verbriechen a Verbindung bruecht ginn, déi an der Realitéit näischt domadder ze dinn hunn. Do kann ee sech zum Beispill e geklautenen oder verluerene GSM virstellen, d'Notzung vun enger friemer E-mail-Adress an aner technesch Méiglechkeeten, well grad jo déi organiséiert Kriminalitéit net virdrun zréckschreckt, fir hir Kommunikatioun esou ze tarnen, datt se zum Beispill iwwer Internet kann am Numm vun total onbescholtene Bierger gefouert ginn.

Et ass also wichteg, datt d'Leit, déi direkt näischt mat enger krimineller Dot ze dinn hunn, deenen hire GSM zum Beispill benotzt gëtt, net duerch Ermëttlunge belaascht ginn. Genee dorëm geet et an dësem Projet de loi.

De Repérage an d'Lokalisatioun sinn nëmmen een Element vun enger bestëmmter Ermëttlung. Ginn elo Kommunikatioune vu Leit zréckverfollegt, déi onbescholte Bierger sinn an et och bleiwen, da kréie se net nëmmen - an dat schéngt mer an engem Rechtsstat selbstverständlech ze sinn - d'Matdeelung banne Joresfrist driwwer gemaach, datt hir Kommunikatioune repéréiert goufen, mee virun allem ginn d'Resultater vun dëse Moossnamen an esou engem Fall zerstéiert, wou et net zu enger Uklo kënnt géint déi Persounen, deenen hir Kommunikatioune repéréiert goufen.

Mee net nëmme gëtt de Bierger, deem säin Télefonsapparat zum Beispill repéréiert ginn ass, iwwert dës Moossnam informéiert, mee hie kritt och d'Recht hei eventuell juristesch Schrëtt anzeleeden, wann hie mat der Manéier, wéi dës Repéragë virgeholl gi sinn, net averstanen ass.

Repérage heescht also a kengem Fall direkt datselwecht wéi den Déclenchement vun enger Enquête, respektiv enger Uklo. Zu enger Uklo kann et nëmmen da kommen, wann d'Repéragen e bestëmmtene Verdacht bestätegen, deen onofhängeg vun hinne souwisou bestanen hätt. Ginn zoufälleg am Kader vun esou enger Moossnam enger Persoun hir Kommunikatiounen novollzunn, déi awer direkt näischt mat deenen Infraktiounen ze dinn huet, da verschwannen d'Informatiounen heiriwwer natierlech och erëm aus de Polizeifichieren. Dëst schéngt mer eng wesentlech Garantie ze sinn, fir ze verhënneren, datt Donnéeën iwwer Bierger gespäichert bleiwen, déi sech absolut guer näischt zu Scholde komme gelooss hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op dës Tatsaachen insistéieren, well ech frou driwwer sinn, datt et eis an der zoustänneger Kommissioun gelongen ass, fir d'verständlech Préoccupatiounen, déi d'Sécherheet vun eis alleguerte betreffen, mat de biergerleche Fräiheeten an Aklang ze bréngen, an domadder déi schwiereg Gradwanderung, déi ech am Ufank vu mengen Ausféierunge geschildert hunn, op eng optimal Manéier ze bewältegen. Dëst gesot, bleift mer just nach den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ze bréngen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Mme Simone Beissel agedroen. D'Mme Beissel huet d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'éischt och dem Rapporteur Lucien Weiler merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, an och dem Kolleeg Alex Bodry fir seng gutt fondéiert Initiativ.

Dat Gesetz, dat mir haut stëmme sollen, ass e Gesetz iwwer e brisant Thema. Mir sinn eis alleguerte bewosst, dass mir hei un engem vun de Fundamenter vun eisem demokratesche Rechtsstat légiféréiere wëllen. Wat wëlle mir, ëm wat geet et?

Et geet drëm e Kader ze schafen, wou et dem Bierger méiglech ass an et och bleift, sech an enger maximaler Fräiheet ze entfalen. Dozou gehéiert natierlech och, seng Privatspheer ze schützen. Op där anerer Säit kënne mir nëmmen en Zesummesinn a Fräiheet a Sécherheet garantéieren, wann déi Gesetzer, déi op demokratieschem Wee gestëmmt gi sinn, och richteg agehale ginn, well et gëtt keng Fräiheet ouni Sécherheet a Rechtssécherheet am Besonneschen. Dofir muss de Pouvoir judiciaire och genuch Méiglechkeete kréien, fir d'Infraktiounen an hir Auteuren - an ech zitéieren de Procureur Roby Biwer: "…par des méthodes plus anticipatives" - festzestellen a répriméieren ze kënnen.

Et muss also eis éischt Prioritéit sinn, dësen Equiliber ze erhalen, Equiliber, deen deelweis Spagatübunge verlaangt, well mir kënne séier op där enger Säit an de Chaos ofrutschen oder op där anerer Säit Allurë vun engem totalitäre Regime entwéckelen. Dat richtegt Doséiere vun de Moyenen, wéi schonn hei ugeklongen ass, d'Applikatioun vum Principe de proportionnalité, déi eise Pouvoir judiciaire zu senger Verfügung huet, fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen, ouni awer abusiv an d'Privatspheer vum Bierger anzegräifen, waren deemno eis Haaptsuerg an der Commission juridique, wéi mir un dësem Text geschafft hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir erënnert Iech alleguerten un déi Diskussiounen, déi mir an der Chamber haten am Zesummenhank mat der sougenannter Télefonsaffär. Et ass gestridden a polemiséiert gi ronderëm dësen Incident. Ech sinn der Meenung, dass déi ganz Diskussiounen awer wichteg waren a sécher dozou bäigedroen hunn, dass mir haut kënnen dëse Gesetzesprojet debattéieren an ofstëmmen.

Eng vun den entscheedende Froen an dëser Affär war jo déi, ob den Equiliber tëschent de Moyenen an de verfollegten Ziler nach respektéiert wär. Dës Fro konnt, a mengen Aen, nëmmen opkommen, well den deemolege legislative Kader net ausreechent war an esou an der Öffentlechkeet konnt d'Gefill opkommen, dass de Pouvoir judiciaire d'Méiglechkeet hat an engem Vide juridique Télefonsgespréicher ze repéréieren.

Wéi ech scho virdru gesot hunn, légiféréiere mir hei un dem Häerzsteck vun eiser Demokratie. Et geet ëm dem Bierger seng Grondfräiheet, de Respekt vu senger Privatspheer, déi jo zu den elementare Mënscherechter gehéiert. Dat ass och d'Ursaach, firwat d'Kommissioun an hiren Aarbechten op esou vill wéi méiglech verschidden Avisen zréckgegraff huet. Esou goufen de Projet de loi vum Justizminister an d'Proposition de loi vum Alex Bodry an der Kommissioun analyséiert an deelweis an dëse Projet de loi intégréiert. Et war ons besonnesch wichteg, ons op een Text ze fokusséieren, dee vun enger Majoritéit vun all den demokrateschen Acteuren akzeptéiert kënnt ginn. Et kann ee sech iwwerhaapt d'Fro stellen, mat deem wat esou dobausse leeft a wéi och eis Gesetzgebung vu virdru war, ob mer iwwerhaapt hu missen an dësem Domän e Gesetz preparéieren, dat mer haut solle stëmmen.

D'Fro: Ginn d'Moyenen, déi eiser Justiz de Moment zur Verfügung stinn, dann net duer? Ech wëll net op d'Aussoe vum Instruktiounsriichter vun haut de Mëtteg zréckkommen. Ech huelen dozou net Stellung. Jiddefalls ass et esou, dass wa virdru Saache gemaach gi sinn, een awer ka berechtegt Zweifelen hunn iwwert d'Base légale vun deenen Aktiounen, an dat éischter op enger extrem larger Interprétatioun vum Artikel 88 (1) an (2) vum Code d'instruction criminelle fousst, wéi op enger Base légale, déi wierklech juristesch an haaptsächlech par rapport zu der europäescher Mënscherechtskonventioun fundéiert ass.

Also, hu mer déi Moyenen oder hu mer se net? Wéi wäit si se legal? Ech mengen, ech hu schonn een Deel vun der Äntwert a menger Ried geliwwert. D'Télefonsaffär huet einfach gewisen, dass an deem sensiblen Domän nach net genuch Garantië fir de Bierger an eiser Gesetzgebung agebaut sinn, egal wéi dat och vu bestëmmte Säiten interprétéiert gëtt. Mee dat ass nëmmen en Deel vun der Äntwert.

Mir wëssen alleguer, dass d'Technologien immens Fortschrëtter gemaach hunn a mat hir hu sech leider och déi kriminell Energië weider entwéckelt. Déi klassesch Moyene vun eiser Justiz ginn hei oft net méi duer. Duerch déi nei Telekommunikatiounsméiglechkeete gëtt et ëmmer méi einfach, fir e kriminelle Grupp sech ze organiséieren, gutt ze organiséieren, ouni sech am Prinzip vill ze gesinn, dat heescht, ouni physesch beiëneen ze kommen. Hei muss d'Justiz einfach nei a besser Méiglechkeeten zougestane kréien.

Här President, et ass elo e bësse méi wéi ee Joer hier, dass d'Welt op brutal Aart a Weis domat konfrontéiert gouf, zu wat e gutt organiséierte kriminellen an terroristesche Grupp fäeg ass. E-mail an Handy waren déi préféréiert Kommunikatiounsmëttel vun den Terroristen. An ech mengen, eng vun de Lektiounen, déi mer mussen aus dem 11. September 2001 zéien, ass déi, dass et wichteg ass eise Justizapparat dem Fortschrëtt unzepassen. Ech denken, dass all Bierger dozou bereet ass, seng Fräiheet e bëssen anzeschränken, falls et ëm seng Sécherheet geet, an e strenge legislative Kader am Viraus all potentiell Abuë vun der Justiz ausschléisst.

De Rapporteur huet a senger Ried schonn drop higewisen, dass et an dësem Gesetz exklusiv ëm de Repérage téléphonique an net ëm d'Ofhéiere vun engem akuten Télefonsgespréich geet. Et geet also drëm, fir erauszefanne mat wiem a wéini de Verdächtegen iwwer e gewëssenen Zäitraum télefonesch a Kontakt war. Dobäi geet et drëm, fir de Krees vun de Verdächtegen oder de wichtege Leit an enger Affär ze complétéieren. Et geet also net drëm, fir erauszefannen, wat um Télefon diskutéiert gouf.

Den Ënnerscheed ass kapital, well de Repérage téléphonique domat eng vill manner invasiv Moossnam ass, wéi d'Oflauschtere vum Télefonsgespréich. Fir awer all Konfusioun tëschent deenen zwou Moossnamen ze verhënneren, hu mer opgepasst, dass am Projet de loi déi nei Dispositiounen am Code d'instruction criminelle net ënnert d'Dispositioune vun den Ecoutes téléphoniques ënnerbruecht ginn, dat heescht, d'Artikelen 88-1, 88-2 an esou weider, mee au contraire, et ass eng kloer Trennungslinn gezu ginn. De Repérage téléphonique gëtt considéréiert, wéi ee vun de Mëttel, déi ënnert d'Perquisitiounen an d'Saisië vun Dokumenter rangéiert ginn an dofir krut en eng nei Plaz am Code d'instruction criminelle mat engem neien Artikel 67-1.

Wéini ass de Repérage téléphonique eng Moossnam, déi ubruecht ass? Kann den Untersuchungsriichter dës Moossnam einfach beschléissen? Wéi muss hie sech justifizéieren? Dës Froe goufen alleguer bei der sougenannter Télefonsaffär öfters gestallt. An dësem Gesetzesprojet droe mer hinnen alleguerte Rechnung.

1. Den Untersuchungsriichter kann nëmmen dann op dës Mesure zréckgräifen, wann eng Infraktioun mat enger Minimalstrof vu mindestens sechs Méint Prisong virläit. Déi sechs Méint goufen zréckbehalen, well et sech hei schonn ëm relativ schlëmm Infraktiounen handelt, déi en Agréff an d'Privatspheer vun de Verdächtege justifizéieren. Zum Beispill falsche Bommenalarm, Télefonsbelästegungen, wat haaptsächlech d'Frae betrëfft, d'Violatioun vum Secret professionnel, asw.

Do derniewent - dat ass ganz wichteg am Interesse vun der Protektioun vun eise Bierger - muss den Untersuchungsriichter dës Moossname justifizéieren, motivéieren an dem Statsanwalt en Dokument mat senge Motiver virleeën. De Projet gesäit och vir, dass den Untersuchungsriichter an deem Dokument muss d'Dauer vum Repérage festleeën, ouni dass déi kann ee Mount iwwerschreiden, mee si kann zwar ënnert deene selwechte Konditiounen erneiert ginn.

Dës Justificatioun vum Untersuchungsriichter ass net nëmmen eng Formalitéit, wéi den Alex Bodry gesot huet, et ass keng Clause de style, keng Formulation de style. Et kéint ee praktesch soen, si ka gläichgestallt gi mat enger regelrechter Condition de fond. Et geet also net duer, dass den Untersuchungsriichter e Standardargument liwwert, mee hie muss eng präzis Indikatioun iwwert d'faktuell Ëmstänn vun der Affär ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, ewéi e restriktiven, contraignante Formalismus an dësem Gesetzesprojet virgesinn ass. Dëse Formalismus soll sécherstellen, dass d'Rechter an d'Fräiheete vum Bierger garantéiert sinn a si virun allen eventuellen Abuse geschützt sinn. Wann zum Beispill aus iergendengem Grond, den Untersuchungsriichter de Repérage téléphonique net uerdentlech motivéiert, dann ass dat e substantielle Formfeeler, dee kann eng Nullitéit vun der Moossnam als Konsequenz hunn.

Mee de Bierger kritt nach méi Garantië bei engem Repérage téléphonique. Esou muss hien nach während der Instruktioun vun der Mesure informéiert ginn, a spéitstens zwielef Méint nodeem den Untersuchungsriichter de Repérage téléphonique a senger Ordonnance ugeuerdnet huet. Op Recommandatioun vum Statsrot hi si mir an der Commission juridique, an dat ass jo och vu menge Virriedner ënnerstrach ginn, u sech méi wäit gaange wéi de Justizminister a sengem Projet de loi an den Här Bodry a senger Proposition de loi, mee mir wollten de Schutz vum Bierger awer nach verbesseren.

Mir sinn nämlech der Meenung, dass de Bierger e Recht op Informatioun huet, an dat esoubal wéi d'Instruktioun net méi duerch dës Informatioun behënnert gëtt. Falls d'Instruktioun keng Resultater bruecht huet, gesäit de Projet de loi och vir, dass dës Dokumenter vum Repérage zerstéiert ginn, an deem Mooss, wou se Persoune betreffen, déi net beschëllegt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn a menger Ried e puer Mol drop higewisen, wéi sensibel den Equiliber tëschent de Moossnamen, fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen, an dem Respekt vun der Privatspheer vun de Bierger ass. Leider hate mir duerch d'Télefonsaffär e Beispill, an deem dësen Equiliber a Fro gestallt ginn ass. Leider hate mir awer och duerch den 11. September en zwar extreemt, mee reellt Beispill dofir, wéi wichteg et ass, dass eise Justizapparat déi richteg Moyene kritt, fir uerg Kriminalitéit, organiséiert Kriminalitéit, ze bekämpfen.

Dat Gesetz, wat mir haut wëlle stëmmen, dréit dësen zwee Objektiver Rechnung. Et setzt e prezise Kader op vun deene Fäll, wou op de Repérage téléphonique kann zréckgegraff ginn. Et definéiert e prezise Formalismus, deen den Untersuchungsriichter muss respektéieren, a gëtt dem Bierger, a mengen Aen, zimlech ausräichend Garantien, dass déi Donnéeë just fir effizient Instruktiounen agesat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet, deen d'Rechtssécherheet zu Lëtzebuerg nees bestäerkt, als Garant vun de Mënscherechter an engem moderne Rechtsstat, kritt den Accord vun der ganzer DP-Fraktioun. Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mir deen Text am Ufank diskutéiert hunn, hu mir ons alleguerten erwaart, datt mer géingen e gudden Text erauskréien. An ech muss awer soen, datt mir als ADR fir deen Text, dee mir virleien hunn, net grad eng grouss Begeeschterung hunn. Ech erënnere mech drun, datt, wéi d'Interpellatioun vum honorabelen Här Bodry gemaach ginn ass, wéi mir déi hei diskutéiert hunn, datt dunn haart Wierder vu senger Säit, ganz haart Wierder, gefall sinn, datt geschwat ginn ass vu mat Kanounen op Spatze schéissen, datt eng Neutronebomm gezünt gi wier an datt mer hei misste reagéieren.

(Interruptions)

Nee, nee, nee, ech hunn den Text nogekuckt vum Tëscheruff vum Här Bodry am Laf vun den Debatten.

Ech wëll just awer elo e Verglach zéien, fir ze kucken, wat dat Gesetz bréngt par rapport zu där Situatioun, déi mir virun engem gudde Joer hei debattéiert hunn.

(Interruptions)

Oder zwee. Sou laang schonn? Et ass gutt, da rektifiéieren ech dat, datt mer viru gutt zwee Joer debattéiert hunn.

Deemools ass et drëm gaangen, datt e Minister eng Plainte gemaach huet wéinst Violation du secret professionnel géint Onbekannt. An doropper hin huet den Untersuchungsriichter iwwert den Artikel 65 vum Code de procédure pénale eng Perquisitioun bei der Post ordonnéiert an e Repérage gefrot vun deenen Télefonsgespréicher, déi vu Säite vum Enregistrement aus gemaach gi sinn.

Bei där Geleeënheet sinn natierlech och, wéi mer gewuer gi sinn, eng etlech Télefonsgespréicher bei der sozialistescher Fraktioun ofgehéiert ginn.

(Interruptions)

Also, net ofgehéiert ginn, ech mengen, repéréiert ginn. Loosse mer et esou soen: repéréiert.

Et ass also sou, wann een elo déiselwecht Situatioun hätt a mir dëse Gesetzestext haut gestëmmt hunn, a mir ginn op deemselwechte Pad nach eng Kéier zréck, datt nees e Minister eng Plainte mécht, datt nees en Untersuchungsriichter konfrontéiert ass mat enger Demande oder mat dem Intérêt, fir e Repérage téléphonique ze maachen, da muss ee kucken, ob den Untersuchungsriichter ënnert deenen ablëckleche Konditiounen datselwecht nach eng Kéier maache kann. Do muss ee soen, datt een am neien Artikel 67-1.- (1) Folgendes liest: "Lorsque le juge d'instruction est saisi de faits qui comportent une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à six mois d'emprisonnement, il peut faire procéder au repérage."

Et gëtt also kloer gesot, datt eng vun deene Konditiounen, déi ass, datt minimum eng Peine d'emprisonnement maximale vu sechs Méint oder méi muss bestoen. Wann ech nun den Artikel 458 vum Code pénal liesen, da liesen ech do: "Les personnes dépositaires par état ou par profession de secrets qu'on leur confie, qui les ont révélés, seront punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 500 à 5.000 Euros."

Also, hei ass eng maximal Strof vu sechs Méint virgesinn. Dat heescht, datt den Untersuchungsriichter elo ënnert deeneselwechten Ëmstänn datselwecht nach eng Kéier kéint maachen, an dës Kéier mat enger Base légale, déi souguer vun de sozialistesche Kolleegen unerkannt gëtt. Dofir froen ech mech: Firwat hu mer lo dat Ganzt esou gemaach, wou mer eng Base légale haten, déi vläicht net ganz kloer war, mee wou mer lo eng Base légale hunn, fir datselwecht ze maachen, ouni datt iergendwéi eng Diskussioun driwwer ka bestoen.

M. le Président.- Den Här Bodry wëllt Iech eng Fro stellen, Här Henckes.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur*.- Ech wëll just eng ganz einfach Fro stellen. Wat fir en Text géif den Här Henckes proposéieren, fir déi dote Méiglechkeet auszeschalten?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech hat geduecht...

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur*.- Ech war an der Sitzung vun der Commission juridique dobäi. Den Här Henckes huet ni déi Développementer do gemaach. Ech si ganz erstaunt, datt hie se elo hei am Plenum fir d'aller éischte Kéier mécht. Et ass eng Première. Mee ech wéisst elo awer da gären, wat fir e konkreten Text hie proposéiert, fir all senge Kriticke Rechnung ze droen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech wollt hei just nëmme soen, datt mir ons bei dem Vote iwwert de Rapport enthalen hunn, mat där Begrënnung, déi ech hei uginn hunn, an datt mir kee Problem hunn, fir deen Text esou ze approuvéieren, wéi e virläit. Ech wëll just nëmme soen, datt dat Zil, wat d'sozialistesch Fraktioun hei hat, wéi se dat hei denunzéiert huet, datt dat, wat si betrëfft, op jiddfer Fall an d'Box gaangen ass. Dat ass dat, wat een hei muss festhalen. Well, wann ee sech lo eng eindeuteg Base légale gëtt, fir datt dat, wat een denunzéiert, nach eng Kéier ka geschéien, da kann ech soen, datt déi Neutronebomm, vun där den Här Bodry geschwat huet, explodéiert ass, mee ech weess net, wou se explodéiert, also op jiddfer Fall net ënnert de Sëtzer vun deenen anere Kolleegen hei.

Ech mengen, ech ka soen, datt deen Text, esou wéi en hei steet, ons kann zefriddestellen, awer datt d'Objektiv, wat mir virhaten, net grad dat ass, wat d'sozialistesch Fraktioun hei virgesinn huet.

Une voix.- Wat huet dat da mat der Enthalung vun Ärer Fraktioun ze dinn?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech hunn net gesot, datt mir ons géingen enthalen.

(Interruptions)

Ech hu mech enthalen, well ech verschidde Remarken hei wollt maachen, fir datt herno d'sozialistesch Fraktioun engem net seet, Dir hutt Iech net enthalen, Dir hutt keng Remarque gemaach. Ech hat datvirgesinn an dofir wollt ech déi Remarken hei virbréngen.

Une voix.- Et gëtt ëmmer besser hei.

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech muss soen, datt mat all deene Prozeduren, déi mer hei an der Chamber oft diskutéieren, an déi leschte Kéier war et och passéiert, datt wann ee sech net bei engem Votum enthält, een net däerf kritesch Remarke méi zu engem Text maachen. Dofir zéie mir an Zukunft déi Prozedur an de Kommissiounen all Kéiers duerch, wa mir bei der Diskussioun e bësse méi kritesch Remarken zu engem Text wëlle maachen.

(M. Willy Bourg prend la Présidence)

Une voix.- Wéini kommen dann déi kritesch Remarken?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ma, ech hunn Iech elo eng gemaach.

(Interruptions)

Ech wollt mer dat awer erlaben, datt dat an deem ganze Kontext vläicht awer ze diskutéieren ass.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Ech hu just geduecht gehat ze verstoen, datt, wéi mer d'Diskussioun ugefaangen hunn, Här Weiler, dunn d'sozialistesch Kolleege wollten évitéieren, datt deeselwechte Repérage téléphonique ënnert deeneselwechten Ëmstänn nach eng Kéier kéint passéieren. Lo gesinn ech, datt mat deem nei-

en Text, dee mer elo stëmmen, datselwecht nach eng Kéier ka passéieren. Dat ass dat, wat ech wollt ervirsträichen.

An ech wollt e puer kritesch Bemierkunge maachen, well ech mer heiansdo Froe stellen, wa mer schonn eng Base légale hunn a mir änneren déi elo, dann ass dat fir den Untersuchungsriichter weider näischt, wéi datt en am Computer muss een Artikel duerch en aneren ersetzen. Dat ass dat, wat ech wollt hei ervirsträichen a wou ech mech froen, firwat een op esou ee Wee goe muss an nei Gesetzer muss maachen, wann et mat der ablécklecher Gesetzgebung grad esou gutt hätt kënne geschéien.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur*.- Dann hätt Dir d'Motioun net däerfe stëmmen! Déi Motioun ass 2001 eestëmmeg ugeholl ginn. Dir hutt och d'Regierung mat opgefuerdert, e Projet de loi dohinner ze leeën.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dir sot haut de Contraire vun deem vu virun zwee Joer.

M. le Président.- Här Bodry, loosst den Här Henckes schwätzen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech si justement d'accord, well mer déi Motioun gestëmmt hunn. Mir hu geduecht, datt mer dann och missten en Text stëmmen, deen d'Problemer géing léisen, déi d'Sozialisten hei opgeworf haten.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur*.- Dir wäert dach net aus Léift zu eis déi Motioun do guttgeheescht hunn?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Also, ech erlabe mer hei just nuren ervirzesträichen, datt ee muss eng gewëssen Onlogik vu Säite vun de Sozialiste festhalen a wou ech och verstinn, datt d'sozialistesch Kolleegen net ganz frou sinn, datt een hinnen dat seet.

Une voix.- Wéi ass et da mat Ärer Logik?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Wann Der mer nogelauschtert hutt, dann ass et relativ einfach, fir meng Logik ze verstoen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Henckes, loosst Iech net stéieren a fuert weider an Ärem Discours.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Da muss ee sech d'Fro stellen: Wéi ass d'Situatioun vun där Persoun a wat geschitt mat hir, wa se déi verschidde Renseignementer, déi se am Kader vun engem Repérage téléphonique kritt huet, weidergëtt, a wa se se eventuell géing publizéieren? Do ass et esou, datt mer de 14. August 2000 en Artikel 505 vum Code pénal gestëmmt hunn, wou gesot ginn ass: "Ceux qui auront recelé en tout ou en partie les choses ou les biens incorporels", an dat Wuert ass wichteg, "enlevés, détournés ou obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit seront punis d'un emprisonnement de 15 jours à 5 ans et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros".

Hei ass et also kloer, datt, wann eng Persoun Donnéeën, déi se krut, iergendwéi no baussen erausgëtt, da fält se ënnert dës Infraktioun vum Recel, vun der Hehlerei. An do ass dat eng ganz grav Sanktioun, déi hei vum Gesetz virgesinn ass. Ech gleewen dofir ganz wéineg, datt een hätt missen doriwwer eraus nach weider Schutzmoossnamen an d'Gesetz abauen. Et ass besser, wa se do stinn, mee et ass awer och ganz kloer, datt déi Menace vu fënnef Joer maximal Prisong awer och eppes ass, wat egal wien dorun hënnert, fir an Zukunft bei esou Saachen iwwerhaapt nach Donnéeën erauszeginn oder fir se ze utiliséieren à mauvais escient. An et ass dat, wat ee muss hei ervirsträichen. Wann herno verschidden Donnéeën net publizéiert oder zerstéiert ginn, dann ass dat souwisou, menger Meenung no, vu relativ wéinegem Intérêt, well mer gesinn, datt déi Strof vun der Hehlerei, vum Recel, sou grouss ass, datt ech net gleewen, datt nach iergendeen esou kéng ass fir mat Donnéeën, déi net an e Prozess gehéieren, Abüen ze dreiwen.

Wou ech mer nach e puer Froe stellen, dat ass beim Paragraph 3 vum Gesetz, wou gesot gëtt, datt déi Persoun, déi repéréiert ginn ass, zwielef Méint no der leschter Ordonnance muss informéiert ginn. U sech ass dat eng positiv Saach am Gesetz, mee et muss een awer och soen, datt ee sech an der Praxis froe muss, wéi dat vir sech wäert goen. Wann een zum Beispill an där Hypothees bleift, datt bei enger Administratioun gekuckt gëtt, ob net vun do aus verschidden Télefonsgespréicher gemaach gi si mat enger anerer Persoun, an de Repérage gëtt gemaach op Basis vun där Administratioun, muss dann d'Administratioun eleng informéiert ginn, datt e Repérage bei hinne gemaach ginn ass, oder mussen alleguer déi Persounen informéiert ginn, déi iergendwéi mat där Administratioun télefonéiert hunn?

Den Text schéngt mer esou ze verstoen ze sinn, datt de Repérage an d'Informatioun esou wäit muss goen, datt alleguerten déi Leit, déi iergendwéi mat där Persoun, wou de Repérage initiéiert ass, télefonéieren a wou nogekuckt gëtt, mussen informéiert ginn. Mee dann ass awer d'Portée vun deem, wat mer hei schreiwen, net grad ganz wäitreechent. Et ass dat de Grond, woufir mir zu dësem Gesetz jo soen, mee et ass e "oui mais", well et hätt grad esou gutt kënnen och ouni goen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Déi nächst Riednerin ass d'Mme Wagener.

Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Bei deem Match tëschent der Regierung an dem Här Bodry, dee mer lo eng Zäit laang verfolgen, an deen am Fong ugefaang huet mat deene grave Faiten, déi sech duerch d'Aktivitéit vum Parquet bei der sozialistescher Partei erginn hunn, muss ee feststellen, datt dat Resultat, wat mer lo virleien hunn, eigentlech en dräi zu zwee fir d'Regierung ass.

Ech erkläre mech: Wann ee sech déi fënnef Punkten ukuckt, déi den Här Bodry virdrun hei opgezielt huet, da sinn der dräi, wou am Fong d'Regierung sech duerchgesat huet, respektiv d'Majoritéit, an zwee, wou am Text elo déi Propositioune vum Här Bodry souzesoen iwwerholl gi sinn.

Dat kann ee bedaueren, well et si Punkten dobäi, déi, eiser Meenung no, ganz wichteg sinn. D'Diskussioun ronderëm d'Fro, ob ee soll éischter deen Text hei bäisetzen bei d'Saisieën an d'Perquisitiounen oder ob een en als Leitversioun vun den Ecouten soll gesinn am Code iwwert d'Ecouten, ass vläicht méi eng technesch, méi eng juristesch Fro. Mee et ass awer en aneren Aspekt dobäi, an zwar dee vum Strofmooss vu wou un iwwerhaapt däerfe Repérage gemaach ginn, deen eis schéngt ee vun deenen Haaptpunkten an deem heiten Dossier ze sinn. Do si mer vun deenen zwee Joer, ëm déi et am Ufank gaangen ass, erofgaangen op sechs Méint. Do stellt een awer fest, datt ënnert déi Punkten, wou kann e Repérage gemaach ginn, elo awer eng ganz Rei vu Strofbestänn falen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Ech denken zum Beispill u méi kleng Drogendelikter, wou ech mer ka virstellen, dass dee Maximum vu mindestens sechs Méint duerchaus och dobäi ass. An et gëtt sécherlech am Beräich vun de Peinen eng ganz Rei aner Punkten, wou ee sech d'Fro awer däerf stellen: Ass et hei gerechtfertegt, dass mer schonn esou e grave Moyen asetzen, wéi dee vum Repérage téléphonique? Ech wäert herno nach op d'Problematik vum Harcèlement téléphonique zréckkommen, wat e bëssen en anere Fall ass.

Een drëtte Punkt, wou d'Regierung sech duerchgesat huet - dat kann een awer éischter positiv gesinn -, ass d'Motivatioun vum Richter. Do ginn ech dem Här Bodry och net ganz Recht, well esou wäit ech mech erënneren, war säin Text am Fong manner kloer. Do ass gesot ginn, et muss als indispensabel erkläert gi vum Untersuchungsriichter...

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur*.- Dat ass net wouer, mäin Text war do méi prezis. U sech ass dee Punkt iwwerholl ginn duerch d'Interpretatioun vun deem belschen Text, deen elo am Text steet, wou eng restriktiv Interpretatioun ass, déi eigentlech menger Iddi entgéint geet. Dofir steet et net 3:2, mee et ass Match null: 2½ zu 2½.

Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG)*.- Ech ginn dem Här Bodry zwar net ganz Recht, well wann ee säin Text noliest, da schéngt e mer méi allgemeng ze sinn an eben net déi prezis Motivatioun, déi de Riichter do muss ginn, ze enthalen.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur*.- Do leit Der zwar falsch.

Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG)*.- Mee do kënne mer vläicht herno nach driwwer streiden.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur*.- Dee Match musse mer anzwousch anescht ausdroen.

Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG)*.- Da kommen ech op déi zwee lescht Punkten. Dat ass d'Fro, wéi laang Zäit bleift, fir de Victimë Bescheed ze soen, dass Repéragë gemaach si ginn, wou mer vun deene 24 Méint zréckgaange sinn op zwielef Méint. Dat schéngt mer och ganz positiv ze sinn.

Dee leschte Punkt ass dee vun der Destruction des données, wann d'Repéragë kee Resultat bréngen. Och dat ass sécherlech e ganz wichtegen Aspekt an deem Gesetz hei, dass déi Donnéeën zerstéiert ginn a mir begréissen, dass dat bäikomm ass. Mee ech hu mech awer och schonn an der Kommissioun gefrot, wat dat dann heescht, wann d'Donnéeë kee Resultat bréngen. "Aucun résultat" steet am Text. Dat kann een op villfälteg Aart a Weis interpretéieren an ech hunn am Fong fonnt, datt een do méi exakt misst ginn, datt dat an der Praxis herno wäert och Problemer opwerfen, wat dann e Resultat ass, wat keent ass, a wéini een da gehalen ass, fir déi Donnéeën ze zerstéieren a wéini net. Do schéngt mir den Text e bësse schwaach ze sinn.

Da sinn e puer Punkten, wou mer net méi drop zréckkomm sinn, wou ee sech awer nach eng Kéier d'Fro ka stellen, firwat se net am Text erwähnt sinn. Dat sinn d'Ausnahmeregelungen, esou wéi se zum Beispill beim Oflauschtere virgesi sinn. Ech mengen, do ass e Saz dran iwwert d'Beruffsgeheimnis, dass dat net däerf violéiert ginn am Kader vun Ecouten. Mir haten d'Thematik kuerz opgeworf, ob zum Beispill den Affekoten hir Télefoner dierfte repéréiert ginn an déi vu Journalisten. De Ritter vun der Bankeplaz, den Här Mosar, huet och d'Fro vum Bankgeheimnis opgeworf. Mee mir sinn net méi op dee Sujet zréckkomm.

An dann, Här President, en Thema, mat deem mer eis relativ wéineg befaasst hunn, ass dat vun der Transparenz a vun der Kontroll. Den Här Bodry hat scho virun enger gudder Zäit hei am Parlament d'Fro opgeworf vun den Zuelen a bemängelt, dass de Parquet eis am Fong keng prezis Zuelen iwwert d'Repéragen an d'Lokalisatioune ginn hätt. Do ass deemools gemengt ginn, dass dat an Zukunft sécherlech géif besser ginn. A wann een déi Bréiwer kuckt, déi mer do zur Kenntnis kruten, dann ass effektiv op d'Zukunft verwise ginn, dass méi prezis Zuele géife virgeluegt ginn. Abbee, dat war am November 2000, wéi mir déi Bréiwer kruten. Mëttlerweil sinn zwee Joer an d'Land gaangen.

Ech wéilt d'Fro awer hei opwerfen, ob mer dann entre-temps besser a méi prezis Zuelen iwwert d'Repéragen an och d'Ecoutë kënne virgeluegt kréien. Et wär interessant ze wëssen, ob zum Beispill d'Repéragen an der Téschenzäit méi gi sinn oder manner, vläicht och op Grond vun deene Faiten, déi mer kennen an déi e ganz politeschen Débat entfacht hunn, dee sech vläicht positiv oder negativ op de Parquet ausgewierkt huet. An da kann een d'Fro och stellen, awéiwäit dann déi Repéragen, respektiv déi Ecoutë Resultater haten oder net, ob et Zuele gëtt dozou an awéiwäit se da konnten zerstéiert ginn oder net.

Ech mengen, datt hei eigentlech e jährlechen öffentleche Bericht noutwendeg wär iwwert den Asaz vun de Repéragen an den Ecouten, natierlech net mat den Télefonsnummeren, mee et misst een awer zumindest e statisteschen Iwwerbléck hunn iwwert d'Evolutioun vun deenen doten Aktivitéiten. An ech géif mengen, et wär och wichteg ze wëssen, wéi d'Zuel vun den Harcèlements téléphoniques évoluéiert, wéi vill Plainten do gemaach ginn. Och do gëtt et vläicht eng Evolutioun vum Phenomeen, mee mir wëssen et net. Et wier also wichteg, datt mer géifen och do méi Transparenz kréien.

Ech kéim dann an deem Kontext kuerz op den Avis vun der Commission de l'Egalité des Chances ze schwätzen, well déi sech jo och mat deem Thema befaasst huet, leider vläicht e bësse fréi, wéi mer nach um Niveau vun deenen éischte Projeten an Avant-projete woren, wou jo herno den Text awer substantiell geännert ginn ass. Mee ëmmerhin huet d'Kommissioun awer op d'Gravitéit vun der Problematik vun dësen Harcèlements téléphoniques higewisen, déi jo haaptsächlech Frae betreffen a wou et och ganz oft dann ëm Harcèlement sexuel geet. Dofir mengen ech, dass ee vläicht sech d'Fro hätt misse stellen, ob mer net hätte sollen an deem Gesetz hei, amplaz dass mer esou déif erofgaange si mam Strofmooss op sechs Méint, eng Ausnahmeregelung maachen, ob mer net hätte solle bei deenen zwee Joer bleiwe vu Strofmooss, an dann awer als Contrepartie gesot hätten, ausser bei den Harcèlements téléphoniques, wou d'office kënne Repéragë gemaach ginn.

Här President, da sinn nach zwee Punkten, déi och an där Motioun vu virun zwee Joer ugeschnidde gi sinn. Dat eent ass de Contrôle d'une autorité indépendante. Ech weess net, ob doduerch, dass mer d'Gesetz iwwert d'Protection des personnes en matière de données personnelles - ech weess net, ob ech den Titel richteg erëmginn -, wou mer jo eng Commission nationale net geschafen, mengen ech, mee reforméiert hunn, ob dat duergeet. Op alle Fall war dat och eng Fuerderung, déi deemools an där Motioun dra war. An ech wéilt do d'Fro stellen, awéiwäit déi Autorité indépendante sech scho mat deem heite Probleem befaasst huet, a vläicht éischt Resultater virzeweisen huet. Dat ass net esou evident, well mer dat Gesetz eréischt am Juli, mengen ech, gestëmmt hunn.

Den zweete Punkt, deen nach opbleift, ass dee vum Projet de loi iwwert de Service de renseignement. Et ass elo grad gesot ginn, an e puer Woche wäerte mer e virgeluegt kréien. Ech stelle just fest, dass dat dann deen ass, wou d'Regierung vläicht déi meeschte Méi hat, fir en Text auszeschaffen, well déi aner Projets de loi, déi unhängeg woren, si ganz schnell komm. Bei deem heite schéngt dat e bësse méi zéi ze sinn, mee, wéi gesot, mir wäerte jo dann elo geschwë konkret Texter virgeluegt kréien.

Här President, et ass net ganz vill iwwert d'Kommunikatiounsforme geschwat ginn an och den Text bleift relativ allgemeng. Mir wëssen awer, dass d'Technik an deem Beräich ganz schnell évoluéiert. Et ass gesot ginn, dass alles soll hei drënner falen, esouwuel d'SMSë wéi d'E-mailen, wéi och aner Forme vun Téleekommunikatiounen. Et stelle sech awer duerchaus konkret Problemer. Ech denken zum Beispill un d'Chatten oder un d'Forumen um Internet. Ech denken och un de Repérage vun deene Säiten, déi d'Leit uwielen, wa se op den Internet surfe ginn. Esou Froen hu mer eis eigentlech ganz wéineg an der Kommissioun gestallt an ech froe mech, ob deen Text, dee mer virleien hunn, duergeet fir all déi Saachen do mat anzebegräifen oder net, an ob et an der Praxis net och hei awer Problemer wäert schafen um Niveau vum Schutz vun der Privatsphär vun enger ganzer Rei vu Leit.

Dann en Thema, iwwert dat mer och net vill geschwat hunn. Et ass dat vun den Opérateurs de réseaux, well déi si jo hei ganz kloer gefuerdert. D'Perquisitioune gi bei hinne gemaach an do stellt sech dann natierlech och d'Fro vun der Sécherheet vun den Données à caractère personnel. Ech wéilt zum Beispill wëssen, wéi dat an deene Firme geregelt ass, ob et do ganz prezis Leit ginn, déi an de Kontakt komme mat deenen Donnéeën, a wéi do d'Privatspheer vun de Leit geschützt gëtt?

Et stellt sech och d'Fro vun den Hacker. Ech hunn e bëssen um Internet nogekuckt an do gelies, dass et anscheinend eng Liichtegkeet ass, fir en einegermoosse gudden Hacker fir bei den Operateuren eranzekommen. Dat ass elo net eleng de Problem vun deem heite Gesetz. Dat ass eng méi vaste Problematik, mee et kann ee sech awer d'Fro stellen, ob mer do genuch Schutz hunn, an an deem Kontext wéilt ech och eng Propositioun de directive uschwätzen, déi am Raum steet an déi wahrscheinlech ee weideren Agréff an d'Privatspheer bedeit.

Ech schwätze vun enger Reform vun der Direktiv vun 1997 iwwert d'Protection des données et des informations dans le domaine des télécommunications. Do huet déi europäesch Associatioun Statewatch am Summer en Aarbechtsdokument um EU-Conseil public gemaach, wou dra gesot gëtt, dass d'Durée vun der Conservatioun vun den Données de connexion, also déi Donnéeën, iwwert déi mir hei an dësem Projet schwätzen, örtlech an zäitlech Lokaliséierung, Nummeren, Fax-envoiën, elektronesch Adressen, Internetsiten, déi visitéiert goufen, dass déi vun den Opérateuren net méi kënnen direkt zerstéiert ginn, nodeems dass déi hir Rechnunge geschriwwen hunn, mee dass déi Donnéeë solle 24 Méint versuergt

ginn. Dat schaaft net nëmmen d'Fro vum Finanzéiere vun där doter Operatioun, well déi Finanzéierung wahrscheinlech géif op d'Opérateuren zréckfalen, an dat schaaft enorm Käschten, mee dat stellt virun allem d'Fro, wéi et dann hei mam Dateschutz ass.

Ech hätt nawell ganz gär Opklärung gehat, wat d'Linn vu Lëtzebuerg an där Fro ass. Et ass anscheinend esou gewiescht, dass de Conseil e Questionnaire un all Regierung geschéckt huet. Ech wollt wëssen, wéi d'Lëtzebuerger Regierung sech positionéiert huet oder wäert positionéieren an ech denken och, dass et e klassesche Fall ass, wou d'Parlament gutt géif drun droen, fir sech am Virfeld mat där Matière ze befaassen, amplaz dass mer herno eng Direktiv dohinner gesat kréien, déi mer sollen transposéieren, wou da schonn eng ganz Rei vu Bestëmmungen dra sinn, wou ee sech awer wierklech Froe ka stellen, ob dat doten an déi gutt Richtung geet.

Här President, dat wor e klengen Exkurs, wou ech awer mengen, dass e wichteg ass, well en och drop hiweist, wéi eng Geforen an deem Domän vun den Ecouten a vun de Repéragë kënne leien. Ech wëllt dann awer nach eng Kéier zréckkommen op eis Positioun par rapport zu deem heite Projet a soen, dass mir eis wäerten enthalen. Ech kann och ganz kloer soen, dass ech an der Kommissioun mech bal bei allen Artikelen enthalen hunn. Et woren der eben eng Rei - ech hunn déi meescht och hei opgezielt -, wou mir awer fonnt hunn, dass Froen domat verbonne woren, am Ënnerscheed zum Här Henckes, deen iwwerall mat Jo gestëmmt huet, wéi mer de Vote gemaach hu par article, am Ënnerscheed awer och zum Här Bodry, deen, op enger Rei vu Punkten dogéint gestëmmt huet, awer, wann ech richteg verstanen hunn, dee Projet wëllt stëmmen.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur.*- Ech mengen, als Législateur kann ee sech eng Enthalung net ëmmer leeschten op esou engem wichtege Punkt.

Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG).*- Här President, eis Abstentioun motivéiert sech domadder, dass mer zwar op verschidden Niveaue Fortschrëtter hunn, mee awer och op aneren Niveauen, eiser Meenung, no d'Dier ze wäit opmaachen an dat net genuch Kontroll an deem Gesetz virgesinn ass. An deen ee Punkt, deen ech virdrun ugedeit hunn, ass dee vun de Strofdoten. Den zweete Punkt ass dee vun der Destruktioun vun den Donnéeën, wou mir mengen, dass d'Situatioun net kloer genuch ass. Dofir, Här President, nach eng Kéier, mir wäerten eis beim Vote enthalen.

M. le Président.- Den Här Serge Urbany ass als leschten Diskussiounsriedner agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, ech war bei all deenen Diskussiounen an Ärer Kommissioun net derbäi. Dofir kann ech hei fräi schwätzen. Dat Gesetz hei fënnt säin Ursprung jo an där sougenannter Télefonsaffär vu viru méi wéi zwee Joer. Et ass deemools offensichtlech ginn, dass d'Geriichter Télefonslistingen ufroe kënnen, fir festzestellen, wie mat wiem hei zu Lëtzebuerg télefonéiert huet. Dat nennt een da Repéragen.

Et ass deemools eng méi kloer gesetzlech Basis gefuerdert ginn, fir Méssstänn ze verhënneren, déi dobäi entstoe kënnen, esou wéi dat och de Fall ass beim Oflauschtere vun Télefonen, wat jo gesetzlech geregelt ass. De Kontext vun deem heite Gesetz war also e politeschen. Implizéiert waren ee Minister als Plaignant a gläichzäiteg a Personalunion als Chef vun der Police judiciaire, déi d'Repéragë gemaach huet, e Journalist a Politiker, déi repéréiert gi sinn, well se mat deem um Télefon geschwat haten. Gesicht ass ginn no engem Beamten, dee Renseignementer vun enger gewësser Banalitéit un d'Press weidergeleet huet. Déi Ingrédiente sinn duergaangen, fir zu Lëtzebuerg eng Statsaffär draus ze maachen.

Dofir ass et och ze verstoen, dass dëse Projet hei mat ganz vill Skepsis muss gekuckt ginn, fir dass e sech och wierklech soll beschränken op déi berechtegt Fäll vun Télefonsrepéragen, wéi zum Beispill d'Fäll vun Harcèlement téléphonique, wéi zum Beispill falsche Bommenalarm oder falschen Alarm am allgemengen, an do wou se sech och opdrängen, zum Beispill a Fäll vu schwéierer Kriminalitéit.

Den Här Henckes huet virdrun hei gesot, dat wat do passéiert ass virun zwee Joer, wier och am Prinzip nach mat deem heite Gesetz méiglech. Ech mengen, dass ech him an deem Fall muss Recht ginn. Et wier een och mat deem heite Gesetz spéit gewuer ginn, wat do geschitt ass, an d'Ordonnancen hun och schonn deemools misse motivéiert ginn, esou dass am Fong geholl, wat dee konkrete Fall ugeet, deen hei zu Recht kritiséiert ginn ass, net esou vill geännert hätt.

Déi Législatioun hei huet dräi Voleten:

1. Et mus ee soen, dass en Deel vum Problem, d'Identifikatioun vun den Abonnéierten op Telekommunikatiounsservicer, scho quasi onbemierkt mam Gesetz iwwert den Dateschutz am Juli hei évacuéiert ginn ass, wat de Statsrot zu Recht kritiséiert huet als "approche éparse", wéi en dat genannt huet, iwwer zwee Gesetzer. Ech hat dat och hei bei der Debatt kritiséiert.

Dat Gesetz vum Juli gesäit en automateschen Accès iwwer Computer un d'Fichiere vun den Telekommunikatiounsprovidere vir, an zwar haaptsächlech fir folgend Instanzen: den Untersuchungsriichter am Kader vu legalen Télefonsécouten, de Geheimdéngscht am selwechte Kader, an d'Police judiciaire am Fall vu Crime oder Délit flagrant.

Déi Identifikatioune brauchen net méi extra ugefrot ze ginn. Et ass wéi gesot elo e permanenten Accès méiglech iwwert den Institut luxembourgeois de régulation. Et ass och beschränkt op konkret a relativ grav Infraktiounen, wou eng Peine drop steet vun zwee Joer, oder op e flagrant Délit. D'Fro bleift zwar, Här Minister, wéi dat an der Praxis geregelt gëtt, fir do Abüen ze verhënnere vun der Police, déi jo wuel net eng Ordonnance brauch fir all Identifikatioun, déi se ufreet.

Et ass och d'Fro, wéi dat geregelt gëtt beim Service de Renseignement. Deen ass jo souwisou par définition geheim. Do gi mer jo souwisou näischt gewuer, an deen huet och eng ganz Rei vu legale Méttelen, déi am Artikel 88-3 vum Code d'instruction festgehale sinn, fir kënnen nach vill méi ze maachen - loosst mer et emol esou nennen -, wéi einfach nëmmen Ecoutes téléphoniques oder Repérages téléphoniques.

2. Da gëtt mat deem heite Gesetz deen eigentleche Repérage téléphonique agefouert. Betraff sinn all déi Kommunikatiounsmëttelen, déi an der Tëschenzäit vill Leit benotzen, net nëmmen de fixen Télefon, mee och Handyen, Mail, Fax, SMSen, déi geschéckt ginn, Internetsäiten, déi gewielt ginn. De Repérage besteet jo materiell aus der Saisie vu Listingen an Dokumentatioune bei der Post an aneren Opérateuren, déi renseignéieren iwwert Dag, Stonn an Dauer vun der Fernverbindung. Och elo scho gi jo déi Listinge gefrot op Grond vum Droit commun vun de Perquisitiounen. Dofir huet de Parquet och gemengt zu engem gewëssene Moment, et hätt kee Wäert déi Praxis do ze änneren.

Wat awer hei effektiv ännert, dat ass, dass déi Repéragen nëmme wäerte méiglech si bei Infraktiounen, wou eng Prisongsstrof vu sechs Méint a méi dropsteet.

3. Drëttens sollen an deene gläiche Fäll och d'Lokalisatioun vun den Originen a vun der Destinatioun vum Uruff oder vum Mail zum Beispill méiglech gemaach ginn.

Ech weess awer net, an dat ass wierklech eng konkret Fro, déi ech emol wëll un den Här Minister richten, wéi dat technesch soll vir sech goen, well dat geet weder aus dem Text nach aus den Travaux parlementaires ervir. Et schéngt sech dobäi ëm eng Uertung ze handele vu lafende Kommunikatiounen, also net Repérage vu Kommunikatiounen, déi scho geschitt sinn, mee vu lafende Kommunikatiounen.

Ass et technesch méiglech, a virun allem ass et legal erwënscht duerch dat heite Gesetz, fir och zum Beispill de Contenu vun esou Verbindungen opzefänken? Da wier et jo keng Saisie méi, da wier et eng Ecoute téléphonique, eng Oflauschteraktioun ënner manner contraignante Bedingungen, wéi se elo am Code d'instruction criminelle drastinn, an domat eng wesentlech Verschlechterung. De Statsrot schéngt dat unzehuelen, well e schreift: „Le Conseil d'Etat aurait des difficultés à concevoir une mini-écoute et il se prononce très nettement contre le repérage, en tant que mesure d'interception des données d'appel en cours de transmission". Wa schonn de Statsrot dat esou interpretéiert, da muss een awer soen, do ass eng wesentlech Onsécherheet am Gesetz, wat ech besonnesch inakzeptabel en matière pénale et d'instruction criminelle fannen.

Dat Gesetz hei bitt wuel e gewësse Schutz a gewësse Fäll, mee och spéit a räichlech onkomplett, mee an zwee Fäll bréngt et ganz konkret eng Erliichterung fir d'Instanzen, déi esou Repéragë maachen. Dat ass den automateschen Accès fir Identifikatiounen nozefroe mat méiglechen Abüen, an zweetens d'Lokaliséierung vun Telekommunikatiounen en temps réel, och da wann Ecouten nom Gesetz net méi méiglech sinn, zum Beispill wann de Prévenu schonn eng Kéier verhéiert ginn ass.

Zum Seuil vu sechs Méint Prisong wëll ech dat heite soen: Et gëtt jo keng Statistiken iwwert déi Télefonsrepéragen. Mir wëssen och dofir net a wat fir Fäll, mat wat fir engem Resultat se ugewannt ginn. Mir hunn emol kaum richteg Informatiounen iwwert d'Ecoutes téléphoniques. Dobäi hat den Här Juncker nach gesot an der Debatt den 11. Oktober 2000, "wann dës Debatt dozou féiert, datt sech elo gefrot gëtt, wou ginn esou Listingen a wat fir Affäre gefrot, da war dat eng nëtzlech Debatt."

An der Belsch gëtt et e Gesetz, wat obligatoresch - et ass den Artikel 90-10 vum Code d'instruction criminelle - e Rapport annuel virgesäit, dee renseignéiert iwwert d'Zuel vun den Instruktiounen, hir Dauer, d'Zuel vun de betraffene Persounen an d'Resultater, déi esou Mesure bruecht hunn.

D'Proposition de loi Bodry huet zwee Joer Prisong virgesinn als Grenz. Ech fannen dat och berechtegt. Dat hätt déi Mesuren hei mat den Ecoutë gläichgestallt, an dat hätt och d'Repéragen, wou ech awer wierklech Zweifel hunn, ob se esou wéineg " invasiv " sinn, wéi dat behaapt gëtt, op déi wierklech grav Infraktioune beschränkt. Et muss ee sech esouguer froen, ob net hätt sollen eng limitativ Lëscht vun Infraktiounen definéiert ginn, bei deenen de Repérage nëmmen kënnt ugewannt ginn. Ech wëll drop hiweisen, an dat ass hei nach net gesot ginn, datt an der Belsch d'Gesetz, am Géigesaz zu Lëtzebuerg, bei Ecouten eng limitativ Zuel vun Infraktioune virgesäit, bei deenen Ecoutë kënne virgeholl ginn. Dat ass zu Lëtzebuerg net de Fall, do besteet een awer nach relativ niddrege Seuil vun zwee Joer Prisong bei den Infraktiounen.

Dat hätt och de Problem geléist - dat huet d'Mme Wagener ganz richteg ervirgehuewen - vun esou Delikter wéi den Harcèlement téléphonique, deen ee jo effektiv nëmme kann iwwert Télefonsrepéragë feststellen.

Dann ass och nach gesot ginn, déi niddreg Grenz bräichte mer wéinst dem internationale Recht, wéinst den "élements transnationaux" bei de Moyens d'investigation. Dat ass fir mech awer relativ onverständlech. Ech war och iwwerrascht, wéi den Här Weiler gesot huet, an de Konventioune sténg eng Grenz bei de Commissions rogatoires - vläicht kann den Här Minister dat richteg stellen - dra vu sechs Méint Prisong.

Ech mengen awer, datt an deenen entspriechende Konventiounen effektiv eng Prisongsdauer vun engem Joer drasteet bei Infraktiounen, ier eng Commission rogatoire kann duerchgefouert ginn, an dat esouwuel am Gesetz vum 18. September 2000 iwwert d'Entraide internationale en matière pénale, wéi och wat d'europäesch Konventiouns, déi jo ganz spéit ratifizéiert ginn ass, iwwert d'Entraide pénale ugeet. Iwwregens schwätzt de Rapport zum Gesetz vun 2000 vun engem Cordon sanitaire, deen do ëm eis Bank- a Finanzplaz geluegt gi wier, mat esou enger héijer Bestëmmung, fir eng Commission rogatoire spillen ze loossen, an et ass och an der Debatt gesot ginn, datt vun internationalen Demanden, fir Perquisitiounen oder Saisien ze maachen, néng vun zéng de Finanzsecteur betreffen, an do gi wahrscheinlech keng Télefonslistinge gefrot, mee ganz aner Bankdokumenter, déi wichteg sinn.

Et kann ee sech froen, wat fir Auswierkungen da gemengt si bei der internationaler Kooperatioun. Et si jo eng ganz Partie Saachen, déi sech de Moment op deem Plang dinn. Et ass eng nei europäesch Konventioun, déi nach net ratifizéiert ginn ass vu Lëtzebuerg, ugeholl ginn iwwert d'Entraide judiciaire, wou kee minimaalt Strofmooss méi virgesinn ass. Et freet ee sech, ob déi dann elo gëllt oder ob nach déi al gëllt, well et jo esou ass, datt ëmmer an deene Konventioune steet, datt och déi al Bestëmmungen nach géife weider bestoe bleiwen, wou jo awer e Mooss vun engem Joer Prisong virgesinn ass.

Wat op jidde Fall an där Konventioun dran ass, dat ass e Kapitel iwwert d'Interceptioun vun Telekommunikatiounen, an et ass net kloer, ob et sech ëm Ecouten handelt oder ëm Repéragen a Lokalisatiounen. Do gëtt dovu geschwat, datt Ciblen och kënnten iwwert d'Grenzen eraus verfollegt ginn, och wa keng konkret Infraktioun virläit.

De Rapporteur vun der juristescher Kommissioun am Europaparlament - net egal wien -, den Antonio di Pietro, dee bekannte fréieren italienesche Statsanwalt, huet dat och kritiséiert an en huet gesot, datt domadder preventiv Interceptioune géife méiglech gemaach ginn. En huet gesot: "Maintenir les dispositions de l'article 18 reviendrait à légitimer les activités " obscures " des services de renseignement et requerrait d'autre part que les Etats membres confient les mesures de " sécurité préventive " aux autorités judiciaires, alors que celles-ci interviennent par définition après qu'une infraction a été commise". Dat ass nach ëmmer esou zu Lëtzebuerg de Moment, mee déi international Tendenze sinn awer do.

Ech froe mech och, wat d'Auswierkunge si vun aneren europäeschen Décisiounen, déi geholl gi sinn, zum Beispill den 13. Juni 2002, iwwert den europäeschen Haftbefehl, oder iwwert d'Terrorismusdefinitioun.

Ech froe mech och, wat d'Auswierkunge si vum Gesetzprojet 4954, deen den Här Minister déposéiert huet, och iwwert den Terrorismus, a laut deem de José Bové, fir et ze vereinfachen, als Terrorist kënnt condamnéiert an eventuell esouguer seng Ausliwwerung kënnt gefrot ginn.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech wollt zwar hei eng kritesch Analys maache vum Gesetz, mee d'Zäit ass relativ knapp bemooss, fir esou e wichtegt Gesetz. Ech géif lech bieden, mer nach zwou Minutten ze ginn, da sinn ech fäerdeg.

(Interruption)

Ech widderhuelen hei keng Rapporen, déi scho gehale gi sinn, ech wëll mech wierklech beméien e bëssen eng aner Approche zu deem Gesetz hei ze bréngen.

Dëst Gesetz, esou harmlos wéi et schéngt ze sinn, ass jo entstanen aus der Suerg virun Télefonsrepéragen, déi et legal ze regele gëllt, a wann et och de Moment nach zu Lëtzebuerg, mengen ech, dierft a Grenzen applizéiert ginn, déi sech op wierklech Strofdote beschränken, bei deenen et och gerechtfertegt ass, esou fäerten ech awer, datt mer et trotzdeem an där ganzer Matière hei ze dinn hu mat enger ganz geféierlecher Virwëztut, och a grad am internationale Kontext vu graven Atteinten op biergerlech Fräiheeten. Ech fannen, hei ginn zevill Dieren opgemaach, gëtt net genuch Schutz gebueden.

Richteg organiséiert kriminell Réseauen, Här President, wësse sech ze schütze virun Télefonspoursuiten, mee ze fäerten ass, datt onbescholte Bierger duerch eng einfach Telekommunikatioun an de Krees vu Verdächtege vun allméiglechen Delikter kommen an datt och politesch, gewerkschaftlech oder associativ täteg Leit, déi hir Kontakter hunn, déi oft an Oppositioun stinn zu der offizieller Politik, déi Méssstänn opdecke wëllen an dat och maachen, verstäerkt an Zukunft riskéieren répertoriéiert, katalogiséiert a kriminaliséiert ze ginn.

D'Press soll e Quelleschutz kréien, gëtt gesot, mee d'Gefor ass reell, datt d'Quelle vun der Press ausgedréchent ginn. Ech schwätze vun deenen oppositionellen a kritesche Quellen, net vun deenen aneren, déi mat de Wëllef haulen an dofir och net vill riskéieren, wa se Informatiounen erausginn.

Wéi sot den Här Juncker bei der Debatt iwwert d'Télefonsaffär virun zwee Joer: "Meng Suerg an all deene Matièren ass grouss e breet. Ech hunn do ni e gutt Gefill, an ech hätt ëmmer gären eng Situatioun, wou d'Texter glaskloer sinn". Besser kann een et net soen. Mat däerselwechter Begrënnung wëll ech hei mäin Neen zu deem Gesetz motivéieren.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si positiv iwwerrascht iwwert dee rouegen Toun, mat deem dëse Projet de loi de Mëtteg hei an der Chamber diskutéiert ginn ass, an och déi Proposition de loi iwwert déiselwecht Matière. Deen Toun erfreet mech, wann ee bedenkt mat wéi engem Zodi virun zwee Joer déi Debatten hei gefouert gi sinn. Et ass héchstwahrscheinlech

esou, datt de Statsminister Recht huet, wann e gär glaskloer Texter hätt, wéi den Här Urbany e gentillerweis zitéiert huet, well hei hu mer et mat engem glaskloren Text ze dinn an dofir huet en och héchstwahrscheinlech esou eng breet Ënnerstëtzung an dësem Parlament fonnt.

Eng vun den Haaptaufgabe vum Stat ass et d'Sécherheet vun de Bierger ze assuréieren, esouwuel um preventive wéi um repressive Plang. Dofir muss et eis Suerg sinn, ëmmer erëm determinéiert ze sinn am Kampf géint d'Kriminalitéit, och géint d'Ursaache vun der Kriminalitéit. Do wou mer am Kampf géint d'Kriminalitéit aktiv ginn, musse mer och der Police an der Justiz déi Moyene ginn, déi se brauchen, fir kënnen dat op eng effikass Aart a Weis ze maachen.

Mir hunn dat an dëser Regierung an a menger Zäit als Justizminister gemaach, andeem mer net nëmme versicht hu materiell der Police an der Justiz méi zouzegestoen, mee och inhaltlech, datt mer hinnen d'Moyene ginn, do wou se déi brauchen, a gesetzlech Instrumenter, fir kënne géint d'Kriminalitéit virzegoen. An all déi Gesetzer, déi mer proposéieren, oder all déi Texter, déi mer op europäeschem Plang unhuelen, reie sech an déi Richtung an.

Den Här Urbany huet der elo grad e puer zitéiert, déi e wollt als negativ dohinner stellen, mee ech soen ëm, datt wa 15 Justizministeren an der Unanimitéit a bei hiren ënnerschiddleche Faarwen zur Konklusioun komm sinn, datt een déi doten Texter brauch, wéi zum Beispill den europäeschen Haftbefehl, wéi zum Beispill eng gemeinsam Definitioun vum terroristesche Crime, dann ass dat, well d'Erkenntnis do ass, datt ouni déi gemeinsam Texter an ouni déi Handhaben, eis Justize machtlos si géint déi verschidden Zorte vu Kriminalitéit, déi als Gefore fir eis Gesellschaft bestinn.

An ech soen lech hei, datt ech der Meenung sinn, datt mer am Laf vun dëser Legislaturperiod, am Laf vun dëser Sessioun eng Rei zousätzlech Instrumenter mussen erabréngen, fir der Police an der Justiz méi Pouvoir ze ginn, virun allem am Kampf géint déi organiséiert Kriminalitéit.

Mir wollten net, an de Statsminister an ech hunn dat oft am Numm vun der Regierung gesot, iwwerstierzt no den Evénementer vum 11. September handelen, mee dat huet net nëmme mam 11. September ze doen, wann ee mierkt, datt déi Kriminell méi sophistikéiert ginn, da musse mir och deem géintiwwer eis Gesetzgebunge verbesseren. Dateschutzregelungen, déi aus de 70er Jore kommen, klappen haut net méi ëmmer, well de ganzen Dateschutz op enger anerer Basis fonctionnéiert, a well mer och mussen der Police an der Justiz Accès ginn zu verschiddenen Donnéeën, ouni déi se net kënne virugoen. Ech kucken déi Gesetzer, déi am Ausland gemaach gi sinn, an der Belsch, an Däitschland, am Frankräich an der leschter Zäit, déi sinn heiansdo vläicht an eisen Aen ze wäit gaangen, mee et sinn eng Rei Moyenen do, wou och mir wëlle légiféréieren, an ech hu mat Intérêt gelies d'lescht Woch, datt eng Rei Politiker, déi net a menger Partei sinn, eis och forcéieren oder encouragéieren der Justiz an der Police déi Moyenen ze ginn, fir all Zorte vu Kriminalitéit kënnen ze bekämpfen.

Dir wäert mech op deem Wee, ouni Hektik, am Iwwerleeën an am Equiliber fannen tëschent de Grondfräiheeten an der noutwendeger Poursuite vun der Kriminalitéit. Dësen Text, dee mer de Mëtteg hei leien hunn, reit sech an an déi Politik, déi ech ëmmer gemaach hunn, nämlech fir der Justiz an der Police Rechtsinstrumenter ze ginn, fir kënne géint d'Kriminalitéit virzegoen, och géint kleng Kriminalitéit. An an deem Kontext ass de Repérage téléphonique, also d'Opschreiwen, d'Novollzéie vun Tëlefonsnummeren an net vu Gespréicher. Ech preziséieren dat nach eng Kéier, well den Här Urbany als leschte Riedner gemaach huet, wéi wann dat och géing d'Tëlefonsgespréicher, also d'Inhalter, involvéieren. Dat ass awer net de Fall. Et geet drëm Nummere kënnen nozevollzéien, e wichtegt Instrument fir verschidde Kriminalitéiten opzedecken.

Dofir sinn ech och frou, datt ech mech konnt duerchsetzen am Parlament op engem vun de wesentlechste Punkten, deen am Projet de loi war an net an der Propositon de loi, nämlech datt d'Mindesthéchststrof, déi gëllt fir verschidde Strofbestänn kënnen ënnert d'Regele vum Repérage téléphonique falen ze loossen, bei sechs Méint festgeluegt ginn ass an net bei zwee Joer. Et gëtt nämlech eng ganz Rei vu Strofdoten, déi bei engem Joer leien oder esouguer, mee dat sinn der manner, bei sechs Méint, wou et noutwendeg ass, datt d'Police virukënnt an hiren Enquêten, d'Justiz virukënnt an hiren Enquêten, andeem se sech op dat doten Instrument kënne baséieren. Dat gëtt net all Dag gemaach, dat gëtt net gemaach bei éierleche Bierger, dat gëtt bei deene gemaach, wou et ëm Infraktioune geet, an dofir sinn ech frou festzestellen, datt sech hei awer eng breet Majoritéit erausgeschielt huet, fir als Peine d'emprisonnement eng Mindesthéchststrof vu sechs Méint ze huele fir Strofbestänn, wou kann de Repérage téléphonique vum Untersuchungsriichter décidéiert ginn.

An och dat wëll ech hei nach eng Kéier preziséieren, et ass selbstverständlech nëmmen den onofhängegen Untersuchungsriichter, deen e Repérage téléphonique ka maachen. Et ass net d'Regierung. Et ass net de Justizminister. Et ass den onofhängegen Untersuchungsriichter, deen dat ka maachen, iwwregens och wéi an der Vergaangenheet. Ech wëll dat gäre rappeléieren, well ech hunn nach am Ouer, wat ech alles virun zwee Joer an dësem Kontext hu missen nolauschteren.

Dësen Text ass also effikass, well en och ka gebraucht gi beim Harcèlement téléphonique, well en och ka gebraucht gi bei der Violation du secret de l'instruction a bei der Violation du secret professionnel. Dat si wichteg Prinzipien an dofir ginn et och dorobber Strofen. A wa mer der Meenung sinn, datt dat keng wichteg Prinzipië sinn, da solle mer de Code pénal änneren an d'Strofen ofschafen, mee net ëmgedréint d'Moyenen, wann déi Infraktioune geschéien, fir se kënnen ze bekämpfen.

Grad esou begréissen ech, an dat ass dat Positiivt an dësem Gesetz, de Fortschrëtt an dësem Gesetz, datt deen, deen ënner esou eng Mesure fält, besser informéiert gëtt, datt en also zousätzlech Rechter huet. Ech mengen, dat ass an engem Rechtsstat normal a mir wäerten eis och bei deenen aneren Texter, déi mer nach virbréngen oder déi an der Diskussioun sinn, an déi Richtung beginn.

Et gëtt keng Fräiheet ouni Sécherheet. An dofir, all Kéiers wa mer gären hätten, datt eis Grondfräiheeten assuréiert bleiwen, da musse mer och kucken, datt mer eis d'Moyene ginn, d'Sécherheet ze assuréieren. En Equiliber fannen ass an all deene Froen do e groussen Challenge, mee ech kann lech soen, datt kaum eng Diskussioun, esouwuel a mengem Ministère wéi am europäesche Justizministerrot, geféiert gëtt, wou mer eis net déi Fro stelle vun dem Equiliber tëschent Fräiheeten a Sécherheet. Ech sinn der Meenung, dass déi zwou Säite vun enger an därselwechter Medail, dat eent an dat anert, mussen zesumme goen. Ech mengen, datt mer hei e gudden Equiliber fonnt hunn. Déi, déi an dëser Chamber dësen Text stëmmen, si fir méi Sécherheet. Si sinn net fir manner Fräiheet.

Ech soen lech merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech froe Parole après ministre, Här President. Ech wollt den Här Minister Frieden froen, wéi e steet zu de Bedenke vum Statsrot iwwert d'Mini-écouten, déi géife méiglech gemaach ginn duerch esou eng Lokalisatioun vun Tëlefonsgespréicher oder anere Gespréicher?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech hunn dem Här Urbany scho virdrun a menger Interventioun geäntwert, datt et duerch de Retracement vun Tëlefonsnummeren net méiglech ass erauszefannen, wat den Inhalt dovunner ass. Et kann een also nëmme wëssen, wat fir eng Nummer mat wat fir enger Nummer tëlefonéiert huet, mee et kann een net erausfannen, wat den Inhalt vun deem Gespréich war.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 4889 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo iwwert dat virleiend Gesetz of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthale sech.

De Projet de loi 4889 ass mat 54 Jo-Stëmmen, enger Nee-Stëmm a 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Nelly Stein), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Ady Jung);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Marco Schroell), Xavier Bettel (par Mme Maggy Nagel), MM. Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

E weidere Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Personaldelegatiounen, d'Comités mixtes an d'Vertriedung vun de Lounempfänger an de Verwaltungsréit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluegt. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Lux, Glesener, Bettendorf, Jaerling, Bausch an Urbany.

Als éischte Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Den Här Lux huet d'Wuert.

3. Débat d'orientation concernant la réforme de la législation sur les délégations du personnel, les comités mixtes et la représentation des salariés dans les conseils d'administration

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den 2. Oktober vum leschte Joer, et sinn also genau 12 Méint hier, huet eis Fraktioun en Débat d'orientation gefrot, deen de 25. Januar vun dësem Joer an der Kommissioun eestëmmeg zréckbehale ginn ass, an nodeem mer den 10. Abrëll vun dësem Joer während engem ganzen Dag an där Kommissioun eng Auditioun hate vun de Sozialpartner, an och nach duerno eng Diskussioun mat de Responsablë vum Wirtschafts- a Sozialrot, fir ze kucken, esou wéi de Minister et deemools am Januar ausgedréckt huet, déi Lignes directrices auszeschaffen, déi à la base kënnte si vun enger gesamter Refonte vun de Gesetzer vun 1974 an 1979, dat heescht, d'Gesetz iwwert d'Cogestioun begräift d'Comités mixtes an d'Representatioun an de Verwaltungsréit, an op där anerer Säit d'Gesetz iwwert d'Delegatiounen.

Déi Debatt haut de Mëtteg soll fir eis alleguer, dat hoffen ech jiddefalls, e Bekenntnis sinn zur politescher, zur sozialer, wirtschaftlecher Bedeitung, an ech géing do e Wuert ervirsträichen, dat ech gëschter schonn a mengem Discours ervirgehuewen hat, en Ausdrock vun eisem heitege Chamberspresident, dem Kolleeg Jean Spautz, deen 1974 Rapporteur war vum Gesetz iwwert d'Cogestioun, dee souguer deemools vun der ethescher Bedeitung vun der Matbestëmmung a sengem mëndleche Rapport an der Chamber geschwat huet.

D'Matbestëmmung ass definitiv keng Brems fir de kompetitiven, wirtschaftleche Standuert. All d'Analysen, all d'Etüden, déi doriwwer gemaach gi sinn, weisen, datt am Géigendeel eng gutt fonctionnéierend, effikass Matbestëmmung vun de Salariéen op allen Niveauen, Deel ass vun enger moderner an enger innovativer Ekonomie. D'Fuerderunge vun de Gewerkschaften, déi mir nach haut de Mëtteg virun der Dier vum OGB-L, mee och vum LCGB bei der Pressekonferenz vun der Rentrée syndicale héieren hunn, weisen, datt d'Fuerderungen haut net aneschters sinn, wéi se schonn an de siechzeger an an de siwwenzeger Jore waren, a wéi se dann duerno, haaptsächlech no der grousser Manifestatioun vum LAV vum 9. Oktober, an déi Gesetzer agemünt sinn, déi ech virdru genannt hunn.

An zwar duerfir ze suergen, datt de Mënsch, de Salarié, de Lounofhängegen am Betrib, Mëttelpunkt vun der Wirtschaft bleift, datt eng gewëssen Emanzipatioun vun dem Lounofhängege méiglech ass, an datt mir eng parallell Entwécklung, engersäits vun der politescher Demokratie hunn, doniewent awer parallell déi wirtschaftlech Demokratie sech weiderentwéckelt a gläichzäiteg eng Gläichberechtegung vum Kapital, der Aarbecht an de Relatiounen an den Entreprisë méiglech ass. Dat war d'Basis schonn 1973, 1974 an 1979. Ech mengen, och wann d'Wierder haut liicht geännert hunn, si se à la base nach ëmmer déiselwecht.

Fir d'LSAP gëtt et dräi gutt Grënn, fir dës Debatt haut ze féieren. Deen éischten ass deen, datt d'Demokratiséierung an der Wirtschaft, an de Betriber am Moment, eiser Meenung no, net de pair geet mat der Demokratie oder mat der Demokratiséierung, déi mir an der Gesellschaft erliewen. Déi individuell Fräiheete ginn an eiser Gesellschaft héich gehalen, an dat ass gutt esou. Nach virun e puer Minutten hu mir hei e Gesetz gestëmmt, wat jo déi perséinlech Fräiheeten am Zesummenhang mat den Ecoutes téléphoniques soll verbesseren. Et kann net sinn, a fir eis als politesch Responsabel kann et net richteg sinn, datt déi betriblech Matbestëmmung am Moment amgaang ass ëmmer méi ze verkümmeren.

D'Matbestëmmung - an de Chamberspresident huet dat virun enger Stonn den Delegéierte vum OGB-L nach eng Kéier gesot - muss sech dem Wandel vun der Zäit upassen, se muss mat hir goen. Se muss deenen Entwécklungen, déi an de Betriber an an der Gesellschaft geschéien, Rechnung droen. 25 oder 30 Joer no deene grousse Gesetzer ass et wierklech Zäit ze kucken, wat fir ee Wandel stattfonnt huet a wéi mir him kënne gerecht ginn. Déi grouss Restrukturéierungen - an dat musse mir eis an eiser Sozialgeschicht ëmmer erëm virun Aen halen -, wéi zum Beispill déi an de siwwenzeger Joren an der Stolindustrie, wären ouni eng gutt fonctionnéierend Matbestëmmung, ouni Gewerkschaften, déi am Sozialdialog an am Dialog an a mat de Betriber hir Verantwortung iwwerholl hunn, an déi an hire Strukturen d'Kapassitéit haten, fir Accorden ze ënnerschreiwen, déi da vu jiddferengem agehale si ginn, ondenkbar gewiescht.

Mir hätten hei zu Lëtzebuerg, ouni déi Matbestëmmung, dat erlieft, wat vill vun eisen Nopeschlänner erlieft hunn an deene grousse Jore vun de Restrukturéierungen, nämlech massenhaft Entloossungen. Hei zu Lëtzebuerg war dat aneschters méiglech, virun allem well mir eng Matbestëmmung haten, déi fonctionnéiert huet.

Eist Gefill gëtt all Dag méi grouss, dass d'Matbestëmmung am Bewosstsäin vun der Politik insgesamt u Bedeitung verléiert. D'leschte Kéier huet de Fraktiounspresident vun der Demokratescher Partei op senger Pressekonferenz vun den ale Kamelle geschwat, déi vun der LSAP géifen erausgeholl ginn. Ech mengen, dass d'betriiblech Matbestëmmung, wann se sollt fir d'DP zu den ale Kamelle gehéieren, eiser Meenung no, wierklech d'Häerzstéck ass vun deem, wat e soziale Modell, esou wéi mir en an deene leschte Joren, fir net ze soe Jorzéngten, opgebaut hunn, soll duerstellen an dee mir ze verteidegen hunn. D'Matbestëmmung hëlleft, wéi keen anert Instrument, Hierarchien ze iwwerbrécken, d'Kluft tëschent deenen do uewen an deenen do ënnen ze verréngeren a bréngt eng sozial Integratioun an der Gesellschaft insgesamt, well d'Iwwernam vun demokratescher Verantwortung fir de Konsensus a fir d'Kohärenz dobausse ganz wesentlech ass.

Wat sinn d'Grënn vun deem Wandel an der Matbestëmmung vun deem mir alleguerte schwätzen? Dat ass d'Verschäerfung vum nationalen a vum internationale Wettbewerb. Dat ass de Konkurrenzdrock dobaussen. Och dass d'Aflëss international an op all eenzelne Wirtschaftsstanduert ëmmer méi grouss gi sinn. Et ass

evident, dass dat oft zu Ongonschten ausgeet vun der Matbestëmmung. Den Dissens tëschent dem ekonomeschen Drock an dem Wuelbefanne vun de Mënschen geet oft zu Ongonschte vun de Salariéen a vun de Lounofhängegen aus.

Et ass evident, dass bei de Grënn dee beschleunegt technologeschen, wirtschaftlechen an organisatoresche Wandel an de Betriber eng Roll spillt. Et ass gläichzäiteg déi zounehmend Europäiséierung vu villen Aspekter vun den Aarbechtsbezéiungen, déi d'Kapassitéit vun den Décideuren an der Matbestëmmung ënnerhillegt. Des Weidere schléisst den Upassungsdrock duerch d'Erhéijung vu wirtschaftlecher Leeschtungsfäegkeet d'Gefor mat an, dass déi sougenannte Cogestioun op der Streck bleift a lettre morte bleift.

Et ass evident, an dat war ee vun den Haaptpunkten an der Auditioun vum 10. Abrëll mat de Sozialpartner, dass dem Morcellement an de Betriber, deen heiansdo aus reng juristeschen, heiansdo aus steierlechen, heiansdo aus europäeschen, mee oft bewosst aus Grënn gemaach gëtt, fir d'Matbestëmmung ze ënnerhillegen, d'Seuilen ze ëmgoen, duerch déi entweder de Comité mixte oder Verwaltungsrotpartizipatiounen noutwenneg ginn an en Enn muss gesat ginn an der Definitioun vun der Entitéit, déi d'Entreprise huet. Dat wäert sécherlech ee vun de grousse Punkte sinn, déi mir an der Diskussioun musse féieren.

Déi Balance tëschent der Schutzfunktioun vun der Matbestëmmung an dem Drang no Produktivitéit, no ëmmer méi Effizienz, no engem ëmmer méi rapidë Produktiounsoflaf, no ëmmer méi schnelle Kadenzen, gehéiert sécherlech zu deene Wandelen, déi ech genannt hunn.

D'Fäegkeet vun der Matbestëmmung, fir sech selwer u verännert Wierklechkeeten unzepassen, ass dann a Gefor. Och wann ee gläichzäiteg gesäit, dass mir méi a méi klenger Entreprisen, klenger Entitéiten hunn, wou et natierlech méi schwéier gëtt, fir eng Matbestëmmungstraditioun opzebauen; dass d'Zuel vu prekäre Beschäftegungskontrakter, vu Leihaarbecht, also vun Travail intérimaire, ëmmer méi zouhëlt, wou et sech natierlech ëm Leit handelt, déi an enger prekärer Aarbechtssituatioun sinn an déi natierlech net déi Kapassitéit hunn, fir sech vis-à-vis vun engem Patron ze behaapten, fir an enger Delegatioun matzeschaffen an do eng Traditioun opzebauen. D'Praxis vum Outsourcing, d'Praxis vun ëmmer méi flexibelen Aarbechtszäitregimer dinn der Matbestëmmung natierlech net gutt.

Alles dat erschwéiert d'betriibsiwwergräifend Interesse vun de Salariéë. Et verréngert tendenziell och d'Zuel vun de Salariéen, déi a Fro kommen an interesséiert sinn, an déi och capabel si sech duerchzesetzen.

Matbestëmmung an Tarifautonomie sinn natierlech zwee verschidde Beräicher, zwee verschidde Regelwierker, awer si hu ganz zahlreich Berëierungspunkten. Si ënnerstëtze sech géigesäiteg. An hiert d'Wiesselspill: Matbestëmmung op där enger Säit a Kollektivverträg ofschléissen an ënnerschreiwen op där anerer Säit, ass en zentraalt Element vun de soziale Bezéiungen, wéi mir se an den Entreprisë kennen.

Ouni Kollektivvertrag am Betrib gëtt et keng kooperativ Relatiounen tëschent Delegatioun a Salariéen, an ouni Matbestëmmung gëtt et keng effikass Ëmsetzung vu kollektivvertragleche Matbestëmmungen. An deem Sënn sinn déi zwee ganz enk matenee liéiert.

Deen zweete gudde Grond, deen à la base ass vun der Demande vun der LSAP, fir dësen Débat ze féieren, sinn déi Beobachtungen, déi mir am Sozialdialog konkret dobaussen zu Lëtzebuerg maachen: déi quantitativ Entwécklung vun der Zuel vun Delegéierten a vun der Zuel vun Entreprisen an deenen Delegatioune wierksam schaffen. D'Zuel vun de Betriber, déi duerch Kollektivverträg ofgeschützt sinn, hëlt zu Lëtzebuerg of, an hir Kapassitéit, wierklech Ofmaachungen anzehalen, gëtt ëmmer méi duerchlächert.

Mir gesinn awer, dass zum Beispill an der Ëmsetzung vum PAN-Gesetz während Méint an der Tripartite Sozialdialog um iwwerbetriiblechen Niveau stattfënnt. Accorde münden a Gesetzer. Et stellt ee fest, dass an der Fro vum Dialog tëschent der Flexibilitéitsdemande vun de Patronen an der Demande no Aarbechtszäitverkierzung vun de Gewerkschaften, de Sozialdialog zu Lëtzebuerg net funktionéiert. D'Gewerkschafte sinn eestëmmeg der Meenung, dass dat ëmmer méi zu enger Einbahnstrooss amgaang ass ze verkümmeren, wou d'Patronat zwar d'Flexibilitéit gären hätt, mee net bereet ass d'Contrepartie fir déi Flexibilitéit ze droen, à savoir d'Astelle vu Leit oder d'Aféiere vun Aarbechtszäitmodeller, déi de Leit entgéintkommen oder souguer Aarbechtszäitverkierzung. Dat bleift ganz op der Streck. An deem Beräich ass de Sozialdialog amgaang Schued ze erleiden.

En anert Beispill ass dat vum Secteur vun der Hôtellerie an der Restauratioun, dem Horeca-Beräich, wou während Jore vun der Politik, op déi jeweileg Aarbechtsministeren, Drock ausgeübt ginn ass, datt déi sech sollten un en Dësch setzen, fir zu einvernehmlech konventionellen Ofmaachungen ze kommen. Mir musse feststellen, datt mir bal gezwonge sinn ze légiféréieren, fir d'Aarbechtszäit vu 40 Stonnen an e Gesetz ze kleeden, eppes wat am Sozialdialog während Joren net méiglech war. Dat ass net gutt, well an alle Fäll, an nom Subsidiaritéitsprinzip, wär et ëmmer besser, datt d'Sozialpartner sech an de Betriber géinge kollektiv vertraaglech eens ginn, ir mir mussen als Gesetzgeber légiféréieren.

Wann een am Virfeld vun dëser Debatt e bëssen d'Aussoe vun der Gewerkschafte gelies huet, da schwätzen déi eng méi diplomatesch a moderat Sprooch, vun der wierklecher Urgence, fir eppes ze maachen. De President vum OGB-L huet virun enger Stonn hei an der Chamber kloergemaach, datt mir an e bësse méi wéi engem Joer Sozialwahlen, Delegatiounswahlen hunn, an datt et natierlech eminent wichteg wär, wa mir déi Wahle kéinten op der Basis vun engem neie Gesetz maachen, esou gesinn ass also d'Urgence sécherlech richteg. Anerer hu souguer vun der Diktatur an de Betriber geschwat, vum Paternalismus, deen do ëmmer méi herrscht, vun also enger Loft, déi ëmmer méi rau gëtt, an déi et net erlaabt, fir wierklech eng gutt Matbestëmmung nach ze hunn.

Schlussendlech den drëtte Grond, dee fir eis Fraktioun wichteg war, fir dësen Débat ze froen, ass d'Angscht, déi mir hunn, dass et bei der Reform vun der Matbestëmmung no de Legislaturperiode vun 1989-1994 a vun 1994-1999, och no der Period 1999-2004 bei de gratis Ukënnegungen no enger Reform vun der Matbestëmmung bleift. Wann een nämlech déi jeeweileg Regierungserklärungen duerchkuckt, zum Beispill déi vun 1989, déi scho sech virgeholl hat, fir eng Reform ze maachen, och eng Reform vun de Matbestëmmungsrechter, wann een d'Regierungserklärung hëlt vun 1994, da gëtt do erëm eng Kéier gesot, no enger larger Concertatioun hëlt d'Regierung an den Aarbechtsminister sech dat vir, a wann ee schlussendlech d'Regierungserklärung vun 1999 hëlt, da gëtt och do vun der noutwenneger Adaptatioun an der Reform vun de Gesetzer vun 1974 an 1979 geschwat.

Ukënnegunge während Joren, ouni konkret Taten a gesetzgeberesch Texter, sinn net méi weider akzeptabel. Mir héieren d'Botschaft vum Aarbechtsminister, och vun dësem, an et feelt eis e bëssen um Glawen, datt mir et elo fäerdeg bréngen, nodeem laang Zäit dialogéiert ginn ass, ee Joer virun de Sozialwahlen nach e Projet virzeleeën, ze diskutéieren, an en esou ofzestëmmen, datt en nach kann a Kraaft triede virun deene neie Wahlen. Dat wier wënschenswäert. Ech mengen, datt mir manner bei den Inhalter ausernee leien, wéi bei der Noutwennegkeet, datt et wierklech fënnef vir zwielef ass, fir net souguer ze soen, datt et eng Minutt virun zwielef ass, an datt ee schnell déi Aarbecht muss ugoen.

Et besteet keen Zweifel, an ech mengen, den Aarbechtsminister weess dat selwer, datt d'Regierung an hie selwer ee Joer virun deene Wahlen an enger ganzer Rei vun Dossieren ënner staarkem Erfollegsdrock stinn. Dat ass net nëmme wouer bei der Reform vun de Gesetzer vun der Matbestëmmung. Dat ass och wouer bei dem Gesetz vun de Kollektivverträg, wat vun der Regierung ugeholl ginn ass, mee et ass nach net gestëmmt. Här Minister, Dir wësst dat! Dat ass wouer bei der Fro vun der Aarbechtszäit vun der Horeca, wou elo erëm vun dem Patronat...

(Interruption)

Et läit nach net ganz bei eis vir, vu datt den Avis vum Statsrot zu den Amendementer nach feelt. Et ass wouer, datt mir schnell d'Revisioun vum PAN-Gesetz mussen attackéieren. Et ass kloer, datt den 31. Juli 2003 déi wichtegst Dispositioune vum PAN-Gesetz auslafen a virdrun nei légiféréiert muss ginn. Duerfir hu mir als LSAP en Débat d'actualité gefrot, fir am Kontext vun der Revisioun vum PAN-Gesetz an der Zounam vum Chômage, deen eis Suerge mécht, an net nëmmen eis eleng, doriwwer ze diskutéieren.

Mir waarden op Texter iwwert d'Reform vun der ITM, der Inspection du Travail et des Mines, der Gewerbeinspektioun, nach esou eng Reform fir déi schonn den Här Juncker onzähleg vill Versprieche gemaach huet, déi ni agehale gi sinn. Mir stellen nëmme fest, datt an deene wichtegste Punkte vum Droit du travail bis elo näischt Konkretes konnt ëmgesat ginn.

Ech hunn am Lëtzebuerger Wort vu gëschter gelies, datt den LCGB-President gesot huet, ech zitéieren: „Noch regieren Juncker und Biltgen mit starker sozialpolitischer Hand, aber wird das so ohne weiteres normal weitergehen?“ Den Artikel ass iwwerschriwwen: "Fakt ist". Ech géif soe Fakt ass: Den Dialog féieren ass eng Saach, Entscheedungen erbäiféieren an duerchsetzen ass eng aner. Op déi waarde mir mat vill Ongedold.

Déi dräi Grënn: Wandel vun der Matbestëmmung, Schwächele vun der Matbestëmmung hei zu Lëtzebuerg, an d'Zäit ze handelen, déi komm ass, hunn eis beweegt, eng Motioun ze deponéieren, déi no der Auditioun mat de Sozialpartner, eiser Meenung no, déi wichtegst Punkte beinhalt, déi à la base kéinte si vun deene Gesetzgebungen, déi mir maache mussen. An där Motioun gi mir nach eng Kéier zréck op d'Auditioun vum 10. Abrëll an op déi wichtegst Punkten, déi do diskutéiert gi sinn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel, ainsi que la loi du 6 mai 1974 instituant les comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes;

- convaincue qu'une réforme de la législation sur les délégations du personnel et la cogestion dans les entreprises est indispensable pour garantir une démocratisation au sein des entreprises et de bonnes relations sociales, permettant un dialogue social efficace;

- estimant qu'une telle réforme est urgente en vue de renforcer les droits et les moyens d'action des délégués du personnel;

- considérant la déclaration gouvernementale du 12 août 1999 qui prévoit les améliorations suivantes en ce qui concerne la législation sur les délégations, les comités mixtes et la cogestion:

• uniformiser les législations sur la représentation des salariés;

• donner davantage de compétence aux représentations en matière d'accès à l'information de la sécurité, de l'environnement et de l'égalité des chances;

• donner davantage de compétence aux représentations en matière de formation continue du personnel;

• abaissement à 18 ans de l'âge du droit de vote passif aux élections sociales;

• comités européens d'entreprise: nécessité de finaliser la loi;

- considérant les auditions avec les organisations syndicales du 10 avril 2002 ayant précédé le débat d'orientation de la Chambre des Députés concernant la réforme de la législation sur les délégations du personnel, les comités mixtes et la représentation des salariés dans les conseils d'administration, et ayant retenu comme objet et finalité du débat de "procéder à une révision globale des mécanismes et structures prévus dans les différentes lois organisant la représentation et la participation des salariés dans les entreprises afin de répondre aux nouveaux défis que les mutations économiques posent dans ce domaine" et de "revoir le cadre institutionnel dans lequel s'inscrit le dialogue social au plan national";

- constatant que la législation actuelle devra être adaptée aux structures et au fonctionnement des entreprises ayant changé au cours des années passées pour garantir à l'avenir un droit réel à l'information, à la consultation et à la participation des représentants du personnel sur la situation et l'évolution économique, financière et sociale d'une entreprise;

- considérant qu'une négociation collective fructueuse au sein des entreprises exige une adaptation et une modernisation des droits syndicaux aux évolutions constatées dans les entreprises;

- estimant que le mode d'organisation des entreprises ne devra en aucun cas conduire à un morcellement des entreprises avec l'intention de court-circuiter l'application des dispositions légales concernant la cogestion;

- considérant la définition du groupe d'entreprise retenue dans la directive 94/45/CE du Conseil du 22 septembre 1994 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs: "groupe d'entreprises": un groupe comprenant une entreprise qui exerce le contrôle et les entreprises contrôlées;

- considérant la conclusion générale du bilan de la loi de 1974 sur la représentation des salariés dans les conseils d'administration et la création de comités d'entreprises, datant du 15 juillet 1999 et élaboré par le Conseil économique et social: "Sans préjudice de tous les éléments positifs qui ont pu être détectés lors de cette analyse sommaire, nous voudrions néanmoins attirer l'attention sur les changements fondamentaux qui se sont opérés et qui vont encore s'opérer dans la vie économique, notamment par la création de sociétés ou groupes de sociétés de plus en plus morcelées en autant d'entités juridiques (...);

- considérant le procès-verbal de la réunion de la Commission du Travail et de l'Emploi du 25 janvier 2002, lors de laquelle Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a déclaré que "son département n'a pas encore entamé ce dossier notamment afin de ne pas anticiper sur le cadre qui sera posé par la directive européenne "Information et consultation des travailleurs". Cette directive devrait être adoptée par le Conseil des Ministres "Affaires sociales" en mars prochain et constituera certainement une base importante des discussions à mener";

- considérant l'adoption de la directive 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne, qui oblige toute entreprise de plus de cinquante travailleurs à assurer une information et une consultation véritables de ses travailleurs avant de prendre une décision majeure la concernant, tout particulièrement en matière d'emploi;

- considérant la nécessité de permettre aux délégués du personnel une exécution efficace de leur mission, ainsi qu'une intervention rapide en cas de restructuration, de cession, de fusion ou de transfert d'entreprise;

- sachant que l'exercice de la mission de représentant ou de délégué du personnel exige une protection accrue sur le lieu de travail;

invite le Gouvernement

• à déposer jusqu'à la fin de l'année 2002 un projet de loi portant réforme de la loi du 6 mai 1974 instituant les comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes et de la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel, incluant essentiellement - à côté des dispositions annoncées dans la déclaration gouvernementale du 12 août 1999 - les points suivants:

• la définition de la notion d'entreprise respectivement du groupe d'entreprises afin d'éviter le contournement des dispositions légales régissant les délégations du personnel, les comités mixtes et la cogestion par le biais d'un morcellement d'entreprise;

• la revalorisation des délégations centrales lorsque plusieurs établissements forment une entreprise unique;

• la diminution des seuils numériques de mise en place des délégations du personnel, des comités mixtes et des organes de cogestion;

• le droit à l'information et à la communication à garantir aux délégués du personnel (utilisation de tous les moyens de communication techniques et électroniques disponibles au sein de l'entreprise);

• l'information obligatoire de la délégation du personnel sur l'évolution économique, financière et sociale de l'entreprise et la consultation préalable de la délégation avant l'introduction de mesures ou d'événements ayant un impact

quelconque sur le personnel de l'entreprise;

• le renforcement de la protection des délégués du personnel contre le licenciement et toutes autres formes de pression;

• l'élargissement du droit d'initiative des délégations du personnel en ce qui concerne l'aménagement du lieu de travail, la sécurité et la santé sur le lieu du travail (notamment en cas de stress ou de harcèlement moral) et la gestion du personnel;

• l'extension de la libre circulation du délégué du personnel pendant les heures de travail dans les locaux de l'entreprise;

• l'extension du congé de formation pour les délégués du personnel;

• à déposer avant le 1er avril 2003 un projet de loi prévoyant l'extension de la législation sur la cogestion à toutes les entreprises du secteur privé, quelque soit la forme juridique de l'entreprise, sa nature commerciale ou non, son caractère public ou privé.

(s.) Lucien Lux, Jean Asselborn, Alex Bodry, Mady Delvaux-Stehres, Jeannot Krecké.

Dir wësst, datt mir festgehalen hunn "de procéder à une révision globale des mécanismes et structures prévues dans les différentes lois“. Mir hunn eis net duerfir ausgeschwat, nëmmen e bëssen an deene Gesetzer ze piddelen, mee wierklech eng Refonte générale ze maachen. E puer Punkte sinn do wichteg. Ech hu schonn dee genannt vun der Definitioun vun dem Groupe d'entreprises, wou ee sech zum Beispill kéint baséieren op d'Direktiv vum 22. September 1994, déi hei schwätzt vum Groupe d'entreprises als „un groupe comprenant une entreprise qui exerce le contrôle et les entreprises contrôlées“, fir wierklech duerfir ze suergen, datt mir hei Entitéite wierklech dozou féieren, datt se d'Matbestëmmungsregele net ënnerhillegen.

Dir wësst, datt mir gekuckt hunn, wat de Conseil économique et social a sengem Avis vum 15. Juli 1999 gesot huet, wéi en d'Gesetzer vun 1974 iwwert d'Cogestioun analyséiert huet. Och hien ass zur Konklusioun komm, datt et noutwenneg wär "des changements fondamentaux" ze operéieren, "changements qui vont encore s'opérer dans la vie économique, notamment par la création de sociétes ou groupes de sociétés de plus en plus morcelés en autant d'entités juridiques“. De WSR huet zum Schluss a senge Konklusiounen eng ganz Rei vu Punkten opgezielt, déi, mengen ech, eis Ënnerstëtzung fannen, an déi an der Auditioun diskutéiert gi sinn. Dir kënnt déi an deem exzellenten Avis, deen en 1999 gemaach huet, nach eng Kéier noliesen.

Mir hunn an der Kommissioun de 25. Januar 2002 doriwwer diskutéiert. Den Aarbechtsminister, den Här Biltgen, huet eis gesot - esou hunn ech et aus dem Procès-verbal nach eng Kéier erausgelies - "…que son département n'a pas encore entamé ce dossier notamment afin de ne pas anticiper sur le cadre qui sera posé par la directive européenne "Information et de consultation des travailleurs.“

Déi Direktiv war dee Moment nach net duerch déi Bréisseler Machinerie. Si ass dann awer den 11. Mäerz 2002 a Form vun der Direktiv 2002/14/CE derduerch gaangen. Déi Direktiv ass eng Plattform, eng gutt Basis, fir eng ganz Rei vu Saachen ze verbesseren, wat d'Informatioun an déi wierklech Konsultatioun vun de Salariéen an de Betriber kënnt verbesseren. Mir hunn an der Motioun d'Regierung opgefuerdert, bis Enn dës Joers e Projet de loi ze deponéieren, wat d'Gesetzer vun 1974 an 1979 ubelaangt, wou se ënner anerem soll higoen an déi Punkten ëmsetzen, déi an der Regierungserklärung selwer dran enthale sinn. Ech mengen, do ass eng hallef Dose Punkte schonn opgezielt ginn, wou mir eis eens sinn, dass se wichteg wären.

Wéi ech am Laf vu menger Interventioun scho gesot hunn, soll et haaptsächlech ëm d'Definitioun vun der Notion d'entreprise goen, ëm d'Revaloriséierung vun den Délégations centrales, ëm eng Diskussioun iwwert d'Seuils numériques, déi ze spillen hunn, souwuel bei den Delegatiounen, wéi bei de Comités mixtes, wéi bei der Cogestioun an dem Conseil d'administration, wou et soll drëm goe fir d'Moyens de communication, d'Aarbechtsinstrumenter vun den Delegéierten an den Entreprisen ze verbesseren.

Dir wësst, dass mer hei zu Lëtzebuerg d'Mise à pied vun Delegéierten haten, déi zum Beispill vum hausinterne Mail profitéiert haten, an déi dowéinst erausgesat gi sinn. Dat kann et an enger Gesellschaft, wéi där eiser, net méi ginn. Ech mengen, et muss een den Internet an all déi nei Kommunikatiounstechnologien den Delegéierten zur Verfügung stellen, fir dass si hir Aarbecht ordentlech kënne maachen. Dat ass haut näischt méi, wat vun iergendengem politeschen Décideur kënnt ofgelehnt ginn. Dat ass wichteg, well hei vill perséinleche Misär den Delegéierte gemaach ginn ass, déi vun esou Moossnamen, déi géint si geholl gi si vu Betribsdirektiounen, betraff waren.

Ech mengen, datt déi obligatoresch Informatioun vun den Delegatiounen an allen Entwécklunge vum Betrib: de wirtschaftlechen, finanziellen a soziale Beräicher noutwenneg wären. Dat seet och d'Direktiv vum Mäerz 2002. Do si Verbesserungen noutwenneg. Mir mengen, datt den Droit d'initative vun den Delegéierten an enger Rei vun neie Beräicher, déi an de siwwenzeger Joren nach net up to date waren, haut awer wichteg sinn. Mir denken zum Beispill un den Aménagement vun der Aarbechtsplaz selwer, wat d'Nohaltegkeet an d'Ëmweltrisiken an den Entreprisen ubelaangt.

Mir denken awer och hei un déi Fäll vu Stress, vu Mobbing, vun Harcèlement, wat Beräicher sinn, déi nei sinn an de Relatiounen - leider Gottes - an déi deementspriechend ëmgesat gi mussen. Mir mengen, datt d'libre circulation vun den Delegéierten innerhalb vun der Entreprise muss verbessert ginn, datt Formatiounscongéen an d'Luucht gesat misste ginn. Schlussendlech menge mir, datt ee misst duerfir Suerg droen, datt déi Cogestioun net nëmme kommerziell Entreprise wéi S.Aen, däerf betreffen, mee all d'Entreprisen am Secteur privé, egal wat fir e Statut si hunn.

Ofschléissend wär et natierlech wichteg - mir diskutéieren hei haaptsächlech iwwert de Privatsecteur - iwwert de Secteur public ze diskutéieren, iwwert d'Moyene vun der Matbestëmmung. Mir maachen dat haut bewosst net, mee mir hunn awer als Fraktioun, duerch de Kolleeg Jeannot Krecké, eng Interpellatioun ugefrot, fir iwwert d'Situatioun an dem öffentlechen Déngscht ze diskutéieren. Do wäert sécherlech d'Fro vun der Matbestëmmung vun deene Salariéen ee vun den Haaptpunkte sinn. Mir hoffen, datt d'Regierung an d'Majoritéit schnell bereet sinn, fir déi Interpellatioun op d'Dagesuerdnung ze setzen, fir datt mir deen Débat kënne féieren.

Zum zweete Volet, dee mir diskutéiert hunn, just e Saz oder annerhalwen. Mir hunn natierlech iwwert déi sougenannt national iwwerbetriiblech Matbestëmmung diskutéiert. Ech mengen, dass et do e grousse Konsens gëtt, fir ze soen, dass déi wichtegst Plattformen, déi mir hunn: de Wirtschafts- a Sozialrot, d'Tripartite an anerer, an deene leschte Joren eng eminent wichteg sozialpolitesch Aufgab haten an hir Verantwortung do voll iwwerholl hunn.

Mir wëssen, dass et Eenzelner gëtt, déi meckeren. De Kolleeg Jaerling ass een dovunner, deen dat och an der Auditioun gemaach huet. Ech muss allerdéngs soen, dass mir eng Kéier - an ech hunn dat am Ufank scho gesot - sollten zréckdenken un déi siwwenzeger Joren, wou et wichteg war, dass et d'Tripartite gouf, fir Verantwortung am Konsens ze iwwerhuelen, och wann een ëmmer erëm muss soen - a mir hunn dat beim PAN-Gesetz däitlech gemaach -, dass mir der Meenung sinn an där Reflexioun, dass een engersäits iwwert den Agencement zwëschent Tripartite a Wirtschafts- a Sozialrot soll diskutéieren.

De Wirtschafts- a Sozialrot huet selwer Virschléi gemaach iwwer seng Reform, déi eis ganz interessant an intelligent schéngen. Mir hu mat deenen diskutéiert. Dat war eng interessant Diskussioun. Dat sollte mir esou viruféieren. Mir sollte kucken, datt d'Kohärenz tëschent dem nationale Sozialdialog an dem europäesche Sozialdialog am Zesummenhang mat deem Agencement ka verbessert ginn. Mee et bleift, dass d'Roll vum Parlament net kann ënnerhillegt ginn. Mir sinn en fin de compte an definitiv ëmmer déi, déi d'Gesetzer ze stëmmen hunn. Mir mussen eis Verantwortung iwwerhuelen. Wa mir engem Gremium, wéi der Tripartite heiansdo eng Rei vu Saachen ze soen hunn, am gesetzgeberesche Prozess, da sollte mir et maachen. An dat hu mir jo gemaach.

Schlussendlech als Konklusioun an dat besonnesch un den Aarbechtsminister an un d'Regierung: Dialog, och Sozialdialog, och Dialog tëschent der Regierung an de Sozialpartner, beräichert ouni Zweifel d'Diskussioun, awer iergendwann, wann et héich Zäit gëtt, kënnt de Moment vun den Entscheedungen, ouni déi den Dialog zur Beschäftegungstherapie gëtt. Deementspriechend hoffe mir, dass d'Regierung ganz schnell an urgent eis Projets de loi virleet, fir dass mir zu deene Reformen - déi mir, mengen ech, bal alleguer heibanne wënschen - kënne kommen. Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Marcel Glesener agedroen. Den Här Glesener huet d'Wuert.

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zënter Jorzéngten ass de soziale Fridden zur Selbstverständlechkeet ginn. Et ass dat d'Grondlag vum soziale Fortschrëtt, vun eisem Sozialnetz a vun eisem Liewensstandard.

D'Grondlag vun där Realitéit ass d'Entwécklung vun enger qualitativ héijer Kultur vum Sozialdialog. D'Handwierker vun dëser Sozialpartnerschaft waren a sinn d'Gewerkschaften, d'Dirigente vun der Wirtschaft a vill Sozialpolitiker aus enger ganzer Rei vu Parteien. Den Ausgangspunkt vun där Sozialpartnerschaft ass d'Gesetzgebung vun de Betribsdelegatiounen, de sou genannte Betribsausschëss. Et däerf een net vergiessen, datt dat geschitt ass zu enger Zäit, wou manner vu Sozialpartnerschaft a méi vu Klassekampf diskutéiert ginn ass.

De 26. Abrëll 1919 sinn duerch Arrêté grand-ducal, déi sou genannt Conseils d'usine permanents an d'Welt geruff gi fir Industriebetriber iwwer 50 Aarbechter. Den 11. Mäerz 1921 sinn déi Conseils d'usine permanents kuerzerhand ofgeschafe ginn, als Reaktioun op Streiken a Betribsbesetzungen. Den 8. Mee 1925 si se erëm agesat ginn, an dat fir all d'Industriebetriber ab 20 Aarbechter.

60 Joer no där éischter Regelung vun 1919 ass et dann, den 18. Mee 1979, zu engem éischte grondleeënde Gesetz komm. Dat Gesetz ass den 3. Abrëll 1980 reforméiert ginn, virun allem wéinst enger Verbesserung vun der Fräistellung vun de Betribsdelegéierten.

Bis haut ass dat Delegatiounsgesetz permanent erweidert ginn duerch Gesetzer iwwert den Aarbechtsvertrag, d'Deelzäitaarbecht, d'Leihaarbecht, d'Sécherheetsdelegéierten, d'Auslännerwahlrecht, d'Délégués à l'égalité an duerch d'PAN-Gesetz.

En zweete grondleeënde Feiler vun deem Sozialdialog war awer d'Matbëstemmungsgesetz vum 6. Mee 1974, wou d'Comités mixtes d'entreprise agefouert gi sinn, wou Salariatsvertrieder ënner bestëmmte Konditioune genannt konnte ginn a Verwaltungsréit an enger Rei vun Entreprisen. Ech wëll do nach eng Kéier déi determinéierend Roll vum deemolege Statssekretär am Aarbechtministerium, eise Kolleeg Jacques Santer, ervirhiewen.

Den außerbetriibleche Sozialdialog ass agefouert ginn duerch d'Tripartite, duerch de Wirtschafts- a Sozialrot an iwwert d'SNCI. Zu deenen dräi, wëll ech am Numm vu menger Fraktioun soen, datt eiser Meenung no keen akuten Handlungsbedarf ass, fir déi Gesetzgebungen de Moment ze reforméieren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eng éischt Schlussfolgerung op déi Entwécklung an hir Resultater ass, datt et onverzichtbar ass, datt eise Sozialdialog weider bestoe bleiwe muss, ofgesécher, aktualiséiert, ausgebaut a verbessert muss ginn. Dorun zweifelt keen, weder d'Gewerkschaften nach d'Wirtschaft, nach d'Regierung an och net d'CSV. Duerfir ass et richteg a gutt, datt mir haut dës Debatt hunn, wou dee Sozialdialog duerch eng Reform den heitege Begebenheeten entspriechend verbessert soll ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg huet den OGB-L demonstréiert, fir d'Politik an déi politesch Responsabel virun hir Verantwortung ze stellen. Den LCGB huet dat op eng aner Aart a Weis scho gemaach. Ech ka soen an deklaréieren, datt d'Politik mat Sécherheet sech hirer Responsabilitéit bewosst ass. Ech weisen do op de Koalitiounsaccord hi vum August 1999 tëschent deenen zwou Regierungsparteien. Opgrond vun deem Koalitiounsaccord huet de Minister Biltgen eng ganz Rei vu Concertatiounsgespréicher ugefaangen. Déi Gespréicher goufen ënnerbrach duerch eng Rei Ëmstänn, op déi ee séier wéineg Afloss hat, ënner anerem awer och, well mir mat Volldamp un der Reform vum Kollektivvertragsgesetz geschafft hunn, wat virgëschter am Regierungsrot ugeholl ginn ass an dëser Deeg an der Chamber déposéiert wäert ginn. Doriwwer eraus wësse mir - an ech kommen nach eng Kéier drop zréck -, datt mat Volldamp un enger Reform iwwert d'Gesetzgebung vun der Gewerbeinspektioun geschafft gëtt.

Esou gesinn, ass effektiv vill Damp amgaang gemaach ze ginn, Här Lux, an zu deem Damp, dee gemaach gëtt, hutt Dir Ären Deel bäigedroen, andeem Dir den 2. Oktober 2001 eng Demande gemaach hutt, fir eng Orientéierungsdebatt hei an der Chamber ze organiséieren. Den 21. November, ganz kuerz duerno, huet d'Commission du Travail et de l'Emploi sech fir d'éischte Kéier mat der Organisatioun vun deem Débat ausernanergesat an huet definéiert, wéini deen Débat organiséiert sollt ginn: am Januar oder Ufank 2002.

Mir hu weider definéiert, wat mir während deem Débat sollte maachen. Mir hunn och décidéiert, datt mir sämtlech Gewerkschaften, déi e Mandat an de Berufschamberen hunn, géifen invitéieren, fir datt si eis kéinten hir Meenung soen iwwer dat, wou si, opgrond vun hiren Erfahrungen, et géifen noutwenneg gesinn, déi bestehend Gesetzgebung ze reforméieren. Mir hunn d'Patronatsorganisatioune geruff, an den Här Lux huet Iech et jo gesot, mir hunn d'Vertrieder vun der SNCI geruff, en plus de Büro vum Wirtschafts- a Sozialrot. Mir sinn dann zu Konklusioune komm an hunn de 15. Mee e Bréif un de Chamberpresident geschriwwen, datt mer prett wieren, fir deen heitegen Débat ze féieren. Mir hätten e scho gäre gehat virun der Summerpaus, et war awer net méiglech.

Awer direkt au départ vun dëser Sessioun, eng Woch duerno, ass de Moment komm, wou mer deen Débat féieren a wou mer versichen der Regierung eng Rei Orientéierungen ze ginn, wat mir eis virstellen, wat sollt a misst iwwerluegt ginn, fir déi zwou Gesetzgebungen ze reforméieren. Et ass vun eis aus näischt verschleeft ginn an dat ass de Beweis, datt mer effektiv eis eiser Responsabilitéit voll a ganz bewosst sinn. Ech wëll vun dëser Plaz aus de Kolleegen aus der Kommissioun an all deene Gewerkschaften, Patronatsorganisatiounen an aneren Institutioune merci soen, datt se kollaboréiert hunn an an eiser Kommissioun esou positiv matgeschafft hunn.

Kolleeginnen a Kolleegen, opgrond vun alldeem stellt d'Fro sech: Besteet Handlungsbedarf oder besteet keen Handlungsbedarf? Säit 1974, iwwer 1979 a bis haut huet déi wirtschaflech Landschaft sech zu Lëtzebuerg wesentlech verännert. D'Betriibsstrukturen hu fundamental geännert. D'Entscheedungsstrukturen sinn anescht wéi virun 20 Joer. Grenziwwerschreidend hu sech wirtschaftlech Interessen entwéckelt. Mir schwätzen haut vu Mondialiséierung. Déi nei Technologien hunn d'Betriibsofleef wesentlech beaflosst.

An deem Ganzen ass d'Rollestellung vum schaffende Mënsch anescht, wéi dat viru 25 Joer war. Ëmwelt, Sécherheet a Gesondheet hunn aner Dimensioune kritt an de Betriber an an de Relatioune mat de Leit, déi an deene Betriber schaffen. D'Chancëgläichheet zwësche Mann a Fra, Mobbing a Stress dominéieren d'Zesummeliewen am Betrib; d'Teleaarbecht, déi ëmmer méi wäert ëm sech gräifen, a wou mer musse légiféréieren, werfen aner Froen op, wéi mer se während deene leschte Jorzéngten an de Betriibsofleef kannt hunn. Dat ergëtt, datt de Gewerkschafte ganz aner, nei a vill méi komplizéiert Aufgaben opleien, wéi dat viru 25 an nach méi Joren de Fall war.

Wann een dat eng Kéier esou resüméiert, mengen ech, dann ass d'Äntwert op meng Fro, ob Handlungsbedarf besteet, ganz kloer. Et besteet akuten Handlungsbedarf fir d'Ausschussgesetz an d'Matbestëmmungsgesetz, opgrond vun den heitege Begebenheeten an opgrond vun deenen Erausfuerderungen, déi mar op eis zoukommen, grondleeënd ze reforméieren an ze aktualiséieren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, opgrond vun deem wëll ech e puer Schlussfolgerungen zéien a verbanne se gläichzäiteg mat enger Rei vu Virschléi am Numm vun der CSV-Fraktioun. Et geet drëm, wa mer wëllen de Sozialdialog verbesseren, fir deenen, déi de Sozialdialog ze féieren hunn, méi Responsabilitéit ze ginn, a fir méi Matbestëmmung ze erméiglechen. Méi Responsabi-

litéit engem Mënsch, enger Organisatioun oder enger Institutioun ginn, dat bedeit, datt ee muss un éischter Stell drun denken eng bestëmmten Unzuel vu qualitative Verbesserungen duerchzeféieren. Et ass dat - wat ech an enger Klammer wëll soen -, wat d'Patronaatsorganisatioune soen: Mir ginn éischter a Richtung qualitativ Verbesserungen, wéi dass mir vu quantitative Verbesserunge schwätzen. Mee och quantitativ Verbesserungen - do kommen ech drop zréck - sinn onverzichtbar.

Zu de qualitative Verbesserungen ass schonn eng Décisioun gefall. Et ass eng Fuerderung, déi mer an eiser Motioun bréngen.

Éischtens, muss den Alter vum passive Wahlrecht vun 21 op 18 Joer ofgesenkt ginn.

Zweetens, sollen a mussen d'Aufgabeflichten an d'Prérogative koordinéiert ginn tëschent dem Delegatiounsgesetz an dem Gesetz vu de Comités mixtes d'entreprise.

Drëttens, musse mer eis iwwerleeën, fir en Ausbau vu Matentscheedung a ganz bestëmmte Fäll, virun allem a Fäll, wou et ëm d'Schicksal vum Personal an den Entreprisë geet. Dir kënnt Iech erënneren, wéi mer virun e puer Méint iwwert d'Reform vum Dateschutz diskutéiert hunn, dunn huet sech erwisen, wéi noutwenneg a wéi wichteg esou en Ausbau vun der Matentscheedung ass. E muss realiséiert ginn.

Véiertens, muss am Rahme vun Entscheedungen, déi opgrond vun engem Feelverhalen oder vun engem net Bëuechte vun de gesetzleche Bestëmmungen décidéiert ginn, d'Méiglechkeet awer bestoen, déi ze annuléieren, respektiv ze suspendéieren duerch eng Entscheedung, déi vläicht d'Gewerbeinspektioun kéint treffen.

Da geet et drëm, fir sech ze iwwerleeën, fir zu enger Erweiderung vum Kompetenzberäich ze kommen am Zesummenhang mat den Aufgabe vun den Delegéierten.

Dat betrëfft, wéi ech et schonn eng Kéier skizzéiert hunn: d'Emwelt, de Mobbing, den Harcèlement an de Stress.

Virun allem wësse mer, datt während deene leschte Joren nei Technologie wesentlech d'Betribsofleef changéiert hunn. Et geet drëm, datt am Zesummenhang mat der Ausübung an der Uwendung vun neien Technologie muss am Comité-mixte-Gesetz an am Delegatiounsgesetz iwwerluegt ginn, wéi wäit ee Matdécisiounsméiglechkeeten de Personalvertrieder do gëtt. Den Här Lux huet et scho gesot, déi nei Informatiounstechnologië mussen dach kënne vun den Delegatioune benotzt ginn, fir besser mat der Belegschaft a mat hire Gewerkschaftsorganisatioune kèennen ze kommunizéieren.

Dann hunn ech et jo scho gesot, datt am Zesummenhang mat der Teleaarbecht ganz nei Fonctiounsproblemer entstinn, Fonctiounsproblemer fir d'Delegatiounen. Deem muss Rechnung gedroe ginn an enger Reform.

Da kënnt eng ganz wesentlech Verbesserung, wou mer mussen drop lasssteieren, wa mer vu méi Responsabilitéit schwätzen, vu méi Matbestëmmung a vu méi Méiglechkeete seriö ze diskutéieren a verständnisvoll Sozialpartnerschaft am Betrib virzefannen, dann ass et onverzichtbar, datt mer e weidere Schrëtt maachen zu enger besserer Formatioun hi vun den Delegéierten, vun de Gewerkschaftsmilitanten an de Betriber, déi eng Kéier Delegéierte kënne ginn, a vun den Ersatzdelegéierten. Et muss zu enger Verstäerkung vun de Kontrollméiglechkeeten komme vun de Sécherheetsdelegéierten.

Doriwwer eraus gëtt et nach zwou qualitativ Verbesserungen, wou mer der Meenung sinn, datt ee sech muss Gedanke maachen an dat sinn d'Schutzbestëmmunge vun den Delegéierten a vun deenen, déi hiert Mandat ofgeschloss hu géigeniwwer vun den Entloossungen. Des Weidere soll ee préiwen, ob duerch d'Mandatsperiod vun engem Delegéierten et net zu Lounaboussunge kënnt no senger Mandatzäit kommen. Ech mengen esou Faite soll een eng Kéier examinéieren, an da versichen dat eventuell auszeschléissen.

Här President, dat zu de sou genannte qualitative Verbesserungen, déi, eiser Meenung no, missten an déi ganz Diskussioun mat erabruecht ginn. E kuerzt Wuert nach zu de quantitative Verbesserungen.

Et stellt sech d'Fro, no 25 Joer Erfahrung, ob et net ubruecht ass, zu enger Ausdehnung vum Uwendungsberäich ze kommen. Dir wësst, de Comité mixte gëtt agefouert bei enger Belegschaftszuel vun 150 Beschäftegter an d'Vertriedung vun den Arbeitnehmer an de Verwaltungsréit gëtt agefouert bei Betriber iwwer 1.000 Beschäftegter. D'Fro stellt sech, opgrond vun neie wirtschaftleche Strukturen, wat vill méi kleng Entitéite sinn, déi awer e vill méi grousse wirtschaftlechen Impakt hunn, wéi dat viru 25 Joer war, ob et net ubruecht wier, fir déi Seuilen do - ech nenne kee Chiffer - an engem verstännege Mooss erofzesetzen.

Doriwwer eraus ass et wichteg, dass mer iwwerleeën, wéi wäit d'Mobilitéit vun den Delegéierten am Betrib, ausserhalb dem Betrib, a virun allem am Dialog mat hire Gewerkschafte misst a sollt verbessert ginn. Et stellt sech d'Fro, wéi wäit bestëmmt Fräistellungsméiglechkeete kéinten ausgedehnt ginn, virun allem och d'Crédideuren, déi zur Fräistellung féieren, fir dass d'Delegéierte besser hiren Aufgabe kënnen nokommen. Och soll iwwerpréift ginn, ob et net zu enger Erweiderung vu Fräistellunge komme soll.

Ouni elo ze soen, dass dat misst geschéien, mengen ech, dass et wichteg an noutwenneg ass, dass mer niewent qualitative Verbesserunge vun dem Delegatiounsgesetz a vun dem Gesetz iwwert d'Comités mixtes d'entreprises eis och déi dote quantitativ Fro stellen.

Fir ofzeschléissen, mengen ech, wier et onerlässlech, dass d'Delegatiounen an de Betriber eng administrativ Ënnerstëtzung kréischen, fir hiren Aufgabe besser kënne gerecht ze ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat waren, a geraffter Form, am Telegrammstil, e puer konkret Virschléi vun eiser Fraktioun un d'Adress vun der Regierung. D'Regierung war jo der Meenung - éier se e weidere Schrëtt géif zu engem Avant-projet hi maachen-, dass et noutwenneg wier, fir d'éischt ze wëssen, wat d'Chamber da fir Orientéierungen der Regierung mat op de Wee géif ginn. Deementspriechend hu mer eis an eiser Fraktioun concertéiert, a mir hunn déi dote Virschléi zesummegedroen, fir der Regierung an dem Minister se als Orientéierung mat op de Wee ze ginn. Deem wier nach bäifügen d'Ëmsetzung vun der EU-Direktiv vum 11. Mäerz 2002, betreffend d'Informatioun an d'Concertatioun vun den Arbeitnehmer.

Ofschléissend, Kolleeginnen a Kolleegen, riichte mir en Appel un d'Regierung, a virun allem un de Minister Biltgen - an ech weess, dass dat net op daf Ouere stéisst -, spéitstens virun Enn 2003 e Reformprojet iwwert d'Delegatiounen, d'Comités mixtes d'entreprise an d'Verwaltungsréit op den Instanzewee ze bréngen, deem awer eng breet Konsultatioun virausgoe muss, esou wéi dat gutt gemaach ginn ass beim Reformprojet iwwert d'Kollektivvertragsgesetz.

E lescht Wuert: Ech hunn et schonn ugedeit, an de Lucien Lux huet et och am Numm vu senger Fraktioun gesot, opgrond vun neie Befugnisser, opgrond vu preventive Kontrollen am Zesummenhang mat der Anhalung vum Aarbechtsrecht, mat der Anhalung vu Sécherheets- a Gesonndheetsbestëmmungen, am Rahmen vun Instanze fir ze schlichten, fir Entscheedungen eventuell réckgängeg ze maachen an enger Rei aner Aufgaben, déi d'Gewerbeinspektioun kritt huet, ass et onverzichtbar, dass schnellstens déi laang versprache Reform vun der Gewerbeinspektioun endlech Realitéit gëtt.

An engem Mount, mengen ech, feiert d'Gewerbeinspektioun 100 Joer. 100 Joer laang huet déi Gewerbeinspektioun wichteg Aufgaben hei zu Lëtzebuerg realiséiert an erfëllt. Ech mengen, et wier dee beschtméiglechste Moment bei där 100-Joer-Feier, fir de Minister fir ze deklaréieren, dass deen Avant-projet de loi praktesch ofgeschloss wär an d'Chamber kuerzfristeg domat kënnt befaasst ginn.

(Interruption)

A wann de Minister Biltgen dat eng Kéier seet, da widderhëlt hien dat keng zwee Mol, well da gëtt et gemaach.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat waren déi Virschléi, déi ech am Numm vu menger Fraktioun virgedroen hunn. Mir hunn déi an enger Motioun zesummegefaasst. D'Motioun ass mat ënnerschriwwe vun de Kolleege vun der DP-Fraktioun. Ech géif dann zum Ofschloss Iech, Här President, déi Motioun iwwerreechen. Iech alleguerte soen ech merci, dass Dir mir esou laang nogelauschtert hutt.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que les phénomènes de mondialisation et de globalisation ont profondément modifié l'environnement économique et social dans lequel évoluent les entreprises;

- considérant que les mécanismes et structures de représentation et de participation des salariés à la vie d'entreprise ne répondent plus aux impératifs d'une économie moderne globalisée;

- considérant que dans un monde caractérisé par la mondialisation, le dialogue social, en tant qu'instrument favorisant la paix et la stabilité sociale, est amené à jouer un rôle particulièrement important et à constituer le cadre de référence des relations de travail de plus en plus complexes;

- considérant qu'il est, dès lors, nécessaire de disposer d'instruments et de mécanismes de cogestion et de dialogue social aptes à jouer ce rôle et partant à répondre aux défis que les mutations économiques posent;

- considérant que l'importance du dialogue social se trouve soulignée dans l'avis du Conseil social et économique du 21 décembre 2000, le CES y affirmant qu'il est indispensable d'institutionnaliser davantage le dialogue social c.à.d. de mettre en place une plate-forme et des procédures adéquates afin d'accompagner et encadrer les processus décisionnels, et ce tant au niveau européen qu'au niveau national;

- considérant que les principaux acteurs du dialogue social entendus dans le cadre du présent débat d'orientation à la Chambre par la Commission du Travail et de l'Emploi sont favorables à une réforme des législations sur les délégations du personnel et les membres des organes de cogestion;

- considérant que l'accord de coalition d'août 1999 prévoit, en outre, une adaptation aux nouvelles données de la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes, ainsi que de la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel;

invite le Gouvernement

- à donner une base légale aux accords interprofessionnels conclus par des partenaires sociaux représentatifs au niveau national;

- à réfléchir, en tenant compte des spécificités notamment structurelles du monde entrepreneurial luxembourgeois, à l'opportunité d'étendre le champ d'application des comités mixtes tel qu'il résulte de la loi modifiée du 6 mai 1974, en abaissant notamment les seuils de mise en place d'un tel organe de cogestion;

- à réduire à dix-huit ans la condition d'âge pour le droit de vote passif lors des élections des délégués et autres représentants des salariés;

- à agencer les législations sur les comités d'entreprises et la représentation salariale, et les délégations du personnel au niveau des attributions, des droits et des devoirs des délégués et autres représentants des salariés en vue de construire un échafaudage logique favorisant le dialogue social à tous les niveaux envisageables;

- à redéfinir, le cas échéant, les compétences des représentations du personnel eu égard à la diversité et complexité croissantes des situations auxquelles elles doivent faire face en intégrant la problématique de l'environnement, du mobbing, du harcèlement et du stress dans les compétences d'attributions des délégués respectivement des comités mixtes;

- à prévoir, dans ce même ordre d'idée, de faire figurer dans les attributions des représentations du personnel la discussion des questions engendrées par l'emploi des nouvelles technologies ainsi que de conférer aux représentations du personnel la possibilité de recourir dans la mesure du possible aux nouvelles technologies pour communiquer avec les salariés;

- à privilégier dans ces démarches réformatrices l'aspect qualitatif du dialogue social, et réfléchir dans ce contexte à la possibilité de promouvoir et améliorer encore davantage la formation des délégués en général, et en particulier des délégués à mission spécifique, notamment des délégués à l'égalité, qui ne disposent pas toujours des moyens et connaissances adéquats leur permettant d'exercer leurs missions de manière optimale;

- à promouvoir et soutenir, en outre, l'activité des délégués à la sécurité en vérifiant s'il est notamment possible de renforcer leurs missions de contrôle;

- à réfléchir aux moyens pratiques de faciliter la tâche administrative des représentants du personnel;

- à envisager, sauf en cas de faute grave, une amélioration de la protection juridique des délégués en matière de licenciement afin de permettre aux délégués d'accomplir leurs tâches dans l'indépendance et la sérénité requises;

- à présenter, dans les meilleurs délais, et au plus tard avant la fin de l'année 2003, un projet de réforme des législations sur les délégations de personnel, les comités mixtes et la représentation des salariés dans les conseils d'administration, après en avoir discuté au préalablement avec tous les partenaires sociaux concernés;

- à prendre les mesures qui s'imposent afin de transposer en droit national la directive 2002/14/CE du parlement Européen et du Conseil du 11 mars 2002 établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne et de profiter de cette opportunité pour réfléchir à la mise en place de mesures dissuasives en cas de non-respect par l'employeur de ses obligations d'information et consultation;

- à réformer la loi modifiée du 4 avril 1974 portant réorganisation de l'Inspection du Travail et des Mines au regard des missions sans cesse croissantes que cet organe est, et sera, amené à remplir et présenter dans les meilleurs délais possibles un projet de réforme de la législation en question.

(s.) Marcel Glesener, Niki Bettendorf, Nico Loes, Jean-Paul Rippinger, Lucien Weiler.

Des voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. D'Wuert huet den Här Bettendorf.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President. Dir Dammen an Dir Häre, op Initiativ vum zoustännege Minister an op Basis vun den Intentiounen, déi am Koalitiounsaccord vun 1999 opgezielt sinn, huet d'Commission du Travail et de l'Emploi dës Orientéierungsdebatt preparéiert. Op dëser Plaz wëll ech dem President vun der Kommissioun, dem Marcel Glesener, e grousse Merci ausspriche fir déi vill Aarbecht, déi hie sech mat der Organisatioun vun dësem Débat gemaach huet.

Mir schneiden zwee Voleten un, déi sech ëm d'Thema vum Sozialdialog dréinen. Den éischte Volet betrëfft d'Kompetenz an d'Interventioun vum Comité de coordination tripartite. Den Accord de coalition hält d'Haltung vun de Regierungsparteien onmëssverständlech fest: "Les deux délégations réitèrent leur soutien à cet instrument du dialogue social et leur volonté de discuter et de négocier dans l'enceinte tripatite. Le dialogue social au sein du Comité de coordination tripartite doit se faire en concertation étroite avec la Chambre des Députés (p.ex. débats d'orientation)."

Och fir den zweete Volet vum Débat zeechent de Regierungsaccord d'Piste vir, andeems am Kapitel "Législation sur les délégations, les comités mixtes et la cogestion" Folgendes festgehale ginn ass: "La réflexion doit porter sur les mécanismes de représentation des salariés d'une entreprise comportant plusieurs entités, moyennant définition du bénéficiaire économique/entité économique, en s'inspirant le cas échéant des règles établies par le législateur communautaire."

Dir gesitt also, wann och an deene Regierungsdeklaratioune vu virdrun dat schonn alles eng Kéier festgehale gouf, esou awer eréischt dës Regierung décidéiert dat duerchzezéien. Ech sinn iwwerzeegt, dass mat eiser Bedeelegung dat doten duerchgezu wäert ginn.

Duerno gëtt eng Upassung vun der betraffener Législatioun un déi nei Donnéeën uviséiert a folgend Punkten ginn, ënner anerem, zitéiert: "...uniformiser les législations sur la représentation des salariés; donner davantage de compétences aux représentations en matière d'accès à l'information de la sécurité, de l'environnement et de l'égalité des chances; abaissement à 18 ans de l'âge du droit de vote passif aux élections sociales". Schliesslech nach, wat d'Comités européens d'entreprises ubelaangt: "...nécessité de finaliser la loi."

Am Mëttelpunkt vun dëser Thematik a vum Débat vun haut steet gegebenenfalls eng Reform oder

Upassung vun de Gesetzer iwwert de sozialen Dialog. Dat ass haaptsächlech d'Gesetz vun 1974 iwwert d'Cogestioun an d'Comités mixtes an den Entreprisen, d'Gesetz vun 1979 iwwert d'Délégations de personnel an d'Gesetz vum 24. Dezember 1977, wat de Comité de coordination tripartite als wichtegt Instrument am Sozialdialog instituéiert huet. Als véierte Punkt a menger Opzielung steet de Conseil économique et social, deen an engem interessanten Avis vum 21. Dezember 2000 sech Gedanken iwwer seng eege Réforme publique gemaach huet.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll da mat dësen zwee leschte Punkten, der Tripartite an dem Wirtschafts- a Sozialrot, ufänken. Déi zwou Institutiounen hu sech zu Lëtzebuerg bewährt. Während de Wirtschafts- a Sozialrot a senge fondéierten a recherchéierten Avisen der Lëtzebuerger Regierung, dem Parlament an der interesséierter Gesellschaft regelméisseg Denkustéiss zu villen interessanten Theme liwwert, an domadder sengem Rôle de consultation et de conseil méi wéi gerecht gëtt, huet d'Tripartite eng enorm wichteg Roll am Sozialdialog ausgefëllt.

Den ursprüngleche Grond vun der Kreatioun vun der Tripartite war deen, fir aus der deemoleger Stolkris en Auswee ze fanne mat Léisungen, déi wéi gedoen hunn, mee awer schlussendlech am soziale Konsens vun alle Sozialpartner getraff gi sinn. Wéi deet et natierlech, wann eng politesch Partei gehollef huet d'Stolindustrie ze retten a sech da 15 Joer laang an der Oppositioun erëmfonnt huet.

Fréier an haut huet dës Institutioun seng wichteg Fonctioun, fir de Sozialfridden zu Lëtzebuerg ze erhalen, erfëllt. Dëst war an ass e wichtegt Argument. Mir kennen de Sozialfridden, ouni regelméisseg grouss Massestreiker, wéi am Ausland üblech, ze hunn. De Sozialfridden ass wichteg, fir ausländnesch Investisseuren op Lëtzebuerg ze kréien. Dat brauch een heibannen, wuel kengem méi ze erzielen. Ech wollt et awer erwähnen, well eis Bierger dobausse solle sech deess ëmmer bewosst sinn. Grad wéi een erwähne muss, dass d'Regierung, niewent de Salariatsvertrieder an dem Patronat, als vollwäertege Member an der Tripartite vertrueden ass, wat dëser Institutioun eng Legitimatioun gëtt, fir Moossnamen oder souguer Packagen auszehandelen, déi an enger zweeter Phas vum Parlament iwwerschafft a vläicht verbessert ginn an an eis Sozialan Aarbechtslégislatioun kënnen iwwerholl ginn. Ech denken hei konkret un dat, wat mir erlieft hu mat dem PAN-Gesetz.

Dës Legitimatioun feelt dem Wirtschafts- a Sozialrot. Effektiv sëtzen am WSR keng Regierungsvertrieder mat engem Pouvoir décisionnel. Et kënnen also keng Mesuren oder Direktive getraff ginn, déi op iergendeng Manéier d'Regierung an d'Chamber géinge bannen. An dësem Froekomplex spillt d'Prérogativ vun der Chamber, an hirem Droit souverain Gesetzer ze stëmmen, mat eran. Et muss een am Kader vun de Reformbestriewunge vum WSR oppassen, dass dës Prérogativen net touchéiert ginn. Et däerf net zu deenen Diskussioune kommen, déi mir scho kennen am Zesummenhang mat der Tripartite, wéi et eben am Kader vum PAN-Gesetz war. Duerfir sinn ech net der Meenung, dass een de WSR mat entspriechende Pouvoiren ausstatte soll.

Des Weideren, wann ech un e Message denken, dee vun alle Gewerkschaften a vun der UEL gedeelt ginn ass an den Auditioune vun der Kommissioun, dann ass ee vun den Haaptuleiessen deen, fir de Sozialdialog ze vereinfachen. Dëst ass besonnesch esou ze verstoen, dass een doubles emplois soll vermeiden, déi noutgedrongen entstinn, wann de WSR nei Kompetenze kréisch, déi sech mat deene vun der Tripartite iwwerschneide géifen.

Par contre, kann ech mir gutt virstellen, dass de WSR eng nei Missioun kéint iwwerhuelen, fir d'Pouvoirs politiques mat fondéierten an déifgräifenden Avisen ze begleeden am Kader vum Dialogue social européen an am Kader vun der europäescher Politique économique an hiren Orientatiounen.

Här President, am zweeten Deel vu menger Interventioun ginn ech op de Volet a vun de Personaldelegatiounen, de Vertriedunge vum Personal, der Cogestioun an der Participatioun um Sozialdialog vum Personal a vun de Gewerkschaften.

Déi bestehend Législatioun zu Lëtzebuerg ass gutt an huet hir Friichte gedroen. Et kann een d'Meenung vertrieden, dass een dat, wat gutt funktionéiert net soll stéieren. Entspriechend ginn d'Meenungen heiriwwer auserneen. Während d'Gewerkschaften unisono fir eng déifgräifend Reform vun der entspriechender Législatioun antrieden, weist sech d'Patronatssäit méi zréckhalend.

Esou huet zum Beispill d'Fédération des Artisans anlässlech der politescher Rentrée d'lescht Woch gemengt: "Was die Mitbestimmung in den Betrieben angeht, so sieht die Handwerkerfederation keinen Reformbedarf". Den Direkter vun der Handwierkerfederatioun gëtt mat folgendem Statement zitéiert: "Warum Gesetze, die sich bewährt haben, modernisieren und damit alles verkomplizieren?“ Hie gëtt dem direkte Sozialdialog tëschent dem Arbeitnehmer an dem Arbeitgeber de Virzuch.

D'Union des Entreprises luxembourgeoises weist sech och méi retizent. Si mécht awer e puer interessant Virschléi, wéi déi entspriechend Gesetzgebung moderniséiert, respektiv de Sozialdialog frësche Wand ageblose ka kréien. Ech kommen nach dorobber zréck.

D'Äntwert op dës Froe läit, wéi meeschtens, wahrscheinlech an der gëllener Mëtt. De Ball läit elo bei der Chamber, fir der Regierung déi Orientatioune mat op de Wee ze ginn, fir déi betreffend Législatiounen unzepassen, wou am meeschten de Schong dréckt. Mir als Demokratesch Partei waren a si fir d'Matbëstemmung. Wa mir awer soe Matbestëmmung, dann ass dat fir ons selbstverständlech Matveranwortung.

Dir Dammen an Dir Hären, déi wirtschaftlech Entwécklung vun de leschte Jorzéngten huet zu deelweis gewaltegen Ëmwälzungen um Niveau vun de Betriibsstrukture gefouert. D'Evolutioun vun der Ekonomie an den Entreprisen, um europäeschen an um internationale Plang, huet der Politik, mee och dem Syndikalismus gewisen, wat et heescht iwwert d'Lännergrenzen erauszegoen an transnational ze denken. Dausende vu groussen a klengen Entreprisen hu sech am Laf vun der Zäit net nëmmen an hirem Land etabléiert, mee doriwwer eraus an anere Länner.

(M. Willy Bourg prend la Présidence)

Schlagwierder hei si Begréffer, wéi Morcellement vun den Entreprisen, Outsourcing, Externalisatioun oder Opsplitterung a verschidde getrennten Entités juridiques. Dass dës Evolutioun hir Auswierkungen op den Sozialdialog huet, ass einfach ze verstoen. D'Fro ass berechtegt, ob déi Lëtzebuerger Gesetzgebung, déi gréisstendeels aus de siwwenzeger Jore stammt, nach den heitegen Erausfuerderungen ugepasst ass? D'wirtschaftlech Contrainten an d'Entwécklung um Aarbechtsmarché, déi ganz enk matenee verzahnt sinn, mécht viru sozialen Tabuthemen net Halt. Ech konnt et liesen, ech denken un d'Koalitiounsverhandlungen an Däitschland, wou de leschte Wirtschaftsminister Werner Müller dem neie Superminister fir Aarbecht a Wirtschaft Clement déi Iddi mat op de Wee ginn huet, fir de Kündigungsschutz ze lockeren.

Déi däitsch Gewerkschafte lafe selbstverständlech prophylaktesch Stuerm. Den designéierten Superminister fënnt ganz vill Sympathie fir dëse Virstouss, an de Bundeskanzler wiegelt of. Wat ech mat dësem Beispill soe wëll ass, dass a sozialdemokratesche Kreeser, sou ze soen, al verbriefte Rechter a Schutzmechanisme fir den Aarbechter um Préifstand stinn.

Ech wëll awer och hei soen, dass mir zu Lëtzebuerg eng ähnlech Debatt weder féiere sollen, nach féiere mussen. Et gëllt fir eis, eise Sozialmodell an eise Sozialdialog ze festegen, dëst a wirtschaftlech gudden Zäiten, mee och a wirtschaftlech méi schwieregen Zäiten, wéi mir grad eng duerchliewen. Hoffentlech dauert si net esou laang, wéi an der Bibel, wou et déi sieben fetten Jahre an dann déi sieben mageren Jahre gi sinn. Hoffentlech geet déi schlecht Zäit méi schnell eriwwer.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Am Rapport de coalition vu Rout-Gréng an Däitschland ass et ausdrécklech refuséiert an net virgesinn, à l'encontre vun deem, wat d'FDP gären hätt, well déi hätte gären eng Dereguléierung vun de Betriber.

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Mir sinn do net an de Verhandlungen dobäi. Dat sinn Är Kolleegen, déi dobäi sinn.

(Interruptions diverses)

An dësem Sënn ass dann den entspriechende Passage aus eisem Koalitiounsaccord iwwert de Sozialdialog ze gesinn, deen ech virdrun zitéiert hunn.

Eng Prioritéit, déi vun der Ëmsetzung vun der europäescher Législatioun vun de Comités d'entreprises européens, ass mam Gesetzesprojet 4522 vu virun dräi Joer scho virgeholl ginn. Dëst Gesetz, wat op enger europäescher Direktiv baséiert, ass e wichtege Steen am Mosaik vun eiser Législatioun. D'Informatioun an d'Kommunikatioun tëschent dem Siège vun enger Entreprise an hire Succursalen am Ausland an de Salariéë steet elo op gesetzlech feste Féiss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Grënn an d'Ursaache si vum Morcellement vun den Entreprisen, do gëtt et haaptsächlech zwou verschiddener, déi a Fro kommen. Eng Ursaach, déi vun de Gewerkschaften oftmools an eisen Hearingen de Virzuch krut, war déi, dass d'Patronat oder d'Direktioun vun der Entreprise e Splitting géing virhuelen, fir de gesetzleche Contraintë vun der Cogestioun aus de Féiss ze goen.

Eng zweet Ursaach, déi fir den OGB-L seng Richtegkeet huet, läit a wirtschaftleche Considératioune vun enger kommerzieller Strategie, dat heescht aus wirtschaftlechen oder fiskaleschen Iwwerleeungen eraus gëtt eng Opdeelung vun der Entreprise an zwou juristesch oder méi getrennten Entitéiten oder en Outsourcing vu bestëmmten Aktivitéiten ugestrieft. An dësem Zesummenhang gëtt dann doriwwer nogeduecht, fir eng Délégation de personnel um Niveau vum Groupe d'entreprise anzesetzen, dëst fir ze verhënneren, dass eng Opspléckung vun enger Entreprise zu engem Courtcircuitage vun de gesetzlechen Dispositioune vun der Cogestioun féiere soll.

Interessant ass, dass d'UEL sech net géint dës Iddi stäipt. Et besteet also eng Ouverture vu Säite vun der Patronaatsvertriedung. Hir eenzeg Bedingung ass, fir der Delegatioun um Niveau vum Groupe d'entreprises e Caractère alternatif par rapport zu den Délégations principales oder centrales ze ginn. Ech kann dës Iwwerleeunge verstoen, well e Caractère cumulatif zu doubles emplois géing féieren, déi fir e strukturéierten Dialogue social an enger zügeger Informatioun a Kommunikatioun tëschent de Salariéen an der Direktioun géife beschwéierlech, wann net souguer behënnerlech, ginn.

Och ouni Opspléckung vun der Entreprise kann et zu Streidereien iwwert d'Delegatioun kommen, wann zum Beispill d'Aarbechter op zwee verschidde Siten, oder méi nach, schaffen. Wann um Site A méi Leit schaffen, wéi um Site B, setzt sech Delegatioun an de meeschte Fäll aus Ugestallte vum Site A zesummen, an déi vum Site B sinn onzefridden.

Wat d'Problematik vun den Delegéierte betrëfft, do gëtt et verschidden Iwwerleeungen a punkto nei Missiounen, a puncto Evolutioun vun hirer berufflecher Carrière, a puncto Formatioun an a puncto vun hire Rechter, déi hinnen am Kader vun der Ausübung vun hirer Funktioun zoustinn.

Zum Punkt vun den neie Missiounen: Et bestinn Iwwerleeungen, fir an den Entreprisen zousätzlech Delegéierten ze designéieren, déi sech ëm d'Problematik vun der Ëmwelt, der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbechtsplaz oder dem Mobbing, dem Stress an dem Harcèlement këmmere sollen. Besonnesch de Mobbing ass haut e Problem oder e Phenomeen, deen an eiser Gesellschaft, an haaptsächlech am Beruffsliewen, aktuell an akut ass.

De Mobbing kann zu gravë gesondheetleche Schied beim Betraffene féieren, egal ob de Mobbing elo tëschent Aarbechtskolleege geschitt oder als Schikanei vun uewen erof op de Salarié ëmfonnt gëtt. De Mobbing berout awer och op enger subjektiver Aschätzung vun der Situatioun vum Betraffenen. Wat als Schikanei ëmfonnt gëtt, ass munnechmol näischt aneres wéi den alldeeglechen Drock, deen op dem Salarié laascht, a woumadder oftmools schwéier ëmzegoen ass.

De Mobbing, de Stress oder d'Belästegung op der Aarbechtsplaz ass en Element an der sozioprofessioneller Struktur, wat negativ Auswierkungen op de Betraffenen huet. Et kann awer och zu negativen Auswierkunge fir de betraffene Service oder fir d'Entreprise kommen, wann duerch alldeeglech Stécheleien a Schikaneien déi Betraffen, dat heescht, de Gemobbten awer och de Mobber, noutgedrongen an hiren Aarbechtsleeschtungen noloossen. De Mobbing ass also e Phenomeen, deen een eescht huele muss a soll, mee, wéi erwaart, doriwwer scheede sech nach ëmmer d'Geeschter.

Soll an den Entreprisen en Delegéierten designéiert ginn, deen eng Ulafsstell ass fir jiddfer Gemobbten oder fir jiddfereen, dee mengt gemobbt ze ginn, oder soll ee grouss ugeluegte Sensibiliséierungskampagne lancéieren iwwer a géint de Mobbing? Während ech op déi zweet Fro mat engem kloere Jo äntwerten, wëll ech de Jo op déi éischt Fro e bëssen nuancéieren.

Et kann een d'Thema vum Mobbing engem Personaldelegéierten als Missioun zouerkennen. Ech sinn awer net der Meenung, dass een onbedéngt en zousätzlechen Delegéierte soll designéieren, deen de Mobbing ausschliesslech als Missioun hätt. Ech mengen also, dass een net en zousätzleche Mobbingdelegéierte soll designéieren, mee et soll een de Mobbing als nei, als zousätzlech Missioun fir déi schonns gesetzlech bestehend Delegéierten definéieren. Déiselwecht Iwwerleeung zielt, wat d'Problematik ugeet vun der Ëmwelt.

Eng Prolifératioun vun den Delegéierten, fir all Genre vu Problematik, ka sech als kontraproduktiv erweisen an deem Sënn, dass d'Haaptresponsabilitéit vun der Personalvertriedung, d'Défense vun den Intérête vum Personal, mam Uwuesse vun der Zuel vun den Delegéierte verwässert gëtt.

Zum Punkt vun der Formatioun: An dësem Zesummenhang ass de Punkt vun der Formatioun an der Formation continue vun den Delegéierten ze gesinn. Effektiv, wann een higeet an de Vertrieder vum Personal nei spezifesch Missioune wëllt ginn, da muss een op där anerer Säit duerfir suergen, dass déi designéiert Delegéierten eng entspriechend an ugepasste Formatioun kënne suivéieren. Fir dës Formatioun kënne sécherzestellen, soll een, wann et néideg ass, déi entspriechend gesetzlech Dispositiounen upassen.

Zum Punkt vun der berufflecher Carrière: Wat elo d'Evolutioun vun der berufflecher Carrière vun engem Personaldelegéierte betrëfft, esou gëtt vu gewerkschaftlecher Säit d'Fuerderung erhuewen, dass en Délégué du personnel hei am Nodeel wier, wann d'Carrière net méi op Basis vun der Anciennetéit évoluéiert, mee op Basis vun aneren Elementer, wéi zum Beispill der Performance vum Salarié. Ech verstinn dës Bedenken. Mir hunn hei an der Chamber Deputéierten aus verschiddene Secteuren. Bei deenen engen ass d'Carrière beim Patron futsch, wa se an d'Chamber kommen an hir Pai stagnéiert, an anere Secteure kommen d'Avancementer vum selwen.

Une voix.- Très bien.

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Entspriechend gëtt eng Verbesserung vun der gesetzlecher Regelung gefrot, wéi et insgesamt zu enger Revaloriséierung an Opbesserung vun de Rechter a Kompetenze vun de Personalvertrieder a vum Matsproocherecht komme soll. Dass et hei zu Divergences de vue tëschent de Gewerkschaften an der UEL kënnt, dat läit op der Hand. Grad esou läit et awer och op der Hand, dass d'Protektioun vun engem Personalvertrieder gesetzlech verankert ass. Esou kann an däerf et net zu enger Diskriminatioun vum Personalvertrieder kommen, wat zum Beispill de Kënnegungsschutz ugeet. Dëst däerf awer net verhënneren, dass och den Delegéierte bei enger Faute grave muss kënnen entlooss ginn.

Et däerf op där anerer Säit net zu enger positiver Diskriminatioun kommen, am Sënn dass de Personalvertrieder méi Rechter huet wéi seng Mataarbechterkolleegen a souguer iwwert dem Gesetz géing stoen. De gëllene Mëttelwee, hei ze fannen ass schwiereg. Ech sinn der Meenung, dass eis Législatioun an dësem Punkt haut schonns déi richteg Akzenter setzt.

Dann zum Punkt vun der Reform vun de Gesetzer. Ech hunn elo grad konkret d'Reform, oder besser gesot d'Adaptatioun vun den entspriechende Gesetzer iwwert d'Personalvertrieder ugeschnidden. Hei sinn eng ganz Rutsch vu Punkten ugeschwat ginn, dorënner ganz wesentlecher, wéi zum Beispill d'Refixatioun vun de Seuils minima bei der Institutioun vun de verschiddene Matsproochorganer. Och hei - an et ass wéineg erstaunlech - ginn d'Meenunge wäit auserneen. D'Gewerkschafte verlaangen eng wesentlech Reduzéierung vun de Seuilen, während déi aner Säit do virdru warnt. Ech muss soen, dass hir Argumenter schwéier vun der Hand ze weise sinn. En Zouhuele vun de Matsproochorganer ass gläichbedeitend mat enger sensibler Augmentatioun vun der Charge administrative a financière vun

den Entreprisen, besonnesch bei de klenge Betriber, bei de PMEen.

Effektiv muss ee virun esou engem Schrëtt kucken, ob d'Prozedure vum Sozialdialog net ze vill schwéierfälleg ginn, esou dass d'Qualitéit vum Sozialdialog ofhëlt. Et géing also just de Contraire vun dem erreecht ginn, wat een uviséiert. Dëst zielt besonnesch bei de klengen Entreprisen.

Zum Punkt vun der besserer Informatioun - ech gesi meng Zäit geet lues zum Enn. Oh neen, ech mengen, ech hunn der awer nach.

(Interruption)

Neen, ech hu 25 Minutten, Här Krecké. Ech muss Iech dat soen.

Une voix.- Dir hutt nach zwou Minutten an zwanzeg Sekonnen.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Dann notzen ech déi Minutten nach aus.

M. le Président.- Fuert weider, Här Bettendorf.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Eng weider Fuerderung vun de Gewerkschafte betrëfft d'Informatioun vun de Salariéen an den Délégués du personnel an den Zougang zu de moderne Kommunikatiounstechnologien. Dass hei nach eventuell Handlungsbedarf besteet, dat hunn d'Regierungsparteie schonns 1999 erkannt an dëse Punkt an de Reformkatalog vun der bestehender Gesetzgebung iwwerholl, deen am Regierungsaccord opgezielt gëtt.

An dësem Kontext ass d'Ouverture, déi d'UEL proposéiert huet, ganz interessant. Et gëllt elo dës Piste ze verdéiwen, fir ze kucken, wéi d'Organes de concertation am beschte Profit kënnen zéien aus de moderne Kommunikatiounsmëttelen.

Als Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Liewen an d'Iwwerliewen, d'Wuessen an d'Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft si besonnesch an de wirtschaftlech méi schwieregen Zäiten net ëmmer einfach ze conciliéiere mat den Usprëch vun de Gewerkschaften am Domän vum Matsproocherecht. De Lëtzebuerger Modell huet bis haut awer ganz bestëmmt seng Preuvë gemaach. Dat war an ass de Garant vum soziale Fridden a vum Wuelstand hei zu Lëtzebuerg.

Wann dat an der Vergaangenheet en Atout war, fir nei auslännesch Investisseuren op Lëtzebuerg ze kréien, dann zielt dëst och nach fir haut. Et däerf awer op där anerer Säit net dozou kommen, dass dësen dicht gestréckte Kader dozou féiert, dass nei auslännesch Investisseuren ofgeschreckt ginn, fir op Lëtzebuerg ze kommen. D'Konscht läit also doran, wat a wéi een nach eppes am Kader vum Matsproocherecht a vun de Personaldelegatioune ka verbesseren. Piste sinn opgezeechent ginn.

Ech denken zum Beispill un d'Asetze vun enger Personaldelegatioun fir e sou genannte Groupe d'entreprises oder un den Zougang vun de Personaldelegatioune op déi modern Kommunikatiounstechnologien. Fir aner Punkten, wéi zum Beispill d'Erofsetze vum Wahlalter op 18 Joer vum passive Wahlrecht, besteet en allgemenge Konsens.

Här President, de President vun der Chamberkommissioun "Aarbecht a Beschäftegung", den Här Marcel Glesener, huet eng Motioun virgeluegt, déi déi Demokratesch Partei mat ënnerschriwwen huet, wou d'Regierung an enger Rei vu Punkten invitéiert gëtt, eis bestoend Législatioun nach ze verbesseren an iwwer weider Punkten nozedenken, an dat am Intérêt vun alle Schaffenden an awer och vun hire Patronen. Et gëllt virun allem de Standuert Lëtzebuerg, deen eng gutt Renommée huet, ofzesécheren an net liichtfankeg op d'Spill ze setzen.

Ech soen Iech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci Här Bettendorf. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Hären, virop wëll ech och déi gutt Viraarbecht begréissen, déi am Fong vum Aarbechtsminister an och vum President vun der zoustänneger Kommissioun an dëser wichteger Orientéierungsdebatt geleescht ginn ass.

Well doduerch, dass all Concernéiert am Virfeld vun der Chamberkommissioun gehéiert gi sinn, kann ee sech e méi oder wéineger kloert Bild vun de Wonschvirstellunge vun deene Betraffene maachen. Et ass kloer, dass bei engem Sujet wéi deem heitegen, wou eng ganz Rei vun diametral opposéierten Usiichte virleien, d'Politik et ëmmer schwéier huet, fir en allgemeng akzeptable Konsens ze fannen.

Dës Debatt huet also zum Zweck, fir iwwert d'Richtung ze diskutéieren, wéi d'Matbestëmmung an de Betriber an Zukunft soll ausgesinn. Mee et duerf een awer bei dëser Diskussioun net vergiessen, dass mer och national Matsproochgremien hunn, dass mer Beruffschamberen hunn, an och Gremien, déi am Beräich vun der sozialer Sécherheet matbestëmmen.

Virop wëll ech e puer Iwwerleeungen ustellen iwwert d'Matbestëmmung iwwerhaapt.

Mer liewen an enger repräsentativer Demokratie, wou de Bierger säi Matbestëmmungsrecht kann u Persounen oder Gruppementer delegéieren. Dat fonctionnéiert am politesche Beräich, esouwuel um kommunale wéi um legislative Plang. An der Politik huet awer all Gewielten déiselwecht Rechter, ënner anerem och d'Recht, bei allen Décisioune kënnen derbäi ze sinn.

An och wa sech Majoritéite bilden, huet de Gewielten awer nach proportionell zu senger Repräsentation d'Recht, a verschiddenen décisive Gremien vertrueden ze sinn.

Am Beräich vun de Sozialwahlen, wou och de System vun der repräsentativer Demokratie soll fonctionnéieren, gesäit dat e bëssen anescht aus. Et ass wuel esou, dass de Salarié seng Vetrieder wielt, mee leider net all Gewielten déiselwecht Rechter hunn. E Gewielten, deen zum Beispill op der Lëscht vun enger sou genannter national repräsentativer Gewerkschaft, wéi dem OGB-L, dem LCGB oder der ALEBA gewielt gouf, huet méi Rechter, wéi een, dee bei enger anerer Gewerkschaft gewielt ginn ass.

Ech wëll elo hei net dem Gesetzesprojet iwwert d'national Repräsentativitéit virgräifen, deen elo kierzlech am Regierungsrot virgestallt ginn ass a wou mer de Projet deemnächst hei wäerte presentéiert kréien. Mee awer, wa mer schonn hei iwwert d'Matbestëmmung debattéieren, da solle mer déi repräsentativ Demokratie esou fonctionnéiere loossen, dass all Gewielten déiselwecht Rechter kritt.

D'Organisatiounsfräiheet duerf op kee Fall méi doduerch ageschränkt ginn, dass där enger oder anerer Organisatioun méi Rechter zougestane ginn, an domadder aner Organisatioune vu virof diskriminéiert sinn.

Déi vum Wieler ausgeschwate Proportionalitéit muss sech och effektiv an alle Beräicher vun der Matbestëmmung erëmspigelen. Et duerf net sinn, dass de Législateur fräi Wahlen ausschreift, an da bei der Verdeelung vun de Rechter Diskriminatioune fir deen een oder deen aneren an engem anere Gesetz festschreift.

Här President, d'Matbestëmmung, esou wéi mer se um betriiblechen Niveau kennen, huet vill Facetten. Déi verschidde Méiglechkeeten, déi et an deem Beräich gëtt, sinn an deem leschte Véierelsjorhonnert gewuess, an domadder awer och zum Deel oniwwersiichtlech ginn. Vun der Säit vun de Gewerkschafte gekuckt, gëtt et net Matbestëmmung genuch. Déi aner Säit géif am léifsten awer all Amëschung an d'Betriibswirtschaft ofschafen.

Dat stellt een dorunner fest, dass ëmmer méi versicht gëtt, d'Matbestëmmung ze blockéieren, sief et duerch d'Opspléckung vum Betrib a verschidden Unitéiten, oder och duerch den Outsourcing vu Betriibsunitéiten. Domadder soll verhënnert ginn, dass eventuell Personaldelegatiounen oder Comités mixtes kënnen agesat ginn.

D'Fro, déi sech also stellt, ass: Kann een duerch eng numeresch Neidefinéierung bei der Zesummesetzung vun de Matbestëmmungsgremien dëse Problem léisen? Kann een de Problem léisen, andeem ee scho Personaldelegatiounen a Betriber asetzt bei manner wéi 15 Beschäftegten, oder e Comité mixte scho bei manner wéi 150 Beschäftegte virschreift?

Ze iwwerleeë wier op jiddfer Fall, ob een net soll an all Betrib, dee méi wéi fënnef Leit beschäftegt, eng Vertriedung fir d'Salariat erméiglechen. Wichteg erschéngt mer och Iwwerleeungen unzestellen am Zesummenhang mat der numerescher Definitioun bei de Proporzwahlen.

Wier et net am Interesse vun enger kloerer Definitioun vun der nationaler Repräsentativitéit, wann ee bei den Ausschusswahlen nëmme méi nom Proporzwahlsystem géif operéieren? Dann hätt ee vum klengsten Niveau u schonn eng transparent Iwwersicht, wat fir enger Organisatioun de Wieler, de Salarié also, flächendeckend seng Präferenz ausschwätzt.

Här President, wichteg ass och, dass an all Betrib Chancëgläicheetsdelegéierten agesat ginn, fir och am Beräich vun de mënschleche Problemer eng effizient Vertriedung ze garantéieren. Wéi zum Beispill am Beräich vu Stress a Mobbing, wat elo an där leschter Zäit vill an der Diskussioun ass, wou et menger perséinlecher Usicht no méi sënnvoll wier, am Betrib de Problem iwwert de Wee vun engem psychologesch geschulten Delegéierten ze léisen, wéi eng stur Gesetzgebung anzeféieren, déi méi ka schueden, wéi se notzt. Och dem Delegéierte fir Sécherheet mussen zousätztlech Kompetenzen zougesprach ginn, verbonnen awer och hei mat där néideger Aus- a Weiderbildung.

Et ginn och Fuerderungen, dass an all Betrib, wou nom Proporzwahlsystem gewielt gëtt, dat heescht ab 100, anerer fuerderen ab 75 Beschäftegten, e Comité mixte misst fonctionnéieren, e Comité mixte, deem seng Matbestëmmung sech awer méi op de Sécherheets- a Gesondheetsberäich vun de Salariéë beschränkt, wéi op reng arbechtsrechtlech a betribswirtschaftlech Themen.

Här President, Matbestëmmung bis op dee klengsten Niveau auszedehnen ass noutwenneg, fir dem Salarié eng Méiglechkeet ze ginn, seng Interesse kënnen ze vertrieden.

Mer sollen eis hei och Gedanken driwwer maachen, welch nei Missounen een de Matbestëmmungsgremie soll zoukomme loossen. Do stellt sech virop emol d'Fro vun der Zuel vun de Matbestëmmungsgremien. Bleiwe mer um Wee, fir ëmmer méi Matbestëmmungsgremien ze schafen? Lafe mer domadder net d'Gefor, dass sech d'Kompetenze vun deenen eenzelne Gremien iwwerschneiden?

Dann hu mer wuel eng quantitativ Erweiderung vun der Matbestëmmung, wat awer net onbedingt gläichbedeitend muss si mat effizienter Matbestëmmung. Solle mer duerfir net éischter de Wee aschloe vu méi qualitativer Matbestëmmung, andeem mer all déi Gremien, déi méi oder wéineger déiselwecht Kompetenzen hunn, versichen ze cumuléieren?

Géif et net duergoen, wann an all Betrib een an alle Beräicher kompetent Instrument am Matbestëmmungsberäich géif fonctionnéieren? Ech denken do zum Beispill un d'Personaldelegatiounen, wou ech der Meenung sinn, dass an all Betrib eng misst sinn, oder zumindest eng kënnt sinn, an a klenge Betriber en Interlocuteur tëschent Salariat an Employeur kënnt agesat ginn.

Brauche mer effektiv nach Instrumenter, wéi e Comité mixte, deen, wann et gutt geet, dräimol am Joer zesummekënnt a praktesch déiselwecht Problemer behandelt wéi d'Personaldelegatiounen oder d'Zentraldelegatiounen? D'Delegéierte vum Comité mixte ginn och nach aus de Reie vun de Personaldelegéierte gewielt. Dat sinn dann och nach meeschtens déiselwecht Persounen, déi dann an deenen zwee anere Gremië sëtzen. Datselwecht spillt sech an den Zentraldelegatiounen of.

Wier et net méi sënnvoll d'Personaldelegatiounen opzewäerten, andeem een hinnen déi puer spezifesch Kompetenze vum Comité mixte och géif mat iwwerdroen? Dat sinn Iwwerleeungen, déi een och am Beräich vun enger Neidefinéierung vun der Matbestëmmung kënnt uschneiden.

Här President, dat géif awer enger substantieller Investitioun an d'Weiderbildung vun den Delegéierten bedürfen. E Mandat vun engem Delegéierten ass ëmmer nëmmen esou vill wäert wéi déi Persoun, déi et dréit.

Fir eng effizient Repräsentatioun vum Salarié kënnen ze garantéieren, geet et net méi duer, dass en Delegéierten en Idealist ass, mee e muss och substantiell Kenntnisser, esouwuel vum Sozial- an Arbechtsrecht, wéi och am Zesummenhang mat der Betriibswirtschaft hunn.

Duerfir gehéiert zu enger optimaler Matbestëmmung vum Salarié och eng zolidd Aus- a Weiderbildung vun den Delegéierten. Och d'Asetze vun de moderne Kommunikatiounsmëttele sinn am Beräich vun der Matbestëmmung vu grousser Wichtegkeet. De Salariatsvetrieder muss genau wéi säin Employeur kënnen op all nei Technologien am Informatiounsberäich zréckgräifen.

Här President, e Personaldelegéierten ass en Idealist an exposéiert sech ganz oft perséinlech am Interesse vu senge Mataarbechter. E riskéiert domadder ganz oft seng eege Carrière an esouguer heiansdo seng Kuuscht.

Well et an der Lescht, trotz engem gesetzleche Schutz géint Entloossungen, ëmmer nach virkënnt, dass géint Delegéierten eng Mise à pied ausgeschwat gëtt, ass et onbedingt noutwenneg, dass de Législateur de Schutz vun de Personaldelegéierten, awer och de Schutz vun de Sécherheetsdelegéierte weider ausbaut, an ouni Restriktiounen applizéiert, well mer soss Gefor lafen, dass mer net méi vill Leit fannen, déi de Courage hunn, sech als Personaldelegéierte bei de Wahlen opzesetzen.

De Personaldelegéierten an d'Personaldelegatioune sinn direkt a wichteg Interlocuteuren, fir de soziale Fridden ze garantéieren. De Wäert vum soziale Fridden ass onermiesslech an e gutt Betriibsklima kann dem Employeur och Benefisser bréngen. Ech sinn esouguer der Meenung, dass de soziale Fridden op der Bourse misst cotéiert ginn, well e fir d'Ekonomie vu grousser Bedeitung ass.

(Interruption)

Ech géif awer mengen, dass do Lëtzebuerg, mat deem soziale Fridden, dee mer hunn, awer ganz héich quotéiert wier, an eis Aktië wären déi Bescht, weltwäit gesinn.

Här President, wat d'Repräsentatioun an de Verwaltungsréit ubelaangt, sou ass eis mat der Megafusioun ARCELOR gewise ginn, wéi wéineg Afloss dass mer eigentlech op d'Ekonomie hunn. Domadder ass och bewise ginn, dass de Législateur, an net nëmmen deen nationalen, méi nach wéi virdru gefuerdert ass, fir d'Spillregele vun der Ekonomie kloer ze definéieren.

Dat erschreckend Beispill an der Belsch vun der Firma Renault zu Vilvoorde hätt eis am Fong scho missen erwächen an eis zu Ae féieren, dass mer national an europäesch eng zolidd Législatioun brauchen, fir dass och bei de Multiën d'Interesse vun de Salariéë garantéiert gëtt.

E Verwaltungsrot duerf net nëmmen en Informatiounsinstrument fir d'Salariatsdelegéierte sinn, well wa mer éierlech sinn, da wësse mer dass d'Salariat do nëmme mat engem Drëttel vertrueden ass. Et muss hinnen a kruzial wichtege Froen en effektiivt Matsproocherecht garantéiert ginn.

Här President, d'Matbestëmmung vum Salariat duerf sech natierlech net nëmmen op d'Betriber beschränken. Den nationale Sozialdialog ass hei am Land zu engem Instrument ginn, wat verschiddentlech seng Friichte gedroen huet.

Wat ech scho virop op betriiblecher Basis bemierkt hunn, gëllt awer och um nationale Plang, nämlech ze verhënneren, dass sech eenzel Gremien an hire Kompetenzen iwwerschneiden.

Mer hunn zum Beispill de Wirtschafts- a Sozialrot, a mer hunn d'Tripartite. Dës zwee Gremië sinn zum Deel vun deene selwechte Leit besat. Si bewege sech och an de Kompetenzen, meeschtens um selwechten Niveau, a beschäftege sech allen zwee och mat sozioekonomeschen Themen. De Koordinatiounskomitee vun der Tripartite ass am Fong als Kriseninstrument am Zesummenhang mat de Problemer um Aarbechtsmaart unzegesinn.

Do stellt sech d'Fro: Brauche mer elo, wou mer seit mindestens 15 Joer keng Kris méi haten, nach e permanent Kriseninstrument, wat sech zudeem och nach ëm Saache këmmert, déi eigentlech dem Parlament a senge Kommissiounen zoustinn?

Mer sinn als ADR op jiddfer Fall géint all ausserparlamentaresch Gremien, déi niewent de Parlamentskommissioune fonctionnéieren, wann net eng aussergewéinlech Situatioun sech astellt. De Wirtschafts- a Sozialrot kënnt also, menger Meenung no, ouni Problem déi Arbechte vun der Tripartite iwwerhuelen, an et wier och op jiddfer Fall méi Transparenz an deem Ganzen.

De Wirtschafts- a Sozialrot huet awer 36 Memberen, dovunner 13 Salariatsdelegéierten, 15 Patronaatsdelegéierten a siwen Delegéierten aus dem sozio-ekonomesche Beräich. Hei ass ze bemierken, dass d'Salariat mat 13 Delegéierte vis-à-vis vu 16 Delegéierte vum Patronat ënnerrepräsentéiert ass. En éischte Schrëtt a Richtung gläichberechtegt Matbestëmmung wier also, am Wirtschafts- a Sozialrot emol eng paritéitesch Besetzung ze garantéieren.

Här President, ech wëll awer och d'Beruffschamberen hei erwähnen, well ech och doranner e ganz wichtegt Matbestëmmungsinstrument gesinn. D'Wahle vun de Vertrieder vun de Beruffschambere mussen onbedingt opgewäert ginn.

D'Beruffschamberswahle fillen all fënnef Joer de Puls vum Salariat, a loossen och méi oder wéineger duerchblécken, wien d'Salariat als seng Vertrieder um nationale Plang wëllt.

Bedenklech ass awer dee klenge Prozentsaz vu Bedeelegung bei dëse wichtege Wahlen, an dat, obwuel d'Gewerkschaften e Maximum vun Efforte maachen, fir dës Bedeelegungsquot eropzesetzen, wat da fir mech onweigerlech d'Fro opwerft, op d'System vun der Bréifwahl, dat e Verméige kascht, dat richtegt ass.

Solle mer, wa mer schonn nei Iwwerleeungen iwwert d'Matbestëmmung ustellen, net och hei nei Weeër goen, andeem mer vun der Bréifwahl iwwerginn op Wahlen am Betrib, well jo souwisou am Betrib d'Ausschusswahlen zum selwechten Zäitpunkt stattfannen an domadder d'Infrastrukture jo schonn op der Plaz sinn?

Fir Betriber, déi zum Beispill ënner 20 Leit hunn, kënnten dës Wahlen an der Gemeng stattfannen, wou se établéiert sinn. De Salarié misst da just, genau wéi bei de Gemengen- a Chamberswahlen, natierlech déi Zäit, wou e wiele geet, fräigestallt ginn.

Net nëmmen d'Wahle si wichteg, mee och d'Fonctionnement an d'Kompetenz vun deenen eenzelne Chamberen.

Une voix.- Nëmme wann e richteg wielt!

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Nëmme wann e richteg wielt, selbstverständlech! E muss dat och optéieren.

D'Beruffschambere sinn als Parlament vum Salariat unzegesinn a sollten deementspriechend och respektéiert ginn, andeem se opgewäert ginn. De Salarié muss méi den Androck vermëttelt kréien, dass seng Interessei vis-à-vis vum Législateur optimal vertruede ginn. Awer och an dësem Beräich, dee jo niewent den allgemeng verbindleche Kollektivverträg sech meeschtens um legislativen Niveau ofspillt mat den Avisen, déi d'Beruffschambere mussen ofginn, muss den Delegéierten eng optimal Formatioun erméiglecht kréien. Nëmmen da kann ee vun enger effizienter Vertriedung vum Salariat oder vun deene Gruppen ausgoen, déi eng Beruffschamber nun ebe vertrëtt.

Här President, eng aner Matbestëmmung um soziale Plang sinn d'Krankekeesewahlen. Och hei sinn héich Käschten am Spill bei deene Wahlen an och hei soll ee sech iwwerleeën, well jo och dës Wahlen am selwechten Zäitraum stattfannen, ob mer net d'Salariéen am Betrib an déi aner all an de Gemengen solle wiele loossen. Och an dësem Beräich muss dem Assuré kloer gemaach ginn, dass hie sech soll massiv un de Wahle bedeelegen, fir dass d'Zesummesetzung vun deene soziale Matbestëmmungsgremien och wierklech repräsentativ ass.

Eng massiv Bedeelegung bei de Wahle kann och Ausschlag ginn op Décisiounen, déi vun de Krankekeese geholl ginn, am Zesummenhang mat der sozialer Ofsécherung, awer och am Zesummenhang mat den Décisiounen iwwert d'Participatioun vun den Assuréë bei dëser sozialer Ofsécherung.

Här President, d'Matbestëmmung ass an alle Beräicher en elementar wichtege Bestanddeel vun der Demokratie. D'Matbestëmmung förderen ass also eng Noutwennegkeet.

Den ADR schwätzt sech an deem Zesummenhang méi aus, fir an d'Richtung ze goe vun enger qualitativer Matbestëmmung. Dat heescht vläicht manner Matbestëmmungsgremien, mee dofir awer méi Effizienz iwwert de Wee vun der Formation continue, der optimaler Ofsécherung vun den Delegéierten, verbonne mat effektiver Bewegungsfräiheet, mat engem Informatiounsrecht, a wat méi wichteg ass, och mat engem effektiven Asproochrecht.

Här President, net nëmmen d'Employeuren, mee och de Législateur muss sech bewosst sinn, dass mat engem gutt strukturéierten an effiziente Matsproocherecht den Ursprong vum soziale Fridde geluegt gëtt. De soziale Fridden ass esouwuel fir eis Salariéen, mee och fir eis Ekonomie eppes Onersetzleches.

Dofir hoffen ech, dass bei allen Décisiounen, déi an dësem Zesummenhang an Zukunft hei getraff ginn, eng optimal Ofsécherung vun de Salariatsvertrieder realiséiert gëtt, dat awer onbedingt am Respekt vun der repräsentativer Demokratie.

Wat elo déi zwou Motiounen ubelaangt, esou wëll ech hei soen, dass et méi däitlech ass, a mir och méi kloer an däitlech ass, an dass ech déi dofir wëll ënnerstëtzen.

Ech soen Iech merci!

M. le Président.- Merci Här Jaerling. Den nächste Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn erstaunlech, datt et ëmmer nach Leit gëtt, Associatiounen, Gremien oder Institutiounen an eiser Gesellschaft, déi der Meenung sinn, datt d'Rechter vun de Salariéen an den Entreprisë misste verbessert, ausgebaut ginn, respektiv missten déi betreffend Législatiounen ëmgeännert ginn.

Et ass erstaunlech, wann een esou Avisen oder esou Saache liest - den Här Bettendorf huet ons der eng Rei hei virdrun zitéiert -, wann een all Dag immens virun d'Ae gehale kritt, wéi datt d'Ekonomie sech insgesamt an deene leschte 15 Joer verännert huet, datt am Zäitalter vun der Globaliséierung eng Konzentratioun u Kapital stattfonnt huet, déi onwahrscheinlech ass an déi wierklech eng Dynamik erreecht huet, déi virun 20 Joer nach kaum viraussehbar war.

Datt mer de Moment konfrontéiert si mat Fusiounen, net nëmme vun eenzelnen Entreprisen, mee vu ganzen ekonomesche Secteuren, datt et an Zwëschenzäit ekonomesch Secteure gëtt, wou mer quasi Monopolstellungen erreecht hu vu Megakonzerner weltwäit an datt et natierlech esou ass, datt déi Gesetzgebung, déi mer haut hunn, sief et d'Kollektivvertragsgesetzgebung, sief et awer och d'Gesetzgebung iwwert d'Représentation salariale, déi aus engem Industriezäitalter, oder déi déi opgebaut sinn op en Industriezäitalter vun der Nokrichszäit, déi réckwierkend hiren Ursprong fannen ufanks der 60er Joren, datt déi net méi adaptéiert sinn, fir der Komplexitéit vun der ekonomescher Realitéit vun haut Rechnung ze droen.

Wann een dann nach bedenkt, datt eng ganz Rei nei Erausfuerderungen an deene leschten 20 bis 25 Joer op d'Personaldelegatiounen zoukomm ass, als Stéchwuert eleng nëmmen d'Ëmweltproblematik, déi jo och net déi einfachst ass, wann een déi um betriblechen Niveau muss behandele mat alle Konsequenzen déi dat huet, dann ass et fir eis op alle Fall kloer, datt mir och hei zu Lëtzebuerg mussen an d'Richtung goen, fir d'Rechter vun de Salariéen an de Betriber ze iwwerdenken, net an engem Sënn, wéi dat vläicht eenzelner am Ausland wëlle maachen, oder haart driwwer nodenken, fir d'Rechter ofzebauen, méi éischter fir se auszedehnen, fir se ze verbesseren a se unzepassen un déi nei ekonomesch Realitéit, déi mer virfannen.

Et ass och esou, datt zënter enger Rei Jore schonn déi meescht grouss Gewerkschaften, haaptsächlech déi zwou grouss Gewerkschaften zu Lëtzebuerg, den OGB-L an och den LCGB, eng Reform vun den Droits syndicaux a vum Dialogue social verlaangen.

Et gëtt eng ganz Serie vu Resolutiounen, déi op verschiddenste Gewerkschaftskongresser ugeholl gi sinn, déi eigentlech ënnersträichen, a wat fir eng Richtung déi Reforme sollte goen. Den Här Lux huet haut och am Numm vun der LSAP, als éischte Riedner hei - et war jo och seng Fraktioun, déi deen Débat hei ugefrot huet - ,schonn eng ganz Rei Saachen ervirgestrach, déi ech dofir och net méi wëll widderhuelen, mat deenen ech mech kann averstane fillen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Ech wëll dofir haaptsächlech op sechs Punkten agoen. Dat sinn déi sechs Punkten, déi fir eis als Gréng déi wesentlechst sinn, niewent all deenen aneren, déi hien opgezielt huet, déi och an der Motioun dran enthale sinn, déi mir iwwregens kënne matstëmmen, a wou ech och der Meenung sinn, dass d'LSAP-Motioun méi konkret a méi präzis doran ass, fir direkt ze handelen, wéi et déi Motioun vun der Majoritéit,ass. Duerfir wëll ech mech och op déi sechs Punkte limitéieren, wou eiser Meenung no ee ganz dréngende Reformbedarf besteet.

D'Kollektivverträg, dat ass de wichtegste Bestanddeel vun der Sozialpolitik an de Betriber, mee och an der gesamter Ekonomie. Desöftere sinn a wichtege Secteuren an eisem Land, wou grouss Kollektivverträg ofgeschloss gi sinn, oft Virreiderkollektivverträg ofgeschloss ginn - dat war fréier an der Stolindustrie, haut ass et an anere Secteuren éischter de Fall -, déi d'Sozialpolitik hei am Land massgeblech mat beaflosst hunn a wou et och oft herno an d'Richtung gaangen ass, datt de Législateur - eigentlech nëmme wann a grousse Secteure Kollektivverträg ofgeschloss gi sinn -, just nach de leschten Tëppelchen op den i drop gesat huet, andeem zum Beispill, wann ech elo d'Aarbechtszäit wëllt eraushuelen, dann herno légiféréiert géif ginn um gesamtgesetzleche Plang, fir dass och virun allem déi Salariéë kéinte vu gudden Aarbechtskonditioune profitéieren, déi net esou vu gudde Kollektivverträg kënnen dreemen, an déi dann och an deem Mooss ofgeséchert sinn, wéi déi grouss ekonomesch Secteuren.

Dofir ass et kloer, datt och an Zukunft d'Kollektivvertragsverhandlungen dee wichtegste Bausteen sinn an enger gudder Sozialpolitik. Dofir mussen, fir dass déi Kollektivveträg nach uerdentlech an Zukunft kënnen oflafen, op verschiddene Punkte Verbesserunge virgeholl ginn.

Deen éischten, deen ech wëll uschneiden, awer nëmme just an engem Saz, dat ass deen natierlech, dass mer mussen eng genau Definitioun kréien an deenen nächste Méint iwwert d'Repräsentativitéit, wat national Repräsentativitéit ass. Ech wëll haut net méi op deen Aspekt agoen, well mir haten dat schonn eng Kéier hei gemaach am Kader vun enger Debatt a mir kréien och nach Geleeënheet dozou, mee dat ass awer natierlech zu Lëtzebuerg, angesichts där, géing ech soen, enorm opgesplitterter Gewerkschaftszeen, déi mir hei am Land hunn, keng einfach Aufgab. Ech hoffen op alle Fall, dass déi Léisung, déi erauskënnt, net dozou féiert, dass déi Zersplitterung, déi mir hei am Land kennen, nach verschlëmmert gëtt.

Deen zweete Punkt: De Champ d'application muss nei definéiert ginn, virun allem och am Kontext vun der nationaler Ekonomie am europäesche Kontext. Virun allem gesinn ech do dee ganze Volet, an zwar dass duerch ëmmer méi étofféiert Gesetzgebungen, déi eis et och erlaben an Zukunft Kollektivveträg op europäeschem Niveau ofzeschléissen, wouduerch natierlech eng ganz nei Dynamik erakënnt, misste mer awer kucke mussen um Niveau vun dem Champ d'application vun eiser Kollektivvertragsgesetzgebung an och vun den Droits syndicaux, fir nei ze definéieren en fonction vun deem, wat do op eis zoukënnt.

An dann een drëtte Punkt - en ass och scho vu ville Riedner ugeschwat ginn -, ee ganz wichtegen, d'Rechter vun den Delegéierten am Betrib a virun allem och de Schutz vun deenen, déi d'Kollektivverträg verhandelen. Mir hunn an deene leschte Joren des Öftere kënne feststellen, dass zum Beispill och am Bankesecteur d'Rechter an de Schutz vun den Delegéierte mat Féiss getrëppelt gi sinn, an dat zolidd. Et ass souguer eng Kéier esou wäit gaangen an enger Bank, dass rücksichtslos Delegéierten entlooss gi sinn. Alles dat beleet eis, dass do en dréngenden Handlungsbedarf ass a mer kucke mussen, fir do de Schutz an d'Rechter auszebauen.

Mer mussen awer, angesichts dem Fait dass et ëmmer méi komplizéiert an ëmmer méi komplex gëtt, fir mat de Betriber ze négociéieren, dass de Congé syndical erweidert gëtt, dass d'Fräistellungsméiglechkeete fir d'Leit erweidert ginn; dass den Accès vun de mandatéierte Vertrieder vun de Gewerkschaften, déi eng wichteg Roll spille beim Bäistand vun den Delegéierten an den Entreprisen, dat heescht déi haaptamtlech Vertrieder vun den nationale repräsentative Gewerkschaften, also dass déi en Accès kréien an d'Betriber, Accès, deen natierlech eng geregelt Form muss kréien. Dat muss dach kënne méiglech sinn!

Doriwwer eraus stellt sech eng Fro fir d'Zukunft: Vu que dass et ëmmer méi komplex a komplizéiert gëtt, mengen ech och, dass d'Delegéierten an den Entreprisë mussen d'Moyene kréien, fir kënnen extern Consultanten erunzéien. Si musse selwer och mol Studien an Optrag ginn, dat heescht si musse finanziell Moyene kréien, fir kënne Studien ufäerdegen ze loossen. Dat ass enorm wichteg, wa mer gären hätten, dass déi Leit, déi an de Betriber solle Kollektivverträg verhandelen, och minimal op d'mannst op deem selwechten Niveau vun Know-how sinn, wéi déi Leit mat deene se do verhandelen.

Ee leschte Punkt, deen dozou gehéiert, dat ass natierlech den Accès zu der Informatioun am Betrib, zemools an esou Megakonzerner, wou een net méi esou richteg weess, wien do d'Soen huet, ass dat immens wichteg.

Véierte Punkt ass, dass mer eng verdéift Reform musse maache vum Office national de la conciliation. Et muss eng Instanz ginn, déi an Zukunft ganz kloer arbitréiert bei Litigen en rapport mat alle legalen a réglementairen Dispositiounen, déi am Zesummenhang sti mat de Personaldelegatiounen oder de Comités mixtes d'entreprises. An deem Sënn muss virun allem, eiser Meenung no, eng Verstäerkung an eng Professionaliséierung komme vun deem Organ, dat heescht et muss ee Sekretariat kréien, wat uerdentlech ausstaffféiert ass. D'Présidence muss nei organiséiert ginn an och d'Zesummesetzung, sougutt op Patronatssäit wéi op Gewerkschaftssäit, muss iwwerduecht ginn am Sënn vun enger Professionaliséierung.

Fënnefte Punkt ass, dass mir ganz kloer en Ausbau an eng Moderniséierung vun dem Delegatiounsgesetz brauchen. Mer mussen éischtens iwwert dat nodenken, wat den Här Lux och scho virdrun explizéiert huet, iwwert dat wat ee Groupe d'entreprises ass an an Zukunft soll sinn. Fir déi Definitioun kéint ee sech ulehnen un der Direktiv iwwert de Comité d'entreprises européennes, mä virun allem muss een awer och doriwwer nodenken, fir ee ganze Pak Reformen ze maachen, fir d'Haaptdelegatiounen an de Betriber besser ze ënnerstëtzen, fir hinne méi Moyenen ze ginn. Mir mussen och doriwwer nodenken, ob een net de Seuil soll erofsetzen, wéini een iwwerhaapt muss eng Delegatioun an engem Betrib forméieren. Den OGB-L huet an enger Resolutioun gesot, ab zéng Salariéen. Ech mengen dat sinn Zuelen iwwert déi ee kann diskutéieren. Sécherlech ass de Seuil, wéi en am Moment ass, ze héich.

Vu que datt mer entre-temps natierlech eng immens Opsplitterung hu vun den Aarbechtszäiten an den Entreprise bei der Règle discriminatoire, déi am Moment besteet, wou nëmme mussen déi Poste gezielt ginn, wou mindestens 16 Stonne geschafft gëtt, dat heescht, alles, wat ënnert 16 Stonne geschafft gëtt, gëtt iwwerhaapt net gezielt beim Berechne vum Personalstaff, fir d'Berechnung wéini eng Delegatioun geschafe misst ginn. Och dat misst een iwwerdenke wann ee weess, dass een an der Zwëschenzäit bei där Flexibilitéit, déi mer bei den Entreprisen hunn, ëmmer méi Leit huet, déi zwou, dräi Aarbechten hunn - op enger Aarbecht 20 Stonne schaffen, op enger anerer 16, op enger drëtter 14 Stonnen -, wat natierlech dozou féiert, datt dat e wichtege Facteur gëtt, wann et drëms geet ze definéieren, ab wéivill Salariéen een zum Beispill muss eng Delegatioun aféieren.

Da mussen natierlech och, eiser Meenung no, d'Contrats à durée déterminée mat abezu ginn, well mir gesinn, datt d'Zuel vun de Contrats à durée déterminée natierlech massiv zouhëlt an deem dote Kontext, dofir muss och do eng Regelung agefouert ginn.

Dann ee ganz wichtege Punkt, dat ass d'Kommunikatioun innerhalb vun der Entreprise. Dat kritt haut natierlech och eng besonnesch Bedeitung mat deenen neie Kommunikatiounsmëttelen, déi mer zur Verfügung hunn. Dat sinn alles Kommunikatiounsmëttelen, déi sech dërmoosse rasant an deene leschte Joren entwéckelt hunn a wou immens vill Konfliktpotential de Moment an den Entreprisen ass driwwer, wat haut en Delegéierten däerf benotzen, fir Informatioune weiderzeleeden oder och net.

Ech mengen et ass ganz kloer, dat musse mer nei definéieren an och virun allem den Delegéierten nei Rechter ginn. Schlussendlech musse mer och eng Revalorisatioun kréie vun den Zentraldelegatiounen op Betribsniveau. Mir wëssen, dass mir haut eng immens Filialiséierung hu vun Entreprisen, dat heescht, wou einfach carrément Entreprisen opgespléckt ginn a fënnef Verschiddener an einfach dobausse gemaach gëtt, wéi wann déi fënnef mateneen näischt ze dinn hätten. Am Endeffekt hu si awer natierlech eppes mateneen ze dinn, wat dann natierlech dozou féiert, dass et ganz schwéier gëtt Kollektivvertragsverhandlungen ze féieren.

An deem Kontext ass et kloer, dass d'Zentraldelegatiounen een neie Rôle musse spillen. Hire Rôle muss ganz staark revaloriséiert

ginn, och wat hir Rechter ubelaangt. Éischter musse mir an d'Richtung goen, fir deenen hir Rechter auszebauen, genau sou wéi bei den normalen Delegatiounen an de Betriber.

Dee sechste Punkt ass, datt mer natierlech mussen eng Reform virhuele vun der Législatioun iwwert de Comité mixte a virun allem och iwwert de Conseil d'administration. Ech hunn déi Dynamik ernimmt, déi mer an der Ekonomie de Moment kennen a wat sech do un neien Entreprisë geschafen huet. Do muss ganz kloer d'Législatioun iwwert de Comité mixte an de Conseil d'administratioun eng aner Nues an Zukunft kréien, wéi dat haut de Fall ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng sinn der Meenung, datt eng gutt sozial Gesetzgebung an e gutt Matsproocherecht vun de Gewerkschaften an de Betriber e wichtege Faktor ass fir de sozialen Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft. A wann ech soen e wichtegt Argument fir de sozialen Zesummenhalt, dann ass et och e wichtege Stellewäert fir de gesellschaftlechen Zesummenhalt insgesamt.

Leider ass dat an deene leschte Joren oft an eiser sougenannter Spaassgesellschaft an de Vergiess geroden. Et ass kaum an der Zwëschenzäit de Leit dobaussen nach bewosst, wou hier 30 Deeg oder 25 Deeg Congé hierkommen, déi automatesch Lounupassungen un den Index hierkommen, an esou weider, datt dat alles net vum Himmel gefall komm ass, mee datt dat alles resultéiert aus Jorzéngte laange Sozialkämpf, déi gefouert gi si vun de Gewerkschaften.

Ech mengen datt et wichteg ass, datt mer awer der Spaassgesellschaft erëm eng Kéier erklären, datt, wann et esou weider geet a mer d'Rechter vun de Betribsdelegatiounen an de Gewerkschaften insgesamt an de Betriber weider ënnerhielegen a se net upassen un eis modern Ekonomie, et da mat der Spaassgesellschaft ganz schnell wäert eriwwer sinn, a wann d'Gewerkschaftsrechter net gestäerkt ginn, mer an eng Situatioun kommen, wou net nëmmen den demokrateschen Zesummenhalt vun eiser ekonomescher Gesellschaft, mee den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft insgesamt a Fro gestallt ass.

An deem Kontext ass et fir eis och kloer, datt mir ganz genau, och wéi et an der Motioun vun der LSAP festgehalen ass, staark mat Demandeur sinn, fir d'Rechter vun de Salariéen an deem Sënn ze stäerken.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech emol direkt vu vir eran entschëllegen dofir, dass ech elo net am Detail aginn op déi Debatt, déi elo op der Dagesuerdnung steet. Ech muss zouginn, dass ech mech déi lescht Deeg zimlech intensiv befaasst hu mat deem Gesetz iwwert d'Repérages téléphoniques a mat deem ganze Volet Droits de l'Homme an demokratesch Fräiheeten, dee mat deem Gesetz verbonnen ass. Ech mengen, dat ass e Volet, deen och misst d'Gewerkschaften interesséieren, deen och misst d'Salariéen interesséieren am Allgemengen, well dat jo och wichteg ass bei hirem alldeeglechen Asaz fir hir Rechter, fir dass se do och déi néideg demokratesch Fräiheeten hunn, fir sech kënnen ze artikuléieren.

Et gëtt zum Beispill an der Motioun vun der LSAP virgeschloen, dass misst en " droit à l'information et à la communication " an de Betriber bestoen, an dass do och all " moyens de communication technique et électronique disponibles au sein de l'entreprise " misste benotzt kënne ginn, ouni déi Entraven, déi mer jo alleguerte kennen aus der Press, wéi dat a verschiddene Secteure gehandhaabt gëtt. Ech fannen, dat sinn och Saachen, déi mussen an d'Aarbechtsgesetz erakommen. Ganz staark muss deen Aspekt an den Aarbechtsgesetzer verankert ginn.

Ech hat déi Diskussioun mam Minister, wéi mer hei am Juli iwwert den Dateschutz geschwat hunn, wou ech gesot hunn, grad déi Froen, vun zum Beispill Teleiwwerwaachung op der Aarbechtsplaz oder d'Rechter, d'konkret Rechter, déi d'Leit missten hunn, fir sech ze artikuléieren, déi missten an d'Aarbechtsgesetz selwer erakommen. Dat ass eng wichteg Fuerderung, déi hei gestallt gëtt.

Ech hat bei enger Ried gesot, dass et mer schéngt, wéi wann d'wirtschaftlech Selbstbestëmmung a Matbestëmmung vun de Salariéen, an dat si jo awer ëmmerhin déi Leit, déi iwwer 90% vun der Bevölkerung hei am Land duerstellen, esou kleng sinn, wéi d'politesch Matbestëmmung vun de Leit deemools a Frankräich ënnert dem Sonnekinnek. Si sinn net vill méi héich. Ech mengen dat ass den eigentleche Problem, dee sech stellt.

Den eigentleche Problem, dat ass den Här- a Meeschterstandpunkt, deen nach ëmmer an de Betriber verteidegt gëtt, wou et vornehm ausgedréckt heescht, datt den „droit de l'employeur d'organiser son entreprise“ de Grondprinzip ass, deen am Aarbechtsrecht nach ëmmer gëllt. D'Géigegewiichter, déi et do derzou gëtt, iwwert déi si mer jo de Moment amgaang ze diskutéieren. Et sinn der leider net genuch, och d'Inspection du Travail et des Mines, wou hei jo gefuerdert gëtt, dass déi misst reforméiert ginn, déi huet wéineg Rechter a wéineg Personal, fir déi Rechter duerchzesetzen.

Et gëtt och keen Untersuchungsriichter, deen enquêtéiere géif, Repérage téléphonique oder Ecoute téléphonique géif maachen, fir d'Abüe vun de Patronen emol eng Kéier festzestellen. Ech hunn nach ni vun esou engem Fall héieren, mir hu jo virdru vu Repérage téléphonique geschwat. Duerfir wëll ech hei grondsätzlech soen, dass ech all déi wäitgehenst Virschléi ënnerstëtzen, souwuel op nationalem wéi och op europäeschem an op internationalem Plang op deene verschiddenste Gebitter, déi de Salariéen hir Rechter garantéieren an ausbauen. Esou och am Aarbechtsrecht.

Et gëtt hei an der Motioun vun der LSAP - wou ech wëll soen, dass ech se prinzipiell gutt fannen an ënnerstëtzen - geschwat vun der „protection des délégués du personnel“. Ech weess jo, dass mer hei an der Debatt sinn iwwert d'Délégués du personnel, mä ech fannen do wier esou en Zousaz wéi „protection du personnel et des délégués du personnel“ net falsch op der Plaz. Well ech mengen, et geet och dorëmmer, wat fir Rechter d'Leit op der Aarbechtsplaz selwer hunn, well grad do geschéie jo awer déi meeschte mëssbräichlech Kënnegungen. D'Déléguéen hu jo e gewësse Schutz, dee wuel nach net duergeet, mee ëmmerhin hu se deen awer.

Bei de Conventions collectives gëtt et vill ze soen. Et géif och vill ze soe ginn allgemeng, an dat huet näischt mat Sozialrecht oder Aarbechtsrecht ze dinn, wat d'Garantéierung vum Wahlrecht vun deenen auslännesche Matbierger ugeet, déi mir bei eis hunn. Ech mengen, dat ass e grousse Problem vu politescher Légitimitéit, och vun eisen demokrateschen Institutiounen. E groussen Deel, grad vun de Salariéen, ass dovunner ausgeschloss. Iwwerhaapt fannen ech, dass d'Demokratie déi alles bestëmmend Fro ass an alle Gebitter. Et geet drëm, méi Demokratie duerchzesetzen.

Sécher konnt am Modell Lëtzebuerg, mä wat heescht de Modell Lëtzebuerg? Dat heescht am Fong geholl, dass d'Patronen an d'Aarbechter matenee schwätzen, dass d'Aarbechter och Rechter hunn, fir dat kënnen ze maachen. Dorëm geet et jo am Fong geholl. Sécher konnt an deem Modell Lëtzebuerg munches u sozialem Schutz an där leschter Zäit erreecht ginn, awer en hat och ëmmer zum Zil, fir dee wirtschaftlechen Ëmbroch ze begleeden, dee gläichzäiteg, virun allem am Süde vum Land geschitt ass. A wéi den Avenir bis an der Zukunft luch, an dat ass d'Gegenwart, elo gëtt Drock ausgeübt vun de Patronen, fir d'Rad vun der Geschicht zréckzedréinen. Um Spill steet de Statut vum Salariat, d'Stellung vum Salariat, vun där gréisster sozialer Schicht an eiser Gesellschaft. Dat ass e Statut, deen erkämpft ginn ass, deen ass net geschenkt ginn.

De Sozialdialog, deen hei an enger anerer Motioun beschwuer gëtt, huet och net vun Ufank u bestanen. Fir d'éischt ass emol an de Betriber gekämpft ginn. An ech mengen och, dass et elo erëm un der Zäit ass, fir, wann et noutwenneg ass, mat der Fauscht op den Dësch ze haen, fir virun allem och kloer Fuerderungen ze stellen an tëschent de Gewerkschaften zesummen ze schaffen, well d'Patronen, dat wësse mer jo alleguer, déi schaffen och zesummen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Dir Dammen, Dir Hären, den Här Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll fir d'éischt der Chamber merci soe fir déi Debatt, déi mer hei gefouert hunn, déi mer hëllefe kann, fir e wesentleche Punkt vun der Regierungserklärung ëmzesetzen, eng Debatt, déi jo op Ufro vum Här Lux zustane koum. Ech wëll och alle Riedner, déi hei Stellung geholl hunn, merci soen, well et eng propper, oppen Debatt war, wou natierlech Nuancen erauskomm sinn. Dat ass esou. Déi wäerte mer, wa mer d'Gesetz ausschaffen - esou einfach ass dat Gesetz net auszeschaffen -, nach all erëmfannen.

Ech sinn awer frou, dass sech hei esou e breede Konsens erausgeschielt huet fir eng ganz Partie vu Saachen. Dat wäert wierklech och meng Iwwerleeungen an Zukunft vereinfachen. Ech zéien eppes eraus, wat de Marcel Glesener gefuerdert huet, dass wann ech bis en Avant-projet hunn, deen net direkt déposéieren, mee e virdru mat de Sozialpartner duerchdiskutéieren. Ech wäert hei net onbedéngt Aktivismus maachen.

Et ass jo hei gefrot ginn, wéini dass e kënnt, deen Avant-projet a woufir mer nach net esou wäit sinn. Dozou wëll ech ganz däitlech soen, dass een och als Minister muss Prioritéite fixéieren, wann een e klenge Staff huet vu Leit. An deene leschte Méint war dat doudsécher d'Kollektivvertragsgesetz. Ech hu selwer gesot, ech waarden déi Directive "information et consultation" of, well dat mat ee vun deene wesentlechste Punkte gëtt a fir mech e Kärstéck ass vun deem, wat mer hei wëllen an Zukunft maachen. De Lucien Lux huet drop higewisen, dass ech dat gesot hat.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass ech net wollt elo scho mat de Sozialpartner am Detail iwwer epes schwätzen, wou mer déi Debatt hei sollten hunn. Ech mengen, dass et scho richteg ass, dass déi Debatt fir d'éischt war an d'Chamber mer eng Rumm fixéiert, déi nach mat Liewen auszefëllen ass.

Wéi gesot, mer wäerten nach genuch iwwert Detailer streiden, mee dat maache mir haut net. Ech si frou dass sech e Konsens erausgeschielt huet, dee mer d'Saach bestëmmt an den Diskussioune mat de Sozialpartner méi einfach mécht. Déi Leit, déi elo scho mengen, ech géif net mat eppes kommen, sollte sech täuschen. Ech hunn nach an deene leschte Wochen dauernd misse liesen, d'Kollektivvertragsgesetz géif dach ni kommen. Ech hu souguer misse liesen an héieren, d'Koalitioun géif iwwert dem Kollektivvertragsgesetz auserneefalen. Déi ass net iwwert dem Kollektivvertragsgesetzprojet ausernee gefall, an déi wäert och net iwwert dësem Projet auserneefalen.

Ech mengen, dass mer an dëser Koalitioun, esou vill sozial Progrèse gemaach hu wéi scho laang net méi. D'Horescasgesetz, an dat hutt Der jo schonn héiere vum Lucien Lux, dat stoung dës Kéier net an der Regierungserklärung. Mer hunn et awer an dëser Koalitioun bruecht.

(Interruptions)

Ech hunn och gutt Hoffnung, dass dat Gesetz kann 2003 a Kraaft trieden, sou dass Der do sollt emol mir all vertrauen, dass ech et hei deponéieren an dass et och kënnt.

De Sozialdialog ass d'Ophängeschëld vun der Debatt vun haut, an ech wëll drop hiweisen, dass de Sozialdialog eppes ass, wat een net einfach esou soll an de Mond huelen, ouni nozedenke wat dat bedeit. Sozialdialog bedeit soziale Fridden. Sozialdialog bedeit awer och Subsidiaritéit. Dat bedeit, dass net de Gesetzgeber alles bis an de leschten Detail regelt, weder den internationalen, nach den europäeschen, nach den nationale Gesetzgeber, mee dass een de Partner eng wäitgehend Spillwiss iwwerléisst, eng wäitgehend Rumm gëtt, fir déi Problemer, déi se hunn, gemeinsam ze léisen.

Dat ass eng wierklech ordnungspolitesch Ausso, wann ee seet, mir si fir de Sozialdialog. Haut ass et ëmsou méi wichteg, fir de Sozialdialog ze sinn, an enger Welt, wou besonnesch den nationale Gesetzgeber ëmmer manner Latitude huet, fir alles am Detail ze regelen. Mir hunn einfach haut duebel esou vill Betriber am Land, wéi nach virun zéng Joer. An déi Betriber hunn och all verschidden Zorte vu Betribssystemer, vun Aarbechtsproduktiounssystemer, sou dass de Sozialdialog wierklech ëmmer méi wichteg gëtt, fir déi alldeeglech Problemer am Betrib ze léisen.

Dofir muss de Sozialdialog op allen Niveaue kënnen och an Zukunft verstäerkt an och verbessert ginn. Ech gesinn e virun allem op dräi Niveauen.

Fir d'éischt, an ech fänken ganz uewen un, dat ass de Sozialdialog op nationalem Niveau, tëschent de Sozialpartner engersäits an dem Stat anerersäits. Do hu mer zwee Organer, dat eent ass de Wirtschafs- a Sozialrot, dat anert ass d'Tripartite. Wat do d'Opdeelung e bësse vun deenen zwee Organer ubelaangt, huet den Niki Bettendorf hei länger Ausféierunge gemaach, déi ech bal all kann ënnerstëtzen. Ech mengen déi Virschléi, déi hie gemaach huet, si ganz konstruktiv. Mer wäerten och do, opgrond vum Wirtschafts- a Sozialrot sengen Ausféierungen, erëm eng Kéier op déi Diskussioun zréckkommen, sou dass ech elo net weider drop aginn.

Zweetens, de Sozialdialog tëschent de Sozialpartner op nationalem Niveau. Dee Sozialdialog gëtt et elo nach net, - de Serge Urbany huet geschwat vum Dateschutz - mee an der Belsch besteet d'Méiglechkeet, dass d'Sozialpartner ee national flächeniwwergräifende Kollektivvertrag ofschléissen. Well an der Belsch ass de Contrôle, deen de Patron mécht iwwert d'Surveillance op der Aarbechtsplaz an och iwwert d'privat E-Mailen an esou weider, vun de Sozialpartner iwwer een nationale Kollektivvertrag regléiert. Déi Méiglechkeet hu mir zurzäit nach net zu Lëtzebuerg.

An deem Projet iwwert de Kollektivvertrag, deen ech deemnächst hei däerf deponéieren, an och offiziell a menger Pressekonferenz virstellen an deenen nächsten Deeg a Wochen, hunn ech ënner anerem virgesinn, dass d'Sozialpartner d'Méiglechkeet kréien, fir Accords interprofessionnels ofzeschléissen. Ech denken un e konkret Beispill, dat ass d'Teleaarbecht. Bei der Teleaarbecht si sech d'europäesch Sozialpartner eens ginn. Elo soll dat zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn.

Do stellt sech d'Fro: Maache mer e Gesetz oder solle mer net och do soen, d'Sozialpartner sollen dat ënnert sech ausmaachen? Wa mer dat soen, musse mer hinnen och en Instrument ginn. Natierlech stellt sech bei engem Instrument och d'Fro: Wéi ass d'Zesummespill tëschent sou engem Instrument mat engem Gesetz, respektiv wat ass do d'Roll eventuell vun der Chamber, vun der Regierung? Dat ass e wichtege Punkt an deem Kollektivvertragsgesetz.

Ech sinn op alle Fall der Meenung, dass mer dat ausdiskutéiere mussen. Et wäert och net ëmmer einfach ginn - iwwert dat Verfassungsrechtlecht sinn ech mer bewosst -, mee ech mengen, et wär gutt, wa mir eis géifen dozou verleede loossen, fir de Sozialpartner esou een Instrument ze ginn, ëmsou méi wou d'Sozialpartner dat Instrument op europäeschem Plang hunn. A wann ee gär Sozialdialog um europäeschen Niveau mat deem um nationalen Niveau verzahnt, da muss ee kucken, dass een och esou en Instrument schaaft. Wéi gesot, iwwert dat Instrument wäerte mer am Kader vun der Kollektivvertragsreform diskutéieren.

Da kommen ech op den eigentleche Sujet vun haut, dat ass de sozialen Dialog an de Betriber. Do ginn et och verschidden Niveauen. Do gëtt et virun allem d'Kollektivvertragsgesetz. De François Bausch huet geschwat vun dem Office national de conciliation. Dee Projet de loi iwwert d'Kollektivvertragsgesetz, deen huet e ganz grousst Kapitel doriwwer. E Wuert just nëmmen iwwert den Office national de conciliation, vun deem ech der Meenung sinn, dass en zum Beispill an Zukunft net nëmme soll iwwert d'Streidereien diskutéieren, déi mer hunn am Kader vun engem Kollektivvertrag, mee dass dee soll Kompetenze kréien, fir an all Litige bei engem Kollektivvertrag ze intervenéieren, wou juristesch Problemer kommen.

D'Patronat ass bestëmmt net frou driwwer, huet et mer scho matgedeelt, an et sinn och juristesch Froen do, mee ech mengen, et soll een op d'mannst driwwer diskutéieren. Ech soen et och hei, ech si mer absolut bewosst, dass dee Projet de loi iwwert d'Kollektivvertragsgesetz bestëmmt net aus der Chamber esou erausgeet, wéi en hei erakënnt, an dat ass jo och richteg esou, soss bräichte mer keng Chamber fir esou wichteg Froen ze diskutéieren. Mee ech mengen, et ass awer d'Méi wäert, dass een, och wann ee wëllt Reforme maachen, net nëmmen de Minimum mécht, mee dass ee versicht qualitativ Spréng ze maachen. Wann ee se net erreecht, dann erreecht ee se net, mee wann een net versicht se ze erreechen, dann erreecht ee se bestëmmt net.

An deem Projet de loi wäert ech versichen dat ze maachen, an ech sinn iwwerzeegt, dass mer do ganz spannend, net ëmmer einfach, mee flott Diskussiounen och mat Iech hei an der Chamber, virun allem mam Marcel Glesener senger Kommissioun, wäerte kréien.

Nom Kollektivvertrag hu mer dann natierlech d'Matbestëmmung. Dann hu mer d'Comités mixtes a mir hunn d'Delegatiounen. Et ass haut ganz vill am Detail geschwat ginn, sou dass ech net méi wëllt op alles agoen, awer just e puer Grondiwwerleeunge maachen.

Ech ginn dem Marcel Glesener absolut Recht, dass déi qualitativ Verbesserung vum Dialog méi wichteg ass wéi déi quantitativ. Den Aly Jaerling huet dat och gesot. Dat ass einfach wichteg. Dofir soen ech Iech och, dass ech bereet sinn iwwert den Abaissement vu Seuilen nozedenken. Ech soen awer och, dass dat fir mech net den Haaptpunkt ass. Dat wär natierlech am einfachsten, ech brauch nëmmen iwwerall erofzezéien, an da ka jidderee soen, ech hätt eng grouss Reform gemaach.

Bei den Delegatiounen kënne mer zum Beispill vu 15 erofgoen op zéng. Ech soen Iech awer, ech wär frou, wa mer an all deene Betriber, wou mer 15 Leit hunn, iwwerall en Delegéierten op d'mannst hätten, a wann deen Delegéierten net nëmmen um Pabeier géif stoen, mee wann deen Delegéierten och senger Roll kéint gerecht ginn. An dat ass dat, wat ech soen, mir brauchen e qualitativen Dialog. Ech hu selwer schonn d'Reflexioun ugefaangen iwwert d'Seuilen, och schonn an der Öffentlechkeet. Ech wäert déi Debatt féieren, mee ech soen Iech, ech leeë wäert op dat Qualitatiivt. Do si Saachen, déi haut gesot ginn, déi ech nëmme kann ënnerschreiwen. Dat ass d'Formatioun, ech denken un d'Délégués à l'égalité, wat e puermol gesot ginn ass. Déi hu mir d'lescht Kéier agesat, ech hunn der och begéint vun deenen. Do sinn der, déi si frustréiert, well se soen: "Ech sinn do, ech wëll eng Roll spillen, an ech weess iwwerhaapt net, wéi ech se ka spillen."

Ech wëll awer, dass och no den nächste Sozialwahlen an de Betriber Leit kommen, déi nach eng Kéier bereet sinn déi Roll ze iwwerhuelen, a besonnesch bei deenen, an net nëmme bei deenemusse mer iwwert d'Formatioun nodenken. Bei de Sécherheetsdelegéierten hu mer eng Base légale. Ech hunn och Reglementer nach ëmmer um Instanzewee, fir dat ze maachen. D'Délégués à l'égalité hu mer geschafen, ouni eis all Gedanken ze maachen, wéi déi kéinten hirer Roll gerecht ginn. Dat wëll ech versiche mat Iech zesummen an deem neie Gesetz ze maachen.

Dann eppes, wou hei Iwwereneestëmmung ass, dat ass, dass mer déi nei Technologië besser sollen asetzen, virun allem wat d'Kommunikatioun vun den Delegéierte mat de Salariéen ubelaangt. Dat ass och qualitativ Verbesserung, dass een den Dialog net nëmmen tëschent den Delegéierte mam Patronat, mee och tëschent den Delegéierten an hire Kolleegen op der Aarbechtsplaz verstäerkt. Déi nei Technologië kënnen do a ville Betriber, net an allen, ganz vill hëllefen. Do gëtt et ganz flott Beispiller am Ausland, wéi dat geet, ouni dass de Betrib dorënner leit, a wéi dat zesumme mam Betrib ka gemaach ginn. Dann nei Aufgaben, Mobbing ginn ech net weider drop an, do wäerte mer doudsécher nach eng Kéier drop zréckkommen.

Et ass och hei gefuerdert ginn, an dat ass och eng qualitativ Fuerderung, de juristesche Schutz géint Kënnegung ze verbesseren, wou ech absolut mat Iech eens sinn. Dat eenzegt ass, et huet bis elo nach kee mer d'Léisung bruecht, wéi een dat ka konkret maachen. Dat ass ee vun de Punkten, wou ech wierklech zur Zäit Iech net kann e Virschlag maachen.

Ech hunn och selwer a mengem fréiere Liewen Affairë plädéiert, fir dass ech selwer genuch iwwerzeegt sinn, dass dat Gesetz, wat mer elo hunn, kann ënnerhielegt ginn, an dass mir eis musse Gedanke maachen, wéi een dat verbessert. Mee et huet bis elo nach kee mer d'Alternativ gewisen. Mir denken awer iwwert déi Alternativ no.

Dann déi zweet grouss Grondiwwerleeung, dat ass den Agencement tëschent deene verschiddenen Ebene vun Dialog. Ier dass mer iwwer Seuile schwätzen, solle mer kucken: Wat gëtt an der Cogestioun, an der Matbestëmmung diskutéiert, wat gëtt am Comité mixte diskutéiert, wat gëtt an der Delegatioun diskutéiert a wat gëtt gesot zu der Direktiv iwwer Informatioun a Consultatioun vun den Arbeitnehmer, déi mer ëmsetze mussen. Do musse mer eis emol Gedanke maachen, ob déi bei den Delegatiounen unzesetzen ass oder bei de Comités mixtes. Mer musse kucken, wéi wäit mer dat net schonn an de Gesetzer hunn? Also dat ass nach net definitiv ausgeräift. Mer musse kucken, dass mer herno en Agencement hunn, dass mer keng Iwwerschneidungen hunn. Well et huet kee Wäert, dass mer esou vill Organer niefteneen hunn, an déi hunn all déiselwecht Aufgab. Et muss ee soen, dat eent Organ huet déi Aufgab, dat anert Organ huet déi aner Aufgab.

Ech sinn iwwregens, wann ech vun der Direktiv "information et consultation" schwätzen, iwwer ee Passage an der Majoritéitsmotioun ganz frou, nämlech dass mer opgefuerdert ginn, Méiglechkeete virzegesi wann e Patron géint Informatiouns- a Consultatiounsobligatioune verstéisst.

Dat war nämlech eng Diskussioun, déi mer an Europa haten. Ech hunn zu deene Ministeschkolleege gehéiert, déi gär gehat hätten, dass dat obligatoresch esou an d'Direktiv géif ageschriwwe ginn. Domadder si mer awer net duerchkomm.

Ech sinn op där anerer Säit awer ganz frou, wa mer hei eng Majoritéit hätten, fir op d'mannst zu Lëtzebuerg awer esou Sanktiounsméiglechkeeten anzeféieren. Datselwecht soen ech och, an ech mengen dat steet schonn an der Regierungserklärung, dass mer de Prinzip vun der Unité économique et sociale, déi d'Jurisprudenz scho ganz kloer definéiert huet zu Lëtzebuerg, definitiv an d'Gesetz schreiwen. Ech mengen, dat ass wahrscheinlech ee vun deenen einfachst ze schreiwende Passagë vun dem neie Gesetz.

Dir Dammen an Dir Hären, virun deem dass ech zum Schluss kommen, wollt ech nach op zwee Punkten agoen, déi hei an der Debatt gesot ginn, déi an anere Gesetzer awer zur Sprooch kommen.

Dat éischt ass de Seuil vun 18 Joer. Dir sidd an der Chamber befaasst mat deem neie Wahlgesetz, wou op den allgemenge Wahlen d'Passivwahlrecht vun 21 op 18 Joer erofgesat gëtt. De Ministeschrot huet mech de leschte Méindeg autoriséiert, fir e klenge Projet de loi ze deponéieren, wou mer fir sämtlech Sozialwahlen dat maachen.

Dee Projet wäert an deenen nächsten Deeg fäerdeg geschriwwe ginn. Et ass just eng technesch Fro, iwwert déi ech nach net ganz eens sinn, an zwar d'Fro vun dem Délégué des jeunes. Mer mussen oppassen, dass mer net op eemol den Délégué des jeunes ausschalten, wa mer einfach nëmme vun 21 op 18 Joer erofginn, dass mer da keng Délégués aux jeunes méi hätten. Dee Passage muss ech nach schreiwen, sou dass och dat ee Projet wär, deen Der an deenen nächste Woche géift hei an d'Chamber kréien.

Dann huet de Marcel Glesener geschwat vun der ITM-Reform an huet gefrot, ob ech net kéint mat engem Avant-projet de loi deemnächst an d'Chamber kommen. Dat wëll ech net maachen. Ech soen Iech och woufir. Ech hat esou en Avant-projet de loi a mengem Haus. Ech war net zefridde mat deem Avant-projet de loi. Ech hunn Iech schonn eng Kéier gesot, wat ech vu Reformen halen: Entweder et ass eng Reform, oder et ass keng, an da mécht ee keng. Fir awer eng Reform ze maachen, well et ass wierklech eng Reform vun dem Gewerbeinspektiounswiesen néideg, hunn ech décidéiert gehat d'lescht Joer, fir de BIT, de Bureau International du Travail vu Genève, mat engem Audit iwwert d'Lëtzebuerger Gewerbeinspektioun ze chargéieren.

D'Gewerbeinspektioun war direkt domadder d'accord. Deen Audit ass an deenen nächste Méint ofgeschloss. Wou mer elo 100 Joer Gewerbeinspektioun feieren, hu mer décidéiert, dass déi Feier net am Zeeche vum Réckbléck op déi lescht 100 Joer steet, mee am Ausbléck op déi nächst 100 Joer. Den Här Manfred von Richthofen, dee vum BIT kënnt a Spezialist vum BIT ass iwwert d'Gewerbeinspektiounen, wäert a sengem Grondsazreferat och éischten Opschloss ginn, Iech all, iwwert déi noutwendeg Reform vun der Gewerbeinspektioun.

Ier ech mat engem Avant-projet de loi kommen, hätt ech gären eng agehend Diskussioun opgrond vun deem Audit, deen de BIT gemaach huet, deen net nëmmen d'Gewerbeinspektioun an all hir Zorte vu Personal betrëfft, mee deen och d'Sozialpartner betrëfft, d'Gewerkschaften esougutt wéi d'Patronat, an deen ech awer och wëllt, ier dass ech lassfueren, och eng Kéier mat der Chamber diskutéieren, esou wéi, Här President, ech dat an der Regel maachen, dass ech am Virfeld vun engem Projet de loi op d'mannst de Sentiment vun der Chamber anhuelen.

Dat hu mer haut gemaach, an ech soen nach eng Kéier alle Riedner merci fir déi konstruktiv Beispiller.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mer kommen zur Ofstëmmung vun de Motiounen, déi agereecht gi sinn.

Den Här Lux huet d'Wuert.

Motions

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, ech wollt just zu der Motioun vun der Majoritéit soen, firwat dass mer géint déi Motioun wäerte stëmmen. Net well an där Motioun mer mat den "invite le Gouvernement", déi et der Regierung operleeën, fir déi Reform ze präparéieren, mer do grondleeënd Differenzen hätten. Ech mengen dat gëllt iwwregens fir all d'Fraktioun heibannen, dass, wa mer d'Mëschung géife maache vun deene Punkten aus der Majoritéitsmotioun mat deene vun der LSAP, mer do kënnten en Terrain d'entente fannen.

Et gëtt awer ee Punkt, mat deem mer fundamental net kënnen d'accord sinn. Dat ass, dass dat heiten e Verweis ass vun der Reform op Mokuchsdag. Wann een hei seet, Här Minister, dass een elo emol fir d'éischt wëllt en Avant-projet maachen, dann doriwwer en Dialog maachen, an dann de Projet de loi bis Ënn 2003 ze deposéieren, dann ass et kloer, dass dës Motioun zougëtt, souguer den Aveu ass, dass dës Reform vun 1974 an 1979 net méi wäert virun den nächste Wahlen a Kraaft trieden, déi den 12. November 2003 sinn, an déi nei Mandater deemno och net no deem neie Gesetz kënne sinn.

Dat ass déi essentiell Fro haut gewiescht, an dat ass och d'Aspiratioun vun de Gewerkschaften a vun allen Delegéierten, déi gäre vun eis wéissten, ob mer eis an d'Lag versetzen, fir fir déi nei Mandater, déi da fir 5 Joer sinn, nei Gesetzer ze hunn.

Wann d'Majoritéit d'Regierung hei opfuerdert bis spéitstens Enn 2003 e Projet de loi ze deponéieren, da wësse mer, dass e kaum nach bis zum Enn vun der Legislaturperiod ka gestëmmt ginn, mee mir wëssen, dass d'Gesetz jiddefalls fir déi nei Mandater net méi wäert a Kraaft trieden. An dat ass, mengen ech, déi fundamental Divergenz, déi mir hunn.

Et ass och een Aveu, Här Minister, dass de Regierungsrot Iech e Méinden de Mandat ginn huet, fir deen extra Projet de loi, e klengt Gesetzchen, ze maachen iwwert d'Fro vun der Erofsetzung vum Alter vun de jeunes délégués. Dat maacht Der elo direkt, fir dass dat nach a Kraaft trëtt fir déi nei Mandaten.

Mee dat wat essentiell ass, dat wat wichteg ass, an do wou d'Gewerkschaften an d'Leit, d'Salariéen an de Betriber drop waarden, do gi mer vertréischt. Dat ass dat wat an dëser Motioun steet, an dofir si mer u sech net géint dat wat do steet, mee mat der Opfuerderung bis Enn 2003 kënne mer net mat d'accord sinn, well dat heescht, dass d'Matbestëmmungsreform fir déi nei Mandatsperiod net méi wäert a Kraaft trieden.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Minister Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, éischtens wëll ech mech hei ganz ferm dogéint verwieren, dass ech wëll eppes op Mokuchsdag hunn.

Wann ech nach eng Kéier kann drop zréckkommen, soen ech Iech, dass et richteg a wichteg ass, dass mer hei Dialog féieren, an ech maachen deen.

(Interruptions)

Ech ka soen, Här Lux, ech hu mech hei u villes gehalen, ech hunn och d'Chamber respektéiert an ech maachen dat an Zukunft weider. Ech respektéieren awer och d'Sozialpartner. Ech hu selwer gesot, dass net all Punkt esou einfach ëmzesetzen ass, dat wësst Dir grad esougutt wéi ech.

Et ass en Ënnerscheed, wat ee muss maachen, ier dass Wahle kënne stattfannen, an dat ass de Wahlalter, an dat wat ee muss hunn, wann d'Mandater dra stinn. Well et ass falsch ze soen, wann dat Gesetz net bis den November 2003 gestëmmt wär, géif dat net méi a Kraaft kënnen triede fir déi nei Mandater. Souguer wann et eréischt géif am Januar 2004 gestëmmt ginn, géif et nach wie vor fir déi Mandater a Kraaft trieden. Et ass falsch ze soen, dat géif dann eréischt 5 Joer drop a Kraaft trieden.

Ech maache meng Aarbecht, an ech maache se uerdentlech, wéi ech alles maachen, an ech loosse mech hei net an Zugzwang brénge. Wann Dir gär hätt - wat an ärer Motioun steet -, dass ech en Avant-projet de loi nach dëst Joer brénge, da kann et näischt Ëmwerfendes ginn, an ech maache gären uerdentlech Aarbecht. Dir wäert gesinn, dass ech dat bis elo nach ëmmer gehalen hunn, wat ech gesot hunn, an et wäert och an Zukunft esou sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Marcel Glesener huet d'Wuert.

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Här President, Kolleginnen a Kolleegen, den Aarbechtsminister huet ganz kloer gemaach, datt och déi nei Delegatiounen, déi dat nächst Joer am November gewielt ginn, a Fonctioun trieden ab éischte Januar 2004 an dann de Comité mixte d'entreprise gewielt gëtt. Mat Sécherheet kënnen d'Delegatiounen a Fonctioun trieden, no engem neie Gesetz, och wann dat Gesetz net sou fréi gestëmmt gëtt, wéi den Här Lux dat verlaangt.

Mir sinn der Meenung, datt et richteg a gutt ass, fir der Regierung een Termin virzeginn, deen och realistesch ass. Dofir hu mer gesot, avant la fin 2003 soll dee Projet déposéiert sinn.

Ech mengen, wann dat geschitt - an ech hu keen Zweifel drun, dass et geschitt - da kënne mer rechtzäiteg légiféréieren, fir datt déi nei Delegatioune kënnen opgrond vun engem neie Gesetz hir Aarbechten ausféieren.

(Brouhaha général)

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur*.- Dat berouegt eis net, wat Dir sot.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- An d'Gewerkschaften och net.

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Ech hu Verständnis duerfir, dass dat Iech net berouegt, mee Dir musst awer wëssen, dass dat, wat Dir verlaangt, awer Hokuspokus ass.

(Interruptions et hilarité)

Neen, dat ass wierklech onverschimmt Demagogie.

(Brouhaha général)

Wann een als erwuessene Politiker verlaangt - Här Bodry dat zielt och fir Iech -, datt jusqu'à la fin de l'année 2002, also elo, an Zäit vun zwee Méint, ee Projet soll deponéiert ginn, do weess jo all Mënsch, datt dat komplett Demagogie ass, wann een esou eppes schreift.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur*.- Mir sti jo awer haut hoffentlech net um Punkt null an där doter Fro.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Dir wësst guer net, wou mer dru sinn.

(Hilarité et interruption)

Dat ass eng onvernünfteg Demagogie, déi Dir bedreift, wann Dir dat verlaangt. Aus deem Grond eleng, Här Bausch an Här Jaerling, kann een dat jo net stëmmen.

Et sinn nach zwee Punkten dra mat deene mir net kënnen d'accord sinn, ech ginn net drop an. Pour le reste kënne mir Är Motioun net stëmmen, well se vill manner wäit geet wéi eis a well se vill manner gutt ass wéi eis.

(Hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur*.- Dir gitt rout am Gesiicht.

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Dir braucht et nëmmen ze liesen.

M. le Président.- Den Här Jaerling huet nach d'Wuert gefrot.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, wann och de sozialistesche Kolleegen hir Motioun vläicht vill manner wäit geet, esou ass se vill méi konkret a versicht dat ëmzesetzen, wat mer am Fong brauchen, nämlech, dass mer bei deenen nächste Sozialwahle wësse mussen, wou mer dru sinn, souwuel beim Seuil vun der Zuel vun

den Delegéierten, wéi awer och bei verschidden anere Saachen.

Den Här Minister huet elo hei gesot, hie géif e klengt Gesetz erabréngen, wat de Wahlalter ännert. Ech wëll drop opmierksam maachen, dass an deem neie Wahlgesetz dra steet, dass zum Beispill d'Gemengeréit a Kraaft trieden, soubal d'Gesetz gewielt ass an net eréischt am Januar, an dass een dat och an deem Gesetz géif mat abannen, wat fir d'Personaldelegatioune gëllt.

Et schéngt mer op jidde Fall wichteg ze soen, dass mer de Sozialdialog alleguer begréisst hunn. Mir hunn déi Aarbecht begréisst, déi d'Kommissioun gemaach huet. Mir hu mat alle Sozialpartner geschwat, des Laangen an des Breeden. Mir hunn erausfonnt, dass d'Meenungen net esou wäit ausernee ginn, esou dass ech awer der Meenung sinn, dass een doraus déi néideg Konklusioune kann zéien, fir kuerzfristeg e Gesetzesprojet hei ze deponéieren.

M. le Président.- Den Här Niki Bettendorf huet nach d'Wuert gefrot. Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, ech wëll de sozialistesche Kolleege just soen, dass mer zënter 1999 mat der CSV an der Majoritéit sinn, an dass mer zesumme wäerte mat eisem Koalitiounspartner déi Gesetzer stëmmen, déi mer eis virgeholl hunn.

Ech muss soen, dass d'Sozialiste virdru 15 Joer laang mat an der Regierung waren...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

..., an dass se elo drop insistéieren, fir ze soen, dass mir no dräi Joer nach net fäerdeg wären.

M. le Président.- Loosst dach den Här Bettendorf schwätzen! Dir hat jo och d'Geleeënheet.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Ech weess, dass et fir d'Kolleege vun der sozialistescher Fraktioun schwéier ass, sech domadder ofzefannen, an dass se soen, mir géifen ëmmer déiselwecht Plack opleeën, mee Dir, Här Lux, leet och ëmmer déiselwecht Plack op a sot, dass mir schonn dräi Joer do wieren an et wier nach näischt geschitt. Da soen ech Iech, Dir waart 15 Joer do an Dir hutt et net fäerdeg bruecht.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur.*- Dir hutt net vill Placken an Ärem Schaf stoen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Motions

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert déi zwou Motiounen, déi abruecht gi sinn.

D'Motioun 1 vum Här Lux läit am Text vir. Jiddferee weess ëm wat et geet.

Vote

Déi derfir sinn, stëmme mat Jo. Déi dergéint sinn, stëmme mat Neen oder enthale sech.

D'Motioun 1 ass verworf mat 34 Nee-Stëmmen, 24 Jo-Stëmmen an zwou Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Lucien Lux), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Jos Scheuer), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Lydie Err), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes et Aly Jaerling;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Lucien Clement), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Paul-Henri Meyers), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Marie-Josée Meyers-Frank), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Ady Jung);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel (par M. Emile Calmes), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Maggy Nagel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. Théo Stendebach), Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir kommen elo zur Motioun 2. Den Dépôt ass gemaach gi vum Här Marcel Glesener. Et ass eng Motioun vun deenen zwou Koalitiounsparteien. Mir stëmmen elo of iwwert d'Motioun 2.

Vote

Déi derfir sinn, stëmme mat Jo. Déi dergéint sinn, stëmme mat Neen oder enthale sech.

D'Motioun 2 ass ugeholl mat 36 Jo-Stëmmen, 21 Nee-Stëmmen an zwou Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Lucien Clement), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Marie-Josée Meyers-Frank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Marco Schank), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Ady Jung);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel (par Mme Simone Beissel), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Marco Schroell), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. John Schummer), Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

M. Mars Di Bartolomeo (par Mme Lydie Err);

M. Jean-Pierre Koepp.

Ont voté non: MM. Jean Asselborn (par M. Jos Scheuer), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Lucien Lux), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes et Aly Jaerling;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener.

Se sont abstenus: M. Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Dir Dammen an Dir Hären, domat wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtteg a fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.53 heures)

JEUDI, 17 OCTOBRE 2002 — 7E SÉANCE — Présidence: M. Jean Spautz, Président

Ordre du jour

1. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

2. 4867A - Projet de loi portant:

1) modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

2) modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;

3) modification de la loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation et modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;

4) modification de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

5) modification de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet

1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;

2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;

6) abrogation de la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux

(Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

3. 4928 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie en matière de sécurité sociale, signée à Ljubljana, le 1er octobre 2001

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

4. 4935 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Islande sur la sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 30 novembre 2001

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

5. 4795 - Projet de loi portant approbation

- de l'Acte final de la Conférence diplomatique sur le Protocole coordonnant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues

- du Protocole coordonnant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues

- du Protocole additionnel concernant le passage du régime de l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route du 12 février 1981 au régime des dispositions pertinentes de la version coordonnée du texte de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" amendée à Bruxelles en 1997, y compris son Annexe IV

signés à Bruxelles, le 27 juin 1997

(Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

6. 4790 - Projet de loi portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant:

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Henri Grethen et Carlo Wagner, Ministres; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen heimat d'Sitzung op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Den Här Paul-Henri Meyers huet d'Wuert, fir den Dépôt vun enger Proposition de révision de la Constitution ze maachen.

1. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dass ech den Dépôt maache vun enger Proposition de révision de la Constitution, déi den Artikel 65 vun der Verfassung ofännert, wouduerch an Zukunft eis Aarbecht wäert erliichtert ginn.

- Proposition de révision 5039 de l'article 65 de la Constitution

M. le Président.- D'Chamber hëlt Akt vum Dépôt vun der Proposition de révision de la Constitution duerch den Här Paul-Henri Meyers. Si gëtt un déi zoustänneg Kommissioun weidergeleet.

Mir ginn zu eisem Ordre du jour iwwer a kommen direkt zur Diskussioun vum Projet de loi 4867A iwwert d'Familljenzoulagen. D'Riednerzäit ass nom Modell 1 festgeluegt. Et si schonn agedroen den Här Lux, d'Mme Nagel, déi Häre: Jaerling, Gira an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Paul-Henri Meyers. Den Här Meyers huet d'Wuert.

2. 4867A - Projet de loi portant:

1) modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

2) modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;

3) modification de la loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation et modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;

4) modification de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

5) modification de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet

1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;

2) de modifier la législation existante en matièred'allocations de naissance;

6) abrogation de la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux

Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*, *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 4867A, dee mer haut diskutéieren, bréngt Ofännerunge fir fënnef verschidde Gesetzer, déi sech alleguer ëm d'Zoulage fir d'Familljen dréinen. Als sechste Punkt gesäit de Projet d'Ofschafung vum Gesetz vum 8. Mäerz 1986 iwwert d'Prêten fir déi jonk bestuete Leit vir. En Deel vun dësem Projet ass schonn am Dezember d'lescht Joer ugeholl ginn. Deen Deel huet d'Erhéijung vum Kannergeld betraff, an domat war eigentlech - wéi ee kéint soen - d'Kiischt vum Kuch schonn erofgeholl. Haut bleiwen nach, déi méi technesch Bestëmmungen ze diskutéieren an unzehuelen.

(Brouhaha général et coups de cloche par la Présidence)

M. le Président.- Här Meyers fuert virun.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*, *rapporteur*.- Jo, si huele mir meng Zäit.

M. le Président.- Déi aner sollen nolauschteren an net ënnerbriechen.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*, *rapporteur*.- Am Gesetz vum 19. Juni 1985, dat d'Kannergeld betrëfft, gëtt eng ganz Rei Artikelen ofgeännert.

Déi wesentlechst Ofännerunge betreffen éischtens emol d'Definitioun vum Recht op Kannergeld. D'Gesetz definéiert, wéi ee Kand Kannergeld ka kréien. No eiser nationaler Gesetzgebung entsteet d'Recht op d'Kannergeld an der Persoun vum Kand selwer. Derniewent gesäit den Text awer vir, dass d'Kannergeld duerch d'Familljemembere kann entstoen opgrond vun den internationalen oder de communautaire Bestëmmungen.

Den zweete Punkt, deen ofgeännert gëtt, ass d'Definitioun wéi eng Kanner zu engem Familljegrupp gehéieren.

Den drëtte Punkt gesäit vir, dass den Délai vu sechs Méint, deen elo virgesinn ass, fir e Recht op Kannergeld ze hunn, wann een aus dem Ausland kënnt an an eist Land wunne kënnt, ofgeschaaft gëtt. D'Gesetz gesäit Bestëmmunge vir, wéi d'Kannergeld ausbezuelt gëtt. Ausserdeem gëtt dëst Gesetz der Kannergeldskeess d'Méiglechkeet, fir beim Ausbezuele vum Kannergeld u Grenzgänger méi flexibel virzegoen. D'Keess kann d'Ausbezuelen e Mount zréckstellen. Si kann awer och dat ganzt Kannergeld ausbezuelen, wat hei am Land geschëllt ass an duerno mat der zoustänneger Keess aus dem Nopeschland, am Rahme vun engem bilateralen Accord festleeën, wéi d'Ofrechnung geschitt. Dee Moment kann d'Keess dee Betrag, deen am Ausland geschëllt ass, erëmfroen.

Den Text gesäit dann eng Rei aner technesch Ännerunge vir, op déi ech net wëll agoen. Ech wëll just nach ervirhiewen, dass d'Verjährungsfrist, déi bis elo ee Joer war, op zwee Joer eropgesat gëtt. En zweet Gesetz, wat ofgeännert gëtt, ass dat vum 14. Juli 1986 iwwert d'Schoulufankszoulag (allocation de rentrée scolaire). Déi Zoulag gëtt elo bezuelt am August fir Kanner, déi am August d'Recht op Kannergeld hunn. Si ass awer geduecht als Kompensatioun vun de Käschten, déi d'Familljen oder d'Bénéficiairen hunn an deem Schouljoer, wat duerno kënnt.

Et gëtt Leit, déi déi Zoulag kréien, déi am September net méi weiderstudéieren. D'Gesetz wëllt dat redresséieren. Wann een an deem Kalennerjoer, wou d'Schoulufankszoulag ausbezuelt gëtt, d'Studien net weiderféiert, dann ass d'Zoulag net méi geschëllt. Een, deen am September ophält mat de Studien, kann also am August keng Schoulufankszoulag méi kréien.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Entschëllegt, Här Meyers, et gëtt an der Zwëschenzäit eng Logik, dass mer déi Allocation de rentrée scolaire géifen op de Spillschoulsalter ausdehnen, well d'Ausgabe bei de Kanner aus der Spillschoul net wesentlech differéieren vis-à-vis vun den Ausgabe vun de Kanner aus der Primärschoul, well do d'Gemengen alleguer d'Schoulmaterial iwwerhuelen, esou dass een zumindest Reflexioun soll doriwwer féieren.

Et läit eng Proposition de loi an deem Sënn vir.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*, *rapporteur*.- Här Mars Di Bartolomeo, Dir gesitt, dass d'sozial Gesetzgebung permanent muss ugepasst ginn. Ech kann lech an deem dote Punkt net widderspriechen an dat wëll ech och net maachen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat ass ganz léif.

(Interruption)

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*, *rapporteur*.- Neen, Här honorabelen Deputéierten, ech si Rapporteur vun engem Projet de loi. Ech schwätzen am Numm vun der Kommissioun, an net a mengem eegenen Numm hei.

D'Gesetz vum 1. August 1988 iwwert d'Erzéiungszoulag gëtt ofgeännert duerch eng nei Definitioun vun der Residenzbestëmmung. Domat gëtt der Jurisprudenz vum europäesche Geriichtshaff Rechnung gedroen. Ausserdeem ginn d'Bestëmmunge geännert vum Délai während där Zäit, wou déi Zoulag ausbezuelt gi kann. Bis elo ass se bezuelt gi während zwee Joer. Dat gëtt elo geännert. All Kand kritt déi Zoulag während deemselwechten Délai, soudass bei Zwillingen déi Zoulag net méi, wéi bis elo, während zwee Joer, mee während véier Joer kann ausbezuelt ginn.

E véiert Gesetz, wat geännert gëtt, ass dat vum 12. Februar 1999 iwwert de Congé parental. Dee gëtt am selwechte Sënn geännert wéi d'Erzéiungszoulag. Dat heescht de Congé parental gëtt integral accordéiert fir all Kand. D'Gesetz gesäit nach eng aner nei Bestëmmung vir. Dat ass déi, dass, wa Sträitfäll tëschent den Elteren entstinn, de Congé parental dann un deen Elterendeel bewëllegt gëtt, deem säi Familljennumm am Alphabet vir ass. Wann also d'Mamm Müller heescht an de Papp Schmidt, da kritt d'Mamm de Congé parental, well den M am Alphabet virum S ass.

Fënneftens, beim Gesetz vum 20. Juni 1977 iwwert de Contrôle médical vun de Fraen, déi erwaarden, gëtt den Artikel 1 ergänzt duerch en Zousaz, dee virgesäit, dass d'Berodungskäschte vun den Hiefammen zu Laaschte vum Stat sinn. Dat war eng kleng Lacune an déi ass domat geschloss.

Une voix.- Eng kleng Lacune? Dat war eng grouss Lacune.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*, *rapporteur*.- Sechstens, d'Gesetz vum 8. Mäerz 1984, dat virgesäit, datt bestuete jonk Leit bei der Gebuert vun engem Kand een Deel vun deem Geld, dat si geléint hunn, fir Miwwelen ze kafen, duerch d'Kannergeldkeess kann zréckbezuelt ginn, gëtt ofgeschaaft. Dat Gesetz huet an deene leschte Jore kaum nach Uwendung fonnt, well déi Bestëmmunge vun deem Gesetz zimlech komplizéiert waren., an duerfir huet d'Regierung virgeschloen, dat Gesetz ofzeschafen.

Net all Instanzen, déi gefrot gi sinn, waren domat d'accord. De Conseil d'Etat huet seng Bedenke geäussert a gemengt et hätt een dat Gesetz kënnen aneschters ëmänneren. An der Kommissioun selwer war eng Diskussioun an en Deel vun de Membere vun der Kommissioun waren der Meenung, et hätt een dat Gesetz kënnen aneschters ausriichten. D'Kommissioun huet sech awer de Virschléi vun der Regierung ugeschloss a si war d'accord, mat enger grousser Majoritéit, fir dat Gesetz ofzeschafen.

D'Kommissioun vun der Famill an der sozialer Solidaritéit war des Weidere mat deenen anere Bestëmmunge vun dësem Gesetz d'accord. Ech géif mengersäits d'Chamber bieden, dat Gesetz an där Form, wéi d'Kommissioun et proposéiert huet, unzehuelen.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Den Här Lux huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eis Fraktioun huet virun engem Joer jo gesot zu dem éischten Deel vun dësem Projet de loi, dee jo, wéi et vum Kolleeg Paul-Henri Meyers elo grad betount ginn ass, d'Kannergelderhéijung betraff huet. Eis Fraktioun wäert och jo soen zum zweeten Deel vun dësem Projet, dee mer an der Kommissioun a Rou duerchdiskutéiert hunn an deen a bal alle Punkten e Konsens fonnt huet. Duerfir eise Merci un de Kolleeg Paul-Henri Meyers, dee souwuel an der Kommissioun, wéi hei, eng exzellent Aarbecht geleescht huet.

Den zweeten Deel vun dësem Projet - dat ass scho gesot ginn - betrëfft haaptsächlech technesch Punkten. Mir soen esou an der Politikersprooch, dass dat technesch Punkte sinn, allerdéngs sinn et Punkten, déi fir vill Leit, déi dovunner betraff sinn, an déi interesséiert sinn un deenen engen oder anere Punkten, wichteg sinn. Bei Verlängerunge vu Fristen oder bei multiple Naissancen interesséiert schonn eng Rei vu Leit dat, wat mir haut décidéieren. Et sinn der souguer dobäi, déi scho laang mat Ongedold drop waarden, dass mir dat stëmmen. Dat heescht et sinn technesch Punkten, mee trotzdeem si se wichteg fir eng Rei vu Bénéficiairen, déi eppes dovunner wäerten hunn.

Ech wëll duerfir just zwou, dräi Bemierkunge maachen, déi e bëssen niewent dem Projet leien, an trotzdeem awer déi Dispositioune betreffen, déi mer haut diskutéieren. Dat eent ass de Congé parental. Sécherlech hätt een do elo nach sech kënnen e bësse gedëllegen a waarde bis mer zu der generneller Revisioun kommen. Duerch de Fait, dass dat heiten elo ëm ee Joer décaléiert ass, si mer praktesch ukomm bei dem Délai, wou mer mussen iwwert déi grouss Revisioun vum Congé parental diskutéieren. Et ass näischt Neies, wann ech soen, dass wichteg Dispositiounen, wéi zum Beispill déi vum Congé parental, den 31. Juli 2003 auslafen. Ech wär a sech frou, herno vun der Mme Ministesch ze héieren, wéi se gedenkt deen Débat iwwert déi Revisioun ze féieren, wéi si e wëllt féieren, mat wiem si e wëllt féieren a wéi se d'Chamber an deen Débat iwwert de Congé parental wëllt implizéieren.

Ech géif drun erënneren, dass et jo eng ganz Rei vu gudde Viraarbechten gëtt. Nach gëschter hate mir an eisem Courrier de Rapport iwwert dee Seminär, dee stattfonnt huet an Zesummenaarbecht mam Cid-Femmes, dem Fraeministère, de Gewerkschaften OBG-L, LCGB an dem Landesverband. Ech däerf drun erënneren, och am Numm vum Här Sunnen, dass déi zwee Fraeservicer vun de Gemenge Suessem a Beetebuerg eng Viraarbecht geleescht hunn, wou ech géif hoffen, dass se e Bestanddeel ka gi vun där Diskussioun, well sech do vill Méi gemaach ginn ass, fir mat betraffene Männer a Fraen ze kucken, wéi dann d'Auswierkunge sinn a wat kënnt verbessert ginn.

An deem Sënn, mengen ech, wär et schonn interessant, dass mer deem Rechnung droen an Ableck huelen, wat zu dësem Projet de loi déi zwou Kummere vun de Privatbeamten a vun den Aarbechter gesot hunn, déi drop higewisen hunn, dass et elo héich Zäit gëtt, fir sech ëm déi global Revisioun ze këmmeren. D'Chambre des Employés privés schwätzt net zu Onrecht, dass et à part vun deem, wat mer elo haut am PAN-Gesetz änneren, et, ausser méi speziell deem Punkt vum Congé parental, eng ganz Rei vun, si nennt et Inkohärenzen, ech géing soen Interpretatiounsschwieregkeete vun Ufank u gouf. Si schwätzt vu Maladies d'enfant, déi eng Rei vun Dispositioune vu vireran haten an déi mir also scho mussen diskutéieren. Datselwecht mécht d'Chambre de Travail, déi sech wënscht, dass déi Reflexiounen, déi lénks a riets gemaach gi sinn an deene leschte Wochen a Méint an deen Débat do afléissen.

Ech géif nawell gären nach eng Kéier op den Avis vun der Caisse nationale des Prestations familiales opmierksam maachen, déi an hirem Avis seet - an ech mengen, dat misst ee parallell effektiv maachen -, dass et noutwenneg wär, fir iwwert d'Allocation d'éducation, wat jo an der Tëschenzäit wierklech als de Corollaire vum Congé parental ugesi gëtt, eng Kéier nozedenken, iwwert d'Essence même vun där Allocatioun, als wat se dann ze betruechten ass. Ass se eng Prestation familiale, e Revenu de remplacement oder eng Sozialhëllef? Et ass dat, op wat si opmierksam mécht. Ech mengen, dass dat eng ganz utile Remarque ass, déi mer an d'Diskussioun mussen aféieren.

Ech hu gesot, dass mir d'lescht d'Joer de Jo ginn hunn zu der Kannergelderhéijung, déi den éischte Januar 2002 a Kraaft getratt ass. Mir hunn dat gemaach, obwuel mir eng ganz Rei vu prinzipielle Bedenken an der Diskussioun deemools hei ugefouert hunn, zum Beispill iwwert d'Aart a Weis - wann ech et géif vereinfachen, géif ech soen dem Géisskaneprinzip - vun der Kannergelderhéijung. Des Weideren hate mer Bedenken iwwert d'Tatsaach, dass déi nei Koalitioun dee Wee net méi fortgeschratt ass, dee mer an der viregter Koalitioun tëschent CSV an LSAP begaangen haten, fir an deene jeeweilegen Etappen, engersäits d'Kannergeld ze erhéijen, an anerersäits duerfir ze suergen, dass d'Kanner bei de Steiere grad esou parallell an ëm deeselwechte Montant berücksichtegt ginn, fir dann, wa mer nach dräi Etappe gepackt hätten, zu engem Punkt ze kommen, wou dem Stat all Kand d'selwecht vill wäert wär.

Leider Gottes konnt d'Mme Ministesch, déi, mengen ech, un iergendengem Sommet vun der Gewalt u Kanner deemools sech bedeelegt huet, net dobäi sinn an déi Diskussioun verfollegen. Et war eng interessant Diskussioun. Duerfir meng Fro de Mëtteg - meng zweet Fro -, wéini mer endlech kënnen domat rechnen, dass déi Etüd, déi d'Regierung an Optrag ginn huet iwwert d'Gerechtegkeet vun de Sozialtransferten, haaptsächlech an Direktioun vun de Familljen, virläit? D'Regierung war esou léif, eng Interpellatioun vun eiser Fraktioun zu deem Sujet unzehuelen. Dat ass awer schonn e gutt Joer hier.

Duerfir wär et wierklech utile, dass déi Etüd endlech géif kommen. Et wär besser gewiescht, si wär am Ufank vun der Period diskutéiert ginn, fir dass mer dann hätten opgrond vun der Etüd kënnen eis Décisiounen huelen. Leider Gottes war dat net de Fall. Et ass jo wuel erëm ze fäerten - vläicht geet et och dës Kéier ganz aneschters -, dass déi heiten Etüd grad esou an d'Schief klasséiert gëtt, wéi déi Etüden, déi mer schonn aus der Vergaangenheet kennen.

Ufanks der nonzeger Joren huet den Här Calot eis scho geroden, op de Wee ze goen, fir d'Kanner aus de Steieren erauszehuelen, well dat deen eenzeg gerechte Wee wär. Wann ee kuckt, wat d'RWI-Studie 1995 gesot huet zu deem Sujet, wat ongefeier datselwecht war, wat dertëschent eng ganz Rei vu Kolleegen an hire Rapporten hei gesot hunn, dee leschte war den Här Biltgen, deen elo haut an der Regierung ass,

deen a sengem deemolege Budgetsrapport sech duerfir ausgeschwat hat, fir déi dräi Etappe weiderzeféieren, fir da wierklech zu deem Zil ze kommen. Et wär also interessant, ze kucken, wéi mir do an Zukunft verfueren.

Et bleift ze soen, datt virun engem Joer den Här Weiler, Fraktiounspresident, sech am Débat u sech éischter fir déi dote Linn ausgeschwat huet a gemengt huet, dass een effektiv e bëssen onzefridde wär, dass mer u sech Studien an Optrag ginn an dann awer weiderfueren an där Politik, einfach mat der Strenz d'Kannergeld an d'Luucht ze setzen, an dat Ganzt, ouni eis Gedanken ze maachen, ob dat da wierklech zilgerecht ass, an ob et wierklech deenen ze gutt kënnt, déi wierklech eppes dovunner sollen hunn.

Déi zwou Saachen, wéi gesot: d'Revisioun vum Congé parental, an anerersäits, wéi verfuere mer am Zesummenhang mat der neier Etüd, där hir Aarbechte jo ofgeschloss sinn, wéi eis gesot ginn ass. Wéi gi mir elo do erun? Dat sinn zwou Froen, déi eis interessant genuch schéngen, fir eng Äntwert dorop ze kréien. Fir de Rescht kënne mer mat den Dispositiounen, déi eis haut proposéiert ginn, d'accord sinn. Merci.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Mme Maggy Nagel agedroen. D'Mme Nagel huet d'Wuert.

Mme Maggy Nagel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, un déi rapid Linn, déi elo ugefaange ginn ass, wëll ech mech ganz gären uschléissen. Ech soen awer virun allem dem Rapporteur, dem honorabelen Här Meyers, merci fir - wéi gewinnt - säin exzellente schréftleche souwéi mëndleche Rapport, deen hien eis hei gemaach huet. Hien huet gesot: "Mir hunn am Dezember schonn d'Kiischt vum Kuch giess", da komme mer haut zum Schwanz.

Wéi meng Virriedner et scho gesot hunn, geet et hei net drëm nei Prestatiounen ze schafen, oder nei Bénéficiairë vun Allocatiounen ze désignéieren, mee den Objectif vun dësem Text ass eng Harmoniséierung zwëschent de Lëtzebuerger Gesetzestexter mat Jurisprudenze vum europäesche Geriichtshaff. Ausserdem ginn d'Kritäre vun der Résidence, fir an de Genoss ze komme vun de Familljeprestatiounen, nei definéiert, esou dass keen Ënnerscheed méi besteet zwëschent de Lëtzebuerger Résidenten an den Net-Résidenten. Dëst ënnert dem Prinzip vun der libre circulation des personnes a vun der Gläichheet a puncto Gehälter.

Dësen Text enthält konkret Dispositiounen, wat d'Allocation d'éducation an de Congé parental ugeet am Fall vun enger Naissance multiple, an d'Mme Minister huet eis den Amendement virgeluegt, dee virgesäit, dass d'Konsultatioune bei enger Hiefamm, déi preventiver Natur sinn, kënne vum Stat iwwerholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all dës Dispositioune fanne selbstverständlech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Den Här Jaerling ass als nächste Riedner agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll selbstverständlech och dem Rapporteur mäi Luef ausspriechen fir säin ausféierleche Rapport an d'Aarbechten, déi an der Kommissioun geleescht gi sinn, begréissen.

Et ass wichteg, wann an all deene Gesetzgebungen eng Vereinfachung vun de Prozedure kënnt, besonnesch eng Vereinfachung vun de Prozeduren am Zesummenhang, dass all Salarié emol endlech weess, wat hien zegutt huet, an dass all d'Kritäre fir deen een, wéi fir deen aneren, déiselwecht sinn, dat besonnesch beim Kannergeld.

Mee zum Kannergeld wëll ech awer nach eng Bemierkung maachen, an dat ass praktesch d'Onméiglechkeet, fir mat deene Servicer a Verbindung ze kommen. Do mussen, obwuel scho vill Efforte gemaach gi sinn, trotzdeem nach weider Efforte gemaach ginn, fir dass d'Leit awer wierklech sech kënnen do informéieren an d'Méiglechkeet hunn iwwer Télefon un dee Service ze kommen. Elo ass et jo esou, dass d'Leit gesot kréien, si sollen e Fax eraschécken oder schreiwen. Bedauerlecherweis, dauert et dann awer, wéinst deene villen Ufroen, déi eben do sinn, nach relativ laang ir d'Leit eng Äntwert kréien, wa se iwwerhaapt eng kréien. Ech mengen, et soll och an deem Beräich versicht ginn, fir awer e bësse Remedur ze schafen a fir e bëssen do ze suergen, dass d'Leit éischter un déi Informatioune kommen, déi se gären hätten am Zesummenhang mat hirem Kannergeld.

Wat d'Generalrevisioun vum Congé parental ubelaangt, do kann een nëmmen domat d'accord sinn. Dat ass wichteg. Et huet ee jo missten ofwaarden, wéi dat sech um Terrain entwéckelt huet. Et gesäit een, dass eng Rei Malaisen do sinn. Déi fënnt een an der Praxis eraus an et ass duerfir ëmsou méi noutwenneg, dass een eng Kéier misst duerfir suergen, dass déi kleng Revisioune gemaach ginn, an dass mer da wierklech e Congé parental hunn, deen de Besoine vun de Leit méi oder wéineger entsprécht.

An deem Zesummenhang wëll ech vläicht emol eng Kéier vun enger anerer Revisioun schwätzen, där vum Congé pour raisons familiales, deen agefouert ginn ass a wat eng gutt Saach ass, mee wou een awer muss soen, dass dat an der Praxis net esou eriwwerkënnt, wéi dat soll, an dass do d'Leit net richteg informéiert sinn iwwer hir Rechter, an dass och do an de Prozeduren nach vill Malaisë sinn, wann d'Leit gären hire Congé pour raisons familiales huelen.

Et misst een eng Kéier eng Diskussioun driwwer féieren, wéi de Congé pour raisons familiales sech an der Praxis ausgewierkt, fir ze kucken, dass jiddfereen, dee sech do mellt, säi Recht kritt. Et misst een och emol iwwerleeën, fir dee Congé pour raisons familiales vläicht nach e bëssen auszebauen, well mer jo elo wierklech op deem klengsten Niveau sinn, wat de Congé pour raisons familiales ubelaangt, géigeniwwer vun eisen Nopeschlänner, déi an deem Beräich vill méi wäit ginn. A well mer jo awer ganz oft déi negativ Saachen an eis Nopeschlänner siche ginn, fir hei Verschiddenes ze entschëllegen, da sollte mer beim Congé pour raisons familiales vläicht déi positiv Saache siche goen an déi hei applizéieren.

Wat d'Ofschafung vum Prêt pour jeunes époux ubelaangt, ech weess net, ob dat richteg ass oder falsch. Op jidde Fall ass et esou, wann hei gesot gëtt, dass en doduerch, dass et esou komplizéiert wier, fir en ze kréien, an doduerch dass net vill Familljen en an Usproch geholl hunn, soll ofgeschaaft ginn, dann hätt een an enger éischter Phase sech missten iwwerleeën, ob een net déi komplizéiert Aart a Weis an all déi administrativ Hürde misst ewechmaachen, ir een drun denkt, fir en ofzeschafen. Mee, wa mer awer der Meenung sinn, dass et näischt bruecht huet, an dass elo aner Moyenen do sinn, fir dat ze ersetzen, da kann een net grad do dergéint sinn. Et hätt een awer an enger éischter Phas vläicht kënnen drun denken, fir eventuell fir d'éischt déi administrativ Hürden ewechzehuelen, a wann dat näischt bruecht hätt, de Prêt dann eréischt ofzeschafen. Ech kann awer hei mat rouegem Gewëssen den Accord vun eiser Fraktioun fir dëse Projet ginn. Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Mme Renée Wagener agedroen. D'Mme Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, merci fir d'Wuert. Ech wäert mech hei op just een Aspekt vum Projet de loi beschränken, nämlech den Zousaz, wou et ëm d'Konsultatioune vun den Hiefamme geet.

Eigentlech, Dir Dammen an Dir Hären, missten net nëmme mir hei bannen, mee et missten och d'Hiefammen dobaussen a ganz vill werdend Mammen e Glas Schampes opmaachen - wann een dat däerf als schwanger Fra.

Dat hei ass en Débat, dee mer zënter enger ganz laanger Zäit gefouert hunn. Ech erënneren drun, dass 1995 e Gesetz gestëmmt ginn ass, wou e Règlement grand-ducal virgesi war, deen et méiglech gemaach hätt, dass Konsultatiounen, déi am Kader vun der Schwangerschaft, während der Gebuert an awer och no der Gebuert, gemaach ginn, kënne rembourséiert ginn.

Dee Règlement grand-ducal steet nach ëmmer aus, ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck. Ech wëll awer just soen, dass d'Diskussioun selwer ronderëm dës Problematik scho vill méi al ass wéi 1995. Wann ech mech gutt erënneren, ass se schonn 1977 lass gaang mat deem éischte Gesetz iwwert d'Allocation de maternité. Et ass eng Problematik, déi sécherlech eng ideologesch Nues huet, an déi Leit, déi scho méi laang hei an der Chamber sinn, kënne sech vläicht nach erënneren un déi Debatten, déi mer 1994 bis 1996 ronderëm d'Gebuertshëllef haten, grad ronderëm déi doten zentral Fro.

Ech wéilt Iech, just fir deen historeschen Aspekt mat eranzebréngen, aus engem Bréif vun der AMMD virliesen: "L'instauration de consultations complémentaires de sages-femmes ne relève pas d'un souci de qualité de l'obstétrique luxembourgeoise, mais de considérations idéologiques, dont les conséquences sur la mortalité périnatale ne sont pas prévisibles." Dat war ongefeier den Toun an deem deemools diskutéiert ginn ass. Et sinn nach méi wäitgehend Aussoe gemaach ginn déi Zäit. Jiddefalls ass et dunn zu engem richtegen öffentleche Sträit zwëschent den Hiefammen an den Doktere komm. Et ass jo ganz kloer, wourëms et hei geet. Et geet drëms, dass d'Hiefamme mussen d'Recht behalen, fir déi schwanger Fraen an d'Mamme mat de klenge Kanner kënne weider gutt ze beroden an ze encadréieren. Dat ass natierlech eng Problematik, wou eng Rei vun Doktere fäerten, dass hinnen op d'Plate-bandë getrëppelt gëtt.

Mat deem klenge Saz, dee mer elo an dësem Gesetz hei bäifügen, gëtt also dee jorzéngtelaange Sträit hoffentlech bäigeluegt. Et ass da vläicht d'Geleeënheet fir eng Rei vun Deputéierten, fir mat hire Questions parlamentaires zu deem Thema ze glänzen. Ech erënneren drun, dass mir: den Här Di Bartolomeo, den Här Calmes an ech selwer, eis eng Freed draus gemaach hunn, fir all Joer erëm eng Kéier eng Fro zu deem Règlement grand-ducal ze stellen. Dee Pleséier wäerte mer dann elo wahrscheinlech net méi hunn.

Trotzdeem mengen ech awer, dass zumindest fir haut nach eng oder zwou Froen opbleiwen. Mir hate jo am November d'lescht Joer als Gréng eng Motioun grad zu deem Punkt vum Règlement grand-ducal deponéiert, an déi war eestëmmeg ugeholl ginn. Do huet den Här Gesondheetsminister awer gemengt, dee Règlement grand-ducal kéint eréischt virgeluegt ginn, wann dat Gesetz hei gestëmmt wär.

Ech weess net, ob Dir an der Kommissioun, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert dee Règlement grand-ducal geschwat hutt, et wier jiddefalls wichteg, dass en esou schnell wéi méiglech kënnt a Kraaft trieden. Do kann den Här Gesondheetsminister eis vläicht herno nach Erklärungen dozou ginn. Déi aner Problematik, déi domat zesummenhänkt, ass déi, wéi et mat der Nomenklatur ass, a wéi wäit do d'UCM schon eppes virgesinn huet, fir dass déi Konsultatiounen eben hir eegen Nomenklatur kréien, an dass dann endlech dee ganze System vun deene Konsultatiounen kann an der Praxis ufänke gutt ze funktionéieren. Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Den Här Jeannot Krecké huet nach d'Wuert gefrot. Den Här Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer schnell eng kleng Bemierkung. Wann ech de Rapporteur verstanen hunn, huet dee jo hei geschwat vun engem Gesetz, wat sech éischter ofgëtt mat Technicalities, nodeem dass de méi politischen Deel, d'Augmentation vun den Allocations familiales, am Fong virdru geholl virdru.

Ech muss allerdéngs soen, dass ech do ufänke meng héchst Bedenke bei deenen Aussoen ze hunn, a virun allem geschwënn net méi weess, wat hei gespillt gëtt. Dat ass fir d'zweet an dëser Woch, dass ech muss eropkommen an Iech, au risque dass ech Iech schrecklech op d'Nerve ginn, op eppes muss opmierksam maachen.

Här Weiler, ech weess, dass dat Iech wahrschweinlech net interesséiert.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Dach, dach. Ech hunn elo soss näischt gemaach, wéi Iech nogelauschtert.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Am Gesetz vun 1985 iwwert den Établissement public - d'Caisse nationale des prestations familiales ass en Établissement public - steet am Artikel 14: "Sans préjudice des dispositions qui précèdent, le contrôle de la gestion financière est assurée encore par la Chambre des Comptes suivant les modalités à déterminer par règlement grand-ducal."

Alleguerten d'Parteien hei ronderëm hunn eng Cour des Comptes gewënscht, an alleguerten hu se am Gesetz iwwert d'Cour des Comptes Folgendes gestëmmt: "Si une loi se réfère à la Chambre des Comptes ou au Président de la Chambre des Comptes, ces termes s'entendent respectivement comme Cour des Comptes ou Président de la Cour des Comptes." Dat heescht ni plus, ni moins, dass dësen Établissement public jo haaptsächlech lieft vun de Suen, déi de Stat ëm gëtt, a selbstverständlech dem Contrôle vun der Cour des Comptes bis haut ënnerworf war. Wat ech eng Selbstverständlechkeet fannen, dass dat esou ass.

Elo liesen ech hei als einfache Basisdeputéierten: "L'alinéa 3 de l'article 14" - a wann ech dat richteg gesinn hunn, ass dat deen, deen ech Iech virgelies hunn - "est abrogé". Dat heescht, dass mer d'Cour des Comptes net méi als Kontrollorgan vun dem Établissement public Caisse nationale des prestations familiales hunn, sauf en ce qui concerne les points, déi an der Cour des Comptes hirem Gesetz stinn, wou e Concours financier ass.

Den Här Rapporteur, mengen ech, wollt och eppes dozou soen.

M. le Président.- Den Här Meyers huet d'Wuert als Rapporteur.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur*.- Et geschitt hei, Här Krecké, wat bei allen Etablissementer vun der Sécurité sociale besteet. Si gi kontrolléiert vun der Inspection générale de la Sécurité sociale. Déi al Chambre des Comptes huet selwer an der Zäit gefrot, dass si vun deene Missiounen entbonne gi soll, well et eigentlech kee Sënn géif maachen, dass zwou Instanze vum Stat géifen déi Etablissementer kontrolléieren.

Wann Dir d'Texter nokuckt vun der Sécurité sociale, déi gemaach gi vun der Inspection générale de la sécurité sociale, da gesidd Der, dass dee Contrôle permanent ass. Dat ass net nëmmen e Contrôle, deen eng Kéier geschitt, mee d'Leit vun der Inspektioun gi permanent dohin, Mount fir Mount, fir déi Keesen ze kontrolléieren, souwuel d'Krankekeesen, wéi d'Pensiounskeesen, wéi d'Kannergeldskeess an de Fonds national de Solidarité. Duerfir stellt d'Fro sech, ob een dat do hätt solle bäibehalen oder net, a well et bei deenen aneren Établissementer net ass, ass et och hei ofgeschaaft ginn. Et ass iwwregens och ofgeschaaft beim Fonds national de Solidarité. Do huet e Reglement bestanen.

Dat verhënnert allerdéngs net, dass wann d'Cour des Comptes eng allgemeng Dispositioun huet, a si soll all d'Gelder vum Stat a parastaatlechen Institutioune kontrolléieren, dass se dat à tout moment ka maachen, ob et am Gesetz hei steet oder net.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Här President, ech huelen Akt vun der Deklaratioun vum Rapporteur. Ech wëll awer zwou Remarke formuléieren. Déi éischt ass: Den Objet vum Contrôle vun der ancienne Chambre des Comptes war een op all Akt quasi. Dat heescht si hu misste pointéieren, fir dass eppes geschitt. Déi nei Cour des Comptes mécht dat jo net. Duerfir ass et de toute évidence, dass deemools de Contrôle, deen d'IGSS gemaach huet, quasi deeselwechte war, wéi dee vun der Chambre des Comptes, dat heescht, all Operatioun eng Kéier ze kucken op hir Regularitéit an op hir Legalitéit hin. Dat war en double contrôle.

D'Cour des Comptes, déi mer elo hunn, mécht dat jo guer net méi. Déi ass éischtens net méi ex ante, déi ass ex post, déi mécht dat duerno a mécht e Contrôle, deen e ganz aneren ass. Ech weess, dass ech Iech op d'Nerve ginn, mee bei der Concertshal hat ech Iech och gesot, dass dee Contrôle, deen am Moment effectuéiert gëtt vun der Cour des Comptes e ganz aneren ass. An deen, dee sech d'Méi gëtt déi Rapporten ze liesen, déi elo iwwert d'Établissements publics erauskomm sinn, mierkt, dass et net e Contrôle ass Punkt fir Punkt, ob déi Operatioun richteg oder falsch war, wéi dat virdrun d'Chambre des Comptes gemaach huet, mee vill méi e generellen ass.

Déi zweet Remarque ass déi: Hei ass elo de facto ofgeschaaft, dass d'Chamber den direkte Contrôle vun der Caisse matgedeelt kritt. Ech hätt gären, dass mir hei emol e seriöen Débat doriwwer féieren. Wëlle mir als Chamber elo - an dat huet net nëmmen eppes heimadder ze dinn - d'Cour des Comptes aus all Établissement public erauspuchen? An dat, well déi Rapporten, déi am Moment erauskomm sinn - well et ass fir d'zweet dës Woch, dass mer dat do maa-

chen - esou vill stéieren. Puche mer elo d'Cour des Comptes aus all Établissement public eraus, fir dass dat do net méi virkënnt, wat virkomm ass, nämlech dass Désagréables gesot ginn ass?

De Rapport vun der Cour des Comptes ass nämlech der Chamber zougängeg. Dee vun der IGSS ass e Contrôle vun enger Instance gouvernementale an net vun enger Instance parlementaire. Ech soen lech, wat meng Meenung ass - an dat ass net nëmme fir dëse Projet -, dass all Établissement public, vläicht mat Ausnahm vun deenen, déi eng reng industriell kommerziell Aktivitéit hunn - do kënne mer nach driwwer diskutéieren -, mee all déi aner, besonnesch do, wou de Concours financier vum Stat esou ass wéi bei dësem, dem Contrôle parlementaire ënnerläit, an zwar par le biais vun der Cour des Comptes.

Wann Dir hei an der Chamber der Meenung sidd, dass dat net méi soll sinn, da sot et eng Kéier haart. Ech halen elo op domadder. Ech brénge geschwënn eng Resolutioun eran, fir dass d'Chamber décidéiert, ob se wëllt, dass systematesch bei allen Établissements publics e Contrôle vun der Cour des Comptes, an doriwwer eraus e Contrôle vun der Chamber duerch hir Budgetskontrollkommissioun, effectuéiert gëtt.

Ech weess, dass keen d'Budgetskontrollkommissioun gären huet, och d'Ministesch net. Dat verstinn ech. Ech fannen dat ganz normal, mee ech stellen einfach fest, dass hei eng Tendenz amgaang ass sech ze weisen, déi ech net appréciéieren. Ech wäert déi Tendenz net ënnerstëtzen an ech wäert mech bei dësem Gesetz wéinst deem dote Punkt enthalen.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Serge Urbany.

(Interruption)

Den Här Paul-Henri Meyers huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*, *rapporteur*.- Ech verstinn den Här Krecké net. Ech hunn him jo scho gesot, dass näischt d'Cour des Comptes drun hënnert, fir dee Contrôle, deen an hirer Missioun läit, ze maachen. Dëst Gesetz verbitt dat net. Bis elo stung am Text dran, dass déi al Chambre des Comptes dee Contrôle gemaach huet, wéi dat a verschiddenen Texter dra stung. Dat gëtt erausgeholl.

(Interruption)

U sech misst een dann higoen a bei deenen aneren Etablissementer vun der Sécurité sociale déiselwecht Dispositioune virgesinn. Et schwätzt näischt dergéint, fir eng allgemeng Dispositioun ze maachen, wou da gesot gëtt: All Établissements publics ginn esou kontrolléiert. Ech hunn lech jo gesot, et gëtt näischt, wat der Cour des Comptes verbitt dee Contrôle do ze maachen.

M. le Président.- D'Mme Minister huet d'Wuert gefrot.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*.- Här President, ech wëll drop opmierksam maachen, dass justement en anert Etablissement, wat vun der Sécurité sociale kontrolléiert gëtt, an zwar de Fonds de Solidarité vun der Cour des Comptes opgrond vun deene selwechte Gesetzer kontrolléiert ginn ass. Duerfir verstinn ech am Fong geholl net, firwat dass Dir mengt, a firwat dass Dir fäert, dass dat elo net kéint de Fall sinn.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Mme Minister, bei allem Respekt, firwat geet een esou eng Dispositioun, ouni dass iergendwou Referenz drop geholl gëtt - ech hunn nämlech d'Texter nogelies - sträichen? Et steet néirens eng Explikatioun do firwat. Firwat ass dat esou? Da soen ech einfach: Wat wëllt een domadder? Loosst et dach dran! Wann Dir näischt ze verstoppen hutt, da loosst et dran. Hei gitt Dir et eraushuelen. Wann een e Geste mécht, fir eppes erauszehuelen, dann huet een eppes am Hannerkapp, well soss léisst een et dran. Firwat huelt Dir et dann eraus?

(Brouhaha général)

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Gëtt et e Contrôle vun der Cour des Comptes, jo oder neen?

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- D'Regierung wëllt eppes soen duerch de Mond vum Här Weiler.

(Hilarité)

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Mme Minister.

(Interruptions diverses)

Här Urbany schwätzt Dir nach dozou oder schwätzt Dir net méi dozou?

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech schwätzen nach dozou.

M. le Président.- Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, en éischten Ulass, fir dat Gesetz hei ze maachen, war jo d'Upassung un dat neit internationaalt Ëmfeld, an zwar an engem positive Sënn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Wat d'Kannergeld ugeet, huet dat haaptsächlech zur Konsequenz, niewent e puer juristesche Spatzfënnegkeeten, déi hei agebaut gi sinn, dass Leit aus Drëttlänner keng minimal Openthaltsdauer brauche méi ze hunn, fir e Recht op Kannergeld ze kréien. Wat d'Allocation d'éducation ugeet, esou gëtt déi elo exportabel, no enger Jurisprudenz vum Europäesche Geriicht, grad esou wéi d'Kannergeld virdrun. Dat heescht déi Frontalieren, déi hei schaffen, kënnen et kréien.

Den zweeten Ulass ass awer - an dee fannen ech vill méi critiquabel un deem Gesetz hei - d'Upassung, déi d'Gesetz virhëlt, un deen neie schaarfe Wand an engem häerzlosen Uerdnungsstat, deen e bëssen iwwerall an Europa, an hei zu Lëtzebuerg besonnesch rau an engem gewësse Ministère bléist. Mme Ministesch, et ass net Ären onbedéngt!

Iwwerall nämlech an deene Gesetzer, déi hei solle geännert ginn, gëtt d'Ouverture vun de Rechter gebonnen - an dat ass nei - un d'Konditioun vun engem Permis de séjour. Dat heescht, dass d'Sans-papiers an Zukunft dovun ausgeschloss wäerte sinn. Dobäi hate mënschlech Riichter e Wee fonnt, op der Basis vun de Bestëmmungen iwwert den Domizil am Code civil, fir aus der effektiver Intentioun fir hei ze wunnen, op en effektiven Domizil ze schléissen, och wa keng Autorisation de séjour virléich, a folglech och keng Umeldung op der Gemeng geschitt wär. Déi Riichteren hunn esou eng Autorisation de séjour als eng reng Mesure de police qualifizéiert, déi de Code civil net kéint ausser Kraaft setzen, op dee sech dat Gesetz hei bis elo beruff huet.

Déi mënschlech Jurisprudenz gëtt elo iwwert de Wee vun dëser Chamber, op Drock vun der Administratioun, iwwert de Koup gehäit, an dat fanne mir e Skandal, deen zum Himmel sténkt.

Am Commentaire des articles gëtt kritiséiert, dass legal Allocatiounen dach net kéinte verdeelt ginn u Leit, déi sech an enger illegaler Situatioun befannen. Et gëtt ëmmer gesot an der Diskussioun iwwert d'Sans-papiers, "kein Mensch ist illegal". An och fir mech a fir déi Lénk ass e Mënsch net duerch e Pabeier ausgezeechent, deen en huet, mee doduerch, dass e lieft an dass en e Recht drop huet ze liewen, an dass seng konkret Situatioun gekuckt gëtt, an där e sech befënnt, a wann en hei zu Lëtzebuerg lieft an en huet Kanner, dann huet en och Recht op d'Kannergeld.

Drëtten Ulass, fir dat Gesetz hei ze maachen, an deen ass grad esou kritikabel, ass, menger Meenung no, de Wëlle vun der Administratioun net nëmmen e puer Verbesserunge virzehuelen, dat ass wuel och de Fall, mee och méi haart administrativ virzegoen. Ech wëll just ee Beispill nennen, wat mech besonnesch schockéiert huet. Bis elo war et esou, dass Leit, déi op eng fraudulös Aart a Weis falsch Angabe gemaach hunn iwwer hir Situatioun an d'Kannergeld fälschlecherweis kritt hunn, gestrooft gi sinn.

Elo kënnt nach dobäi, dass och Leit gestrooft ginn, déi vergiessen eng Deklaratioun ze maachen, wa se zum Beispill net méi an de Genoss vum Kannergeld dierfte kommen, an et gëtt virgesinn eng Amende d'ordre an deen Text anzeschréiwen, déi kann an der Héicht si vun deem, wat se zréckbezuele mussen. Ech wëll net kritiséieren, dass se mussen eppes zréckbezuelen, wa se net Recht op eppes haten, mee ech wëll kritiséieren, dass dann nach eng zousätzlech administrativ Strof, iwwert där hir juristesch Rechtfertegung een och nach kéint laang debattéieren, agefouert gëtt, déi esou flexibel ass, dass se bis zur Héicht vun deem ka goen, wat se dann ounideem nach mussen zréckbezuelen. An dobäi ass emol kee Recours en pleine juridiction virum Tribunal administratif virgesinn, fir dogéint ze kloen, wou jo dann hätt kéinte gekuckt ginn, wéi konkret d'Situatioun vun deene Leit ass, an eventuell eng onmënschlech Décisioun, déi geholl gi wier, erëm hätt kënne redresséiert ginn. Leider ass et esou an der Praxis, dass een oft mierkt, dass an den Administratiounen net grad de Wëlle virherrscht, fir mënschlech Décisiounen ze huelen. Ech wëll net all Beamten an net all Administratiounen an déi Kritik abezéien, mee et ass leider vill ze oft de Fall, dass dat esou gehandhaabt gëtt.

Ech wëll elo net hei nach weiderschwätzen iwwer verschidde Verbesserungen, déi och drastinn, wat zum Beispill d'Allocation d'éducation ugeet, wou jo bei multiple Gebuerten d'Period ausgedehnt gëtt, während där ee Recht dorobber huet. Et soll een awer net dobäi vergiessen, dass dat Gesetz am Fong geholl jo awer gemaach ginn ass, an dat war de Grondzuch vun deem Gesetz, wéi et gestëmmt ginn ass, fir haaptsächlech an der Praxis natierlech d'Fraen ze incitéieren, fir doheem ze bleiwen, am Konträr zu engem anere Gesetz, dat iwwert de Congé parental, wat op eng besser Manéier d'Beruffstätegkeet an d'Flichte vun der Kannererzéiung matenee verbënnt. An do gëtt erëm eng Bestëmmung dra gesat, dass wann déi zwee sech net eens sinn, dat ass meeschtens bei Scheedungen de Fall, wien dann elo de Congé parental soll als éischte beanspruchen, dass da gesot gëtt, da gëtt dee geholl, deen als éischten am Alphabet ass, wat ech eng absolut hirnrëssteg Approche fannen, well do gëtt jo awer wierklech net nom Interesse vum Kand gekuckt. Et misst jo awer d'Interesse vum Kand am Virdergrond stoen, mä duerno gëtt bei deem heite Fall net gekuckt.

Voilà, ech mengen, meng Zäit ass eriwwer. Et wier nach villes ze soen, mee ech wëll lech net weider belästegen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Familljeministesch, Mme Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing fir d'éischt wëllen dem Här Paul-Henri Meyers villmools merci soen. Wann een esou e kompetente Rapporteur huet, dann ass et natierlech liicht, fir herno nach e puer Wierder ze soen, mee dann ass effektiv alles gesot, wat an deem Gesetz do drasteet.

Ech wëll awer och deenen anere Memberen aus der Kommissioun a selbstverständlech dem President e grousse Merci soen. Wann een déi Leit héieren huet, déi an der Kommissioun dra sinn, da mierkt een eigentlech, wat fir eng gutt Atmosphär do ass, an datt mer do net sou no deem kleng Karéierte kucken, mee datt mer probéieren ze kucken, wat am Interesse vun de Leit ass a wéi et am beschte fir jiddereen ass. An do gëtt net gesot, wann dat elo vun engem Rouden ass, dann ass et schlecht, wann et vun engem aus der Majoritéit ass, dann ass et gutt.

Esou fonctionnéiere mer, Gott séi Dank, net, an ech denken, datt dat eigentlech och déi Atmosphär, déi am Ufank heibanne wor, erëmgëtt, déi sech dann op eemol schlagaarteg geännert huet, a wou ee gemierkt huet, datt wéi déi zwee lescht Orateure geschwat hunn, wou deen een drop aus ass, fir méiglechst vill ze kontrolléieren a méiglechst streng ze sinn, an deen anere fonnt huet, datt mer esou géifen iwwerdreiwen, datt et onmënschlech wier, an datt Kalhäerzegkeet géing herrschen, géing ech d'Deputéierte froen, sech do eens ze maachen, an ze soen, wat se da mengen, wat an deenen dote Fäll dat Richtegt wier.

Ech wëll just e puer Wierder soen iwwert déi Bestëmmungen, déi dra sinn, wou ech fannen, datt et awer wichteg ass, datt mer gekuckt hunn, ouni ob ee matenee bestuet ass, wéi eigentlech d'Situatioun an de Familljen ass. Wa Kanner aus verschiddene Relatioune beienee sinn, da ginn déi och als Familljegrupp ugesinn, an da kréien d'Leit selbstverständlech deementspriechend d'Kannergeld, wat jo am normale Fall dozou féiert, datt dat méi héich ass, wéi wa jiddfer Kand eenzel géing gekuckt ginn. Dat muss een awer selbstverständlech der Kannergeldkeess matdeelen, well déi kënne jo net dreemen, wann zwee oder dräi Kanner mat verschiddenen Nimm do sinn, datt déi onbedéngt an därselwechter Famillje sinn, wat awer fir d'Keess net onbedéngt méi einfach ass.

En zweete Punkt, dee mer an dësem Gesetz aféieren, an dee fir mech perséinlech och wichteg ass, méi aus engem moralesche Grond, wéi onbedéngt doraus, datt d'Grousselteren och elo kënnen d'Kannergeld kréien, wann d'Kanner bei hinne liewen. Vill Grousseltere beschwéiere sech, datt se am Fong wéineg ze soen hunn, datt se wéineg respektéiert ginn, an datt net no hinne gekuckt gëtt, wou awer besonnesch a Fäll vu Scheedungen a vu Placementer vu Kanner, et dacks, mengen ech, grad esou gutt wier, wa se kënnte bei d'Grousseltere goen an och kënnten do bleiwen, wéi datt se soss éierewou hikommen.

Da wëll ech awer nach eppes soen iwwert de Complément différentiel, net iwwert de Complément selwer, dat ass hei gesot ginn, mee besonnesch wat den Här Jaerling gesot huet iwwert d'Kannergeldkeess, wou et net ëmmer esou evident ass, a wou et heiansdo och schwéier ass un déi Leit ze kommen. Mir sinn amgaang mat de Fransousen e bilateraalt Ofkommes ze maachen, a mir rechnen domat, datt mer et den 1. Januar 2003 och kënne maachen, woumat déi Komplikatiounen, wou mir bis elo ëmmer nëmmen den Ënnerscheed bezuelt hunn, bis elo awer alles konnte virbezuelen, an dann d'Keessen ënner sech verhandelt hunn an erëm ausrechent hunn, wéivill datt mer dann herno eventuell vun de franséische Keesse géifen zréckkréien, aus der Welt geschaaft ginn.

Déiselwecht Diskussioune sinn och amgaang mat deene belsche Keessen, wat erëm méi schwiereg ass, well dat op aneren Niveaue gefouert gëtt. Mir hoffen awer, datt mer dat och iergendwéi eng Kéier zu engem gudden Enn kréien. Mat Däitschland ass et quasi onméiglech, well dat zum Deel an deenen eenzelne Länner ass, zum Deel och nach op Gemengeniveau gefouert gëtt, an dat féiert natierlech dozou, datt et schwiereg ass an eenzel Dossieren dofir méi laang daueren.

Mir hunn an deene leschte Joren, dat heescht vun 1998 un, 21 zousätzlech Posten an der Kannergeldkeess bäikritt, fir eben ze kucken, datt dat alles méi séier soll goen, wéi et bis elo de Fall war. Dobäi si mir amgaang en neie Système informatique anzeriichten, an et ass ze hoffen datt domadder keng Pabeiere verluer ginn. An der Kannergeldkeess komme pro Dag tëschent 1.500 an 8.000 Piècen eran. Da kënnt Der lech virstellen, wat dat alles heescht a bedäit, esou dass ech, wéi gesot, hoffen, datt mat deem neie Système informatique dat dann och herno besser klappt.

Mir schafen de Prêt aux jeunes époux of. Ech mengen net, datt säit ech do sinn een dee kritt huet, an ech mengen och, datt een heiansdo muss de Courage hunn, wann eppes net fonctionnéiert, fir et ofzeschafen. Dat dréit dozou bäi, fir Vereinfachungen ze maachen, an ech si frou, datt d'Kommissioun dat och esou gesinn huet.

Wat d'Allocation de rentrée scolaire ugeet, hu mer fonnt, datt déi, wann de September kee méi an d'Schoul geet, och net méi geschëlt wier. Och do sinn ech dankbar, datt dat vun der Kommissioun d'selwecht gesi gouf. Déi Verbesserungen, déi dra sinn, an den Här Lux huet dat och gesot, sinn awer fir eng Partie vun deenen Elteren, déi kënnen dovunner profitéieren, ech denken un de Congé parental an un d'Allocation d'éducation, wichteg.

Mir hu mëttlerweil iwwer 12.000 Leit, déi vum Congé parental profitéiert hunn, wat sécher eng ganz Mass ass, wat net jidderee sech erwaart hattt a wou mer elo einfach soen, et ass d'Recht vum Kand an et ass net méi dee finanziellen Ausgläich, deen do gemaach gëtt, wou een also pro Kand sechs Méint als Elteren, als Papp an als Mamm, zegutt huet an net wéi bis elo, wou dat fir Zwillingen aacht Méint woren an och bei Kanner, déi adoptéiert woren, an datselwecht bei der Allocation d'éducation, déi vun zwee op véier Joer eropgeet.

Et kann ee sech selbstverständlech driwwer ameséiere wéi dat geet, wann d'Elteren net eens ginn, wien dann d'Recht kritt a wien als éischten dee Congé parental soll kréien. Ech wollt dem Här Urbany soen, datt am Projet dra wor, datt d'Mammen d'Recht hätten, fir als éischt drun ze kommen, an datt do gesot gouf, dat wier géint d'Egalitéit vu Männer a Fraen. Dunn huet d'Regierung proposéiert, de Buschtaf aus dem ABC ze huelen. De Conseil d'Etat huet proposéiert den Eelsten ze huelen. Mir hu fonnt, datt dat vläicht manner geschlechterneutral wier, wéi de Buschtaf am ABC. Mee vläicht fënnt nach een eng aner Iddi, déi nach méi witzeg ass, fir dat ze regelen, mee wéi gesot, ech mengen alt emol, datt

wann d'Leit sech ëmmer esou géinge Gedanke maachen iwwert d'Chancëgläichheet wéi an deem heite Fall, da bräicht ech iwwerhaapt net méi als Ministère an als Minister ze existéieren. Mee et ass ganz echt, esoubal wéi iergendeen halwe Millimeter changéiert, wou d'Männer mengen, si géingen iergendwou benodeelegt ginn, da si se um Qui-vive. Dat ass wierklech eppes, wat erstaunlech ass.

(Interruptions diverses)

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech schwätzen nach dozou.

(Interruptions diverses et hilarité)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*.- Hei an der Chamber, Här Bodry, mä dobaussen ass et eng Majoritéit.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- An der Kommissioun huet kee Mann gemeckert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*.- Dat ass och gutt esou, an dofir soen ech, d'Kommissioun ass eng aussergewéinlech. Dat si se net alleguer.

Zum Schluss wëll ech awer soen, datt ech besonnesch fir dee Punkt, op deen d'Mme Wagener higewisen huet, frou sinn, dass mer endlech déi legal Basis fir déi Konsultatioune bei den Hiefamme schafen. Dat ass e bëssen d'Seeche vun der rouder Geess, wat esou laang gedauert huet, datt et elo eng Kéier Zäit gëtt, datt et eriwwer ass an datt mer et kënnen aféieren, fir domadder de Fraen d'Méiglechkeet ze ginn Hiefammen ze konsultéieren an datt se net méi just eleng drop ugewise sinn, fir bei Dokteren ze goen an datt se dat och zréckbezuelt kréien. Dat gëtt iwwert de Statsbudget bezuelt, wéi alles wat d'Maternité ubelaangt, och wann et vun de Krankekeesen ausbezuelt gëtt a wéi gesot, de Minister vun der Santé ass hei, deen, denken ech, och herno d'Geleeënheet kritt, fir ze soen, wéi wäit déi Reglementer do sinn.

Den Här Lux huet op zwee wichteg Punkten opmierksam gemaach. Dat eent ass d'Revisioun vum Congé parental, wou mer am Laf vun de Jore gekuckt hunn, wéi dat sech entwéckelt, a wéi gesot, ech sinn eigentlech positiv iwwerrascht, wéivill Leit dovu Gebrauch maachen. Mir hunn am Moment eng Etüd am Lafe mat der KPMG, fir ze kucken, wat dat doten ausgemaach huet bei de Männer a bei de Fraen, well et och Chancëgläichheet ass a well mer jo do och soen, datt esou gutt deen ee wéi deen aneren, an net nëmmen d'Fraen, dovunner solle profitéieren. Dofir ass dee Congé och net transférabel vun engem op deen aneren.

Dir wësst, datt mer am Laf vun de Joren ëmmer déi Diskussioune gefouert hunn am Comité permanent pour l'Emploi, mee datt ee selbstverständlech, wann et zu gréissere Changementer kënnt, gäre bereet ass aner Gespréichspartner mat an d'Boot ze huelen an deenen hir Erfahrungen anzehuelen. Ech denke besonnesch un déi Servicer vun de Fraen, Servicer, déi et esou gutt zu Beetebuerg, wéi och zu Suessem gëtt, an och datt déi Propositioun oder déi Iddi, déi Der hutt, fir d'Allocation d'éducatioun mat ze diskutéieren an och ze kucken, ob et nach richteg ass, wéi se elo fonctionnéiert, oder ob een déi sollt changéieren. Ech denken, datt dat eng gutt Propositioun ass, där ee soll Rechnung droen, fir ze gesinn, wéi een dat, wann een et ännert, kënnt änneren.

D'Etüd iwwert d'sozial Transferten ass fäerdeg. Déi wäert an engem vun deenen nächste Conseils de Gouvernement um Ordre du jour stoen, esou datt ech denken, wann d'Chamber dat fir wichteg a richteg ëmfënnt - dat ass jo net meng Décisioun -, datt een um Ufank vum nächste Joerr se sécher kënnt emol fir d'éischt an der Kommissioun virstellen. An dann ass et un Iech, fir ze décidéieren, wat duerno domadder geschitt, ob mer dat am Plenum maachen oder wéi dat da geet. Wéi gesot, dat ass net meng Décisioun, mee ech si selbstverständlech bereet, fir déi Diskussioun mat deene Leit, déi dat interesséiert, ze féieren.

Zum Ofschloss wëll ech just soen, well den Här Krecké gemengt huet, mir hätten eppes ze fäerten oder eppes ze verstoppen, dat hu mer héchstens wa mer dat alles e bësse méi labber uwenden, wéi den Här Urbany et eigentlech gären hätt. Ech gesinn, dass och Vertrieder aus der Sécurité sociale an aus der Inspektioun haut de Mëtteg hei sinn. Ech hu kee Problem dermat, datt all Mënsch streng a gerecht kontrolléiert gëtt a wann och d'Cour des Comptes dohinner kontrolléiere kënnt, esou gutt wéi se och elo kontrolléiere koum an de Fonds de Solidarité. Mir hunn einfach fonnt, datt et zu engem Deel double emploi wär, wann een zu där enger Säit kontrolléiert, mee wéi gesot, wann eppes aneschtes do kontrolléiert gëtt a wann dat dozou bäidréit, datt d'Chamber dann d'Kontroll doriwwer huet, dann ass dat fir mech kee Problem.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, sinn ech ganz frou, wann Der haut de Mëtteg dat Gesetz stëmmt, well domadder eng Rei vu Leit Verbesserunge kréien an op där anerer Säit eng Rei vu Klorheeten an déi Texter erakommen, wat sécher och deene Leit, déi domadder musse schafen, d'Liewe méi liicht mécht.

Merci villmools.

d'Chamber online op

ww.chd.lu

M. le Président.- Den Här Lucien Weiler freet d'Wuert.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President, wann den Här Krecké erlaabt, well hien déi Fro opgeworf huet vum Contrôle, deen hei gemaach gëtt. Den Här Meyers huet ëm schonn op seng Froe geäntwert. Et gëtt dräi verschidde Contrôlen. Et gëtt éischtens e Contrôle vun der Regierung, et gëtt e Contrôle vun der Inspectioun générale de la Sécurité sociale an et gëtt e Contrôle vun der Cour des Comptes. Esou wéi d'Cour elo de Fonds de Solidarité kontrolléiert huet, ka se och d'Keess kontrolléiere goen.

Wann an deem alen Text eng Dispositioun dra stong, wou déi fréier Chambre des Comptes d'Méiglechkeet hat, fir d'Keess ze kontrolléieren, da war dat eng Dispositioun, déi u sech ëmmer lettre morte war. Éischtens huet déi fréier Chambre des Comptes ni e Contrôle gemaach, an zweetens gëtt et och gutt Ursaachen, firwat si kee Contrôle gemaach huet, well hei am Text dra steet, et misst e Règlement grand-ducal geholl ginn driwwer, wéi dee Contrôle da géif effektuéiert ginn. Or, dee Règlement grand-ducal ass ni geholl ginn, esou datt et iwwerhaapt keng Regele goufen, no deenen déi fréier Chambre des Comptes hätt kënne kontrolléieren, an et ass och vläicht dat d'Ursaach, firwat datt se ni e Contrôle gemaach huet.

Well also déi Dispositioun hei u sech lettre morte war an ni applizéiert ginn ass, gëtt et keng Ursaach, fir se net ofzeschafen, well mer op där anerer Säit de Contrôle vun der Cour des Comptes iwwert déi Dispositiounen, déi am Gesetz vun der Cour des Comptes dra sinn, garantéiert hunn, a wéi gesot, esou wéi de Fonds de Solidarité kontrolléiert ginn ass, kann och d'Keess kontrolléiert ginn, niewent deenen zwee anere Contrôlen, déi do si vun der Regierung a vun der Inspectioun générale de la Sécurité sociale.

Dräi Contrôlen, Här Krecké, ech mengen, dat misst duergoen, da kënnt een eng Dispositioun, déi lettre morte bliwwen ass, als superfétatoire ugesinn an déi sträichen.

M. le Président.- Den Här Jeannot Krecké huet d'Wuert gefrot.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Also, ech huelen Akt dovun, dass déi Leit, déi elo d'Wuert heizou geholl hunn, souwuel d'Ministesch wéi och de Vertrieder vun enger vun de Majoritéitsparteien, zumindest d'accord sinn, dass Etablissements publics, déi en däeraartege Concours financier kréien, wéi dat hei de Fall ass, dem Contrôle parlementaire ënnerstinn. Doriwwer eraus muss de Contrôle parlementaire en Outil hunn. Deen eenzegen, dee mer do hunn, dat ass d'Cour des Comptes.

Ech ginn also dovunner aus, dass éischtens garantéiert ass, dass si laut den Aussoen dat kënne maachen, an zweetens, dass dat e Faux-pas war leschten Dënschdeg, wou nämlech genau deen Text, ech wëll Iech dat nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, aus dem Gesetz vun der Cour des Comptes dohinner geschriwwe ginn ass, an dat net, wéi gesot gi war, eng grouss Avancée ass.

Wa mer eis eens sinn, dass déi Etablissements publics alleguerten dem Contrôle vun der Cour des Comptes ënnerstinn, dann hunn ech kee Problem. Mee da passe mer an de Kommissiounen och drop op, dass dat an Zukunft dra stoe bleift an dat an Zukunft preziséiert gëtt, wann et net preziséiert ass. Well bei der Concertshal ass preziséiert, dass e gudden Deel vum Contrôle net méi assuréiert ass. Ech wëll Iech dat just soen. Hei ass dat vläicht net de Fall, well de Concours financier bal total ass.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi 4867 a stëmmen doriwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 6 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo iwwert de Gesetzesprojet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet de loi si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthale sech.

De Projet de loi 4867A ass mat 54 Jo-Stëmmen, enger Nee-Stëmm an enger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Hasldorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Lucien Clement), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Ady Jung).

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. John Schummer), Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach.

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Steheres. MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener.

A voté non: M. Serge Urbany.

S'est abstenu: M. Jeannot Krecké

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4928, e Sozialofkommes mat Slowenien. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluegt. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Lux, Bausch an Urbany.

D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Niki Bettendorf.

3. 4928 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie en matière de sécurité sociale, signée à Ljubljana, le 1er octobre 2001

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Niki Bettendorf *(DP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll Iech a kuerze Wierder d'Konventioun virstellen, déi Lëtzebuerg mat Slowenien a puncto Sécurité sociale ofgeschloss huet. Den Haaptbut vun der neier Konventioun ass eng al Konventioun mat der fréierer Republik Jugoslawien, déi säit 1954 bestong, duerch e modernt an adequat Ofkommes ze ersetzen. Et ginn d'Rechter regléiert vu Persounen, déi, successiv oder alternativ, Législatioune vun den zwee ënnerzeechende Staten ënnerlouchen.

D'Konventioun geet ganz wäit. Et geet ëm d'Assurance maladie a Maternité, d'Assurance accident du travail et maladie professionnelle, d'Iwwerliewensrent, de Chômage an d'Prestations familiales. Net abegraff ass d'Assistance sociale an d'Prestatioun fir Krichsaffer.

Esou, wéi mer et bei de leschte bilaterale Konventioune gemaach hunn, gi mer méi wäit wéi de Règlement communautaire 1408/71, dee vun der Nationalitéit vun de Bierger ausgeet, déi an deem engem oder anere Land sozial verséchert sinn.

Ons Konventioun bezitt sech op all Bierger, egal vu wat fir enger Nationalitéit, wa se an deem engem oder anere Land sozial verséchert sinn. De Prinzip ass deen, dass d'Gesetzgebung vun deem Land ausschlaggebend ass, wou ee schafft. Fir d'Matrouse gëllt de Pavillon maritime. Et gëtt och Dérogatioune fir d'Aarbechter, déi détachéiert goufen op den Territoire vun engem anere Land, awer limitéiert a sengem Objet an an der Zäit. Et bléift een do verséchert, wou een normal schafft. D'Dauer ass ee Joer, mat enger méiglecher Verlängerung vun engem weidere Joer.

Bei de Chaufferen am Transportwiesen ass dat Land zoustänneg, wou d'Firma hire Sëtz huet. Zu de Pensioune kënnt ech nach ernimmen, dass et eng Dispositioun gëtt, wat den Erhalt vu Pensiounsrechter ubelaangt. Wann en Aarbechter an engem Drëttland geschafft huet, a wa Lëtzebuerg esouwuel wéi Slowenien mat dësem Land bilateral oder multilateral Instrumenter hunn, wat d'Totalisatioun vun de Pensiounsrechter ubelaangt, esou kënnt de Schaffenden an de Benefiss vun de ganzen Assuranceperioden.

Weider ernimmen ech nach dräi Particularitéiten, déi e bëssen anescht si wéi de Règlement communautaire.

1. An der Europäescher Unioun ass d'Chômagegeld net exportabel, awer de Chômeur ka sech an engem anere Land ëm eng Aarbecht beméien. Fir eis hei gëllt dës Dispositioun net.

2. Déi geschëlte Prestations familliales sinn déi, déi am Land virgesi sinn, wou d'Kanner wunnen.

3. Aus Réciprocitéitsgrënn sinn d'Prestatioune vum Congé parental exportabel.

Zum Schluss ass ze soen, dass heimat déi Konventioun mat deem ale Jugoslawien abrogéiert gëtt. Ze soen ass och nach, dass während dem Biergerkrich keng Suen iwwerwise gi si vu Lëtzebuerg no Ex-Jugoslawien, fir net de Krich ze finanzéieren.

De Conseil d'État huet zu dësem Projet de loi keng Observatioune formuléiert. D'Chamberkommissioun huet de schréftleche Rapport eestëmmeg guttgeheescht. Am Klortext heescht dat, dass ech hoffen, dass Der alleguer dëse Projet stëmmt. Ech bréngen zur gläicher Zäit den Accord vun der demokratescher Fraktioun hei am Parlament.

Ech soen Iech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Di Bartolomeo.

Discussion générale

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President, ech bréngen am Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. le Président.- Den Här Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Här President, et ass selbstverständlech, dass de schréftlechen a mëndleche Rapport vum President vun der Kommissioun excellent ass an d'CSV och hiren Accord dozou gëtt.

M. le Président.- Den Här Jacques-Yves Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Minister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, ech wäert mech ganz kuerz faassen. Ech mengen, de Rapporteur huet et scho gesot, dass dat heiten en fait eng Konventioun ass, déi ganz einfach déi fréier Konventioun mat Ex-Jugoslawien ersetzt. Si schreift sech och, géif ech soen, an den Aménagement général vun den Accords bilatéraux an, esou wéi mer se bis elo an der Vergaangenheet ëmmer mat deenen anere Länner ofgeschloss hunn, esou dass et näischt Extraordinäres ass vis-à-vis vun deene Mesuren, déi mer bis elo egraff hunn.

Ech wëll am Viraus all deene merci soen, déi deem heite Projet de loi wäerten zoustëmmen.

Merci.

M. le President.- D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique a stëmmen doriwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen elo of iwwert dee virleiende Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthale sech.

De Projet de loi 4928 ass eestëmmeg mat 55 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Hasldorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mmes Marie-Josée Meyers-Frank, Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Ady Jung).

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel (par Mme Simone Beissel), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. John Schummer), Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach.

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Steheres. MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Mars Di Bartolomeo), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 4935, e soziaalt Ofkommes mat Island. Et hu sech ageschriwwen: d' Häre Lux a Bausch.

D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Niki Bettendorf.

4. 4935 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Islande sur la sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 30 novembre 2001

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Niki Bettendorf *(DP), rapporteur.*- Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de mëndleche Rapport, wat d'Konventioun mat Island ubelaangt, gëtt e gutt Stéck méi kuerz wéi de Rapport, deen ech elo grad virgedroen hunn iwwer Slowenien, betreffend eist Ofkommes.

D'Konventioun mat Island ass den 30. November 2001 ënnerschriwwe ginn. Säit der Entrée en vigueur vum Espace économique européen ass déi al Konventioun, déi mir mat Island haten, hifälleg ginn. Dofir kënnt an d'Plaz déi europäesch Direktiv 1408/71. Dës Direktiv ass ee Koordinatiounsinstrument a puncto Regimer vu Sécurité sociale fir d'Salariéen an d'Fräiberuffler, d'Travailleurs nonsalariés an d'Membere vun hirer Famill aus der Communautéit. Si applizéiert sech op eis Relatioune mat Island.

Eis Konventioun geet méi wäit wéi d'Direktiv, déi ech elo grad ugeschwat hunn. Eis Konventioun bezitt sech op all Bierger mat hire Familljen, egal vu wat fir enger Nationalitéit, wa se an deem engen oder anere Land vun der Europäescher Unioun oder dem Espace économique européen sozial verséchert sinn.

Weider wëll ech nach op den Artikel 5 vun der Konventioun hiweisen. Hei ginn d'Konditioune fixéiert betreffend d'Applikatioun vun der nationaler Législation en matière d'admission zur fräiwëlleger oder fakultativer Assurance continue.

De Conseil d'Etat huet och zu dësem Projet keng Objektiounen. Domadder sinn ech schonns fäerdeg mat der Virstellung vun dësem Projet. Ech wëll zur gläicher Zäit den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei hei iwwerbréngen. Ech soen lech nach eng Kéier merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Freet een d'Wuert? Den Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Ech bréngen den Accord vun der CSV.

M. le Président.- Den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

M. le Président.- Den Här Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Mir mengen, dass alles gesot ass, an dofir kënne mer eis drop beschränken, fir den Accord vun eiser Fraktioun ze ginn. Merci.

M. le Président.- An den Här Minister wäert och d'accord sinn?

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech weess net wéi Der et geroden hutt, Här President, mee Dir leit richteg.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen elo of iwwert dee virleiende Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder enthale sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Hasldorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Ady Jung).

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel (par Mme Simone Beissel), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. John Schummer), Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel), John Schummer et Théo Stendebach.

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Steheres. M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jean Asselborn), MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Mars Di Bartolomeo), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Fernand Greisen,) Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4795 iwwert d'Konventioun Eurocontrol. Et si schonn ageschriwwen: den Här Jung, d'Mme Delvaux an den Här Bausch. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Agny Durdu.

5. 4795 - Projet de loi portant approbation

- de l'Acte final de la Conférence diplomatique sur le Protocole coordonnant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 31 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues

- du Protocole coordonnant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues

- du Protocole additionnel concernant le passage du régime de l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route du 12 février 1981 au régime des dispositions pertinentes de la version coordonnée du texte de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" amendée à Bruxelles en 1997, y compris son Annexe IV, signés à Bruxelles, le 27 juin 1997

Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports

Mme Agny Durdu *(DP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi, deen eis virläit, geet et ëm Folgendes:

Et gehéiert zu der Missioun vun engem Service de navigation fir d'Sécherheet e regelméissegen Offloss vum Fluchverkéier an en effikasse Fluchverkéier ze organiséieren. Déi international Staten hate relativ séier erausfonnt, datt een do besser hätt, vu datt den Himmel jo net méi grouss gëtt, och wann d'Fligere méi zahlräich ginn, fir relativ fréi mateneen ze schaffen - wat och 1960 gemaach ginn ass -, a wou eng international Konventioun ënnerschriwwe ginn ass, déi Eurocontrol heescht, Gesellschaft, déi dann an d'Liewe geruff gouf a geschafft huet.

Eurocontrol hätt kënnen zënter 1960 am Fong geholl d'Missiounen iwwerhuele fir de Fluchverkéier ze organiséieren an och ofzesécheren an alle Fluchhéichten, fir dat elo emol esou auszedrécken. An der Realitéit huet sech awer erausgeschielt, datt d'State relativ retizent woren, fir an deem méi niddrege Fluchberäich hir staatlech Kompetenzen ofzeginn, an datt am Fong geholl Eurocontrol éischter an deene méi héije Fluchniveaue present war.

Aus där Evolutioun, an aus der Retizenz vun de Staten eraus, ass et dunn esou gewiescht, datt Eurocontrol sech éischter organiséiert huet, fir Recherche a Koordinatioun ze maachen, mee datt se um Terrain selwer, wat d'Flugsécherheet ugeet, sech manner engagéiert huet.

Au vu awer vun deene leschte Joren, wou ee festgestallt huet, datt de Flugverkéier definitiv ëmmer méi zougeholl huet, den Himmel awer net méi grouss gëtt, dann och Retarde komm sinn an d'Problemer mat der Sécherheet ëmmer méi akut goufen, oder ëmmer méi akut hätte kënne ginn, hunn d'Staten deementspriechend décidéiert, Eurocontrol nach eng Kéier ze analyséieren an hinnen nei Kompetenzen ze ginn. Nei Kompetenze vläicht net an deem Mooss, well et huet jo am Fong geholl ewell d'Méiglechkeet bestanen, mä et huet ee mussen Eurocontrol och esou ausbannen, datt Eurocontrol effektiv um Terrain ka schaffen. Also huet Eurocontrol mussen eng aner juristesch Konsistenz kréien, wat dann duerch déi dräi international Texter, déi mer haut sollen aviséieren an ofstëmmen, geschitt, Texter, déi mir dann an eis legislativ Gesetzestexter iwwerhuelen.

Deementspriechend huet Eurocontrol elo eng Assemblée générale, wou d'Transportministere siégéieren, e Conseil, wou déi national Direktere vun den Aviations civiles siégéieren, a wou och eng Agence existéiert, déi ënnert d'Autoritéit vun engem Directeur général kënnt, Agence déi dann autonom géréiert.

Dat ass de Wonsch, dee mat dësen dräi Akten ausgedréckt gëtt. Et ass elo méiglech, datt Eurocontrol Décisioune hëlt, wou keng Unanimitéit méi muss sinn, mee wou mat der Majoritéit kënnen Décisioune geholl ginn, a wou dann och Eurocontrol kann direkt vill méi aktiv um Terrain agéieren. Ech mengen, net zulescht bei den Evénementer vum leschte Joer si mir eis alleguer bewosst ginn, datt mer eng Instanz brauchen, déi effektiv um Terrain ka schaffen, an datt d'Zesummeschaffe vun deene 27 Staten, déi sech engagéiert hunn, eng Nécessitéit ass.

Ech wollt just nach eng Kéier hei am Plenum drop hiweisen, datt am Artikel 40 virgesinn ass, datt och regional Unioune kënnen dësem Gremium bäitrieden, a gemengt ass domadder d'Europäesch Unioun, déi viraussiichtlech kann Eurocontrol bäitrieden, wa se dat wënscht.

An der Kommissioun hu mer dës Texter analyséiert. De Projet de rapport ass gestëmmt ginn, an ech géif och de Plenum bieden, dëser Konventioun zouzestëmmen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren, an ech wollt soen, dass ech den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Ady Jung agedroen. Den Här Jung huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Ady Jung *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 4795 handelt et sech ëm dräi Konventiounen, déi a Lëtzebuerger Recht iwwerholl musse ginn an déi allen dräi den Eurocontrol betréffen. Et ass eng Tatsaach, datt d'Fligerei ëmmer méi zouhëlt, sief dat fir Persounen oder Wuerentransporter. Wouer ass leider och, datt op dësem Gebitt ëmmer méi Problemer entstinn, woubäi virun allem d'Sécherheet vun deenen, déi an de Fligere sëtzen, awer och d'Sécherheet vun deenen, déi um Buedem Affer vun enger Flugkatastrof kéinte ginn, deen héchste Stellewäert muss kréien.

Wann een haut ëmmer méi den haarde Konkurrenzkampf vun de Fluggesellschaften erlieft, déi mat Bëllegflich ëm d'Gonscht vun de Leit, déi wëlle reesen, rivaliséieren, da muss een desto méi drop halen, datt streng Sécherheetsvirschréfte méi wéi jee kontrolléiert ginn, an datt net op der falscher Plaz gespuert dierf ginn.

D'Mme Agny Durdu huet mat hirem gudde schréftlechen, wéi och mëndleche Rapport heizou all Eenzelheeten erkläert, woufir ech hir am Numm vun der CSV-Fraktioun merci soen.

Ofschléissend Här President, wëll ech och am Numm vun der CSV-Fraktioun matdeelen, datt mir eis Zoustëmmung zu dësem Projet wäerte ginn. Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Mme Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres *(LSAP).*- Här President, wéi mäi Virriedner gesot huet, d'Sécherheet am Espace aérien ass e wichtege Faktor, an et ass ze hoffen, dass dës Konventioun Eurocontrol zur Sécherheet bäidréit. D'Mme Rapporteur huet en excellente Rapport gemaach an ech hunn deem och näischt bäizefügen. Ech wëll am Numm vun der sozialistescher Fraktioun den Accord ginn.

Just eng Fro un de Minister. Dir kënnt eis vläicht informéieren, wéi wäit et ass mam Bäitrëtt vun der Europäescher Unioun zu Eurocontrol, wat jo eng laang Kontrovers war, an et wär interessant fir dëse Plenum ze wëssen, wéi wäit dass et mat deem Problem ass? Merci Här President.

M. le Président.- Den Här Fernand Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen *(ADR)*.- Här President, ech wëll just am Numm vun der Fraktioun vum ADR den Accord zu dësem Projet ginn. Ech wëll och menge Virriedner merci soen, déi all déi néideg Erklärunge ginn hunn. An der Kommissioun ass iwwert d'Detailer diskutéiert ginn, esou dass ech soss näischt méi brauch dozou ze soen. Merci.

M. le Président.- Den Här François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, och mir stëmmen dëse Projet.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Transportminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Merci Här President, merci de Membere vun der Chamber, fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Text. D'Regierung géif hoffen, dass all déi Projeten, déi se an d'Chamber erabréngt, esou eng breet Zoustëmmung géinge fannen.

Wat d'Fro vun der Mme Delvaux ugeet, däerf ech soen, dass den 8. Oktober vun dësem Joer déi 31 Membere vun Eurocontrol zesumme mat der europäescher Communautéit e Protocole d'adhésion op enger Conférence diplomatique zu Bréissel ënnerschriwwen hunn, an dass elo natierlech d'Ratifikatiounsprozedur muss ulafen.

Merci.

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 4795 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

M. le Président.- Mir stëmmen of iwwert dee virleiende Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 4795 ass eestëmmeg mat 57 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Ady Jung);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Emile Calmes), Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. Alexandre Krieps), Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jean Asselborn), MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Mars Di Bartolomeo), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Zanussi), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer un de leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung. Do hu mer e second Vote constitutionnel vum Projet de loi 4790, eng Direktiv iwwert d'Ausübung vum Beruff vum Affekot.

Dëse Projet de loi ass an der Sitzung vum 3. Juli 2002 am éischte Vote constitutionnel ugeholl ginn. Esou wéi et am Artikel 73 (1) vum Chamberreglement festgehalen ass, mussen tëschent dem éischte Vote an dem second vote constitutionnel mindestens dräi Méint leien. Mir mussen nach eng Kéier driwwer befannen an ofstëmmen.

D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Patrick Santer.

6. Projet de loi 4790 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant:

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur*.- Här President, aus enger leschter Sëtzung vun der Commission juridique huet sech erginn, datt d'Fronten an d'Argumenter fir oder géint dëse Projet de loi säit dem 3. Juli, also säit dem éischte Vote, déiselwecht bliwwe sinn an dofir kënne mer direkt ofstëmmen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

Discussion générale

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, dat ass dem Rapporteur säi Recht, fir net Stellung ze bezéien.

Ech géif zwar mengen, dass mer et hei mat engem an eisen Institutiounen net esou alldeegleche Virgank ze dinn hunn, dass de Conseil d'Etat e Gesetzesprojet net vum second Vote constitutionnel entbënnt. Dat kënnt vläicht an der Moyenne eng Kéier an enger Sessioun vir. Dofir mengen ech, dass een déi dote Fro awer net elo soll à la va-vite, wéi iergendwellech Konventiounen hei behandelen.

Ech géif gären e puer Wuert am Numm vu menger Fraktioun zu deem Projet do soen, wéi et jo virgesi war, mengen ech. Wa kee vun der CSV schwätzt, géif ech vläicht dervu profitéieren, fir e puer Bemierkungen unzebréngen.

Fir d'éischt emol fir festzestellen, dass deen Délai de réflexion, deen d'Verfassung virgesäit tëschent dem éischte Vote an dem zweete Vote constitutionnel eigentlech, a mengen Aen, net richteg genotzt ginn ass, fir sech mol eng Kéier mat de juristeschen Argumenter auserneen ze setzen.

Ech hunn d'Debatten nach eng Kéier nogelies, wéi se hei am Juli gefouert gi sinn. Do sinn, mat Ausnahm vum Rapporteur, haaptsächlech faktesch Argumenter hei virbruecht ginn, déi sech op d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg beruffen. Mee mir hunn et hei, well et sech ëm d'Transpositioun vun enger Direktiv handelt, net mat engem Projet ze dinn, wou mir kënne fräi décidéieren als Lëtzebuerger Parlament, wat mer da gäre géife maachen. Mir mussen europäescht Recht korrekt an eis national Législatioun ëmsetzen.

Mir sinn als sozialistesch Fraktioun der Meenung, dass déi Argumenter, déi de Statsrot opgeworf huet a senge séllegen Avisen, net vun der Hand ze weise sinn. Mir sinn nach eng Kéier bestätegt ginn duerch e schréftleche Beitrag, dee geleescht ginn ass vun enger Associatioun. Ech weess net, wéi représentativ dass déi Associatioun vun europäeschen Affekoten hei zu Lëtzebuerg ass. Et schéngt sech ëm däitschsproocheg Affekoten ze handelen, déi nach eng Kéier op eng Rei vu juristeschen Argumenter agaange sinn.

Also nach eng Kéier, fir kloer ze maachen: Hei kann een net argumentéieren, wéi mir eis hei zu Lëtzebuerg den Affekoteberuff an d'Protektioun vum Consommateur am Absolute géifen am Justizberäich am léifsten ausmolen a virstellen, mee et geet drëm, dass mer eng Direktiv, géint déi Lëtzebuerg prozesséiert huet, wou Lëtzebuerg Prozesser verluer huet, korrekt ëmsetzen.

Wa mer dat net maachen, da gëtt Lëtzebuerg veruerteelt mat all deem, wat vläicht dorunner hänkt. Dat ka jo och bis zu Schuedensersatz goen, deen de Lëtzebuerger Stat muss am Eenzelfall a vläicht esouguer fir d'Gemeinschaft bezuelen, wann déi europäesch Gesetzgebungen net korrekt an d'Nationalrecht ëmgesat ginn.

Eis Meenung ass, dass mer deen dote Risiko net solle goen. Well fir mech grenzt et wierklech bis un d'Sécherheet zu 100% erun, dass, wann de Projet nach eng Kéier esou gestëmmt gëtt, wéi en an der éischter Lecture hei vun der Chamber gestëmmt ginn ass, dann dat Gesetz do net laang wäert bestoe bleiwen, dass et beim éischte Prozess virun europäesche Geriichter gekippt gëtt, dass mer dann nach eng Kéier mussen als Chamber zréckkommen, fir nach eng Kéier deen doten Text nozebesseren.

Mir sinn der Meenung, dass mer, och opgrond vun dem Délai de réflexion, deen eis Prozeduren eis gi bei dem zweete Vote constitutionnel, sollten zréckkommen op den éischte Vote, dass mer sollten agesinn, dass deen Text, deen de Conseil d'Etat proposéiert, eigentlech de richtege Wee ass.

Tout au plus, dat huet meng Fraktioun jo och bei den Debatten am Juli kloer gemaach, kéint ee probéieren, vläicht géif eng kleng Chance vu Réussite bestoen, wann e sech géif konzentréieren op d'Franséischt. Wann ee géif soen, et ass méiglech en Test am Franséischen deenen Affekoten hei ze imposéieren, déi am Ausland hir Ausbildung gemaach hunn an déi wëllen zu Lëtzebuerg excercéieren, well eben d'Franséischt d'Sprooch vun eise Gesetzer ass an eigentlech och d'Sprooch vun eise Geriichtsprozeduren ass. Mee ze verlaangen, dass ee muss déi dräi Sproochen hei kennen, dass ee muss Tester muss passéieren zu Lëtzebuerg am Franséischen, am Däitschen an am Lëtzebuergeschen, dat kann een zwar vertrieden als Lëtzebuerger, mee net am Kader vun enger Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv, déi op Fräizügegkeet ausgeriicht ass an déi de Prinzip vun der libre circulation vun den Travailleuren héich hält, an et geet drëm, fir deen an deem konkrete Fall hei ëmzesetzen.

Also mengen ech, dass et net drëm geet, fir dat ze maachen, wat jidderee vläicht am léifste géif maachen, mee et geet drëm dofir ze suergen, dass mer eisen Eed och respektéieren, d'Gesetzer ze respektéieren, da musse mer och selbstverständlech d'europäescht Recht respektéieren, an dat zerguttst an eis national Législatioun ëmsetzen, ouni d'Kollektivitéit dem Risiko vu Schuedensersatz auszesetzen, well da wëllt jo natierlech keen d'politesch Verantwortung iwwerhuelen, wann et sollt zu deem dote Schrëtt kommen.

Ech kann also nëmmen dat widderhuelen, wat eise Spriecher zum Ofschloss vu senger Interventioun gesot huet den 3. Juli: Mir sinn der Meenung, dass den Text, wéi e virläit a wéi en an der éischter Lecture gestëmmt ginn ass, d'Beispill ass vun enger Aarbecht, déi d'Lëtzebuerger Legislatur net propper mécht, well d'Majoritéit parfaitement weess, dass se hei op engem ganz glëtschegem Terrain ass, an dass mat bis zur Sécherheet grenzender Wahrscheinlechkeet deen doten Text net wäert déi nächst Joren iwwerliewen, well en an eisen Aen - an dat ass och d'Meenung vum Conseil d'Etat - géint d'europäescht Recht verstéisst, et net korrekt ëmsetzt, well verpasst gëtt d'Franséischt als Sproochekonditioun duerchzesetzen.

Mir waren der Meenung, dass do eng Chance bestanen hätt, fir dat ze maachen. De Conseil d'Etat huet eigentlech eng Bréck gebaut a sengem leschten Avis. De Conseil d'Etat huet an deem Avis festgestallt, wat déi Fro vum Franséischen ugeet, wat jo och ee Moment eng Proposition vun der Commissioun juridique war - mir hu jo schonn alles hei praktesch vun Haltunge gehat am Laf vun der ganzer Prozedur -, dass eigentlech verpasst ginn ass eng Distinctioun ze maachen an ech zitéieren de Conseil d'Etat: "…de relever finalement que les auteurs des amendements n'entendent faire aucune distinction entre les avocats européens suivant qu'ils se proposent ou non de donner des consultations en droit luxembourgeois."

Also liesen am Avis vum Conseil d'Etat, dass de Conseil d'Etat eng Méiglechkeet gesinn hätt, fir weider Sproochekenntnisser ze verlaangen, wa kloer eng Distinctioun gemaach gi wär an eiser nationaler Ëmsetzung, jee no der Aarbecht, déi den Affekot mécht. Esou liesen ech dee Passage vum Conseil d'Etat. Dat wär also eng Piste gewiescht, déi een hätt vläicht misste méi politiséieren, wéi dat hei gemaach ginn ass.

Mee et ass sécherlech méi populär hei zu Lëtzebuerg gewiescht ze verlaangen - och bei den Affekote selbstverständlech, ech si selwer een, ech hunn awer de Courage, fir hei eng aner Positioun ze vertrieden -, dass jiddereen, deen hei op Lëtzebuerg als Affekot wëllt schaffe kommen, muss Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch kënnen.

Dat entsprécht awer net dem gëltegen europäesche Recht, duerfir wäerte mir géint deen heiten Text stëmmen, sou wéi en an der éischter Lecture virgeschloe ginn ass, well deen heiten Text ganz einfach nieft dem Dill läit.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- D Wuert hunn nach verlaangt den Här Jacques-Yves Henckes an d'Mme Renée Wagener. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, mir wëllen ons Abstentioun zu dësem Gesetzesprojet nach eng Kéier répétéieren.

Mir sinn och der Meenung, datt mer hei e Gesetz stëmmen, wat net am Aklang ass mat dem europäesche Recht, a mir waren der Meenung - an deem Sënn hate mer och eng Motioun erabruecht -, datt d'Léisung ze fanne wier an enger neier Formuléierung vum Sproochegesetz.

Leider war d'Kommissioun net bereet op dee Wee ze goen, sou dass mer bei onsem Vote wäerte bleiwen.

M. le Président.- D'Mme Renée Wagener huet d'Wuert gefrot.

Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wollt mech eigentlech de Wierder vum Här Bodry uschléissen, awer nach dobäifügen, datt mir mengen, datt et net nëmmen eng Saach vun der korrekter Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv ass, ëm déi et hei geet, mee datt et eigentlech och ëm Prinzipië vu Chancëgläichheet a vun Net-Diskriminéierung geet, wou mir, am Ënnerscheed zu anere Leit heibannen, weiderhi stinn.

Vläicht misst ee sech och sou lues hei zu Lëtzebuerg d'Fro stellen, wa mer an all Gesetz, wou et ëm Beruffsstänn geet, déi do Klauselen abauen, wou dat alles hiféiert. Wann ech elo polemesch wär, da géif ech soen, vu datt mer eng Rei vun Dialekter hei am Land hunn, datt all déi Leit da vläicht och nach missten den Dikrecher Dialekt an de Miseler Dialekt léieren, fir datt se däerfen hei zu Lëtzebuerg praktizéieren.

Op alle Fall, Här President, wäerte mir bei eisem Vote bleiwen, esou wéi mer en och schonn am Juli ausgedréckt hunn.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Mme Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, contrairement zu deem, wat Der elo just gehéiert hutt, an zesummen och mat der Fraktioun vun der CSV, ass de Summer genotzt ginn, fir een Délai de réflexion, fir ganz genau nach eng Kéier den Text ze examinéieren, an och fir Consultatiounen ze féieren. Ech kann nëmmen haut staunen, well mir haten ofgemaach - an dofir huet de Patrick Santer och elo net d'Wuert geholl -, dass mer haut u sech keng grouss Développementer méi géife maachen.

Ech mengen, et ass d'Fräiheet vun all Deputéierten, fir dat ze maachen. Mee ech soen lech och firwat ech staunen. Mir hate kierzlech Commission juridique. Et huet kee vun deenen, déi haut elo grouss Développementer maachen, ee Wuert zu deem Projet gesot. Et ass gefrot gi ronderëm den Dësch: Sinn nei Incentiven do? Sinn nei Iwwerleeungen do? Et koum absolut näischt.

Elo gëtt op eemol gesot, europäescht Recht. Et gëtt op eemol gesot, Lëtzebuerg kéint net vertriedbar ginn. Ech soen lech just eppes,…

(Interruption)

Här Di Bartolomeo, loosst mech wann ech gelift schwätzen!

(Coups de cloche de la Présidence)

…den Här Bodry huet an der Commission juridique déi leschte Kéier kee Wuert vun deem gesot, wat en haut seet, an d'Mme Wagener, muss ech soen, wa se scho vu Chancëgläichheet schwätzt, da muss déi awer och an déi zwou Richtunge goen.

Wa mir op Athen oder op Roum plädéiere ginn, da si mir censéiert, fir d'Sprooche vun deem Land ze kennen. Si komme bei eis plädéieren. Mir hunn d'Lëtzebuergescht net emol an eisem Ge-

setz vu 1984 a wat um Geriicht gebraucht gëtt. Mir sinn diskriminéiert, wa mir mussen eng Sprooch schwätzen an d'Ausländner brauchen net. A mir mussen an auslännesche Sprooche mat deenen op eisem Geriicht, wou mir kéinte Lëtzebuergesch schwätzen, plädéieren.

Wou ass d'Chancëgläichheet, Mme Wagener? Kuckt emol e wéineg no de Lëtzebuerger.

(Hilarité)

Éierlech gesot, ech fannen et vun enger totaler Onfairness, wéi hei gefuer gëtt. D'Commission juridique: kee Wuert, keen Incentiv, keng nei Iddi. Elo haut, just fir sech ze profiléieren, kommen d'Kolleegen a se maachen hei grouss Développementer.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Et ass genau dat!

Une voix.- N'importe quoi!

(Interruptions)

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Ech kann lech just soen, ech hu mer ganz genau iwwerluecht, wat mat deem Text lass ass. Mir hunn déi leschte Kéier gesot, mir wëssen, dass mer op enger relativ risikoräicher Décisioun gefuer sinn, mir droen déi Décisioun.

Déi ganz DP-Fraktioun dréit déi Décisioun zesumme mat der CSV. Mir hunn eis dat räiflech iwwerluecht. Mir wësse ganz genau, wat mer maachen.

Ech soen lech merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Mme Beissel, erlaabt Der mir, dass ech lech kuerz eng Fro stellen?

(Assentiment)

Ass eppes vun deem, wat ech hei gesot hunn, net an dem Document parlementaire nozeliesen? Ass eppes vun deem, wat ech vun Argumenter hei zitéiert hunn, déi de Conseil d'Etat gesot huet, nei an där heiter Debatt, déi een hätt missten an der Commission juridique nach eng Kéier virliesen?

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Et ass d'Manéier, Här Bodry! Dir hätt sollen déi leschte Kéier Äre Mond opmaachen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Alles, wat hei gesot ginn ass, ass am Dossier. D'Majoritéit huet et ignoréiert während den éischten Debatten a se wëllt et ignoréieren och während den zweeten Debatten. Se läit falsch domadder!

M. le Président.- D'Mme Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech muss mech elo awer och e bëssen erstaunen iwwert deen Toun, deen hei op eemol gefuer gëtt.

Ech hunn d'Recht, fir hei meng Meenung zu deene Punkten ze soen, genau esou wéi den Här Bodry och, an ech mengen, datt ech net méi gemaach hunn, wéi a kuerze Wierder ze résuméieren, wat mer am Juli schonn eng Kéier hei laang a breet développéiert hunn.

Ech verwiere mech géint déi do Aart a Weis, wéi hei mat engem ëmgespronge gëtt!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Wuert huet elo de Berichterstatter vum Gesetzesprojet, den Här Patrick Santer.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur*.- Här President, ech wollt nach ganz kuerz…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

…Stellung huelen zu der sougenannter Bréck, déi den Här Bodry am Avis complémentaire vum Statsrot gesinn huet.

Ech mengen, wa mer géifen en Ënnerscheed maache jee no den Aktivitéiten, déi den europäeschen Affekot, deen op Lëtzebuerg kënnt, géif maachen, da géife mer ganz krass géint d'Directiv verstoussen, well d'Direktiv gesäit vir, datt all Avocat européen, deen op Lëtzebuerg kënnt, souwuel europäescht Recht ka maachen, internationaalt Recht, d'Recht vu sengem Land. Also wann et een Italiener ass d'italienescht Recht an och d'Lëtzebuergescht Recht, la loi du barreau d'accueil.

Wa mer also géifen een Ënnerscheed maachen tëschent den Aktivitéiten, europäescht Recht, Lëtzebuergescht Recht oder a mengem Beispill italienescht Recht, an do Sproocheklauselen a Konditioune verschidde festleeën, da géife mer ganz krass géint d'Direktiv verstoussen. Wat d'Direktiv awer net virgesäit - dat ass d'Argument, dat d'Majoritéit geholl huet, dass d'Direktiv d'Sproochekenntnisser net verbitt.

Dat ass also d'Positioun, hei ass och näischt Neies par rapport zu der éischter Sëtzung, dass also, wéi ech a mengem ganz kuerze mëndleche Rapport virdru gesot hunn, nihil nove sub sole, also näischt Neies säit dem 3. Juli.

Ech géif lech dofir bieden, den Text ze stëmmen.

(Interruption)

Neen, neen, Här Di Bartolomeo.

Här Di Bartolomeo, et ass kee Refus vum Statsrot zënter der Dispens.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Här Di Bartolomeo, et ass kee Refus vum Statsrot vun der Dispens vum zweete Vote. Mir hunn eis Dispens vum zweete Vote net ginn.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen iwwert de Projet de loi 4790 - op der Säit 11 kënnt Der nokucken -, an da stëmme mer driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 15 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de virleiende Gesetzesprojet am second vote constitutionnel.

Second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet 4790 ass ugeholl mat 33 Jo-, 17 Nee-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Lucien Clement), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Ady Jung);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. Emile Calmes), Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel), John Schummer et Théo Stendebach.

Ont voté non: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot (par M. Jos Scheuer), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens?

(Hilarité)

D'accord, se brauch se net ze ginn.

(Brouhaha général)

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.09 heures)

www.avenir-europe.lu

de Lëtzebuerger Site iwwert den EU-Konvent

Sommaire des séances publiques

Communication page 37

Retrait du rôle de deux propositions de loi page 37

Ordre du jour pages 37-38

Heure de questions au Gouvernement:

1) Question 241 de M. Marco Schank relative à la valorisation du site des anciennes ardoisières de Haut-Martelange page 38

2) Question 242 de M. Ben Fayot relative à la politique d'information des citoyens sur le futur élargissement de l'Union européennes page 38

3) Question 243 de M. Marcel Glesener relative au second référendum irlandais pour la ratification du traité de Nice pages 38-39

4) Question 244 de M. Mars Di Bartolomeo concernant le changement des compétences au niveau des ministères de la Famille et de l'Education nationale des structures d'accueil et plus particulièrement en relation avec les devoirs à domicile page 39

Question urgente 1850 de M. Ben Fayot relative à la base légale pour la création de la "School of Finance" pages 39-40

Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications page 40

Heure d'actualité demandée par le groupe socialiste sur les conclusions du Sommet de Johannesburg pages 40-44

Dépôt d'une proposition de loi page 42

4731 - Projet de loi portant création d'un établissement public nommé "Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte" pages 44-46

Communications page 47

4889 - Projet de loi réglementant le repérage de télécommunications et portant modification du Code d'Instruction Criminelle et

4886 - Proposition de loi portant réglementation du repérage de télécommunications et modifiant le Code d'Instruction Criminelle pages 47-53

Débat d'orientation concernant la réforme de la législation sur les délégations du personnel, les comités mixtes et la représentation des salariés dans les conseils d'administration pages 53-62

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 63

4867A - Projet de loi portant:

1) modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

2) modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;

3) modification de la loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation et modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;

4) modification de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

5) modification de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet

1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;

2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;

6) abrogation de la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux pages 63-66

4928 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie en matière de sécurité sociale, signée à Ljubljana, le 1er octobre 2001 pages 66-68

4935 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Islande sur la sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 30 novembre 2001 page 67

4795 - Projet de loi portant approbation

- de l'Acte final de la Conférence diplomatique sur le Protocole coordonnant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues

- du Protocole coordonnant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues

- du Protocole additionnel concernant le passage du régime de l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route du 12 février 1981 au régime des dispositions pertinentes de la version coordonnée du texte de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" amendée à Bruxelles en 1997, y compris son Annexe IV

signés à Bruxelles, le 27 juin 1997 pages 67-68

4790 - Projet de loi portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant:

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés pages 68-69

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 2 / 2002-2003

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1743	Aly Jaerling	American Servicemembers' Protection Act (ASPA)
1762	Aly Jaerling	Cours de luxembourgeois
1768	Gusty Graas	Dispositions légales et informations au sujet de la pêche
1774	Aly Jaerling	Direction de la protection des sols
1782	Jeannot Belling	Délivrance des permis de pêche
1784	Robert Mehlen	Circulation routière de Manternach à Grevenmacher
1791	Claude Meisch	Etat de la chaussée de la N32 - sortie de la collectrice du Sud, direction rond-point Kaltert à Differdange
1799	Jacques-Yves Henckes	Avis de l'UNESCO sur les travaux à effectuer sur le site des "Dräi Eechelen"
1801	Xavier Bettel	Représentation des avocats en matière pénale
1802	Gusty Graas	Indemnisation des conseillers communaux et des membres du bureau de syndicats communaux
1803	Xavier Bettel	Utilisation d'électrochocs en psychiatrie
1812	Aly Jaerling	Suicide en milieu carcéral
1817	Patrick Santer	Enfants mort-nés
1827	Aly Jaerling	Fonds de catastrophe européens

Question 1743 (4.7.2002) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **American Servicemembers' Protection Act (ASPA)**:

1998 huet Amerika géint de Statut vu Roum, deen d'Schafe vum internationale Strofgeriichtshaff (ICC) virgesäit, gestëmmt. 2000 huet de President Clinton de Statut dunn ënnerschriwwen, mee glaïchzäiteg sengem Nofolger Bush geroden dëse Statut net ze ratifizéieren. D'US-Regierung ënnerstëtzt elo den "American Servicemembers' Protection Act" (ASPA), e Gesetz, wat et der amerikanescher Regierung erlaabt US-Regierungsbeamte mat militärescher Gewalt ze befreien, wa se virun den ICC zitéiert ginn.

Ënner anerem gesäit den ASPA Folgendes vir: "The President is authorized to use all means necessary and appropriate to bring about the release from captivity of any person described in subsection (b) who is being detained or imprisoned against that person's will by or on behalf of the International Criminal Court."

Dat bedeit ganz konkret, datt Amerika mat militäresche Mëttelen, bis hin zur Invasioun vun Holland, intervenéiere kann, wann amerikanesch Bierger sech virum ICC verantwerte mussen.

Kann d'Mme Ausseminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Huet d'Mme Minister Kenntnis vun dësem amerikanesche Gesetz?
2. Wat fir Konsequenzen huet dat fir Holland als Member vun der NATO, vun der EU a vun der BENELUX, a wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung an dëser Fro?
3. Wat denkt d'Mme Minister dovunner, datt verschidde Persounen op déi Manéier eng Zort vun Immunitéit garantéiert kréien?
4. Denkt déi Lëtzebuerger Regierung drun, fir an dëser Fro bei der amerikanescher Regierung ze intervenéieren? A wa jo, ënner wéi enger Form?

Réponse (8.10.2002) de **Mme Lydie Polfer**, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*:

An deene leschte Wochen a Méint sinn Démarchen op verschidden Niveauë vis-à-vis den amerikaneschen Autoritéiten ënnerholl ginn, an dat esouwuel bei der exekutiver wéi der legislativer Muecht. D'europäesch Bedenken zum American Servicemembers' Protection Act (ASPA) si bei deene Geleeënheeten ëmmer nees erkläert an d'Demande dëse Projet net an d'national Gesetzgebung ëmzesetzen, iwwermëttelt ginn.

D'Ausseministere vun der Europäescher Unioun hu weiderhin de 17. Juni hir Bedenke wat de genannte Gesetzesprojet ugeet ausgedréckt an deklareiert:

"... Ces dispositions pourraient nuire gravement au travail de la Cour pénale internationale (CPI). Le Conseil est tout particulièrement préoccupé par la disposition du texte actuel autorisant le Président à utiliser tous les moyens nécessaires et appropriés en vue de faire libérer toute personne qui est détenue ou emprisonnée par la CPI, ou au nom ou à la demande de la CPI, y compris sur le territoire des Etats membres de l'UE. Le Conseil engage vivement le Gouvernement américain à tenir compte de ces préoccupations de l'Union européenne lorsqu'elle envisagera d'approuver l'ASPA".

Wat elo d'Konsequenze fir Holland betrëfft, a besonnesch d'Méiglechkeet vun engem militäreschen Agräifen, sou huet den amerikanesche Statssekretär Colin Powell gesot, dass eng militäresch Aktioun géint e Memberstat vun der Unioun "onvirstellbar" wär.

D'Stellung vun der Lëtzebuerger Regierung d'Immunitéit betreffend ass kloer: Si huet d'Chamber gefrot de Statut vu Roum ze ratifizéieren, well se vun der fester Iwwerzeegung ass, dass keng Persoun, déi e Verbrieche géint Mënscherechter, Genozid, Krichs- oder Agressiounsverbrieche begaangen huet, onbestrooft soll bleiwen.

Lëtzebuerg wäert sech och an Zukunft dofir staark maachen an zesumme mat sengen europäesche Partnere fir d'Ratifikatioun vum Statut vu Roum vun der gréisst méiglecher Zuel vu Staten asetzen. Zu dëse Staten zielen natierlech och d'Vereenegt Staten, mat deenen d'EU am regelméissege Kontakt an dëser Fro ass a bleift.

Question 1762 (16.7.2002) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **cours de luxembourgeois**:

Fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze erwerben, fuerdert dat neit Nationalitéitegesetz, ënner anerem, lëtzebuergesch Sproochkenntnisser. Dofir ass et um Stat, den Naturaliséierungswëllegen och d'Méiglechkeet ze ginn, sech dës Kenntnisser unzëeegnen.

D'Gemenge bidde wuel lëtzebuergesch Sproochcoursen un, mee leider meeschtens nëmmen an der traditioneller Form. Déi mannste Leit awer, déi de ganzen Dag schaffen, hunn owes nach genuch Konzentratiounsfäegkeet, fir un esou Sproochcoursen deelzehuelen.

Dofir wier et un der Zäit, fir nei a méi attraktiv Weeër ze sichen, fir eis Sprooch ze ënnerriichten, ouni datt déi Interesséiert sech deplacéiere mussen.

Déi néi Kommunikatiounsmëttelen - zum Beispill d'Télévisioun - sinn esou e Wee. Bei esou Coursë kéinten d'Familljen zesummen, ee- bis zweemol an der Woch owes, a firwat net och samschdes an der Mëttesstonn, op eng entspaant Aart a Weis Lëtzebuergesch léieren. Esou eng Offer wier net nëmmen fir d'Net-Lëtzebuerger interessant, mee och d'Lëtzebuerger kéinten hir Sproochkenntnisser verdéiwen.

E weidere Wee, fir d'Erléiere vun eiser Sprooch direkt ze förderen, wier de Salariéen d'Méiglechkeet ze ginn, während der Aarbechtszäit lëtzebuergesch Sproochcoursen ze besichen. Och deem besonnesche Fall vun de Salariéen an der Baubranche misst Rechnung gedroe ginn. En Deel vum Joer si se am Chômage pour intempéries, oder am Chômage technique, an hätten dann Zäit, sech intensiv mat eiser Sprooch ze beschäftegen.

Dofir folgend Froen:

1. Kéint d'Regierung et sech virstellen, d'Erléiere vun der Lëtzebuerger Sprooch méi attraktiv ze maachen, andeem se Sproochcoursen iwwert d'Télévisioun ubitt?
2. Wier et net och un der Zäit - grad am Kader vun eiser rapider Bevölkerungsentwécklung - mat den Employeuren d'Méiglechkeet auszehandelen, fir datt d'Salariéën, während der Aarbechtszäit, lëtzebuergesch Sproochcoursë besiche kënnen?
3. Kéinten d'Salariéen, déi während dem Chômage technique oder dem Chômage pour intempéries noweislech lëtzebuergesch Coursë besichen, net encouragéiert ginn, andeems hir Entschiedegung an deem Fall 100% amplaz 80% vun hirem Revenu bedréit?

Réponse (01.10.2002) de **Mme Anne Brasseur**, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

D'Offer vun de Coursen an der lëtzebuergescher Sprooch ass villsäiteg. De Service vun der Erwuessenebildung aus dem Unterrechtsministère organiséiert lëtzebuergesch Coursen a verschiddene Lycéeën, déi als Owescoursë fonctionnéieren (Lycée technique du Centre, Lycée technique de Bonnevoie, Lycée technique Ettelbruck, Lycée classique Diekirch, Lycée classique Echternach, Lycée du Nord Wiltz).

Aner lëtzebuergesch Coursë gi vun A.s.b.l.en a vu Gemengen organiséiert. Déi meescht vun hinne si mam Service vun der Erwuessenebildung konventionnéiert an erfëllen d'Modalitéite vum Règlement grand-ducal vum 31. Mäerz 2000, deen ënner anerem virgesäit, datt d'Gemengen an d'A.s.b.l.en eng finanziell Hëllef ënnert der Form vu Subventioune kënne kréien, wa se gäre Coursë fir Erwuessener organiséieren. D'Organisatioun vu Coursen a lëtzebuergescher Sprooch ass virrangeg.

Esou Owescoursen daueren normalerweis e ganzt Schouljoer mat zwou bis véier Stonne Cours an der Woch.

Coursen, déi méi intensiv sinn, (sechs bis zéng Stonnen an der Woch) ginn och am Centre de Langues Luxembourg ugebueden an dëst no de jeeweilegen Disponibilitéite vun de Schüler: moies (vun 8 bis 10 Auer oder vun 10 bis 12 Auer), an der Mëttesstonn (vun 12 bis 14 Auer), nomëttes (vu 14 bis 16 Auer) oder owes (vu 17 bis 19 Auer oder vun 19 bis 21 Auer). Lëtzebuergesch Intensivcoursen an der Summerzäit organiséiert de Centre de Langues während der Schoulvakanz (15. Juli bis de 15. August).

Et wier och ze bemierken, datt de Service vun der Erwuessenebildung, fir de Frontalieren d'Erléiere vun der Lëtzebuerger Sprooch méi einfach ze maachen, Coursen a Louthréngen, am Saarland an a Rheinland/Pfalz organiséiert. Dës Coursë lafen zënter dem Schuljoer 1996-1997 an aacht louthréngesche Gemengen an a siwen däitsche "Volkshochschulen" a sinn organiséiert am Kader vun den "Accords de Karlsruhe" (coopération transfrontalière).

De Service vun der Erwuessenebildung organiséiert all Joer zwou Examenssessiounen iwwert d'Zertifikatioune vun de sproochleche Kompetenzen am Lëtzebuergeschen. Dës Examen sinn duerch de Règlement grand-ducal vum 6.Juli 1994 "portant création des certificats et diplômes attestant la compétence de communication en langue luxembourgeoise" agefouert ginn.

Et gesäit een, datt d'Offer vu Coursen a lëtzebuergescher Sprooch grouss a breet gefächert ass. Um Menu ginn et déi klassesch Owescoursen, Dagescoursen, dezentraliséiert Coursen, souwuel um lëtzebuergeschem Territoire wéi och an der Groussregioun, Coursë mat engem Maximum vun zéng Stonnen an der Woch kënne goen. An dëser Offer misst all interesséiert Persoun e Cours fannen, deen hire Besoinen an hirem Stonneplang entsprécht, ouni sech musse wäit ze déplacéieren.

Den Unterrechtsministère huet ganz schnell realiséiert wéi eng wichteg Roll d'Mediaë spille fir déi immigréiert Populatioun an d'Frontaliere fir d'Erléiere vun der Lëtzebuerger Sprooch ze sensibiliséieren: D'Emissioune vun "DA LASS", déi op RTL iwwerdroe gi sinnn, hunn dat Zil verfollegt. Duerno sinn déi Emissiounen iwwerkuckt, adaptéiert a vervollstännegt ginn, fir ënnert der Form vu Videoskassette mat engem Buch, dat zousätzlech Exercicen enthält, publizéiert ze ginn. Den éischte Band mat 20 Lektiounen ass am Abrëll 2000 publizéiert ginn, den zweete Band mat weideren zéng Lektiounen am Abrëll 2001. Et kann ee soen, datt "DA LASS" e Package vun zousätzlechem didakteschem Material zu den offréierte Coursen duerstellt, wat et erlaabt, dem Schüler seng Kompetenzen an der Lëtzebuerger Sprooch, déi hien am Cours erléiert huet, ze festegen.

Et weess een, datt een eng Sprooch nëmme léiere kann, wann een d'Geleeënheet huet se aktiv am Alldag ze gebrauchen. Dëse Basisprinzip, deen iwwregens fir d'Erléiere vun all Sprooch gëllt, bewierkt, datt d'Télévisioun an de Radio net déi gëeegent Mediaë sinn, fir d'Sproochen effikass ze léieren. D'Radios- an d'Télévisiounsemissiounen, sou wéi "DA LASS", kënnen nëmmen e punktuellen an e limitéierte Beitrag duerstellen zum Schoulunterrecht an zum alldeegleche Gebrauch vun der Sprooch.

Question 1768 (25.7.2002) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **dispositions légales et informations au sujet de la pêche:**

En date du 23 juillet dernier s'est produit un accident très tragique aux bords de la Sûre frontalière à proximité de la Centrale hydroélectrique à Rosport. Un jeune pêcheur âgé de 13 ans a touché avec sa canne en carbone une ligne à haute tension (65 000 Volt). Le choc fut tel que la victime a trouvé la mort sur place. Malheureusement ce ne fut pas le premier accident mortel de ce genre dans notre pays. Partant j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce qu'il n'y a pas lieu de dresser un inventaire de toutes les lignes à haute tension passant directement le long de cours d'eau ou d'eaux stagnantes (même propriétés privées) susceptibles de présenter un danger imminent pour les pêcheurs utilisant des cannes en carbone?

- Est-ce qu'il ne faut pas installer sur tous ces lieux des panneaux bien visibles informant les pêcheurs du danger qui peut résulter lors de l'utilisation d'une canne en carbone?

- Est-ce qu'il n'est pas opportun de compléter la feuille d'information relative aux dispositions légales les plus importantes au sujet de la pêche éditée par le Service de la Chasse et de la Pêche par une note supplémentaire concernant le maniement des cannes en carbone?

Réponse (27.9.2002) de **M. Michel Wolter**, *Ministre de l'Intérieur*:

Renseignements pris auprès de M. le Ministre de l'Economie, il s'avère que le 30 juillet 2002 - soit moins de 8 jours après l'accident tragique auquel fait référence l'honorable député - la CEGEDEL a pris contact avec le Président de la Fédération luxembourgeoise des Pêcheurs sportifs, dans le but d'obtenir le concours des pêcheurs luxembourgeois dans la mise en place de certaines mesures préventives susceptibles d'éviter à l'avenir de tels accidents d'électrocution.

Dans un premier temps, il s'agira de répertorier, ensemble avec la Fédération, les endroits qui pourraient présenter un risque pour les pêcheurs en raison de la présence immédiate d'une ou de plusieurs lignes électriques de la CEGEDEL. Cette étape devrait être suivie d'une signalisation adéquate, toujours à développer conjointement avec la Fédération, qui viserait à attirer l'attention des pêcheurs sur les risques liés au déploiement d'une canne à pêche à proximité de lignes électriques.

Enfin, il y a lieu de souligner que la longueur des cannes à pêche actuelles est telle que la simple surélévation d'une ligne électrique ne suffit plus à prévenir tout risque d'accident.

Question 1774 (30.7.2002) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant la **direction de la protection des sols:**

An der Regierungserklärung vun 1999 huet d'Koalitioun e Buedemschutzgesetz ugekënnegt. Datt esou ee Gesetz net vu Muttwëll ass, beweist d'Tatsaach, datt et an Däitschland an an der Schwäiz esou eng Législatioun schonns gëtt. An der Belsch ass an dëser Matière eng "Direction de la protection des sols" geschafe ginn. De 15. November 2001 huet de Statssekretär Eugène Berger

d'Chamber informéiert, datt den Ëmweltministère un esou engem Gesetz schafft an dëst nach 2002 déposéiere wëllt.

Schonns 1998 huet d'Welternährungsorganisatioun FAO sech fir méi e grousse Schutz vum Buedem an Europa agesat. Opgrond vun der Tatsaach, datt d'Buedemqualitéit an Europa bestänneg ofhëlt, huet den 19. Abrëll 2002 d'Europäesch Kommissioun hir Buedemschutzpolitik lancéiert. Bis 2004 wëllt d'Kommissioun an e puer Etappen eng global Buedemschutzpolitik ausschaffen.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1. A wéi engem Mooss beaflosst d'Ukënnegung vun der Europäescher Kommissioun, eng global Buedemschutzpolitik anzeféieren, d'Ausschaffe vun engem lëtzebuergesche Gesetz an dëser Matière? Waart d'Regierung déi legislativ Resultater vun der Europäescher Buedemschutzpolitik of, an ass domadder e lëtzebuergescht Gesetz an dëser Matière vum Dësch?
2. Wann neen, wéi wäit sinn d'Aarbechten un dem ugekënnegte Buedemschutzgesetz fortgeschratt, a kann domadder gerechent ginn, datt dëst Gesetz nach 2002 déposéiert gëtt?

Réponse supplémentaire (24.9.2002) de **M. Charles Goerens**, *Ministre de l'Environnement*:

La politique de l'Union européenne en matière de protection des sols n'entend pas supplémenter les initiatives de protection nécessaires au niveau national mais devrait aboutir à un cadre communautaire, une stratégie intégrée comportant des principes généraux pour l'évaluation et la gestion des menaces et les actions à mener pour sa mise en oeuvre. Elle ne s'oppose toutefois pas à des initiatives nationales.

Le Gouvernement procède dès maintenent à l'élaboration d'une législation en matière de protection des sols, ceci en conformité avec la déclaration gouvernementale de 1999 et avec d'éventuelles nouvelles dispositions européennes le cas échéant.

Question 1782 (2.8.2002) de **M. Jeannot Belling** *(DP)* concernant la **délivrance des permis de pêche:**

Conformément au règlement grand-ducal du 14 décembre 2001 modifiant le règlement grand-ducal du 31 août 1986 portant introduction des permis de pêche dans les eaux frontalières avec l'Allemagne l'article 5 du règlement susmentionné se lit dorénavant de la façon suivante: "Les permis de pêche annuels, mensuels, hebdomadaires et journaliers collectifs sont délivrés par les commissaires de district, ceux-ci peuvent déléguer ce droit sous leur propre responsabilité."

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Intérieur:

1 Est-ce que M. le Ministre ne juge-t-il pas qu'il serait opportun de permettre au bourgmestre de délivrer non seulement aux habitants de sa commune mais à tout requérant un permis de pêche?
2. Est-ce que M. le Ministre n'estime-t-il pas non plus qu'il serait intéressant de donner aux syndicats d'initiative la possibilité de délivrer des permis de pêche journaliers et hebdomadaires, ceci afin de répondre à une demande croissante venant de nos touristes souhaitant pratiquer la pêche le long de nos eaux frontalières?
3. Toujours dans le but de promouvoir et de soutenir le tourisme, M. le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait utile de prévoir des permis de pêche journaliers à titre individuel, la législation actuelle ne donnant qu'à des groupes de 12 personnes ou plus la possibilité de faire une demande pour un permis de pêche journalier?

Réponse (26.9.2002) de **M. Michel Wolter**, *Ministre de l'Intérieur*:

1. Rien n'empêche, dans l'état actuel de la réglementation relative à l'exercice de la pêche, les bourgmestres auxquels les commissaires de district ont délégué leur droit de délivrer des permis de pêche, de délivrer ces documents à des requérants n'habitant pas leur commune.
2. En l'absence de disposition légale ou réglementaire en ce sens, le droit de délégation dont dispose les commissaires de district, n'est pas susceptible de subdélégation. Comme, d'autre part, le permis de pêche constitue un document administratif qui ne peut être délivré que si le requérant remplit un certain nombre de conditions, j'estime qu'il est indiqué que ce document est établi par une autorité publique (commissaire de district, bourgmestre, etc.). Enfin, comme les bourgmestres peuvent être autorisés par les commissaires de district à délivrer les documents en question, je suis d'avis que la distribution des permis au niveau local est suffisamment garantie.
3. Je ne vois pas la nécessité d'introduire des permis de pêche journaliers à titre individuel, ceci d'autant plus qu'un permis hebdomadaire individuel ne coûte à l'heure actuelle que la modique somme de 5€.

Question 1784 (5.8.2002) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **circulation routière de Manternach à Grevenmacher:**

D'Stroosseverbindung tëschent den Uertschafte Manternach a Gréiwemaacher féiert an engem Ëmwee iwwert d'Uertschaft Mënschecker. Et besteet doniewent eng riicht Verbindung iwwert de sou genannte "Groesteen", iwwert déi praktesch de ganze Verkéier leeft. Dëse Verbindungswee ass awer am Besëtz vun deenen zwou Gemengen, an an engem ganz schlechten Zoustand. Well relativ vill Verkéier aus dem Hannerland vu Gréiwemaacher iwwert dëse Wee leeft, stellt sech d'Fro no enger Verbesserung vun der Situatioun.

Duerfir folgend Froen un d'Mme Minister:

1. Ass de Stat bereet, dëst Stéck Wee, wat a Gemengebesëtz ass, ze iwwerhuelen an als normal Strooss auszebauen, wéi dat z.B. op der Streck Hierber-Pafebierg geschitt ass?
2. Wa jo, huet et ewell Kontakter tëschent dem Stat an deenen zwou Gemenge ginn, a wat sinn déi eventuell Schwieregkeeten, dei bei dësem Projet ze iwwerwanne sinn?

Réponse (11.10.2002) de **Mme Erna Hennicot-Schoepges**, *Ministre des Travaux publics:*

Am Kader vum Gesetz vum 22. Dezember 1995 sinn eng ganz Partie Gemengeweeër vum Stat iwwerholl ginn fir der Evolutioun vum Verkéier op verschiddene Stroossestécker Rechnung ze droen.

Zum Zäitpunkt vun deem Gesetz haten d'Gemengenautoritéite kee Reclassement vum Wee Groesteen-Gréiwemaacher virgeschloen.

An der Zwëschenzäit huet de Verkéier op deem Stroossestéck staark zougeholl. De Wee ass a ganz schlechtem Zoustand, an déi zwou betraffe Gemengen, Manternach a Gréiwemaacher, hunn de Stat gefrot fir en ze iwwerhuelen.

De Stat huet als Aufgab, fir d'Mobilitéit vun de Leit ze suergen an ee performant Stroossennetz ze garantéieren. An deem Sënn ass och virgesinn, een neit Gesetz iwwer een deelweist Reclassement vu Stroossen a Weeër ze proposéieren.

An deem Gesetz kéint dann och de Wee Groesteen-Gréiwemaacher iwwerholl ginn, sou wéi déi zwou Gemengen dat virgeschloen hunn.

Natierlech kann de Stat net all Stroossen a Weeër vun de Gemengen iwwerhuelen, déi a schlechtem Zoustand sinn. Do mussen iwwerall déiselwecht Kritäre vum regionale Verkéier gëllen. Un de Gemengen ass et, fir hiert eegent Stroossennetz esou an der Rei ze halen, datt et dem Verkéier gerecht gëtt.

Question 1791 (19.8.2002) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant l'**état de la chaussée de la N 32 - sortie de la collectrice du Sud, direction rond-point Kaltert à Differdange:**

Il me revient que sur la N 32 menant de la sortie de la collectrice du Sud en direction de Differdange aboutissant au rond-point "Kaltert", la chaussée se trouve dans un état désolant.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à Mme le Ministre des Travaux publics:

Est-ce que Mme le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?

Dans l'affirmative, est-ce que Mme le Ministre entend remplacer la chaussée actuelle par un nouveau tapis?

Enfin, est-ce que Mme le Ministre peut me dire quand ces travaux pourront être mis en œuvre?

Réponse (26.9.2002) de **Mme Erna Hennicot-Schoepges**, *Ministre des Travaux publics*:

Le renouvellement du revêtement de la N 32 menant de la collectrice du Sud vers Differdange figure au programme "reprofilage et raclage 2002 - 2004" dont les travaux ont été adjugés en date du 11 septembre 2002.

Le renouvellement du revêtement de la N 32 fait partie des travaux à exécuter jusqu'à la fin de l'année en cours.

Question 1799 (23.8.2002) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**avis de l'UNESCO sur les travaux à effectuer sur le site des "Dräi Eechelen"**:

La loi relative à l'aménagement des "Dräi Eechelen" prévoit des travaux importants dans une zone se situant pour partie dans la zone de protection de l'UNESC0.

Dès lors, je m'étonne de ce que le Gouvernement n'ait pas demandé un avis de l'UNESCO quant au travaux projetés, travaux qui interfèrent par ailleurs avec des fouilles archéologiques au même endroit.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Mme la Ministre:

Q 5

1. L'UNESCO doit-elle donner son avis quant aux travaux à effectuer sur tout ou partie du site des "Dräi Eechelen" où les travaux doivent avoir lieu? Si oui, quand cet avis a-t-il été donné et quelles sont les conclusions dudit avis?
2. Pour quelles raisons ledit avis n'a-t-il pas été communiqué à la Chambre des Députés avant le vote de la loi?

Réponse (11.10.2002) de **Mme Erna Hennicot-Schoepges**, *Ministre des Travaux publics*:

Depuis 1994, tous les travaux de restauration et de mise en valeur entrepris par le Service des Sites et Monuments nationaux sur le domaine de l'ancienne forteresse de Luxembourg, plus précisément le long des itinéraires Wenzel et Vauban, ont été soumis aux experts de l'UNESCO par le directeur dudit service.

Normalement les experts:

- Werner Meyer, archéologue et professeur, Bâle

- Jan Tanghe, architecte et professeur, Bruges

- Jean Barthélemy, architecte et professeur, Mons

- Michel Jantzen, architecte et inspecteur en chef des monuments historiques, Paris,

sont invités deux à trois fois par an à Luxembourg.

Lors de ces réunions les responsables des projets présentent leurs plans qui sont discutés dans une première étape sur place même. Dans une deuxième approche, les experts formulent leurs observations dans des rapports écrits qui arrivent au service compétent durant les semaines suivantes.

A titre d'exemple, nous ajoutons quelques rapports qui prouvent la présence et le travail des experts. On constate que les parties dénommées "Fort Obergrünewald" et "Fort Thüngen" ont été soumises aux experts de l'UNESCO.

Question 1801 (27.8.2002) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **représentation des avocats en matière pénale:**

Au Luxembourg, si un prévenu ne se présente pas à une audience correctionnelle le Tribunal retient défaut dans l'affaire et ne permet pas à l'avocat mandaté de prendre la parole.

Cependant la Cour européenne des droits de l'homme a affirmé à plusieurs reprises que de tels procédés sont contraires à la Convention européenne des droits de l'homme.

Ainsi, la France, les Pays-Bas et la Belgique ont reconnu cette jurisprudence européenne et reconnaissent le droit à un avocat de représenter un prévenu en matière pénale.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à M. le Ministre de la Justice:

- M. le Ministre peut-il m'informer s'il compte modifier la loi dans le sens de la jurisprudence européenne concernant la représentation des avocats en matière pénale?

Réponse (9.10.2002) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

L'article 185 du Code d'instruction criminelle dispose que "dans les affaires relatives à des délits qui n'entraînent pas la peine d'emprisonnement, le prévenu pourra se faire représenter par un avoué. Le Tribunal pourra néanmoins ordonner la comparution".

Et l'article 186 d'ajouter que si le prévenu ne comparaît pas, il sera jugé par défaut.

Selon une jurisprudence constante luxembourgeoise, antérieure à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, l'obligation de comparaître ne concerne que le jugement du fond de la prévention et non pas le jugement sur la compétence, la recevabilité ou d'autres exceptions indépendantes du fond.

Selon la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme "Le droit de tout accusé à être effectivement défendu par un avocat (article 6 de la Convention) figure parmi les éléments fondamentaux du procès équitable. Un accusé n'en perd pas le bénéfice du seul fait de son absence aux débats. Même si le législateur doit pouvoir décourager les absences injustifiées, il ne peut les sanctionner en dérogeant au droit à l'assistance d'un défenseur. Les exigences légitimes de la présence des accusés aux débats peuvent être assurées par d'autres moyens que la perte du droit de la défense" (voir arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme du 21 janvier 1999, Van Geyseghem c. Belgique).

La Convention européenne des droits de l'homme se voit reconnaître un effet direct devant les juridictions luxembourgeoises qui garantissent sa primauté sur des dispositions nationales éventuellement contraires.

Au vu de ce qui précède je vais faire examiner par mes services les dispositions légales en question, afin de les rendre conformes à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

Question 1802 (27.8.2002) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**indemnisation des conseillers communaux et des membres du bureau de syndicats communaux:**

En réponse à ma question parlementaire n° 720 du 21 septembre 2000 concernant la demande d'abattement fiscal pour les jetons de présence des conseillers communaux (cf. compte rendu n° 10/2000-2001), M. le Ministre avait retenu que dans le cas où un conseiller communal aurait des frais effectifs supérieurs à la déduction forfaitaire (12,40 € par séance avec un montant mensuel de 37,18 € et un plafond annuel de 446,21 €), il peut les faire valoir. Considérant que l'engagement d'un conseiller communal implique des charges financières toujours croissantes, les jetons de présence touchés ne suffisent pas pour compenser les dépenses engagées.

En outre, il existe des interprétations différentes concernant l'indemnisation des membres du bureau d'un syndicat intercommunal.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Est-ce que M. le Ministre peut préciser les frais effectifs qu'un conseiller communal peut faire valoir?

- Est-ce que les indemnités touchées par les membres du bureau d'un syndicat intercommunal sont soumises aux mêmes régies d'imposition que les indemnités des membres d'un collège des bourgmestre et échevins?

Réponse (24.9.2002) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Ministre des Finances:*

Pour tenir compte des frais de débours des membres des conseils communaux, l'Administration des Contributions admet actuellement une déduction forfaitaire s'élevant à 12,39 € par séance avec un montant mensuel de 37,18 € et un plafond annuel de 446,21 €.

Dans ce contexte, il importe de noter que dans le cas où un conseiller communal pourrait justifier de frais effectifs supérieurs à la déduction forfaitaire, il peut faire valoir le montant de ses frais effectifs. Sont à considérer comme

frais effectifs toutes les dépenses provoquées exclusivement par l'activité du bénéficiaire des jetons de présence. Ces dépenses peuvent évidemment être de nature très variable et sont liées directement aux activités spécifiques des commissions ou réunions dont le bénéficiaire fait partie. Le caractère individuel de ces frais ne permet guère d'en établir un catalogue représentatif valable et exhaustif.

En ce qui concerne les indemnités touchées par les membres du bureau d'un syndicat intercommunal, elles tombent en règle générale dans la catégorie de revenus du bénéfice en provenance de l'exercice d'une profession libérale. Comme les activités des membres du bureau d'un syndicat intercommunal ne sont en principe pas directement comparables aux activités de conseillers communaux, les membres du bureau d'un syndicat intercommunal ne sont pas visés par la circulaire L.I.R. n° 109 du 15 juillet 1987. A l'instar d'autres bénéficiaires de revenus accessoires rentrant dans la catégorie de revenus du bénéfice en provenance d'une profession libérale, il leur incombe de faire valoir leurs frais effectifs.

Question 1803 (27.8.2002) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**utilisation d'électrochocs en psychiatrie:**

Il me revient qu'un débat a lieu en France sur l'utilisation d'électrochocs ou sismothérapie en milieu hospitalier et particulièrement en psychiatrie. En effet, des études auraient démontré que ces pratiques ont pour conséquence de créer une confusion du patient, une perte de mémoire, des traumatismes physiques et des dommages irréversibles au cerveau.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de M. le Ministre de la Santé:

- s'il peut me confirmer les nuisances de tels procédés?

- s'il peut m'informer de l'utilisation de tels procédés au Grand-Duché de Luxembourg?

- dans l'affirmative, si M. le Ministre compte remédier à la situation?

Réponse (26.9.2002) de **M. Carlo Wagner**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Dans le film intitulé "ONE FLEW OVER THE CUCKOO'S NEST" l'application de chocs électriques à des patients psychotiques a créé une vision d'horreur de ce moyen thérapeutique auprès du public. Cette technique thérapeutique, appelée également sismothérapie, consistait à appliquer un choc électrique au niveau du cerveau du malade. Ce choc déclenchait des crises convulsives intenses avec des conséquences parfois dramatiques tel que fractures et autres blessures. Il s'est avéré que cette technique comportait quand même certains avantages thérapeutiques dans des situations diagnostiques bien précises qui sont surtout les dépressions graves avec mélancolie extrême, résistante aux médications.

La technique ne fut par conséquent pas abandonnée, mais a été adaptée afin d'éviter les effets secondaires, autant que possible. La nouvelle technique, dont le point de départ était l'ancienne sismothérapie, s'appelle maintenant électroconvulsivothérapie (ECT). Le patient est mis sous anesthésie générale avant application du choc. Auprès du patient complètement endormi, les muscles complètement relâchés, le spécialiste, au moyen d'un appareillage médical hautement spécialisé, fait passer un courant électrique à travers le cerveau. Des techniques similaires existent en cardiologie et en réanimation, où un passage de courant est réalisé à travers le cœur.

La nouvelle technique ECT évite la plupart des nuisances de l'ancienne méthode de sismothérapie, mais comme toute méthode thérapeutique, garde toujours des effets secondaires. Il revient au thérapeute, qui propose d'appliquer ce traitement, à évaluer le pour et le contre d'une telle application en fonction du bénéfice que cette technique peut comporter pour son patient. En effet le cas d'une mélancolie extrême mettant en péril la survie du patient constituerait par exemple une indication pour l'ECT, en tant qu'ultime moyen thérapeutique possible pour éviter le suicide du patient.

L'électrochoc est prévu dans la nomenclature des actes techniques médicaux au Grand-Duché. Il s'agit d'un acte médical légalement permis au Luxembourg. D'après mes informations cet acte n'a pas été pratiqué au Luxembourg les dernières années. Comme il s'agit d'une méthode reconnue scientifiquement, mais que le nombre de cas dans notre pays est trop restreint actuellement pour permettre une mise sur pied d'une équipe spécialisée, certains spécialistes orientent les patients, susceptibles de bénéficier d'un tel traitement, vers des centres étrangers.

Compte tenu du fait que cette technique fait partie de la panoplie des possibilités thérapeutiques scientifiquement reconnues en psychiatrie d'une grande partie des pays européens et compte tenu du fait que cette thérapie peut, dans certaines indications bien précises, apporter un bénéfice important pour la santé du patient, son interdiction pure et simple ne peut pas être envisagée.

Question 1812 (4.9.2002) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **suicide en milieu carcéral:**

Ënnert dem Androck vum Selbstmord vun engem Matinhaftéierten, de Samschden den 19. August, hunn am Schraasseger Prisong Inhaftéiert, virun e puer Deeg, eng Pressematdeelung erausginn. An dësem Communiqué, deen och un déi international Press gaangen ass, gi schwéier Uschëllegunge géint eise Justiz- a Prisongssystem erhuewen.

Dofir dës Froen:

1. Weess den Här Minister vum Communiqué, deen d'Prisonnéier vum Schraasseger Prisong erausginn hunn?
2. Wéivill Prisonnéier hu sech an deene vergaangene fënnef Joer suicidéiert?
3. Wéi läit d'Lëtzebuerger Prisongswiesen, wat d'Zuel vu Suiciden a Suicidëversich vun Inhaftéierten ugeet, am Vergläich mat sengen dräi Nopeschlänner?
4. Wat ass vum Virworf ze halen eng Rei Giischtercher wären direkt oder indirekt "responsables de suicides de détenus" (duerch eng besonnesch aggressiv Behandlung vun de Prisonnéier) an dat, well "Au départ, la formation des gardiens pour entourer les détenus (...) est quasiment nulle."?
5. Wat ass vum Virworf ze halen, de Prisongsdirekter géing d'Feelverhale vu verschiddene vu sengen Ënnergeuerdneten decken?
6. Wat ass vun de Virwërf

a) un eis Police judiciaire ("enquêtes avec un non-respect évident du Code de procédure criminelle");

b) un eis Untersuchungsriichter ("instructions rarement menées à décharge (…) font abstraction de la présomption d'innocence")

c) an der Behaaptung ze halen, datt dës chronesch Dysfonctionnementer, dozou féiere géingen, datt "le pourcentage de détenus innocents au Luxembourg (est) le plus élevé d'Europe."?

7. Wéi erkläert Dir lech dei héich Zuel vu Suicider am Prisongsmilieu?

Réponse (14.10.2002) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Au cours des cinq dernières années il y a eu 11 suicides au CPL de Schrassig. Le phénomène des suicides en prison n'est pas particulier au Luxembourg, on le retrouve aussi dans les autres pays, de même qu'on le constate de façon fréquente en milieu non pénitentiaire.

Tout suicide en prison donne lieu à une enquête approfondie, tant sur le plan interne que sur le plan judiciaire.

Les affirmations des détenus ont été vérifiées par le délégué du Procureur général pour les établissements pénitentiaires. Ce dernier m'informe qu'elles sont dénuées de tout fondement.

Question 1817 (9.9.2002) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant les **enfants mort-nés:**

Un enfant mort-né est un choc pour tous les parents. Donner aux parents la possibilité de faire le deuil de leur enfant est souvent un moyen pour surmonter cette épreuve psychologiquement difficile.

C'est la raison pour laquelle je voudrais m'enquérir auprès de M. le Ministre de la Justice s'il est possible:

- de procéder à des funérailles d'un enfant mort-né?

- de faire inscrire l'enfant mort-né sur les registres de l'état civil et dans le livre de famille?

Réponse (26.9.2002) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Actuellement dans les cas psychologiquement douloureux d'accouchement d'un enfant mort-né, un "acte de présentation sans vie" est dressé, conformément au décret du 4 juillet 1806 concernant le mode de rédaction lorsqu'un enfant est présenté sans vie à l'officier de l'état civil.

Il s'agit d'un acte spécial inscrit aux registres des décès de l'état civil. Mais, faute d'acte de naissance, l'enfant mort-né ne peut pas être inscrit dans l'état actuel du droit au livret de famille. Il peut bien entendu être procédé à des funérailles de cet enfant.

Conscient du désarroi profond dans lequel se trouvent les parents face à la situation d'un enfant mort-né, le Gouvernement a proposé d'améliorer leur situation juridique. Ainsi il est prévu dans le cadre du projet de loi N°4843 relatif au nom patronymique des enfants, déposé à la Chambre des Députés en date du 13 septembre 2001, de remplacer le décret du 4 juillet 1806 par des dispositions nouvelles qui devraient permettre aux parents de l'enfant mort-né notamment de faire dresser par l'officier de l'état civil un acte qui mentionnera, outre les mentions habituelles, le sexe de l'enfant, le nom et les prénoms qui lui sont donnés. Dès l'approbation de ce projet de loi par la Chambre, je ne verrais pas d'obstacle à ce qu'une inscription de l'enfant se fasse dans le livret de famille, dans la mesure compatible avec la Convention de la Commission internationale de l'Etat Civil du 12 septembre 1974 créant un Livret de famille international.

Question 1827 (16.9.2002) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **fonds de catastrophe européens:**

D'Bréisseler Kommissioun plangt d'Ariichtung vun engem EU-Katastrophefong. A wéinege Woche scho kéint dëse Projet vun den EU-Ausseministeren ofgeseent ginn. Dësen neie Fong soll an éischter Linn aus Ëmschichtungen am EU-Budget finanzéiert ginn, mee et geet och scho Rieds dovun, datt dat net duergéing an d'Memberstaten de Rescht - falls de Fong eng Milliard Euro sollt bedroen - zouschéisse missten.

Den Ulass fir dës geplangten Ausweidung vun den EU-Kompetenzen huet d'Iwwerschwemmungskatastroph am EU-Nettozuelerland Däitschland gebueden. Bis elo sinn esou Problemer national geregelt ginn, getrei dem Subsidiaritéitsprinzip, dat beseet, datt d'Memberstaten alles dat selwer regelen, wouzou se selwer an der Lag sinn.

Op jiddfer Fall bedeit awer d'Ariichtung vun esou engem Fong eng Erweiderung vun de Budgetsan domadder Aflossméiglechkeete vun der EU-Kommissioun.

Dëse Projet vun der Kommissioun werft also eng Rei Froen op:

1. Gëtt mat der Aféierung vun engem EU-Katastrophefong net de Subsidiaritéitsprinzip verletzt?
2. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zur Ariichtung vun engem EU-Katastrophefong?
3. Wier et net méi onbürokratesch a méi konform zum Subsidiaritéitsprinzip, deene vun den Iwwerschwemmunge betraffene Memberstaten ze erlaben hir Zuelungen un den EU-Apparat fir eng gewëssen Zäit ze stoppen?
4. Wier d'Lëtzebuerger Regierung och bereet mat op de Wee vun der Schafung vun esou engem Fong ze goen, wann dat eng Erhéijung vun eisen EU-Ofgabe bedeite géing?

5.a Bedeit d'Ariichtung vun engem neie Fong net automatesch - och wann en eleng, wat eng Méiglechkeet ass, duerch Ëmschichtungen am jëtzegen EU-Budget finanzéiert gëtt -, datt op enger anerer Plaz Mëttelen agespuert oder gestrach ginn?

b Wa jo, bei wat fir enge Posten am EU-Budget wier d'Lëtzebuerger Regierung bereet Aspuerungen zouzeloossen (Strukturfong, Agrarsubventiounen,...) a wou op kee Fall?

6. Geet et an dëser Affär net éischter ëm symbolesch Politik, soll net an éischter Linn, wéi de Kommissiounspresident sot, e "staarkt Signal fir eng europäesch Solidaritéit" gesat ginn?

Réponse (15.10.2002) de **Mme Lydie Polfer**, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*:

La Commission européenne a effectivement soumis au Conseil un projet de création d'un Fonds de catastrophe européen en réponse aux terribles inondations qui ont frappé des pays d'Europe centrale. L'objet du fonds est de donner les moyens financiers nécessaires pour faire front face à l'énorme détresse des habitants et aux immenses efforts des gouvernements concernés de procéder à la reconstruction de leurs territoires dévastés. Il sert à compléter et à soutenir les efforts nationaux mis en oeuvre et non à se substituer à eux. Le principe de solidarité entre les Etats membres et de ceux-ci avec les futurs Etats membres qui est le fondement de cette initiative est une idée fondamentale de la construction européenne et trouve ici une expression concrète.

Le Conseil Affaires générales du 30 septembre a procédé à un premier examen du projet de la Commission, un nouveau débat est prévu pour le CAG du 21 octobre qui traitera des modalités de mises en œuvre de ce fonds s'il est créé. Le principe d'un tel Fonds est soutenu par l'ensemble des pays membres. Le projet initial et la tournure des premières discussions au Conseil confirment qu'il ne pourra être fait recours à ce Fonds que dans le cas de catastrophes naturelles exceptionnelles, telle que l'Europe n'en a que rarement connu.

Le principe de subsidiarité qu'invoque l'honorable député pour faire face aux catastrophes naturelles ayant touché gravement les pays d'Europe centrale ne me semble pas être de mise dans le contexte d'un fonds de solidarité. Le principe de subsidiarité pourrait d'ailleurs servir aux pays de l'UE pour se réfugier dans l'inaction. Or telle n'est pas l'option choisie par l'UE. L'ampleur de la catastrophe et la solidarité qui en a découlé appellent à l'action commune que je salue et soutiens.

Le Luxembourg soutient pleinement le principe d'un tel projet. Vu que les modalités de son application ne sont pas encore arrêtées il faut attendre de voir le résultat des débats au niveau du Conseil pour exprimer un jugement définitif.

La proposition de l'honorable député de suspendre les contributions d'un Etat victime d'une telle catastrophe au budget communautaire ne me paraît pas être un moyen adéquat pour venir en aide au pays concerné. Cela paralyserait en effet les équilibres budgétaires et mettrait en péril le fonctionnement de l'UE et la mise en œuvre de politiques arrêtées. Puiser dans un Fonds établi à cet effet permet en revanche de réagir plus rapidement sans pour autant perturber le système des contributions des Etats membres et l'exécution du budget de l'UE, tel que voté par le Parlement européen. Finalement, l'expérience acquise par la Commission en matière d'aide d'urgence en gestion de fonds garantit que ce nouvel outil sera efficace.

C'est à juste titre que l'honorable député souligne le côté hautement symbolique de la solidarité européenne à la suite de ces catastrophes naturelles. La rapidité de l'action européenne et l'efficacité de ce nouvel instrument sont effectivement un signal fort dont on ne peut que se réjouir.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
media brain, agence en communication, Luxembourg